

Le « oui » de la Lituanie

M. GORBATCHEV avait critiqué à plusieurs reprises la déclaration d'indépendance de la Lituanie, arguant que cet acte avait été voté « à la souvette » par le Parlement de Vilnius le 11 mars dernier. A cette pratique jugée « non démocratique », il opposait celle du référendum : c'est par un référendum que commence la longue procédure prévue par la « loi de sécession » votée à Moscou l'an dernier à l'intention des Républiques rebelles, c'est aussi un référendum qui va être organisé à son initiative dans toute l'Union le 17 mars prochain.

N'en déplaise au président soviétique, ce référendum - baptisé « sondage » par les autorités locales - a eu lieu samedi en Lituanie, et son résultat est probant : avec un taux de participation de plus de 84 % et plus de 90 % de « oui » à l'indépendance, non seulement les Litوانيens, mais une partie des minorités russe et polonaise qui peuplent la République ont soutenu M. Landsbergis.

L'AGITATION fébrile déployée depuis janvier au nom de cette minorité par le Parti communiste local et un soi-disant « comité de salut national » est ainsi ramenée à sa juste place, celle d'un groupuscule plus soucieux de revanche politique que d'équilibre national. Ce résultat est aussi une conséquence directe du traumatisme du 13 janvier. La révolution nationale en Lituanie et dans l'ensemble des pays baltes avait été jusqu'à une « révolution de velours », remarquablement pacifique, sans aucune comparaison avec les violences ethniques du Caucase ou d'Asie centrale.

C'est cette image, et aussi celle d'une parastatisme soucieuse de droit et de dialogue, qui a été brisée par l'intrusion des parachutistes dans la tour de télévision de Vilnius. M. Gorbatchev, dont les réactions n'ont pas été à la hauteur de l'événement, n'a pas fini d'en ressentir les conséquences. Celles-ci vont de la radicalisation de l'opinion balte à une certaine impuissance de l'armée, condamnée à des gestuelles sans grand effet.

UNE première issue serait de surmonter l'impasse juridique que les deux référendums, celui du 9 février et du 17 mars, ne font que confirmer. A M. Gorbatchev, qui veut que tout se fasse « selon les lois soviétiques », les Litوانيens répondent qu'ils n'ont jamais fait partie au droit de l'Union et qu'ils demeurent la loi sur la sécession, votée après leur déclaration d'indépendance, ne saurait avoir d'effet rétroactif. A la limite, Staline et Brejnev étaient plus proches du droit en proclamant, de manière purement formelle mais sans ambiguïté, le droit de chaque République à quitter l'Union.

D'une manière générale, l'histoire de la décolonisation - la France en sait quelque chose - ne connaît guère de cas dans lequel un colonisé ait conquis son indépendance aux conditions fixées initialement par le colonisateur. En général, on prend son indépendance d'abord, on négocie après, entre partenaires qui se sont reconnus souverains. C'est bien ce que devra faire un jour M. Gorbatchev, et le plus tôt sera le mieux.

Lire page 13
L'indépendance plébiscitée
Un entretien
avec M. Pavlovskis,
recteur de l'université
de Vilnius
par SYLVIE KAUFFMANN

M0147 - 0212 0 - 5 00 F

Alors que M. Cheney se dit surpris par l'« énormité » de l'appareil militaire irakien

Washington et Téhéran prennent acte de l'intransigeance de M. Saddam Hussein

« Je n'ai pas entendu un seul mot sur le retrait du Koweït. C'est cela que le monde entier veut entendre. » Le président américain George Bush, a réagi en ces termes, dimanche 10 février, au rejet du cessez-le-feu exprimé le même jour par M. Saddam Hussein.

Dans un message radiodiffusé, le président irakien avait notamment déclaré que « chaque heure qui passe est une nouvelle défaite pour les Impies ». Alors que Radio-Bagdad confirmait la décision « irrévocable d'affronter l'agression », le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, a appelé les Etats arabes à « boycotter diplomatiquement et économiquement les forces hostiles » à son pays. Prenant connaissance de la réponse aux « idées » de paix soumises à M. Saddam Hussein, le président ira-

nien, M. Rafsandjani, a reconnu que celle-ci « n'était pas au niveau de ce qu'on attendait ». Désireux, lui aussi, de faire fléchir M. Saddam Hussein, M. Gorbatchev a envoyé à Bagdad son émissaire personnel, M. Primakov. Le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, était pour sa part attendu mardi à Moscou tandis que son collègue de la défense, M. Pierre Joxe, faisait savoir qu'il se rendrait à nouveau jeudi en Arabie saoudite.

Avant de rentrer dimanche à Washington, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, n'avait pas caché sa surprise devant l'« énormité » de l'appareil militaire irakien. Lundi, M. Cheney a fait part de ses conclusions à M. Bush, qui devra décider, avec les alliés, de l'opportunité de lancer une offensive terrestre.



La coalition prise entre deux pièges

par Jacques Isnard

Dès sa conception, l'opération « Tempête du désert » a comporté une phase terrestre, ou plus exactement une reconquête du Koweït par le moyen de ces actions au sol qui combinent des éléments aéro-terrestres, hélicoptères et amphibies. Aucun des états-majors de la coalition anti-Saddam Hussein n'a entrepris l'illusion de des raids aériens suffisant à faire plier l'armée irakienne.

Quatre semaines après le déclenchement de la bataille, voilà donc

les coalisés, à commencer par les Etats-Unis qui forment le gros du corps expéditionnaire, au pied du mur. D'un jour à l'autre, ils seront placés devant la nécessité de devoir déloger un adversaire retranché dans un Koweït qui ne fait pas moins de deux fois l'étendue de la Corse et où ils sont attendus de pied ferme par près de 700 000 Irakiens, si à l'armée régulière et aux réserves de la milice on ajoute la garde républicaine.

Cruel dilemme que celui de ces troupes anti-irakiennes obligées de naviguer entre deux pièges. Ou elles s'emploient rapidement et

brutalement à s'approprier de vive force le Koweït. Auquel cas elles sont assurées d'enregistrer un maximum de pertes, que ne supporteront pas les opinions dans les différents pays impliqués. Ou bien elles se donnent encore du temps (qui leur est compté avec l'arrivée des grandes chaleurs et des vents de sable) en continuant les pilonnages en Irak et en tentant d'accélérer le défillement de la garnison au Koweït. Auquel cas elles procurent au maître de Bagdad l'occasion de se présenter, pour toutes les portes civiles endurcies par son pays, en martyr de la cause

arabe avec le Ramadan qui approche. Deux officiers généraux de la coalition traduisent ce dilemme à leur façon, qui est franche. Le premier est américain : « La pire des solutions serait de vouloir casser les dents de Saddam Hussein, en menant une attaque de front, car on agirait ainsi selon ses propres règles du jeu à lui. » Le second est saoudien : « Le secret pour survivre au Proche-Orient est de ne jamais humilier celui que vous avez battu, parce qu'un ancien adversaire qui se rétablit est destiné, un jour, à redevenir votre allié. »

Lire la suite page 5

Les dossiers de la paix

par Daniel Vernet

La guerre n'est pas finie. Elle n'a pas encore atteint son point culminant, et les alliés commencent à se préoccuper de l'après. Ce n'est pas prématuré. Car il ne servirait à rien de gagner la guerre si la paix ne faisait que des perdants. Américains et Européens - ces derniers souvent en ordre dispersé - échafaudent des plans pour qu'un équilibre régional voie le jour au Proche-Orient et qu'un équilibre de Saddam Hussein, en Irak ou ailleurs, ne soit pas tenté par la même aventure. Au-delà de la libération du Koweït, la guerre doit débou-

cher sur une paix qui a posteriori renforce sa raison d'être. Les problèmes qui ont transformé le Proche-Orient en poudrière sont connus ; les solutions sont controversées. Les contours de la paix dépendent dans une large mesure des buts de guerre.

Or ceux-ci ne sont pas d'une clarté absolue et ne sont pas partagés à un degré égal par tous les membres de la coalition anti-irakienne, même en ne considérant que les principaux d'entre eux.

Outre l'évacuation du Koweït, les Etats-Unis veulent-ils détruire la machine militaire irakienne, liquider Saddam Hussein ou, en tout cas, le chasser du pouvoir, maintenir une présence armée

permanente dans le Golfe ? M. Richard Perle, ancien secrétaire américain adjoint à la défense, déclare par exemple : « Un des buts de guerre est déjà atteint : l'Irak n'est plus capable de produire et d'utiliser les armes de destruction massive. »

La nature de la paix dépend aussi de l'issue de la guerre, qui paraît ne faire guère de doute pour les experts, mais plus encore de la manière dont les combats terrestres à venir seront conduits et se termineront. A partir de là, diverses variantes peuvent être construites autour de quelques questions-pivots qui demeureront, quel que soit le sort des armes.

Lire la suite page 9

Les consommateurs sur la réserve

La guerre a modifié le comportement des consommateurs français. Ceux-ci fréquentent moins les grands magasins, qui ont enregistré au cours des trois jours suivant le déclenchement des hostilités une forte baisse de leurs ventes. Le chiffre d'affaires des grandes surfaces tend depuis à retrouver des niveaux de saison. Les Français reportent leurs achats de biens durables et l'argent épargné se porte notamment sur le livret A.

Lire notre dossier
pages 25 et 26 - section B

DOMINIQUE FERNANDEZ

L'école du Sud

roman

Le chef-d'œuvre
de Dominique Fernandez.



Grasset

Un succès pour les Chantiers de l'Atlantique

La Malaisie commande cinq méthaniers pour 7 milliards de francs.

page 42 - section B

L'affaire Maziz en justice

Onze ans de procédure après la mort d'un gardien de la paix.

page 17

Les échanges franco-soviétiques en baisse

La commission mixte s'ouvre à Paris dans un climat morose.

page 26

CHAMPS ÉCONOMIQUES.

■ Allemagne-Japon : le temps des alliances.
■ Pérou : la pyramide de l'injustice.
■ La chronique de Paul Fabre : « Moscou et l'école Ploeghet ».

pages 27 à 29 - section C

« Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section B

Le retour du choléra

L'épidémie qui sévit au Pérou fait renaître
la hantise d'un fléau du siècle dernier.

L'émergence sur la côte péruvienne d'une épidémie de choléra qui a déjà touché plus d'un millier de personnes vient brutalement rappeler, à l'heure de la pandémie de sida, la difficulté de contrôler l'ensemble des maladies infectieuses menaçant l'espèce humaine. Elle met aussi en lumière, en dépit des remarquables progrès de la biologie, de la médecine et de la vaccinologie, la fragilité des équilibres existants entre l'homme et les micro-organismes pathogènes, bactéries ou virus, qui sont une composante naturelle de son environnement.

Avec l'épidémie péruvienne, c'est une nouvelle fois la hantise du choléra, les images d'écroulements et de cordons sanitaires. A Lima, le ministre de la santé explique aujourd'hui que trois cent mille de ses compatriotes sont porteurs du germe, l'infection devant selon lui faire dix

mille victimes. Les spécialistes comme le professeur André Dodin (institut Pasteur de Paris) estiment pour leur part que cette épidémie prendrait les dimensions d'une véritable catastrophe internationale si, comme on peut le craindre, elle parvenait, via la transamazonienne, à gagner les populations du Brésil.

Le choléra est l'une des plus anciennes maladies de l'humanité. Sa réputation de fléau date pour l'essentiel du dix-neuvième siècle, lorsqu'elle a atteint l'Europe, provoquant au total six pandémies. Le germe devait ensuite regagner l'Asie, sa terre d'origine, et se cantonner dans les deltas du Gange et du Brahmapoutre. Les spécialistes observèrent ensuite une série de poussées plus ou moins localisées, en Egypte (1947).

JEAN-YVES NAU
Lire la suite et l'article
de NICOLE BONNET Page 16

DÉBATS

La guerre du Golfe

TRAIT LIBRE



Le complexe de Saladin

par André Gréjine

SADDAM HUSSEIN nous choque parce qu'il est anachronique. Après tout, Alexandre et Gengis Khan, Saladin et Bonaparte se sont, eux aussi, illustrés par leurs conquêtes. Mais, aujourd'hui, l'expansion est synonyme de développement économique. En s'identifiant avec le dictateur irakien, les peuples arabes cherchent des compensations archaïques à leurs humiliations, ce qui ne peut que renforcer celles-ci.

Le sous-développement est en lui-même une source de frustrations. Celles-ci sont d'autant plus fortes que la multiplicité des contacts tant médiatiques qu'humains avec les pays développés fait mieux ressortir encore la misère des populations arabes. La perception de ce contraste ravive les humiliations de la période coloniale, qui se prolongent à travers le statut d'infériorité impartie à la main-d'œuvre étrangère au sein des pays européens. L'opulence occidentale exerce une attraction qui se mue en ressentiment à l'égard de la sordide réalité de l'immigration.

L'humiliation arabe

Ce sentiment de frustration que partagent beaucoup de peuples du tiers-monde est aggravé, dans le cas du monde arabe, par le souvenir mythifié de la grande civilisation qui fut la sienne il y a près de mille ans. C'est ce qu'on pourrait appeler le complexe de Saladin, qui remonta en 1186 la dernière victoire musulmane contre l'Occident chrétien, victoire qui précéda de peu la décadence du monde arabe. Ce complexe est évidemment plus particulièrement ressenti par les intellectuels qui ne cessent de raviver cette blessure millénaire.

La décolonisation aurait pu offrir une perspective de décollage rapide. Il n'en a rien été. La mon-

tée du prix du pétrole a fait naître de nouveaux espoirs. Les inégalités dans la répartition des revenus pétroliers, la priorité souvent accordée aux dépenses militaires, enfin les erreurs d'orientation du développement économique expliquent que ces espoirs ont été, eux aussi, très largement déçus. Ces déceptions ont d'autant plus conforté le ressentiment à l'égard des pays industrialisés que certains gouvernements autoritaires ont tout fait pour détourner sur ces derniers la légitime colère de leurs populations.

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'attitude des pays arabes à l'égard d'Israël. Les défaites successives qui leur ont été infligées par ce petit pays, perçu comme l'avant-garde de l'Occident dans la région, ont été vécues comme autant d'affronts, même par des peuples qui n'ont pas pris part aux conflits. Mais, sans préjuger de l'opportunité de négociations sur le problème palestinien, il faut remarquer que l'opinion selon laquelle il suffirait qu'Israël rende les territoires occupés pour que la région retrouve sa stabilité est singulièrement optimiste. La situation des Palestiniens sert bien souvent d'abécédaire de fixation des rancoeurs accumulés à l'encontre des pays développés, pour lesquels Israël a longtemps fait fonction de passe-temps. Cette recherche d'un bouc émissaire est sans doute l'une des principales composantes du paradoxe de l'humiliation arabe. Les peuples arabes n'y échapperont qu'en résistant à la tentation de se replier sur eux-mêmes pour ressasser de vaines menues, que ce soit par l'intermédiaire du nationalisme ou de l'islamisme, et en se réconciliant avec le réel.

Toutes les grandes civilisations ont de formidables capacités d'assimilation des inventions et des idées étrangères. Tel fut le cas de la civilisation arabe, à sa grande époque médiévale, qui a notamment redécouvert et enrichi la médecine grecque (Avicenne). La décadence

du monde arabe a commencé avec un repli sur ses valeurs traditionnelles face à la triple menace des Turcs, des Mongols et des croisés. Au fil du temps, la civilisation arabe s'est figée. Pendant que l'Europe de la Renaissance et des Lumières développait ses échanges économiques et s'ouvrait aux idées et aux techniques étrangères, le monde musulman se refermait et se désintéressait de la pensée occidentale. Depuis lors, apports extérieurs et identités arabes n'ont plus été posés en termes de synthèse mais, au mieux, de juxtaposition, plus souvent d'affrontement.

Technologies étrangères

Prétendant ignorer les identités nationales, l'occidentalisation forcée a conduit – par contrecoup – à l'avènement des ayatollahs en Iran et progressivement avec une extrême lenteur en Turquie. D'autres pays comme l'Égypte nassérienne, l'Algérie, l'Irak ou la Syrie se sont lancés dans des stratégies d'inspiration marxiste qui pour avoir été importées d'Europe ne correspondent en rien au modèle occidental de développement. Mais peut-on parler d'occidentalisation au sujet d'autocrates qui ont simplement tenté de plaquer, sur des sociétés rétives, des normes et des techniques sorties de leur contexte, tout en ignorant résolument l'ouverture intellectuelle et politique, le développement de l'esprit critique qui sous-tendent le « modèle occidental » ?

La simple transposition de techniques, a fortiori l'importation de produits étrangers, n'a rien à voir avec la fécondation d'une société par des valeurs, des idées et des technologies provenant de l'extérieur. Le Japon a, par exemple, non seulement intégré, mais perfectionné dans bien des domaines le savoir-faire occidental, sans renoncer à son identité propre. Dans ce cas, l'ouverture intellectuelle s'est même accompagnée

BIENTÔT, avec la libération du Koweït, le dernier terrain de compromis diplomatique entre le dirigeant irakien et le reste du monde aura disparu. Déjà se pose la question du pouvoir à Bagdad, sans laquelle tout le tumulte sur l'avenir du conflit arabo-irakien et du nouvel ordre de sécurité régionale est vain.

Pour l'Occident, les choix sont plus limités qu'on ne pense. Au meilleur des cas, c'est-à-dire si l'Amérique décide de ne pas avancer sur Bagdad, le pénible attentisme qui suivra ne pourra déboucher que sur deux options.

La première est un coup d'État, ou, ce qui est similaire dans le cas présent, l'assassinat. Mais comme toutes les tentatives d'assassinat qui ont eu lieu durant la guerre Iran-Irak, on n'en saura rien (des rumeurs) si elles échouent. Ainsi veut la logique de la longue vie d'irréductibilité de Saddam Hussein, auquel seule a réussi la violence mise à nu. Un coup

d'État est une possibilité réelle qui a l'avantage d'arrêter les combats immédiatement, mais qui ne ferait que reproduire les éléments d'un scénario qui a débouché dans la catastrophe à laquelle nous faisons face. Le système irakien actuel n'est lui-même que la conséquence d'une série de coups de force factieux depuis le renversement de l'ancien régime en 1958. Mais il y a aussi l'impossibilité de contrôler les hommes du coup d'État et ses lendemains. Le nouvel homme fort, dans tous les cas, ne sera pas démocrate. Et si le coup d'État est difficile à analyser, il est impossible à orchestrer.

Y a-t-il alors une autre solution ?

C'est là où l'opposition irakienne en exil entre en jeu. C'est l'autre perspective de l'après-Koweït, qui mérite d'être examinée attentivement.

Un programme libéral et fédéral

Fin février 1990, six mois avant l'invasion, un programme de revendications était signé par vingt-sept personnalités irakiennes en exil. La liste des signataires comprenait l'ensemble des tendances de l'opposition irakienne, ainsi que toutes les ethnies et confessions. Y figuraient des libéraux, des socialistes dissidents, d'anciens militaires, des communistes et des islamistes. Ces vingt-sept personnalités comprenaient des sunnites, des chiites, et même un chrétien assyrien, tous vivant en exil politique à Damas, à Téhéran ou à Londres. Ainsi pouvait-on voir le parangon des dirigeants kurdes, plus célèbres Masoud Barzani, Jalal Talibani, du secrétaire général du Parti communiste Aziz Muhammad, des libéraux tels que le chéite Ahmad Chalabi et le sunnite Sélim Fakhri (à présent décédé), des figures islamiques de proue, de plus jeunes militants pour les droits de l'homme, tous figurant côte à côte sur un programme minutieusement élaboré par Muhammad Bahr Al Ulum.

A l'époque, Saddam Hussein n'était pas internationalement contesté, et la demande de sa mise à l'écart était formulée par un euphémisme.

Les dix revendications qui sont illustrées la volonté commune des personnalités de l'opposition irakienne, c'est-à-dire des libertés démocratiques de base, la libération des détenus politiques, le retour des exilés et déportés et la restauration des biens qui leur ont été confisqués, l'opposition demandait la suppression du parti unique et des institutions répressives, la protection de l'indépendance de l'appareil judiciaire et la formation d'un gouvernement de coalition pour veiller à la tenue d'élections libres dans une atmosphère pluraliste. La question kurde figurait au programme ainsi que les dirigeants kurdes l'avaient requis : une autonomie réelle au Kurdistan irakien, mais aussi la participation des Kurdes au pouvoir à Bagdad, « dans le cadre de l'unité irakienne nationale ».

Somme toute, un programme libéral et fédéral, l'idéal d'un système constitutionnel pour l'Irak.

L'obscur accueil fait à ce témoignage émanant des forces de l'opposition est sans doute aussi révélateur que sa teneur. Pas un journal n'y fit allusion en Occident. Le dictateur de Bagdad était trop craint ou trop nécessaire à l'époque.

Mais il y avait aussi une question de crédibilité, et là il faut peu de temps que la responsabilité de l'opposition était engagée. Si le manque d'intérêt, patent depuis trente ans,

est décourageant pour des opposants en exil, eux-mêmes étaient également en fuite. Car il a fallu cinq mois après la mise au ban mondiale de Saddam Hussein le 2 août pour qu'un texte similaire apparaisse à nouveau.

Le nouveau manifeste est paru à Damas le 27 décembre 1990. Ou plutôt, il fut élaboré à Damas et rendu public par une conférence de presse à Beyrouth, témoignage d'une crainte syrienne de trop s'avancer publiquement. Le texte groupait certains des signataires de l'année précédente, notamment les Kurdes. Quelques noms manquaient, d'autres y étaient ajoutés. Ainsi Muhammad Bahr Al Ulum, qui vit en exil à Londres, n'avait pas fait le pèlerinage de Damas. Les islamistes de Téhéran étaient par contre venus, et Muhammad Bakir Al Hakim, le chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, ainsi que certains islamistes de l'obscur parti Al Dawaa et du groupe de l'Action islamique y figuraient. Mais il y avait peu ou pas de figures libérales.

Le programme lui-même était moins raffiné politiquement et intellectuellement que celui de février. Au-delà des flouements du style, notamment la mise entre parenthèses du mot démocratique dans la clause 5, s'ajoutait le retard de la publication. Sur les raisons de ce retard, on ne peut que spéculer, et il me semble que l'explication réside dans les États patrons. Il est improbable que les gouvernements de l'Iran et de la Syrie aient vraiment eu peur de l'instauration en Irak d'un régime authentiquement démocratique. Leurs espoirs sont fondés, de préférence, sur un coup d'État que chacun espère favorable à ses propres ambitions.

L'Occident est un facteur déterminant pour l'avenir de l'Irak. Car si la déposition de Saddam Hussein s'inscrit dans la logique de l'après-Koweït, elle ne se fera pas grâce aux États patrons.

Les trois tendances historiques

Pour sa part, l'Occident peut faire pencher la balance dans le sens d'un avenir irakien effectivement pluraliste. Penser un avenir pluraliste et démocratique en Irak est impératif. Pour avoir ignoré l'opposition durant vingt ans, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France n'en connaissent pas les figures les plus authentiques et les plus prometteuses.

Il faut d'abord développer les mécanismes nécessaires pour qu'un programme libéral représentant un front des trois tendances historiques de l'opposition irakienne, les libéraux, les islamistes et les Kurdes, puisse être mis effectivement en œuvre. Mais surtout, car ce programme existait dans les tentes de février et de décembre 1990, il faut savoir encourager les interlocuteurs sérieux et authentiques. C'est là une tâche difficile par la nécessaire subtilité qu'elle requiert, notamment pour éviter de donner l'accolade de la mort à une opposition qui ne doit pas être perçue comme un instrument occidental.

La libération du Koweït à elle seule ne justifie pas les terribles destructions que l'Irak endure. Une perspective de démocratie à Bagdad vaudra, plus que le territoire koweïtien, que le sang irakien et allié ait été versé.

► M. Chibli Mallat enseigne à la School of Oriental and African Studies de Londres.

COURRIER

Surmonter la méfiance

Militante de la paix au Proche-Orient, et plus particulièrement entre Israéliens et Palestiniens, depuis de nombreuses années, je ne suis pas pour autant « muni-choise ».

Pour avoir vécu la montée du nazisme et son aboutissement à la guerre et aux horreurs qu'elle a entraînées dans toute l'Europe, on peut facilement imaginer les ravages qu'un dictateur sans foi ni loi peut faire dans l'ensemble du Moyen-Orient. Le soutien aux Palestiniens, dont Saddam Hussein se moque, n'est qu'un prétexte pour aggraver les tensions qui existent dans les territoires occupés par Israël.

Si je hurle dans le désert depuis tant d'années qu'il faut appliquer les résolutions 242 et 338 de l'ONU, je regrette que Yasser Arafat se soit précipité dans les bras de Saddam Hussein alors qu'il aurait pu jouer un rôle de médiateur dans un processus de paix auquel il faudra bien arriver.

Il est à espérer qu'Israël, qui a jusqu'à maintenant gardé courageusement un profil bas dans la période dramatique qu'il traverse, commençant à parler avec les Palestiniens, ne serait pas éternellement un bouc émissaire dans cette région du monde.

Même si la nomination du général Ze'evi comme ministre sans portefeuille du gouvernement Itzhak Shamir est une provocation et un gage donné aux ultras, il faudra pourtant bien arriver à ce que chacun puisse enfin vivre chez soi dans des frontières sûres et reconnues. On vient de voir que quelques kilomètres de plus ou de moins n'apportent pas la sécurité.

En rendant les territoires occupés, le climat de haine qui existe contre Israël s'apaiserait et pourrait se transformer enfin en espérance de paix. Il faut aux deux parties beaucoup de courage pour négocier et surmonter la méfiance.

MARIE-CLAIRE MENDES-FRANCE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourd, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappart
directeur de la rédaction
Jacques Gaku
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Anahide
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferecchi
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurent (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE LAFFITTE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : 40-85-25-99
L'ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY
94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

Serge Paugam

LA DISQUALIFICATION SOCIALE

Essai sur la nouvelle pauvreté

Le chômage de longue durée, les difficultés d'accès à un emploi stable, les situations d'isolement expliquent l'apparition de la "nouvelle pauvreté" dans les sociétés riches. Ce livre montre comment se constituent les statuts, les identités et les rapports sociaux à la périphérie du marché de l'emploi.

Collection "Sociologies" dirigée par Raymond Boudon. 256 pages - 150 F.

puF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

كتاب حول الفقر

LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad

Le film des événements Mauvaises « surprises »

« Déception » du président irakien Rafsanjani prenant connaissance de la réponse de Saddam Hussein aux « idées » de paix qu'il lui avait soumises, surprise de M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, « découvrant » sur le terrain « l'énormité » de l'appareil militaire irakien : la « Tempête du désert » va donc continuer de souffler de plus belle.

La réponse du dictateur de Bagdad « n'a pas été au niveau de ce que l'on attendait », a-t-on indiqué de source officielle à Téhéran, ajoutant que « toutes les portes ne sont pas fermées ». Déterminé à ne pas céder au découragement, l'Irak compte présenter avec l'Inde un plan de paix, lors de la réunion, cette semaine, à Belgrade, des ministres des affaires étrangères du Mouvement des non-alignés.

Autre initiative, celle de l'Union soviétique, qui a refusé le transport en Turquie de missiles Roland dans un avion à ses couleurs affrété par l'Allemagne et qui entend ne pas se montrer trop absente de la scène proche-orientale. Tout en exprimant la crainte que « la logique des opérations militaires ne conduise à dépasser le mandat défini par l'ONU », M. Mikhail Gorbatchev a lancé un « appel

insistant » à Saddam Hussein pour qu'il fasse preuve de « réalisme » devant les risques « d'une destruction catastrophique ». Il a, d'autre part, annoncé l'envoi « immédiat » à Bagdad de M. Evgeni Primakov, l'un de ses conseillers.

Mission divine

Dans un message qualifié « d'historique » et truffé de références religieuses, diffusé par Radio-Bagdad, dimanche 10 février, Saddam Hussein a réduit presque à néant les quelques espoirs de paix. « A chaque heure et à chaque jour qui passent, les irakiens s'accrochent davantage à leurs convictions », a-t-il assuré, vantant la résistance de son pays aux « avions de la honte » et sa détermination à « ne pas renoncer au rôle que Dieu lui a confié ».

Radio-Bagdad a, de son côté, confirmé la décision « irrévocable » de l'Irak qui a rejeté le plan de paix pakistanaï, « d'affronter l'agression ». En visite à Amman, le vice-premier ministre a appelé les Etats arabes à « boycotter diplomatiquement et économiquement les forces hostiles » à son pays. Porte de sortie ? M. Saadoun Hammadi a laissé entendre « qu'il serait possible d'engager des négociations sans préalables » des-

quelles seraient écartés les Etats-Unis et « de parvenir à un règlement arabe du conflit comme cela s'est passé au Liban ».

« La guerre peut finir demain si l'Irak quitte le Koweït. Je ne vois pas d'autre moyen d'y mettre un terme », a insisté M. Cheney, ajoutant « qu'aucune sorte de trêve ou de cessez-le-feu n'était à l'ordre du jour ». De retour d'une mission d'évaluation en Arabie saoudite, le secrétaire à la défense a fait part, lundi, de ses conclusions au président Bush qui devra décider, en coordination avec les dirigeants alliés, de l'opportunité de lancer l'offensive terrestre.

A en croire M. Cheney qui s'apprête à recevoir, à Washington, ses homologues britannique, israélien et français, l'Irak dispose toujours « d'une partie très importante de ce qui a été la quatrième armée du monde » et « peut encore trouver un moyen de (nous) surprendre ». Aussi, un certain nombre d'experts militaires américains souhaiteraient-ils que l'offensive terrestre soit retardée de quelques jours. Le secrétaire à la défense a évoqué, à cet égard, le principe d'opérations conjointes terrestres et amphibies pour contraindre les troupes irakiennes à se

découvrir. Pour l'heure, les B-52 américains ont commencé, samedi, leur mission de bombardement en Irak à partir de la base de Fairford en Grande-Bretagne. D'autre part, quatre nouveaux bâtiments de guerre britanniques sont arrivés dans le Golfe, portant ainsi à vingt-trois le nombre d'unités engagées dans le conflit, battant pavillon de l'Union Jack.

Exécutions au Koweït

Pour sa part, la France vient de renforcer le dispositif « Daguet » en envoyant, dans le Golfe, six cent soixante-dix hommes, soit la moitié des effectifs du 2^e régiment d'infanterie de marine, basé au camp d'Auvours, près du Mans. Pour la première fois depuis le début des hostilités, les Jaguar et les Mirage qui ont déjà effectué plus d'un millier de sorties, ont bombardé, dimanche, des ponts au sud-est de l'Irak.

Les irakiens semblent s'installer dans la guerre. Le conseil de commandement de la révolution a décidé, dimanche, d'organiser, notamment sous l'autorité de comités populaires, « la distribution des denrées alimentaires » et de réprimer la spéculation. Se faisant l'écho des témoignages de Koweïtiens restés au pays, la presse dominicale britannique raconte les lon-

gues queues, sous les bombardements, pour obtenir du pain ou de l'essence, le triste sort des troupes d'occupation qui mendient, sans s'en cacher, leur pitance, et surtout celui d'autochtones torturés et exécutés par l'armée de Bagdad.

Pour M. John Major, le premier ministre britannique, le renversement de Saddam Hussein serait un événement « extrêmement agréable ». Se plaçant, lui aussi, dans la perspective de l'après-guerre, M. Roland Dumas a évoqué, dans le *Journal du dimanche*, « la réalité des liens profonds qui unissent la France au monde arabe ». A son avis, « la crise du Golfe passera ». L'Algérie, le Maroc et la Tunisie continueront d'exister. La France aussi. Nous ne voulons pas, au nom du présent, gâcher l'avenir.

Outre-Atlantique, plusieurs dizaines de célébrités, de Sissy Spacek à Meryl Streep en passant par David Cassidy, viennent d'enregistrer une chanson pour soutenir le moral des troupes américaines. Tous ces artistes ne sont pas forcément d'accord avec la politique de M. Bush mais, a expliqué l'actrice noire, Whoopi Goldberg, « maintenant que nous y sommes, il est trop tard pour se demander si c'est correct ».

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

Les déceptions du secrétaire américain à la défense

La campagne se déroule comme prévu, répètent à satiété les porte-parole officiels. « La campagne s'est déroulée extrêmement bien jusqu'à présent », a affirmé, dimanche 10 février à Riyad, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. Et pourtant, ce qui l'a le plus « frappé » est « l'énormité de l'appareil militaire irakien ».

RYAD

de notre envoyée spéciale

Cette étrange découverte, après vingt-cinq jours de guerre, M. Cheney l'a faite après s'être entretenu non seulement avec le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », le général Norman Schwarzkopf, et ses adjoints, mais aussi « une précaution à souligner » avec les commandants de brigades et de bataillons présents sur le front. « Certes », a dit M. Cheney, les forces alliées ont substantiellement amoindri les capacités militaires irakiennes. « Mais, a-t-il ajouté, le président Saddam Hussein dispose toujours d'une partie très importante de ce qui a été la quatrième armée du monde. Je ne crois pas que ce soit toujours la quatrième armée du monde, a-t-il poursuivi, mais il est possible qu'il trouve encore un moyen de nous surprendre ».

Cette extrême prudence relève-t-elle de la simple tactique ou, au contraire, révèle-t-elle une sous-estimation antérieure des réelles capacités irakiennes ? Il est difficile à ce stade de trancher tant les informations dont on dispose sur cette guerre sont biaisées, voire tout simplement occultées. En matière de surprises, les commandants opérationnels ont-ils évoqué, avec M. Cheney et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, des hypothèses encore non étudiées, des armes nouvelles dont disposerait l'Irak, ou une tactique inattendue et meurtrière ? Mystère.

Telle que présentée officiellement, la déclaration de M. Cheney relève sans doute à la fois du constat des résultats de la campagne aérienne et des incertitudes qui pèsent sur la conduite des opérations. Si, sur le plan de la destruction des cibles stratégiques de l'Irak, M. Cheney a affirmé : « Nous croyons que son aviation est devenue inefficace, sa défense aérienne a été atteinte de façon significative, sa marine est virtuellement inexistante, ses moyens de production d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques sont, pour la plupart, détruits, ses lignes de ravitaillement entre Bagdad et le Koweït sérieusement diminuées », il n'en reste pas moins que l'Irak garde au Koweït de quoi se battre.

Selon le général américain Richard Neal, commandant en chef adjoint des opérations, sur le seul théâtre des opérations au Koweït, qui comprend, dans la terminologie américaine, le Koweït occupé et le sud de l'Irak, 750

chars sur 4 000, 600 pièces d'artillerie sur 2 000, et 600 transports de troupes blindés sur 4 000, ont été détruits, soit 20 % environ du potentiel, donc pas même la moitié des 50 % voulus par les Américains avant toute offensive terrestre. Certes, la destruction du matériel n'est pas le seul facteur à prendre en considération et, comme l'a souligné le général Neal, il faut ajouter à ces chiffres les armes endommagées dont, sans doute, un grand nombre sont inutilisables. Mais ce faible pourcentage donne quand même une idée de la difficulté de la tâche.

Les défenses du Koweït

D'autres considérations inquiètent aussi, visiblement, les stratèges américains, et expliquent probablement, malgré les affirmations répétées sur le respect du calendrier prévu, le retard pris dans le déclenchement de l'offensive terrestre. Les Américains ne cachent pas, en privé, qu'ils ont été « surpris » par l'importance des défenses installées au Koweït, « plus compliquées », affirme l'un d'eux, que tout ce que nous avons pu étudier dans le cadre de l'OTAN.

Autre incertitude inquiétante qu'a soulignée récemment le vice-amiral Stanley Arthur, commandant les opérations navales alliées et commandant de la VII^e Flotte américaine, la présence en Irak d'au moins 152 avions irakiens, dont 126 appareils de chasse. « Je ne partage pas la théorie qui veut qu'ils soient allés là-bas juste pour des vacances », a-t-il dit, ajoutant : « C'est plus qu'une coïncidence que beaucoup de ces avions maintenant en Irak sont équipés de missiles air-mer-Exocet. » « Ces avions sont une menace potentielle beaucoup plus grande contre la flotte que quand ils étaient en Irak », a-t-il souligné, en expliquant : « A cause de la topographie du terrain, les forces américaines ont beaucoup moins de temps pour détecter une attaque éventuelle contre la flotte si une telle offensive est lancée d'Irak, et non d'Irak. A partir de l'Irak, nous avons seulement 40 miles pour réagir au lieu de 200 miles si les avions viennent d'Irak ».

La menace chimique

Interrogé sur les assurances de neutralité données par Téhéran, l'amiral Arthur a répondu : « Je ne peux pas parler sur cela. Avec tant de bateaux sur un petit espace, je dois savoir ce qui arrive de chaque côté, ce qui signifie : au lieu de regarder dans une direction, je dois regarder dans trois ou quatre. » L'amiral Arthur s'est aussi déclaré « très concerné » par les hélicoptères Super-Frelon équipés de missiles Exocet que possède l'Irak. « Où sont-ils, que font-ils ? », s'est-il interrogé.

Il est vrai que jusqu'à mainte-

nant, l'Irak n'a quasiment rien montré. La menace des armes chimiques et/ou bactériologiques reste bien évidemment d'actualité, en particulier, sur les troupes de première ligne, moins difficiles à atteindre par l'artillerie classique. Cette menace est prise très au sérieux par les Américains, pour la détection des agents chimiques et biologiques viennent d'arriver en Arabie saoudite pour augmenter le nombre de ceux déjà sur place, appartenant à la troisième division blindée américaine basée en Allemagne. Le gouvernement allemand avait, par ailleurs, l'endossement de l'invasion du Koweït, soixante véhicules de détection chimique (Fuchs) équipés d'un laboratoire capable d'identifier 420 substances différentes, à l'armée américaine.

Ces renforts, selon des sources américaines, permettront de multiplier les opérations de reconnaissance capables d'avertir les troupes sur une région contaminée, et les opérations défensives visant à protéger les forces de l'arrière. Véhicule blindé à six roues, équipé d'un lance-grenades multiple, le Fuchs possède un bras mécanique qui permet aux soldats de prendre des échantillons de l'air, de la terre et de l'eau sans s'exposer eux-mêmes aux gaz mortels.

Lors de leur perée visant à tester le dispositif allié, les troupes irakiennes ont, d'autre part, selon les officiers des marines qui étaient les plus à la tâche dans ce domaine, fait attention à ne pas révéler leur réelle puissance de feu, comme les marines d'ailleurs, ont pu tirer quelques conclusions de ces accrochages sur le terrain, dont l'une, soulignée par un officier américain, n'est pas la moins gênante, c'est-à-dire qu'en combat très rapproché l'appel à l'aviation devient délicat. « Nous croyons qu'une des tactiques irakiennes dans n'importe quel combat futur, déclarait ainsi à des journalistes américains un officier des marines, sera d'essayer de venir au contact le plus vite possible pour annihiler la puissance aérienne. » Sept marines ont été tués par un missile anti-d'un de ces accrochages il y a une dizaine de jours et, depuis, tous les véhicules alliés font l'objet de nouvelles mesures de protection.

Encore peu de désertions

Autre déception évidente du commandement américain, le peu de désertions constaté jusqu'à maintenant dans l'armée irakienne : environ un millier sur près de 700 000 soldats basés sur le théâtre d'opérations au Koweït. Le nombre de ces désertions — soixante-quinze, dimanche, affirme-t-on — semble toutefois aller en s'améliorant, et trois phénomènes nouveaux sont apparus à cet égard. D'abord, la plupart des déserteurs soulignent la difficulté de tenir sous les intenses bombardements dont sont l'objet les troupes, et ceux-ci semblent donc « effrayés », au moins au niveau psychologique. Ensuite, plusieurs

officiers se sont rendus ensemble, avec quelques hommes de troupe, ce qui laisse supposer que la contestation gagne des couches supérieures. Enfin, des prisonniers, selon le général Neal, ont affirmé que nombre de leurs compatriotes désertaient vers le sud d'une part parce que, ignorant de l'endroit où ils se trouvaient, leur seul point de repère était la direction de leur pays, et d'autre part par crainte, après une intense propagande à ce sujet, de ce que pourraient leur faire subir les troupes alliées.

Toutefois, aucun chiffre sérieux sur ce phénomène ne peut être avancé et, après vingt-cinq jours de guerre, les soldats irakiens paraissent toujours résistants. Il faut aussi souligner que, si la plupart des déserteurs insistent sur leurs mauvaises conditions de ravitaillement, aucun, toutefois, parmi ceux qui ont été vus, ne semblait sous-alerment au point d'en être physiquement marqué.

Plus de questions que de réponses

Enfin, s'il est évident qu'à terme, compte tenu de leur supériorité technologique et logistique, les forces alliées arriveront à pénétrer au Koweït, reste l'inconnue de la bataille de Koweït-Ville qui risque

d'être également très meurtrière tant on peut penser que le président irakien en a fait une citadelle piégée où les batailles de rue relèveront plus de la guérilla que de la guerre classique.

En refusant une nouvelle fois tout compromis, en promettant la victoire à ses troupes, le président irakien garde sans doute encore quelques atouts mortels avec l'arme du pétrole qu'il n'a utilisée pour l'instant que dans une manœuvre qui menace plus l'écosystème de la région que les opérations militaires. Il ne fait toutefois pas de doute qu'en tentant de faire payer aussi cher que possible aux alliés sa défaite il gagne sur le facteur qu'il joue depuis le début de cette crise : le temps. Un temps au cours duquel il espère toujours voir se révolter les masses arabes. Mais, sur ce plan, en raison notamment de la retenue d'Israël, ses « succès » restent à venir.

En évoquant pour la première fois, cependant, la possibilité d'assauts limités amphibies ou terrestres pour forcer le président irakien à sortir de son trou et redonner ainsi de nouveaux objectifs à l'aviation — « dont l'efficacité commencera à avoir un rendement décroissant », a souligné dimanche M. Cheney, le secrétaire américain à la défense semble laisser

entendre que la grande offensive terrestre tant attendue par l'Irak n'est pas pour demain. Reste que les Etats-Unis ne sont pas seuls à décider, et que Bagdad pourrait à cet égard prendre l'initiative.

Les troupes alliées sont prêtes, certes, mais le sont-elles dans le même ordre de bataille pour répondre à une offensive massive dont le principe serait décidé par l'ennemi ? Que se passerait-il si, demain, des milliers de soldats étaient confrontés à une brutale attaque chimique ? Si un bateau américain était coulé par un missile ? « Je ne crois pas qu'il (Saddam Hussein) ait encore la possibilité de faire quelque chose qui changerait fondamentalement le cours du conflit », a déclaré à Ryad Dick Cheney, en soulignant qu'un quelconque cessez-le-feu n'était pas à l'ordre du jour tant que Saddam Hussein ne quitterait pas le Koweït. En attendant, sur la durée, plus importante politiquement que militairement, certes, le président irakien marque des points. Près d'un mois après le début de la guerre, l'armée irakienne résiste toujours à la plus forte coalition alliée jamais mise en place ; et celle-ci hésite incontestablement sur les meilleurs moyens d'en finir au moindre coût.

FRANÇOISE CHIPAUD

JULLIARD



Les temps forts de cinq ans de chroniques au "Nouvel Observateur".

120 F

Editions du Seuil

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

La bataille des ponts s'intensifie

Les Tornado britanniques ont bombardé quatre ponts en Irak dans les dernières 24 heures, et certains d'entre eux ont été utilisés pour la première fois leur équipement de guidage laser, notamment pour une attaque sur des abris renforcés pour avions, a indiqué dimanche 10 février à Ryad un porte-parole des forces britanniques dans le Golfe. Deux des ponts attaqués étaient des ouvrages provisoires, faits de pontons, et récemment mis en place par les Irakiens, a précisé le commandant Niall Irving, qui a dit n'avoir pas d'indication sur les résultats de cette attaque. Les deux autres, des ponts fixes, ont été, l'un coupé, l'autre « endommagé », a-t-il précisé.

Au centre de Bagdad, le Pont du 14 juillet, qui enjambe le Tigre, a également été « bombardé et totalement détruit » samedi soir par l'aviation alliée, ont rapporté des témoins. L'ouvrage, construit dans les années 1960, s'est effondré au niveau des deux rives du Tigre sous l'effet des bombes et des missiles lancés par les chasseurs-bombardiers américains, ont précisé les mêmes témoins. Un autre pont de Bagdad, le Pont des Martyrs, a également été « touché » et la circulation a dû être interrompue après les bombardements, ont indiqué d'autres témoins. Mardi dernier, le pont al-Jouhouriyyah (la République), également situé au centre-ville, avait déjà été totalement détruit par l'aviation alliée. La destruction des grands ponts irakiens sur le Tigre et l'Euphrate est l'un des objectifs prioritaires de l'aviation alliée, car les bombardements systématiquement, entendent couper les troupes irakiennes de leurs bases arrière et de leurs lignes de ravitaillement. Pour la première fois depuis le début des hosti-

tés dans le Golfe, les forces aériennes françaises en Arabie saoudite ont elles aussi attaqué dimanche matin des ponts dans le sud-est de l'Irak, indique un communiqué de l'état-major de la division française Daguet à Ryad. Un second raid a été également mené contre une unité d'artillerie irakienne dans le sud du Koweït, ajoute le communiqué. Tous les avions sont rentrés sans dommage à la base d'Al Hasa.

Le colonel d'aviation François Rognauld, adjoint au général de corps d'armée Michel Roquejeoffre,

commandant les troupes françaises en Arabie saoudite, a précisé au cours du point de presse quotidien à Ryad que l'ensemble des ponts traités avec des missiles AS-30 guidés par laser étaient tous situés hors d'une zone urbaine. Il a confirmé que les ponts sont désormais une des cibles privilégiées des forces aériennes conjuguées dans le but de tarir le flux logistique vers les troupes irakiennes au Koweït. Selon le colonel Rognauld, « l'effet de ces attaques sur les ponts commence à se faire sentir ».

De multiples raids ont d'autre part été effectués contre des objectifs dans le sud-est de l'Irak, et en particulier sur la ville de Bassorah — où, selon la chaîne de télévision américaine NBC, deux prisonniers de guerre américains, dont une femme, auraient été transférés. Au cours de l'une de ces missions, les Irakiens ont abattu un chasseur-bombardier américain AV-8 Harrier, et son pilote est porté disparu, a annoncé dimanche le commandement militaire américain en Arabie saoudite. L'appareil appartenait au corps des marines.

C'est le premier appareil américain abattu par les Irakiens en plus d'une semaine, a précisé le commandement. Cette dernière perte porte à 15 le nombre d'appareils américains détruits par les Irakiens depuis le début des hostilités.

Le commandement saoudien a d'autre part annoncé dimanche qu'un soldat était mort et huit autres avaient été blessés au cours d'une séance d'entraînement aux munitions réelles d'un groupe de marines saoudiens. L'accident a eu lieu durant

« un exercice d'entraînement sur une grande échelle » dans la province est de l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, on a appris dimanche de sources militaires saoudiennes que soixante-quinze soldats irakiens avaient déserté et s'étaient rendus aux forces alliées au cours des dernières vingt-quatre heures.

L'Irak a affirmé pour sa part dimanche dans la soirée avoir abattu trois avions « ennemis » et fait état de cent soixante-quatre nouveaux raids aériens des forces alliées en territoire irakien.

Diverses catégories de renforts, cependant, sont arrivées ou sont en route vers la région des combats. Quatre nouveaux bâtiments de guerre britanniques, deux contre-torpilleurs et deux frigates, sont ainsi arrivés dans le Golfe. Le même jour, quatre bombardiers américains B-52 Stratofortress ont décollé pour la première fois de la base anglo-américaine de Fairford, à l'ouest de Londres, pour des missions de bombardements dans le Golfe.

Cinq systèmes de missiles sol-air Roland étaient en revanche toujours attendus samedi pour la protection de la base aérienne turque d'Erbaç à Malatya (Est), a-t-on appris de source militaire allemande. Ces missiles sont bloqués depuis vendredi soir à l'aéroport allemand de Cologne par le refus du pilote soviétique d'un Antonov 124 de survoler un territoire en crise, a indiqué, à Bonn, le ministre allemand de la défense. L'Allemagne avait fait appel, pour ce transport, à une compagnie charter néerlandaise qui loue à l'URSS des Antonov avec équipage. — (AFP, Reuters, AP.)

« S'il y avait eu de l'essence, tous les Koweïtiens auraient fui »

Dans l'émirat occupé, la situation est de plus en plus désespérée pour la population

Les témoignages reçus récemment du Koweït font état d'une situation de plus en plus désespérée. La viande, les fruits et légumes, les céréales et l'huile manquent, les queues de plusieurs heures sont quotidiennes et les autorités d'occupation irakiennes ne font rien pour y remédier. « Ils se fichent des besoins et des souffrances de la population. Nous avons peur qu'ils ne coupent l'eau et même l'électricité. Nous n'avons plus de carburant pour nos véhicules », déclare un message parvenu en Europe. Les prix ont augmenté entre cinq et dix fois depuis le 2 août.

Les bombardements alliés touchent quotidiennement des cibles

économiques — raffineries (...) — et militaires. Les soldats, qui semblent aussi mal nourris que la population, dispersent et enterrent des stocks de munitions.

Des Koweïtiens qui ont fui leur pays et sont arrivés en Jordanie ont déclaré que la population s'attendait à un assaut terrestre imminent. « S'il y avait eu de l'essence, tous les habitants du Koweït auraient fui à l'heure actuelle », a déclaré un employé d'une entreprise danoise. « Jamais nous n'aurions imaginé que la guerre pouvait être aussi terrifiante. Nous avions vu des films de guerre, mais rien qui ressemble à ce que nous avons traversé », a rapporté une jeune femme. D'autre part, selon le jour-

nal britannique *The Independent*, on Sunday du 10 février, ces derniers jours, des Koweïtiens ont quitté leurs maisons de la côte, dans la perspective d'un débarquement allié, qu'ils espèrent proche. « Les bombardements sont une musique à leurs oreilles », aurait dit l'un d'entre eux à ses compatriotes en exil. « Ils savent au moins que quelque chose se passe ».

Le Mail on Sunday a fait également état de résistance, de tortures et de « conditions de vie dignes du Moyen Âge », de cartes de rationnement délivrées à ceux qui acceptent de prendre la nationalité irakienne. Selon le journal, les soldats irakiens continuent à construire des fortifications le long

des autoroutes, tandis que les murets centraux ont été démolis pour faciliter le passage de véhicules.

Enfin, le directeur du Programme de secours et de redressement du Koweït a déclaré dimanche à Dhahran, en Arabie saoudite, qu'il faut trois mois et huit cent millions de dollars pour refaire de l'émirat un pays viable. Son projet prévoit un « redémarrage à zéro » des infrastructures publiques et médicales pour une population de 800 000 personnes, contre 2,2 millions avant la guerre. Selon M. Ibrahim Al Chahine, 171 entreprises, dont les trois quarts sont américaines, ont déjà signé des contrats pour participer à ce programme d'urgence.

A bord d'un ravitailleur en vol

Les assoiffés du ciel

Dans le ciel d'Arabie saoudite de notre envoyé spécial

A 8 000 mètres d'altitude, le capitaine Michel B. touillait son café comme si de rien n'était : la guerre aérienne ne le privait pas des plaisirs de l'existence. Une sube grise donnait au désert sa physiologie lunaire des petits marins, et le Koweït n'était pas loin, que l'on devinait au-dessus de la fumée qui baignait l'horizon. Mais ce qui se passait là-bas, objectives en feu ou raffineries en flammes, n'était pas de son ressort. Aux commandes de son C-135, une variante du Boeing 707, le capitaine B. venait de décoller de Ryad pour ravitailler en vol quatre Mirage 2000 français ; et ce, c'était son affaire !

Il avait fallu ajuster un parachute (« Nous avons la maîtrise des airs, mais on ne sait jamais... »), coiffer un casque radio et se sangler sur son siège derrière le navigateur. Le ciel était déjà lumineux lorsque, sur les ondes, une voix à l'accent texan. Quelque part là-haut, les avions radar AWACS faisaient consciencieusement la police du ciel.

Nourrice gonflée de kérosène

Ce matin encore, les Mirage avaient décollé de la base d'El Ahsa, dans le sillage des Jaguar, dont ils assurent la couverture lorsque les Français partent piller les positions irakiennes. Le rendez-vous avec le C-135 ravitailleur était fixé au-dessus des sables, dans l'axe dit « Lemon », l'une des autoroutes aériennes qui mènent en Irak ou au Koweït occupé. Et il fallait être ponctuel. Le capitaine pilotait sa station-service volante dans un ciel encombré comme un jour de salon du Bourget : Tornado britanniques ou F-16 américains, mouches-muscules aperçues « à 10 heures », bourdonneront autour de leur ravitailleur. Pour eux aussi, c'était l'heure de la tétée.

Le C-135 attendait ses « clients », nourrice plantureuse gonflée de kérosène, dérivant dans l'azur une ellipse de 150 kilomètres, une figure que

les pilotes appellent un « hippodrome ». Et puis les Mirage ont surgi de nulle part, oiseaux géants virevoltant dans le ciel, libres comme l'air, menaçants comme l'enfer que leurs missiles « Magic » peuvent déclencher.

Le sergent-chef Jean-Jacques E. s'est alors allongé sur le ventre, à l'arrière du C-135, les Ray-Ban sur le nez, paré pour la manœuvre qui s'exécute à travers une « fenêtre » d'où l'on découvre, grand angle, le ciel et la terre mieux qu'au Kinopanorama. Le premier Mirage se rapprochait, chaque seconde plus énorme dans sa robe de camouflage bleuté, soutachée de gris. N'aurait été le masque à oxygène du pilote, on aurait distingué ses traits sous le cockpit scintillant de lumière. Le faveur d'acier alors paru s'immobiliser, réglant sa vitesse sur celle du C-135 : 850 km/h. Concentré le corps tendu, le sergent-chef E. a tiré la manette qui libère la perche prolongée d'un « panier » dans lequel le Mirage vient ficher leur embout de ravitaillement. Le chasseur a tâtonné une seconde avant de s'accoupler à la citerne volante, avec un bruit sourd. « Ce coule ! », a crié dans le casque le « pompiste » du bord, installé devant ses cadrons à l'avant de l'appareil, l'aspirant Denis K.

Le Mirage a bu sa tonne et demie de kérosène d'un trait, puis s'est dégoûté brusquement en se laissant tomber vers le sol à une vitesse vertigineuse, tandis que le second soiffard se rapprochait en battant doucement des ailes, demandant à son tour le plein.

Pendant une heure encore, le C-135 a continué ses « hippodromes », attendant que les Mirage, repartis aux aux irakiens, reviennent se ravitailler. Et puis, chacun est rentré de son côté en se racontant des histoires de ponts et de bases d'artillerie ennemis, qui, ce matin du dimanche 10 février, en avaient pris pour leur compte. Il était près de 11 heures. Le soleil était maintenant très haut dans le ciel, et le capitaine B. grignotait des petits gâteaux, mission accomplie.

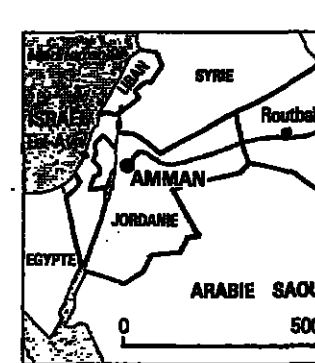
BERTRAND LE GENDRE

Pour cinq cents dollars et sous les bombardements

Le « salaire de la peur » entre Amman et Bagdad

« J'aimerais devenir un martyr et mourir sur la route », affirme Khalil Ibrahim, un chauffeur de taxi qui, comme des dizaines d'autres Jordaniens, brave les bombes alliées en faisant la navette Amman-Bagdad.

Pour Washington, cette route est un objectif militaire ob-curant des rampes mobiles de missiles et les pertes infligées aux



civils ne sont qu'accidentelles. Mais la Jordanie a encouragé la coalition anti-irakienne d'attaques délibérées qui ont causé la mort de 14 chauffeurs, détruit 50 camions-citernes et désorganisé ses approvisionnements en pétrole irakien.

« Lorsque nous entendons les missiles, nous sautons de voiture et nous nous plaquons au sol », dit Khalil Ibrahim. Il raconte qu'avec ses quatre passagers, il a dû évacuer ainsi le taxi à cinq reprises en revenant de Bagdad. « Je serais heureux de mourir sur la route pour mon pays et pour la dignité du roi », affirme pour sa part Abdoullah Hassan Mohammad. Une bombe à fragmentation trouvée sur la route est posée à l'arrière de son camion.

Zig-zag entre les cratères

« Je veux que le monde entier voie que les Américains frappent des civils », poursuit-il en expliquant qu'il va exposer l'objet, long de 1,5 mètre, à son domicile d'Aqaba. Il raconte qu'avec d'autres routiers il a été pris vendredi dans un raid près de la ville irakienne de Roubah, à 140 km environ du poste frontière jordanien.

« Ils ont lâché des bombes devant et derrière nous, et lorsque nous avons fui nos camions, les avions nous ont poursuivis. »

« Bien sûr, nous avions peur lorsque les avions lâchaient des bombes, mais nous ne sommes pas des lâches », dit-il. « Nous sommes prêts à mourir pour notre pays », insiste ce père de 12 enfants. Il lui faut désormais une semaine au lieu de trois jours pour effectuer le voyage aller-retour jusqu'aux gisements pétroliers irakiens. Les routiers précèdent

que, la nuit, ils circulent tous les feux éteints, s'arrêtant dès que les bombes commencent à tomber et zigzaguant pour éviter les cratères dont la route est parsemée. Le gouvernement jordanien a ordonné aux routiers de ne voyager que de jour et d'éviter les convois. Malgré le danger, des centaines d'hommes se sont portés volontaires pour conduire les camions-citernes et préserver l'unique approvisionnement en pétrole du royaume. Par ces livraisons, l'Irak rembourse les dettes contractées envers la Jordanie pendant la guerre qui l'a opposé à l'Irak. Amman estime que ces approvisionnements ne violent pas l'embargo commercial décrété par les Nations unies à l'encontre de l'Irak.

De nombreux routiers gagnent moins de 500 dollars par mois. Depuis le début de la guerre, certaines entreprises leur versent 50 dollars supplémentaires par voyage. « Les chauffeurs n'abandonneront pas, ce ne sont pas des lâches », assure Khalil Ibrahim, lui aussi père de 12 enfants. Issa Mohammad, routier soudanais habitant Ar Roubah, annonce, quant à lui, qu'il a décidé de ne plus conduire depuis le bombardement de la ville, jeudi, qui a détruit des maisons, une école et un bureau de poste. — (Reuters.)

Après la destruction des centrales électriques

Dans la capitale irakienne on s'éclaire à la bougie...

Avec la destruction d'une grande partie de l'infrastructure du pays par les bombardements alliés, les Irakiens tentent de s'habituer à des conditions de vie proches de celles du dix-neuvième siècle. Selon des habitants de Bagdad rentrés dans la capitale après s'être réfugiés en province, les raids aériens ont mis hors service pratiquement toutes les centrales électriques d'Irak.

Tous les bâtiments de télécommunications ont été touchés et de nombreuses raffineries ainsi que des dépôts de carburants ont été incendiés. « Après l'électricité et le téléphone, il semble que nous perdions maintenant notre dernier lien avec le vingtième siècle, la voiture. Si cela continue, nous allons bientôt revenir aux ânes et aux chevaux », notait cette semaine un homme d'affaires de Bagdad.

Invoquant des problèmes techniques, le gouvernement a suspendu mercredi dernier la vente de tous les combustibles, du pétrole au fioul en passant par le kérosène. Les prix au marché noir ont flambé presque instantanément. Vendredi, un jerrycan de 30 litres se négociait 500 dinars, soit 1 650 dollars au taux de change officiel, alors qu'un soldat ne touche que 22 dinars par mois, et un professeur de lycée, 130 dinars.

La privation d'électricité est particulièrement pénible dans une société moderne qui en dépend à chaque instant, que ce soit pour le pompage de l'eau, pour les feux de circulation ou pour faire fonctionner un ordinateur. « Les lumières se sont éteintes dans mon pays le 17 janvier. Cela prendra des années, peut-être des décennies, pour réparer les dégâts », dit un médecin de Bagdad.

Des Irakiens affirment que pratiquement toutes les centrales électriques et les centres de communications ont été touchés au moins deux fois, et pour certains à trois ou quatre reprises. La raffinerie Dora de Bagdad a pris feu au deuxième jour de la guerre mais elle a depuis encore été attaquée trois fois.

Un habitant de Bagdad partage le sentiment que la reconstruction prendra des dizaines d'années. Il en veut pour preuve qu'un central téléphonique

endommagé par un incendie en juillet dernier n'était toujours pas réparé complètement lorsque la guerre a éclaté. « S'il n'y avait pas eu ce petit problème en six mois, combien de temps faudrait-il pour réparer de véritables dégâts ? »

Mais les Irakiens essaient de s'adapter, un exercice parfois difficile pour la petite bourgeoisie habituée au style de vie occidental. « Je n'aurais jamais cru que je devrais acheter des poulets vivants, les tuer et les plumer moi-même. Mais lorsque le réfrigérateur ne fonctionne pas faute de courant, c'est le meilleur moyen de les garder frais », raconte une maîtresse de maison qui a vécu plusieurs années aux Etats-Unis.

Pas de pénurie alimentaire

Contraints de s'éclairer à la bougie, les habitants de Bagdad ont découvert qu'en ces froides soirées d'hiver les chandelles avaient au moins l'avantage de les réchauffer un peu. « Notre maison est glacée, dit un universitaire. Le peu de kérosène qui nous reste est réservé à la cuisson des repas, et nous vivons à la cuisine pour nous chauffer par la même occasion. »

Mais paradoxalement, après six mois d'embargo commercial contre Bagdad et trois semaines de guerre, on ne constate aucune pénurie de produits alimentaires de base, de fruits et de légumes à des prix contrôlés par le gouvernement. L'unique hôtel encore ouvert à Bagdad, le Rachid, sert toujours trois repas par jour. Les portions sont cependant réduites et les prix ont augmenté : 90 dollars pour un déjeuner ou un dîner, eau minérale comprise. Un petit-déjeuner coûte 25 dollars et une bière 30 dollars.

Déjà bien entamée, la réserve de bordeaux est soumise à une inflation presque aussi forte que celle de l'essence au marché noir. Une bouteille qui coûtait 270 dollars mercredi, atteignait 450 dollars jeudi. Mais même le Rachid, le meilleur hôtel de Bagdad avant de devenir le seul, ne peut fournir d'électricité, si ce n'est pour assurer un petit éclairage de secours dans la salle à manger. — (Reuters.)

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Dans Bassorah bombardée chaque nuit...

Les dégâts sont importants, mais la grande ville du Sud reste reliée à Bagdad

BASSORAH

de l'envoyé spécial de l'AFP

Le ciel rougeoyait au nord et au nord-ouest mêlant incendies et lueurs des explosions de bombes alors que le feu intense de la défense antiaérienne prend à partie les avions que l'on entend vomir dans le ciel à moyenne altitude. Ils sont le plus souvent invisibles, mais il est parfois possible de les apercevoir comme des ombres ou des points identifiants. Il est 21 heures, samedi 9 février, à Bassorah, deuxième ville d'Irak avec un peu plus d'un million et demi d'habitants, située à près de 600 kilomètres au sud de Bagdad et à moins de 60 kilomètres de Koweït.

La vue que l'on découvre du toit de l'Hôtel Sheraton, aux abords du Chah-al-Arab, la voie d'eau née de la réunion du Tigre et de l'Euphrate, est celle d'une ville en guerre. C'est la première fois, depuis le début de la guerre, qu'un groupe de journalistes étrangers, escorté par des fonctionnaires du ministère irakien de l'information, a l'occasion de visiter Bassorah, ville garnison et quartier général des armées irakiennes qui font face aux troupes de la coalition.

Dimanche matin, le directeur de la défense civile de Bassorah signale que les bombardements « ont été un peu plus durs que la nuit précédente ». Depuis le déclenchement des hostilités, plus de deux cents civils ont été tués et cinq cents ont été blessés, affirme Khalil Abdel Jabbar, qui indique que, « depuis dix jours, les bombardements sont chaque nuit un peu plus intenses ». Il n'est pas en mesure de donner le chiffre des pertes militaires, pas plus que le docteur Sadek Al-Nazari, directeur de l'hôpital général, principal des cinq hôpitaux de la ville, qui précise que les soldats sont soignés dans des établissements hospitaliers différents de ceux des civils.

Direction le Nord

« Le nombre de blessés amenés cette nuit était d'une soixantaine, la moyenne actuelle », dit le docteur Nazari, interrogé dans son bureau de l'hôpital. « Beaucoup de plaies abdominales, fractures multiples, provoquées par le souffle très puissant des bombes américaines », ajoute son adjoint, le chirurgien en chef de l'hôpital.

Dans la ville, où l'activité est réduite, les traces des bombardements des trois dernières semaines se sont ajoutées à celles des longues années de la guerre contre l'Iran. A l'entrée de la ville, le pont principal est gravement endommagé, et l'immeuble qui abritait, selon le guide, « le centre de formation des présentateurs de télévision » a été ébranlé par une bombe. Dans une villa proche, faite de béton et de brique, Mohamed Abdel Salaman Al-Rudeini explique, une fillette sur les épaules,

que douze personnes de sa famille sont mortes lorsqu'une bombe est tombée là, le 27 janvier. A 3 kilomètres à l'ouest, toute une rue a été ravagée par des bombes qui ont creusé des cratères d'une dizaine de mètres de diamètre. A côté du port, à quelques centaines de mètres des quais où sont toujours amarrés des bateaux, une mosquée a été atteinte de plein fouet et, raconte-t-on, quarante-huit personnes sont mortes, dont l'imam et toute sa famille.

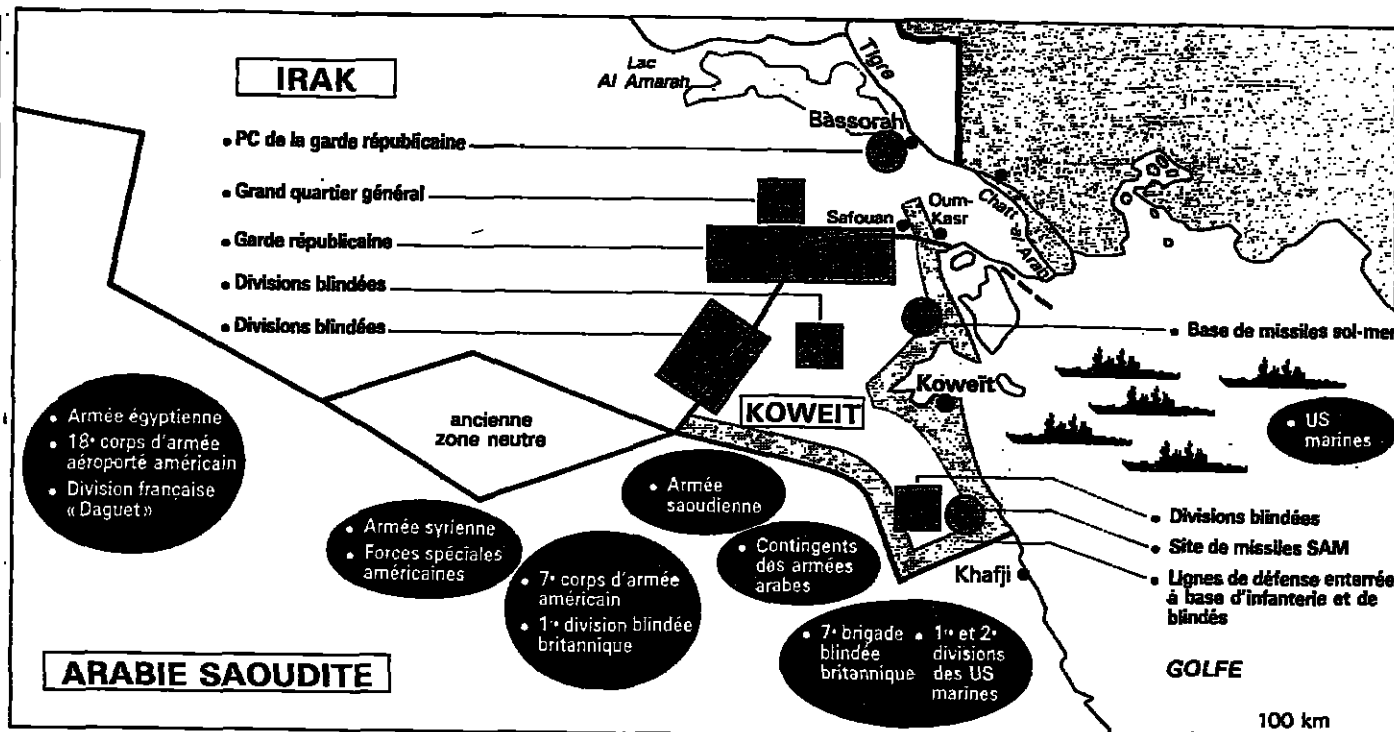
Les destructions sont également importantes dans la zone des entrepôts. Un groupe de hangars bleu et blanc semble avoir été secoué comme par une main de géant. « C'était une usine », indique le guide. « Il n'y a pratiquement plus d'abris pour la population à Bassorah », affirme le responsable de la défense civile. « En effet, explique-t-il, la ville est construite sur des marais. Des gens sont réfugiés dans les cages d'escaliers. Ce n'est pas très efficace. » « Une seule bombe détruit deux ou trois maisons », dit un autre responsable. « Les blessures sont infiniment plus graves en raison de la force des explosions », souligne de son côté le docteur Nazari.

Dimanche, Bassorah était toujours reliée à Bagdad par la route. Sur l'artère principale, entre le Tigre et la frontière avec l'Iran, plusieurs ponts sont impraticables, parfois la chaussée elle-même a souffert et est marquée de cratères, mais ça passe toujours. Nous avons fait samedi et dimanche l'aller et retour Bagdad-Bassorah, soit près de 1 200 kilomètres. L'autre route entre Bagdad et Bassorah qui, plus à l'ouest, longe l'Euphrate était également ouverte jeudi à la circulation. Les dégâts sont importants, plus particulièrement à partir d'Al-Qurnah à quelque 200 kilomètres au nord de Bassorah.

Le pont principal sur l'Euphrate de cette ville située au confluent avec le Tigre, est coupé. Son tablier a été atteint de plein fouet et a en partie disparu. On traverse à quelques kilomètres sur un ponton de bateaux et les routes de déviation empruntent ensuite la chaussée de terre ou une passerelle légère pour traverser les nombreux canaux de la région. En approchant de Bassorah à nouveau, un long pont est le dernier ouvrage d'art avant l'entrée de la ville et ne peut être emprunté que sur une file.

Malgré tout, un trafic important a encombré ce week-end ce pont de fortune et des itinéraires de déviation. Les énormes semi-remorques portant des cargaisons – les plus diverses – de la camionnette de paysans remplie de légumes à un mortier de 220 millimètres – semblent presque trop larges pour la chaussée. Beaucoup d'autobus aussi l'empruntent, ainsi que des voitures chargées de valises et de matelas. Dans leur majorité, elles se dirigent vers le nord. Dans ce paysage parfaitement plat jusqu'à l'horizon, on suit, à perte de vue, les murs de terre et les buttes d'artillerie édifiées pour contenir les assauts iraniens pendant la longue guerre entre les deux pays.

BERNARD ESTRASSE



Près de 1,4 million d'hommes se font face de part et d'autre de la frontière du Koweït (17 820 kilomètres carrés) et de l'ancienne « zone neutre » (4 500 kilomètres carrés) où Saoudiens et Koweïtiens exploitaient le pétrole en commun.

Une coalition prise entre deux pièges

Suite de la première page

Avant toute offensive aéroterrestre au Koweït, les alliés ont pu mesurer, lors de leurs raids aériens, quelle grave erreur ils auraient commise s'ils avaient cru – comme certains observateurs extérieurs les y incitaient – pouvoir sous-estimer la puissance militaire de l'Irak. Equipée et instruite majoritairement par les Soviétiques, la troupe irakienne est bâtie sur le modèle de ces armées du pacte de Varsovie que l'OTAN a eu à connaître et, pour en venir à bout, il faut accepter d'user de grands moyens.

En bientôt un mois d'activités aériennes, l'aviation alliée a cherché à obtenir d'abord la suprématie dans le ciel du Proche-Orient. Elle s'en est prise ensuite au réseau de commandement et de communications stratégiques, puis à la chaîne logistique de l'Irak. Enfin, elle a entrepris de concentrer ses attaques sur le front des formations irakiennes – troupes de première ligne et Garde républicaine en réserve – au Koweït et à son voisinage. La voilà, cette même aviation alliée, en situation de devoir, désormais, tout en continuant son travail de sape en amont, se préparer à s'intégrer dans des combats aéroterrestres au Koweït.

Au sol, précisément, la coalition anti-irakienne a commencé, depuis la deuxième quinzaine de janvier, à brouiller les cartes en dispersant autrui des unités dans le désert. A l'ouest, comme devant le Koweït, et à l'est, les troupes alliées se sont renforcées et rapprochées de leur zone d'engagement. Elles se sont, surtout, déployées sur une plus grande largeur du front, de

manière à ne pas permettre à l'état-major irakien – dépourvu de moyens fiables de renseignements sauf à expédier des forces de test à travers la frontière comme à Khafji – de deviner l'axe prioritaire d'une offensive décrétée par le général Norman Schwarzkopf.

Un serpent aux crocs venimeux

Face à cette « gesticulation », comme disent les militaires, qui est destinée à faire prendre une posture défensive à la défense, l'Irak a eu tout loisir, depuis des mois, de consolider davantage encore sa « machine » de guerre. Même après le 17 janvier, jour J de « Tempête du désert », elle a continué de le faire, à un moindre rythme il est vrai. Pendant que l'aviation alliée perdait du temps par rapport à son échancier des opérations à cause des mauvaises conditions atmosphériques et de sa traque obstinée des missiles mobiles Scud, l'armée irakienne s'est solidement enterrée et barricadée au Koweït.

Certes la coalition anti-Saddam Hussein n'a pas cessé de marteler le dispositif irakien, au Koweït même et à califourchon sur la frontière avec le sud de l'Irak, autant pour l'affaiblir militairement que pour essayer de briser la détermination de la troupe sous l'effet de ses bombardements.

Mais cela n'a apparemment pas suffi, si l'on en croit les propos du secrétaire américain à la défense M. Dick Cheney, qui vient de se rendre en Arabie

saoudite avec le général Colin Powell. La « machine » de guerre irakienne n'est pas cassée, du moins pas autant que les alliés l'avaient escompté. De l'aveu même d'un responsable allié à Ryad, il se pourrait que les unités de première ligne aient souffert. Mais il se pourrait aussi que la Garde républicaine, avec ses chars T-72, ses lance-roquettes multiples, ses batteries sol-air SAM-6 soviétiques et avec ses canons de 155 français, reste « un serpent qui a encore ses crocs venimeux ».

Sur ce sol aride, quasi désertique, à l'exception de quelques rares oasis comme Koweït-Ville ou Al Jahran, une troupe enterrée résiste mieux, en dépit des dégâts que lui font subir des raids aériens à répétition. Ces destructions, au demeurant, sont d'autant moins lourdes que les Irakiens limitent leurs sorties hors de leur « hérisson ».

Contraindre le loup à sortir de sa tanière

Un siège prolongé – dans l'espoir de l'asphyxier – de cette forteresse a peu de chances, dans ces conditions, d'obtenir que M. Saddam Hussein restitue de son plein gré le Koweït à son gouvernement légitime. La tactique des alliés devra être, d'une façon ou d'une autre, de contraindre le loup à sortir de sa tanière. Plutôt qu'une attaque frontale, brutale et intense des coalisés, qui mobiliserait un maximum de leurs capacités de feu et qui entraînerait de sérieuses pertes chez eux, il s'agit, tout au long de la frontière koweïto-saoudienne, d'associer les raids aériens et les tirs nourris d'artillerie à une série d'assauts limités – terrestres, hélicoptères et amphibies – pour forcer les Irakiens à sortir de leurs trous et de leurs positions préparées. Dès qu'elle se déplace, l'armée de Bagdad perd sa supériorité et se révèle plus vulnérable aux coups.

Pour atteindre de tels objectifs, l'aviation et l'artillerie demeurent des moyens adaptés. Il ne fait aucun doute qu'elles continueront de l'être juste avant et pendant tout engagement au sol, lorsque, dans une première phase des combats, les coalisés mèneront – au travers de brèches ouvertes dans les « tranchées de feu » derrière lesquelles s'abritent les Irakiens – des incursions en territoire koweïtien pour y débusquer les soldats de Bagdad.

Cela n'empêche pas que, pour une deuxième étape, soit déjà acquis le principe de ces opérations dites de diversion et d'enveloppement.

Ce sont des manœuvres destinées, sur le terrain, à contraindre la garnison irakienne du Koweït à se méfier de ce qui peut se présenter droit devant elle, dans le désert, autant que de ce qui pourrait débouler sur les flancs de son dispositif, à l'ouest, voire à l'est, sur les côtes du Golfe. Pour s'en prendre aux flancs de l'adversaire, de telles attaques n'en sont pas pour autant marginales.

Avec ses quelques 700 000 hommes, dont 500 000 GI, appuyés par une aviation censée les protéger de la foudre venue du ciel, la coalition peut espérer ouvrir plusieurs fronts en même temps par le biais de ces débordements du Koweït, qui vont obliger ses unités les plus mobiles à pénétrer en territoire irakien.

De ce point de vue, la division « Daquet » et les régiments d'assaut du 18e corps américain, auquel le contingent français est associé, paraissent les mieux outillés, avec leurs blindés légers rapides et leurs hélicoptères armés. Ce ne sera pas le moindre des dangers encourus par cette force que d'être confrontée à un adversaire qui n'a pas pour habitude de lésiner sur l'arme chimique dès qu'il entend faire respecter son intégrité et sa souveraineté nationale.

JACQUES ISNARD

Aux Etats-Unis, quelques voix proposent l'utilisation du nucléaire tactique

Quelques voix d'hommes politiques et de commentateurs américains favorables à l'utilisation du nucléaire tactique dans le Golfe commencent à se faire entendre, dans la perspective d'éviter des pertes élevées du côté américain en cas de guerre terrestre.

Le représentant républicain de l'Indiana, M. Dan Burton, envisage qu'on lance d'avions des « centaines de bombes nucléaires d'une puissance de 1 kilotonne » (le vingtième de celles lâchées sur le Japon pendant la dernière guerre) sur les fortifications irakiennes au Koweït. Même s'il s'affirme « soucieux des aspects politiques et moraux », il fait valoir que « cela vaut le coup [d'utiliser

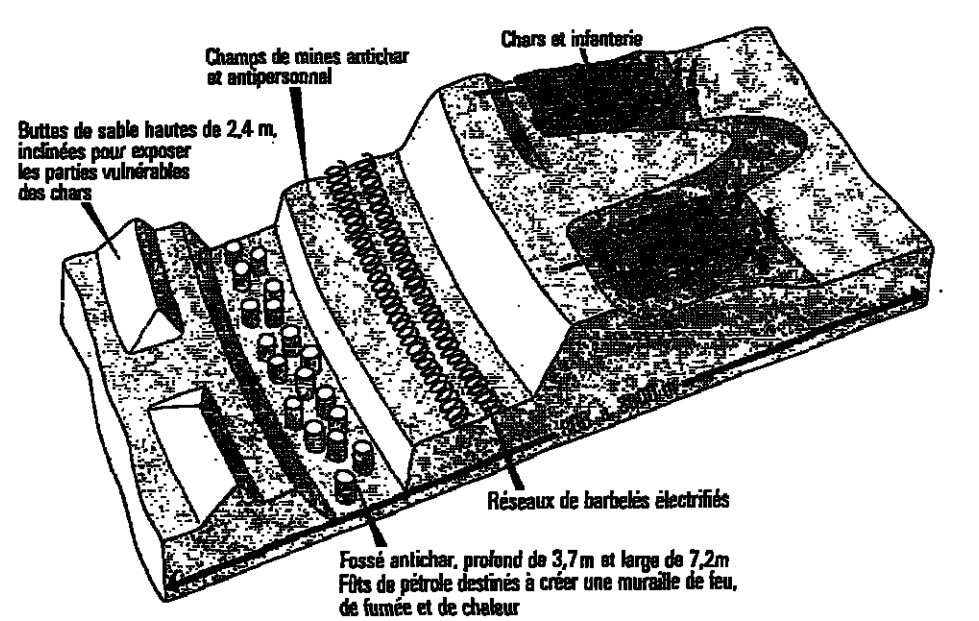
cette arme] si cela permet d'éviter le retour de vingt mille Américains dans des linceuls ». Sans aller aussi loin, le sénateur républicain de l'Indiana, M. Richard Lugar, demande que le gouvernement américain « n'exclue pas » l'option nucléaire.

« Favoriser une conclusion rapide »

Il estime toutefois qu'il n'est « pas démontré que cela pourrait vraiment sauver des vies américaines » et que cela mettrait les membres arabes de la coalition dans une situation intenable.

Un commentateur ultra-conservateur, M. Cal Thomas, a longuement défendu, dans les colonnes du Washington Times, l'idée de l'emploi du nucléaire

tactique sur le théâtre des opérations dans le Golfe. Il considère que l'argument éthique n'est pas de mise, car « il n'y a pas de différence morale entre une bombe de 1 tonne qui tue plusieurs centaines de combattants et un engin nucléaire tactique qui pourrait en éliminer plus de deux mille ». « Les armes nucléaires tactiques ne sont pas contestables quand elles sont utilisées contre les soldats et leurs équipements », a encore avancé Cal Thomas, soulignant « qu'une fois la guerre commencée [...] il vaut mieux favoriser sa conclusion rapide » en utilisant ce type d'armes. — (AFP)



Les coalisés devront franchir, pour pénétrer au Koweït, une série d'obstacles dressés par les forces irakiennes et dénommés « tranchées de feu » par les alliés.

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions internationales

Tokyo a manqué son entrée sur la scène diplomatique

Du point de vue économique, le Japon sera sans doute, avec l'Allemagne, le pays qui tirera le mieux son épingle du jeu une fois la paix revenue au Proche-Orient. Sur le plan diplomatique, en revanche, cette guerre a gravement entamé sa crédibilité internationale, vidant de son contenu l'ambition nourrie par Tokyo de jouer un rôle à la mesure de sa puissance économique et financière sur la scène mondiale.

TOKYO

de notre correspondant

Dans cette crise, le Japon a perdu sur le front de guerre comme sur celui du pacifisme qu'il professe. Il assumera, vraisemblablement, une partie du coût du

conflit, mais ses attermoissements l'ont déjà privé du bénéfice de cette expression de solidarité contrainte. Demain, il pourra payer le double : son image de pays passif qui n'est sensible qu'aux pressions américaines ne changera pas pour autant.

Cette perception, au demeurant, répond à une réalité. L'affligeante impression laissée par l'interview de l'ambassadeur américain à Tokyo, sur la chaîne de télévision nationale NHK, le soir de l'annonce de la contribution japonaise à la guerre, sur le thème « M. l'ambassadeur, êtes-vous satisfait ? » est confirmée par l'étrange gestion de la crise au ministère des affaires étrangères : c'est essentiellement à la direction Amérique que revient cette tâche, tandis que les spécialistes de la région du Golfe ne traitent que de problèmes secondaires.

Sur le front de la négociation, le Japon a laissé passer la chance de

muer son pacifisme constitutionnel en une politique active qui aurait assurément couronné les États-Unis mais aurait au moins forcé le respect. Il n'y a eu aucun débat sur le fond du problème. La seule obsession a été de ne pas déplaire à Washington.

Le malaise évident d'une partie des dirigeants nippons tient à la prise de conscience à la fois d'un vide préoccupant du pouvoir - qui se traduit par ce sursaut frileux à l'égard de Washington - et d'un ratage douloureux : l'occasion manquée d'avoir fait preuve d'initiative, ou, à tout le moins, d'avoir adopté une attitude claire.

Coïncé entre les pressions de Washington et une opinion publique indécise, sinon récalcitrante, à une quelconque participation japonaise au conflit, le gouvernement s'est révélé aussi incapable de tenir tête aux Américains - Tokyo s'est déclaré intéressé, mais n'a pas soutenu l'initiative japonaise de médiation de Fatah - que de convaincre son opinion publique de la nécessité d'un engagement aux côtés des alliés. Il s'est au contraire isolé de la nation qui, concernée mais désabusée, suit les arbitrages de conlors destinés à faire accepter par la Diète le financement d'une contribution dont le montant a été décidé à Washington plus qu'à Tokyo.

Un gouvernement discrédité

L'asthénie d'un gouvernement sans assise au sein de son propre parti, et qui n'aura à son actif que d'avoir devancé les demandes américaines, tient à la fois à la paralysie des « caciques » du camp conservateur, contraint au silence par les censeurs qu'ils traînent à leurs banquets (scandales divers), et au rétrécissement de la majorité conservatrice. Seule position cohérente : celle de la droite qui voit dans ce conflit une occasion d'ouvrir une brèche dans le « tabou pacifique » en prenant le prétexte de l'envoi de militaires outre-mer. La gauche, pour sa part, n'a pas été plus innovatrice que les conservateurs en se contentant de marteler sa doctrine de paix.

Le parti boudhiste, Komeito, seconde formation d'opposition, est en revanche devenu le pôle de la vie politique : il s'est trouvé inopinément investi de la tâche, à laquelle il n'est guère préparé, de trancher le débat sur la politique japonaise dans ce conflit, du sim-

ple fait de sa position charnière au Parlement.

Le geste de solidarité du Japon lui donnera-t-il voix au chapitre lors du règlement des problèmes de l'après-guerre ? On en caresse l'espoir à Tokyo et déjà, dans les ministères concernés, on dresse des scénarios dont les inconnues sont évidemment grandes. Mais le Japon risque fort d'avoir perdu une partie de ses cartes au Proche-Orient.

Une diplomatie naguère plus indépendante

Pour M. Shigeki Koyama, président de l'Institut de recherches sur les économies du monde arabe, « le Japon a raté le tournant. Il a perdu en quelques jours le bénéfice d'une politique, discrète mais relativement indépendante, au Proche-Orient : nous sommes revenus à la situation qui était la nôtre avant la guerre du Kippour de 1973 ». Laboratoire d'analyses stratégiques, émanation des ministères économiques, l'Institut, fréquemment consulté auparavant par le gouvernement, a été cette fois ignoré : autre indice que cette crise est d'abord une affaire nippo-américaine.

En se déconstruisant sur la liste noire des pays arabes en 1973, le Japon prit conscience qu'il n'avait pas de politique dans une région dont provenaient pourtant à l'époque 83 % de ses approvisionnements en pétrole. La réaction a été rapide : capitulation devant les exigences arabes (reconnaissance de l'OLP comme du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et gel des liens avec Israël), assortie d'une « diplomatie du yen » revenant à « acheter » la sécurité des approvisionnements nippons en pétrole à coups d'aide économique et d'investissements. Les Japonais se lancèrent ainsi dans d'énormes projets d'infrastructures (dont le complexe pétrolier de Bandar-Khéméini en Iran qui s'avéra un gouffre financier).

Assurément dictée par des impératifs énergétiques, la diplomatie japonaise au Proche-Orient ne peut être réduite à ces seules considérations : les Japonais ont mené dans la région une action circumspecte mais démarquée de Washington. Leur prudence lors de la prise des otages américains à Téhéran en 1979 fut significative. Pressé par les États-Unis, le Japon, dont le

premier ministre était alors une figure de poids, M. Masayoshi Ohira, se replia sur un attentisme qui servait au mieux ses intérêts.

Dans la guerre Iran-Irak, Tokyo maintint cette réserve en conservant de bons rapports avec les belligérants alors que Washington n'avait plus aucun contact avec Téhéran. En 1987, lorsque la circulation maritime dans le Golfe fut menacée, M. Yasuhiro Nakasone, alors premier ministre, refusa d'envoyer des démineurs. Le cessez-le-feu arriva à point nommé pour sortir les Japonais d'une situation délicate et Tokyo joua un rôle de médiateur, notamment dans l'établissement d'une commission d'enquête sur les responsabilités dans le conflit.

Cette guerre fit prendre conscience aux Japonais qu'il existait dans la région d'autres facteurs d'instabilité que la question israélo-arabe. Et à partir du milieu des années 80, s'opéra sans fanfare un réchauffement des liens entre Tokyo et Jérusalem : entre 1985 et 1990, le commerce nippo-israélien a quasiment quadruplé (passant de 400 millions à 1,3 milliard de dollars).

Scepticisme dans le monde des affaires

Sur le plan diplomatique, alors que Tokyo avait constamment lié l'amélioration de ses relations avec Israël au règlement du problème palestinien, ce « grand principe » fut alors passé sous silence dans les entretiens avec les Israéliens. Bien que le Japon ait reconnu l'OLP comme le représentant légitime du peuple palestinien, Tokyo n'a cependant pas reconnu l'Etat palestinien de M. Arafat. Lors de la visite officielle du chef de l'OLP au Japon en 1989, le gouvernement n'a pris aucun engagement.

À la veille de l'invasion du Koweït, la diplomatie japonaise au Proche-Orient avait, ainsi, une certaine maturité, estime M. Koyama, spécialiste des problèmes de la région depuis la création, en 1983, de l'Institut de recherches sur les économies du monde arabe, qu'il préside. Une opinion partagée par les Israéliens. Le Japon paraissait plus au fait des enjeux régionaux et, devenu moins dépendant du pétrole comme source d'énergie tout en ayant développé des liens avec les pays arabes (notamment des accords de

production), il manifestait une plus grande confiance en soi.

« Le Japon avait une carte à jouer dans cette crise, estime M. Koyama, d'abord parce que, précisément, c'est le pays qui dépend le plus du Proche-Orient pour son pétrole. Ensuite, parce qu'il peut porter un regard froid sur cette région : il n'y a aucun passé colonial et il a les mains propres, n'ayant jamais vendu d'armes. Enfin, parce que les intérêts des États-Unis au Proche-Orient ne sont pas forcément les siens ».

Une opinion partagée par certains médias et des personnalités du monde des affaires qui, depuis le début du conflit, se sont montrés sceptiques sur l'action américaine. Pour beaucoup, la phobie anti-iranienne des États-Unis a renforcé les ambitions hégémoniques de l'Irak. Et aujourd'hui, la par amercana que cherche à imposer Washington au Proche-Orient ne sert pas forcément les intérêts nippons : non seulement l'ordre américain risque d'introduire de nouveaux facteurs d'instabilité, mais, en outre, rien ne prouve que l'invasion du Koweït, unanimement condamnée, aurait eu des conséquences catastrophiques sur les approvisionnements nippons en pétrole.

En renouant en août à sa visite au Proche-Orient, M. Toshiki Kaifu a raté un premier coche, « l'occasion de faire entendre la voix dissidente de l'Asie dans cette crise », pense M. Koyama. La seule initiative démarquée du sursis américain fut, en novembre, celle de l'ex-premier ministre Nakasone lors de la négociation pour la libération des otages japonais. Les principaux points en étaient : évacuation immédiate du Koweït, recul de la force multinationale, négociations entre l'Irak et le Koweït sur les questions frontalières, puis organisation d'une conférence sur la question du Proche-Orient. Début janvier, Bagdad demanda à M. Nakasone de relancer sa proposition, mais Tokyo mit immédiatement le holà, affirmant que celle-ci ne reflétait ni la position officielle.

« Nouvelle tentative de rapprochement aux Américains ? La position japonaise est plus complexe, explique M. Hiroyuki Kishino, un jeune diplomate détaché à l'Institut international sur le pétrole, créé en 1988. « Notre sécurité dépend des États-Unis. En se tenant à l'écart du conflit, le Japon risquait de renforcer les tendances isolationnistes de l'opinion publique américaine. Il serait désastreux que les États-Unis renouent à leur rôle de gendarme. On doit tenir compte de ce facteur lorsque l'on juge l'attitude japonaise. Tokyo n'avait pas de choix. C'est pour l'après-guerre que le Japon devra faire preuve d'initiative ».

Dans leurs scénarios pour l'après-guerre, les Japonais mettent l'accent sur deux éléments : aide économique aux pays qui ont souffert du conflit exécuté sur une rectification du déséquilibre entre riches et pauvres et renforcement des mesures de contrôle des ventes d'armes dans la région. Tokyo saura-t-il, alors, prendre ses distances avec Washington ? C'est loin d'être certain.

PHILIPPE PONS

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept.

Fully approved to grant the
Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

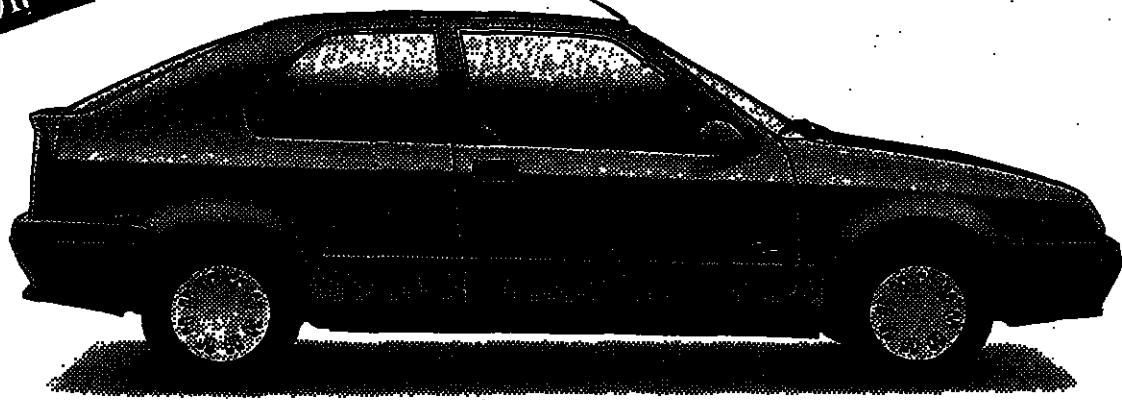
Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Léna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et en Asie : Tai Ming, Hong Kong et aux USA : P&D

Renault 19 Prima.
Tout y est, même le prix.

SERIE SPECIALE
RENAULT 19 PRIMA
A PARTIR DE
62.500F.



C'est fou ce qu'on peut trouver dans une Renault 19 Prima:

- Moteur 60 ch DIN (43 kW CEE). Consommations normes UTAC: 5,1 L à 90 km/h, 6,7 L à 120 km/h, 7,8 L en ville.
- Radio FM, cassette, stéréo, 16 présélections.

* Prix tarifé au 31/12/90. A.M. 6L. Modèle présenté: Renault 19 Prima 3 portes. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

- Phares halogènes, clé unique pour toutes les serrures.
- 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur.
- Allume-cigares, montre à quartz et appuis-tête.
- Existe en 3 versions: 3 et 5 portes, Chamade 4 portes.

RENAULT 19

POURQUOI VIVRE SANS ELLE?



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Venez l'essayer dans tout le réseau RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE



Le Monde
EDITIONS

La bibliothèque
imaginaire du
Collège de
France
Préface de
Frédéric Gaussen

JAVICO 150

CULTURE

CINÉMA

Lasers et carton-pâte

« Highlander le retour », de Russell Mulcahy :
un patchwork cousu à gros points

Christophe Lambert comptait, semble-t-il, sur *Highlander le retour* pour retrouver la gloire dont il bénéficiait à l'époque du premier *Highlander*, voilà cinq ans. Cinq ans, ça compte. Il a beau dire tout au long de ses interviews de promotion, il donne l'impression de ne plus y croire à ce justicier immortel en lutte contre le très méchant Michael Ironside - qui pastiche Jack Nicholson - avec l'aide de Sean Connery, lequel fait juste une apparition, complètement hors scénario. Peut-on, d'ailleurs, parler de scénario, et s'agit-il d'un film au sens courant du terme ? Le produit, signé Russell Mulcahy, ressemble au monstre de Frankenstein, fabriqué avec des bouts d'idées et des gadgets piqués dans le répertoire *heroic fantasy* et fantastique futurologue. Et, comme il n'y en avait pas assez pour arriver à la durée d'une heure trente-six, les scènes de bataille, qui sont

les seules actions, ont tendance à se traîner et à se répéter. *Highlander le retour* veut-il être un film à grand spectacle ? Il paraît beaucoup plus fauché que ses modèles *Batman*, *Blade Runner*, *Guerre des étoiles* et autres. Les effets spéciaux se réduisent à des fringilles rougeoyantes et à du laser en spirales. Les décors sont visiblement en carton-pâte et en toile peinte. Ce côté imagerie ringarde ne manque pas de charme. On se dit que, dans vingt ans, le film pourra passer sur Canal + dans la série « nanar culte » avec, par exemple, *Romulus et Remus*, et que l'on s'attendra alors sur les robes et le maquillage de Virginia Madsen. Militante écologiste, elle est tout de même plus intéressante en garce érotique dans *Hot Spot*, de Dennis Hopper. Mais, ici, elle est autorisée aux moins de douze ans, et ils aiment.

C. G.

Une nouvelle trilogie vidéo de Pagnol

La Compagnie méditerranéenne de films sort trois films dont « La Fille du Puitsier » en version intégrale

L'histoire de familles ennemies, puis réconciliées dans le malheur commun, n'est pas revu, aujourd'hui, sans une profonde émotion. Aucun film français n'a été comme celui-là, à cette époque, le grand témoin de son temps. On y entendait, à la TSF, le discours du maréchal Pétain annonçant l'armistice demandé aux Allemands, dans son contexte de deuil et d'effacement. Après la libération, ce discours fut supprimé. L'édition vidéo l'a rétablie, ce qui redonne aux scènes finales du film leur vrai sens.

JACQUES SICLIER

► CMF, 52, rue d'Aguesseau, 92100 La Garenne. Tél. : 47-61-04-26. 150 F la cassette.

La *Femme du boulanger* (1938), superbe comédie dramatique sur un thème emprunté à Jean Giono, porte, avec les décors naturels, le verbe de Pagnol et l'interprétation géniale de Raimu, le réalisme et la vérité humaine de la Provence. Ginette Leclerc, dans un rôle presque muet, (et initialement prévu pour l'Américaine Joan Crawford) y affirme une personnalité de grande comédienne, loin de ses emplois de garce habituels.

La *Fille du puitsier* n'est pas une œuvre aussi réussie mais, historiquement, c'est un des films les plus importants de Marcel Pagnol. Il en commençait le tournage au printemps 1940. L'histoire, assez mélodramatique, était celle de Patricia (Josette Day), l'aînée des six filles d'un puitsier provençal (Raimu), séduite par un officier d'aviation en permission (Georges Grey), fils de commerçants cossus de Salon. Le garçon est rappelé au front. La fille est enceinte et se croit abandonnée. Un brave garçon, incarné par Fernandel, cherche à l'aider. Son père le chasse. On pense forcément à *Angèle*, mais le contemporain est directement inscrit dans ce film qui, interrompu par la débâcle de 1940, fut repris le 13 août et refléta alors le traumatisme de la défaite française et de l'invasion allemande tel qu'il était ressenti en zone non occupée.

PREMIÈRE LE 12 FÉVRIER

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE

SOPHIE MARCEAU **LAMBERT WILSON**

GEORGES WILSON **CATHERINE ROUVEL**

EURYDICE

de JEAN ANOUILH

Disponible sous forme de cassette

avec GEORGES WILSON

avec MAXENCE MAILFORT

JACQUES MARCHEMONT BRUNO BALP

et ROBERT PARRY

LOC. 48.74.47.38/48.74.42.52 et agences

GIDON KREMER

violin

ET SES AMIS DE MOSCOU

Tatiana Grindenko violon

Vladimir Mendelssohn alto

Oleg Moiseyev piano

Misha Malky violoncelle

Leonid Tchikil piano jazz

Serguei Youssif cornet

Académie de Musique

Antienne de Moscou

5 PROGRAMMES

PRIX 65 F scuf SAM. 75 F

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

COMMUNICATION

Selon un rapport du ministère des affaires étrangères

La stratégie européenne pour la télévision haute définition devrait être réorientée

Alors que les industriels s'apprêtent à commercialiser les premiers équipements de télévision en D 2 Mac, un rapport du ministère des affaires étrangères affirme que la norme européenne est techniquement dépassée par les progrès enregistrés aux États-Unis et propose de revoir toute la stratégie vers la télévision à haute définition.

La stratégie européenne vers la télévision haute définition a des ratés. Et quand il s'agit de remplacer un parc mondial de 760 millions de téléviseurs pour un marché évalué à quelque 80 milliards de francs d'ici l'an 2000, les ratés risquent de coûter cher.

Les Européens semblaient pourtant mieux armés face au grand défi de l'industrie électronique pour cette fin de siècle. Depuis 1986, ils ont beaucoup travaillé pour rattraper le retard accumulé sur l'industrie japonaise. Thomson et Philips ont développé une norme commune (le HD MAC), soutenue à coup de milliards par les autorités européennes et destinée à remplacer dans dix ans nos vieux récepteurs PAL ou SECAM. Ils ont même réussi à imposer une norme intermédiaire, le D 2 MAC, capable d'apporter tout de suite aux téléviseurs un récepteur amélioré (écran panoramique 16/9 et son stéréo). Une norme qui prépare l'évolution vers l'image haute définition à 1250 lignes tout en interdisant le marché européen aux constructeurs japonais.

Or c'est justement cette étape intermédiaire qui pose aujourd'hui problème. De nombreux experts contestent les analyses de Thomson et Philips et estiment que le D 2 Mac n'offre pas d'améliorations assez sensibles pour séduire les téléviseurs. Une récente étude du BIPE (le Monde du 27 septembre 1990) montre que si 30 % des Français sont intéressés par l'image panoramique et le son stéréophonique, ce pourcentage tombe à 2,7 % quand ils apprennent que le récepteur D 2 Mac coûtera plus de 10.000 francs.

De plus, tous les diffuseurs européens sont loin d'accepter le passage à la nouvelle norme et le surcoût qu'il entraînera en terme d'équipements techniques. Si Canal Plus et les chaînes autorisées à émettre sur le satellite TDF 1 se plient aux directives européennes qui imposent le D2 Mac, le satellite luxembourgeois Astra ignore délibérément.

« Envisager l'arrêt du D2 Mac »

Grandes Bretagnes, M. Rupert Murdoch et ses nouveaux associés de BSB préfèrent émettre en PAL. Les Italiens de la RAI estiment depuis de long mois que le D 2 Mac est une étape inutile qui fera perdre à l'industrie européenne un temps précieux sur le chemin de la télévision haute définition.

Mais il y a plus grave : avant même d'être mise sur le marché, la nouvelle norme serait déjà dépassée technologiquement. C'est ce qu'affirme un rapport confidentiel rédigé il y a deux mois par le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des affaires étrangères. « Les progrès de la technologie vont plus vite que les normalisations », affirme notamment ce rapport. « Né au début des années 80, la famille MAC analogique a été introduite bien trop tardivement comme standard de diffusion (...) L'heure de vérité où se posera l'avenir définitif du D2 Mac est donc très proche. L'Europe, sous la coordination de la Commission, mais surtout l'initiative de la France, doit se préparer dès maintenant à envisager un éventuel arrêt du D2 Mac ».

Ce réquisitoire contre la politique industrielle actuelle de la France et de la Communauté est

étayé par une enquête approfondie sur le débat aux États-Unis autour de la télévision du futur. Les travaux du Massachusetts Institut of Technology puis du constructeur General Instruments sur la compression des images numériques (le Monde du 9 janvier) ont permis de résoudre le problème de diffusion de la télévision haute définition sur lequel Européens et Japonais butent depuis des années. Le système Digicipher permettrait, dès 1992, de diffuser deux chaînes en haute définition sur un même canal de satellite. Une version pour la diffusion terrestre est en cours de développement et pourrait être testée dans quelques mois. Le Digicipher a d'autres remarquables atouts puisqu'il pourrait transmettre quatre à huit chaînes classiques sur un même canal de satellite et cinq de ces chaînes sur un seul canal de réseau câblé. Un progrès qui bouleverse toute l'économie des réseaux.

Si les promesses du Digicipher se révèlent fondées, un réexamen de la stratégie européenne, fondée sur la transmission analogique, s'impose en effet d'urgence. L'industrie électronique française a trop souffert dans le passé de prises de position dogmatiques (l'ignorance du magnétoscope, le tout fibre optique pour le câble, le satellite à forte puissance, etc.) pour ignorer une nouvelle fois les avertissements. Mais ce type de révision n'est pas facile à accepter. Les industriels qui travaillent depuis cinq ans sur le D 2 Mac, sont sur le point de voir le bout du tunnel : l'adaptation des réseaux câblés à la nouvelle norme va débiter, la commercialisation des chaînes satellite doit être lancée la semaine prochaine et Thomson présente dans quelques jours ses nouveaux téléviseurs 16/9. La mise en circulation du rapport du CAP ne pouvait pas plus mal tomber et va sans doute soulever de nombreuses polémiques.

« La compression numérique a certainement un grand avenir et nos laboratoires travaillent dessus, reconnaît un industriel français. Mais la télévision numérique n'atteindra pas le grand public avant dix ans. Dans l'intervalle, nous avons besoin de vendre des récepteurs. Qu'on laisse donc le D2 Mac se commercialiser en paix. Logique à court terme, naturelle pour un industriel, mais qui ne saurait être automatiquement celle des pouvoirs publics ou des autorités européennes ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Associer Européens et Américains

La Commission fédérale des communications américaine (FCC), avec l'appui de la Maison Blanche et du Pentagone, soutient activement le système de General Instruments dans la compétition ouverte pour la norme de la télévision du futur. Le Digicipher a en effet l'avantage de contenir la pression des industriels japonais et de relancer aux États-Unis recherche et fabrication de composants électroniques, indispensables aux équipements militaires sophistiqués. Mais la FCC souhaite aussi que General Instruments, entreprise trop fragile pour un tel défi industriel, soit épaulé par d'autres groupes. Le consortium ATRC qui regroupe aux États-Unis, Thomson, Philips et la chaîne NBC, serait le mieux placé pour s'associer au développement des décors numériques.

Le rapport du CAP suggère de

NOUS AVONS DROIT À UNE INFORMATION VRAIE

C'est le cri que poussent les citoyens matraqués par les propagandes.

NOUS VOULONS UNE PRESSE LIBRE !

C'est le cri que poussent les peuples soumis à la dictature du parti unique et condamnés au régime du journal unique.

NOUS AVONS CONQUIS LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Elle est inscrite dans la loi depuis 1881. Mais elle est toujours menacée.

- De puissantes concentrations dans des groupes de presse multinationaux mettent en cause l'existence des journaux de moyenne diffusion et une presse qui exprime les couleurs de la nation.
- La presse est de plus en plus considérée par certains comme une industrie à l'égal des autres. Le journal n'est plus alors une valeur culturelle ou un instrument du débat démocratique. La presse d'information et d'opinion vit de plus en plus difficilement.
- « Le Monde » écrivait récemment : en 1989 la presse française accroît sa dépendance par rapport à la publicité (26.12.90).

FAISONS VIVRE UNE PRESSE LIBRE

« Témoignage Chrétien » est un des grands hebdomadaires d'information et d'opinion. Fondé en 1941, dans la lutte clandestine de la Résistance, il célèbre de nouveau dans le drame de la guerre son cinquantième anniversaire. La fidélité de ses lecteurs et ses qualités rédactionnelles expliquent qu'il ait pu traverser toutes les tempêtes. C'est aujourd'hui le seul journal d'inspiration chrétienne qui soit solidement ancré à gauche.

AIDEZ « TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN » À AFFRONTER LE XXI^{ÈME} SIÈCLE

Pour que la diffusion de TC soit à la hauteur de son audience, participez à la

SOUSCRIPTION DU CINQUANTAIRE

« Témoignage Chrétien » a besoin d'un million de francs pour organiser une campagne de prospection d'abonnements. Il ne veut demander cette somme qu'à ceux qui veulent une presse libre et pluraliste. Pour demeurer libre il demande à ses amis de l'aider.

NOTRE FORCE C'EST VOTRE AMITIÉ.

Témoignage Chrétien

Souscription du Cinquantaire

NOM (1)..... Prénom.....

Si vous souhaitez demeurer anonyme, et que votre nom ne soit pas publié dans le journal, cochez la case ci-contre A : ☐

Adresse..... Ville (1).....

Code postal..... Département (1) (en lettres).....

Envole un don de..... F par chèque bancaire ☐ par CCP ☐

à l'ordre de : Amis de Témoignage Chrétien, pour la souscription du Cinquantaire de Témoignage Chrétien.

Adressez votre chèque accompagné de ce bon de souscription à :

Témoignage Chrétien Cinquantaire

(1) Ecrire en capitales. 49, rue du Fbg Poissonnière, 75009 PARIS

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

*Les menaces de guerres
qui ont pesé en 1990 sur le globe ont
mis en évidence la vulnérabilité des pays occidentaux
tant sur le plan énergétique que sur le plan économique.*

*Menaces qui ont accentué le ralentissement de la crois-
sance, dont les conséquences étaient prévisibles : réveil
de l'inflation, augmentation du chômage, aggrava-
tion des déficits.*

*Le Bilan économique et social, véritable rapport
annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble
les dernières statistiques, présente de nombreux gra-
phiques et analyse les faits économiques mar-
quants dans leur contexte politique
et social.*

200 pages
47 F

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DOSSIER SPÉCIAL L'EMPLOI
- CENT CINQUANTE PAYS À LA LOUPE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ x 52 F (port inclus) = _____ F.
DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ x 57 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à :
le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris cedex 15 - France.

LM BLOC

دکتر محمد صالح

AGENDA

LUNDI 11 FÉVRIER

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

La Passion de Jeanne d'Arc (1928), de Carl Theodor Dreyer, 18 h ; Jour de colère (1943), de Carl Dreyer, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

Zavattini : le Témoin (1945-1946, v.o. traduction simultanée), de Pietro Germi, 14 h 30 ; Il Sicario (1981, v.o. traduction simultanée), de Damiano Damiani, 17 h 30 ; Les Enfants nous regardent (1984, v.o. s.l.f.), de Vittorio de Sica, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : Lucerna, 14 h 30 ; Les Trois Balcons, 15 h 45-46-48-50 ; Grand Pavois, 15 h 45-46-48-50.

L'AMOUR DANS DEUX DRAPS (v.o.) : George V, 8 h 45-52-41-48 ; v.f. : Pathé Français, 9 h 47-70-33-88.

LES ARNAQUEURS (v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 h 40-26-12-12 ; Gaumont Opéra, 24 h 42-80-33 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; Pathé Hautes-Fr., 8 h 43-25-59-83 ; Gaumont Ambassade, 8 h 43-25-59-83 ; Publicis Champs-Élysées, 8 h 47-20-78-23 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; Gaumont Parnasse, 14 h 43-35-30-40 ; Gaumont Alésia, 14 h 43-27-84-50 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; UGC Molière, 17 h 40-88-00-18 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Opéra, 8 h 45-74-95-40 ; Les Nations, 12 h 43-43-04-87 ; Fauvette Bis, 13 h 43-31-50-74 ; Miramar, 14 h 43-20-89-52 ; Gaumont Convention, 15 h 48-28-42-27 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; Lucerna, 15 h 45-22-46-01.

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Lucerna, 8 h 45-44-57-34.

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latine, 4 h 42-78-47-88 ; Le Berry Zébre, 11 h 43-57-51-55 ; Saint-Lambert, 15 h 45-32-91-68.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zébre, 11 h 43-57-51-55 ; Saint-Lambert, 15 h 45-32-91-68.

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 h 43-28-58-00.

LE BRASIER (Fr.) : Forum Horizon, 1 h 45-08-57-57 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; Pathé Marignan-Concorde, 8 h 43-59-82-82 ; Max Linder Parnasse, 8 h 48-24-88-88 ; Paramount Opéra, 9 h 47-42-56-31 ; Lyon Bastille, 12 h 43-43-01-59 ; Fauvette, 13 h 43-31-56-88 ; Gaumont Alésia, 14 h 43-27-84-50 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15 h 48-28-42-27 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

CABAL (A., v.f.) : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Les Nations, 12 h 43-43-04-87 ; Fauvette Bis, 13 h 43-31-50-74 ; Miramar, 14 h 43-20-89-52 ; Gaumont Convention, 15 h 48-28-42-27 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o.) : Latine, 4 h 42-78-47-88.

LE CERCLE DES POÈTES DISPARS (A., v.o.) : Cinéoches, 8 h 48-33-10-82 ; George V, 8 h 45-52-41-48.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 h 43-59-19-08 ; Gaumont Alésia, 14 h 43-27-84-50.

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; Grand Pavois, 15 h 45-54-46-85.

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 h 47-70-10-41.

LA CONTRE-ALLÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1 h 45-08-57-57 ; George V, 8 h 45-52-41-48 ; Pathé Marignan-Concorde, 8 h 43-59-82-82 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 h 43-57-35-43 ; Pathé Français, 9 h 47-70-33-88 ; Fauvette, 13 h 43-31-56-88 ; Pathé Montparnasse, 14 h 43-20-12-06 ; Pathé Wepler II, 18 h 45-22-47-94.

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 h 45-74-93-50 ; Sept Parnassiens, 14 h 43-20-32-20.

LA DÉSÉNCANTÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 h 42-33-42-28 ; Cinéoches, 8 h 46-33-10-82.

DESPERATE HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; UGC Triomphe, 8 h 45-74-93-50.

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 h 40-26-12-12 ; Gaumont Opéra, 24 h 42-80-33 ; Pathé Hautes-Fr., 8 h 43-25-59-83 ; Gaumont Ambassade, 8 h 43-59-19-08 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 h 43-57-35-43 ; La Bastille, 11 h 43-07-48-80 ; Fauvette, 13 h 43-31-56-88 ; Gaumont Parnasse, 14 h 43-35-30-40 ; Gaumont Alésia, 14 h 43-27-84-50 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; Gaumont Convention, 15 h 48-28-42-27 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinéoches, 8 h 46-33-10-82.

DON'T SAY A WORD (Fr.-Por., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 h 42-22-87-23.

L'ÉCHELLE DE JACOB (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 h 40-26-12-12 ; UGC Triomphe, 8 h 45-74-93-50.

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : République Cinéma, 11 h 48-05-51-33 ; Denfert, 14 h 43-21-41-01.

L'EXORCISTE (A., v.o.) : George V, 8 h 45-52-41-48 ; v.f. : Pathé Français, 9 h 47-70-33-88 ; Pathé Montparnasse, 14 h 43-20-12-06.

L'EXPERIENCE INTERDITE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 h 45-08-57-57 ; UGC Danton, 8 h 42-25-10-30 ; Pathé Marignan-Concorde, 8 h 43-59-82-82 ; UGC Normandie, 14 h 45-83-16-16 ; Sept Parnassiens, 14 h 43-20-32-20 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; Paramount Opéra, 9 h 47-42-56-31 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Wepler II, 18 h 45-22-47-94.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

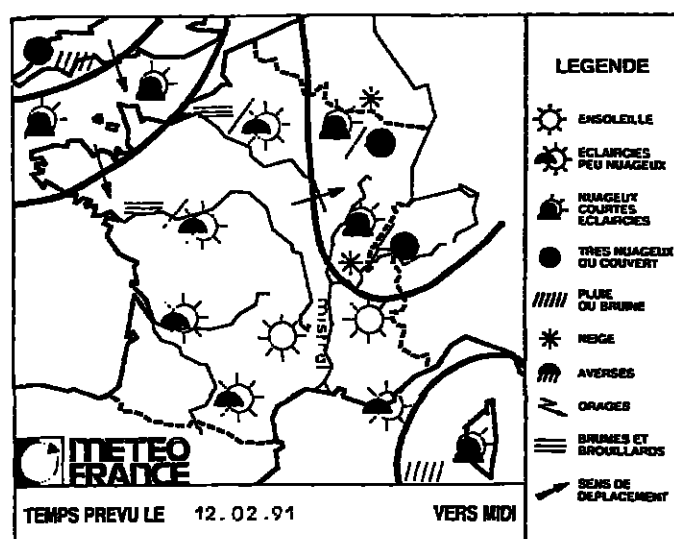
FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Gobelines, 13 h 45-81-94-95 ; Mistrall, 14 h 45-39-52-43 ; UGC Convention, 15 h 45-74-93-50 ; Pathé Clichy, 18 h 45-22-46-01 ; La Gambetta, 20 h 46-36-10-98.

LA FEMME DU MARCHAND DE PÊCHE (Sov., v.o.) : Cosmos, 8 h 45-44-28-80.

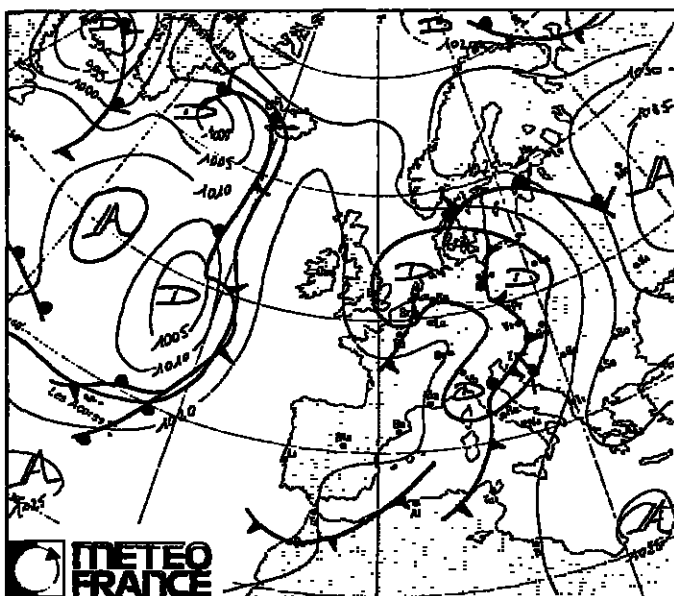
FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 h 42-71-52-38 ; 14 Juillet Odéon, 8 h 43-25-59-83 ; UGC Rotonde, 8 h 45-74-93-50 ; UGC Biarritz, 8 h 45-74-93-50 ; 14 Juillet Bastille, 11 h 43-57-90-31 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 h 45-75-79-79 ; v.f. : Rex, 24 h 42-36-83-93 ; UGC Montparnasse, 8 h 45-74

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 12 février
Amélioration temporaire

SITUATION LE 11 FÉVRIER 1991 A 0 HEURE TU



Les nuages seront encore au menu mercredi ou ils donneront de la pluie et de la neige sur l'Ouest et des averses jeudi et vendredi plus à l'est.

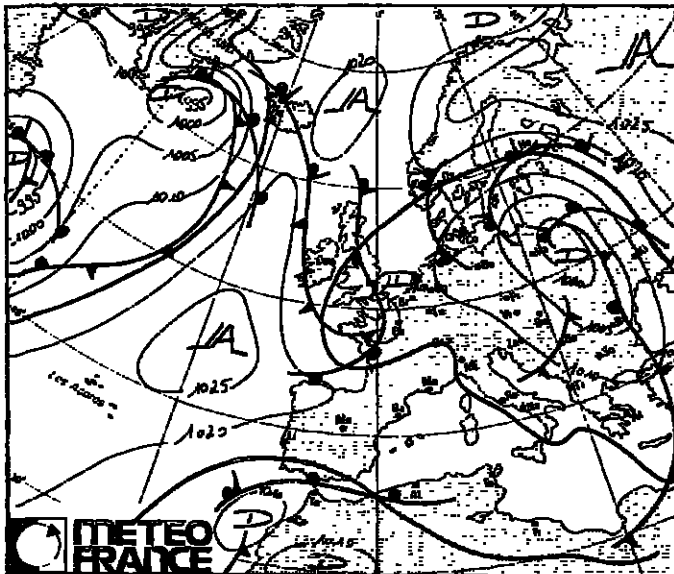
Mercredi 13 : Mauvaise sur l'Ouest, quelques éclaircies à l'Est. Sur la moitié ouest du pays, les nuages seront abondants. Des chutes de pluie se produiront sur les régions côtières, de neige et de pluie et neige mêlée dans l'intérieur. De plus, le vent de nord-ouest soufflera de façon soutenue sur les côtes de la Manche et sur la Bretagne. La moitié Est sera partiellement épargnée par ce mauvais temps ; la

soleil fera quelques apparitions malgré les nuages élevés, apparitions qui seront plus franches dans le Sud-Est où le mistral soufflera.

Les températures au lever du jour s'élèveront entre 0,5 degré sur l'extrême Ouest, 0 degré à - 2 degrés dans l'intérieur et - 4 degrés à - 3 degrés sur l'est du pays.

Les températures maximales seront comprises entre 1 degré et 8 degrés d'Est en Ouest, elles atteindront également 8 degrés à 9 degrés sur le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 13 FÉVRIER 1991 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-02-1991 à 6 heures TU et le 11-02-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES	21	11	D
AJACCIO	13	4	D		
BIARRITZ	6	1	N		
BORDEAUX	1	0	N		
BREST	1	0	N		
CAEN	0	0	A		
CHERBOURG	0	0	A		
CLERMONT-FR	1	0	D		
DIJON	4	5	C		
GRENOBLE	10	1	C		
LILLE	2	5	A		
LIMOGES	4	5	A		
LYON	1	1	A		
MARSEILLE	8	0	N		
NANTES	1	1	C		
NICE	13	3	D		
PARIS-MONTS	1	2	A		
PAU	4	2	A		
PERPIGNAN	9	3	D		
RENNES	1	6	A		
ST-ETIENNE	1	7	A		
STRASBOURG	1	6	N		

ETRANGER	TOURS	LOS ANGELES	21	11	D
ALGER	17	10	N		
AMSTERDAM	1	5	B		
ATHENES	16	8	D		
BANGKOK	24	23	N		
BARCELONE	13	8	N		
BEIRUTH	10	3	D		
BERLIN	1	3	C		
BRUXELLES	3	1	C		
LE CAIRE	18	18	N		
COPENHAGUE	1	1	A		
DAKAR	22	19	D		
DELHI	17	17	D		
DIJON	17	9	N		
GENEVE	3	1	N		
HONGKONG	22	18	P		
ISTANBUL	8	4	N		
JERUSALEM	12	7	D		
LISSABON	12	7	D		
LONDRES	1	2	A		
VIENNE	3	1	C		

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◯ Film à éviter ; ◡ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 11 février

TF 1

- 21.00 Série : Marie Perenchio. La planche étroite, de Jean Segots, avec Danièle Etienne, Alain Dourty. A la poursuite d'un manuscrit.
22.35 Magazine : La vie de famille. De Christine Eymery et Bernard Bouthier. Le silence dans les familles.
23.35 Magazine : Va y avoir du sport.
0.30 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Magazine : L'heure de vérité. Présenté par François-Henri de Virieu. Invité : Raymond Barre. L'ancien candidat à la présidence de la République répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, de notre collaborateur Jean-Marie Colombani, de Jean-Louis English, Dominique Gerbaud et Jean-Pierre Gris-Malzy, journalistes de la presse régionale.
22.10 Magazine : La santé d'abord. Avec un enfant à quarante ans.
23.10 Journal et Météo.

FR 3

- 20.40 Cinéma : Les noces rouges. ■■■■ Film français de Claude Chabrol (1973). Avec Stéphane Audran, Michel Piccoli, Claude Piéplu. Un ingénieur des Ponts et Chaussées, membre du conseil municipal d'une ville de province et marié à une femme neurotisée, devient l'ami de l'épouse du député et maire. Leur passion les pousse à assassiner leur conjoint. Double adultère et double crime : une étude de mœurs quasi balzacienne dans un climat provincial parfaitement décrit. Une des grandes œuvres « anti-bourgeoises » de Chabrol.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Océaniques. November Days, de Marcel Ophüls.

0.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Natty Gann. ■■■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1985).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : L'assassin habite au 21. ■■■ Film français d'Henri-Georges Clouzot (1942).
23.35 Cinéma : Au fil de la vie. ■■■ Film américain de Gary Marshall (1989) (v.o.).
1.30 Cinéma : Le moulin des supplices. ■■■ Film franco-italien de Giorgio Ferroni (1980).

LA 5

- 20.35 Drôles d'histoires.
20.45 Téléfilm : Coup de griffe mortel.
22.30 Série : Capitaine Furillo.
23.30 Série : Le voyageur.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Cinéma : Le boucher. ■■■■ Film français de Claude Chabrol (1969). L'amitié, la compréhension, la pitié d'une institutrice de village pour un boucher amoureux d'elle et soumis à des pulsions criminelles. Paysages du Périgord traversés par de sanglants faits-divers, autopsie d'un monstre pathétique. Chabrol a filmé avec rigueur le rapport des êtres à la nature et à la société campagnarde dans laquelle ils vivent.
22.30 Série : Hongkong connection.

- 23.25 Série : Le prisonnier.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Magazine : Dazibao.

LA SEPT

- 20.00 Magazine : Anicroches.
21.00 Cinéma : Mon oncle. ■■■■ Film français de Jacques Tati (1959)
22.55 Court métrage : Lifting. De Christophe Jacrot
23.05 Documentaire : Live (Place Rouge, de Daniele Incalcaterra).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 29 septembre 1980 à la Philharmonie de Berlin) : Sacroile pour piano en la mineur op. 60, Ballade pour piano n° 1 en sol mineur op. 23, Berceuse pour piano en ré bémol majeur op. 57, Scherzo pour piano n° 2 en si bémol mineur op. 81, de Chopin; Sonate pour piano op. 1, de Berg; Sonate pour piano op. 27, de Weber; Potpourri, de Stravinsky, par Maurizio Pollini, piano.
23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon, Aria inédit, de Rossini; Antoine et Cléopâtre, de Schmitt; Jeux, de Debussy; Roma, de Bizet; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 77, de Brahms; Symphonie n° 2 en ut dièse mineur op. 17, de Tchaïkovski.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le rythme et la raison. L'art total ou l'utopie musicale. 1 Définitions-Principes-Fonctions.
20.30 L'histoire en direct. Le gouvernement de Pierre Mendès France : juin 1954-juillet 1955.
21.30 Dramatique. Ta femme en cassette
22.40 La radio dans les yeux.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Melba Liston, la dame des coulisses.

Mardi 12 février

TF 1

- 17.35 Série : Starsky et Hutch.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
21.00 Cinéma : Garçon. ■■■■ Film français de Claude Sautet (1983). Avec Yves Montand, Nicole Garcia, Jacques Villeret. Le chef de rang d'une grande brasserie parisienne, vieux célibataire, a de nombreuses aventures sentimentales, mais doit affronter l'âge de la solitude.
22.45 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.35 Journal, Météo et Bourse.
1.10 Au trot.

A 2

- 16.00 Feuilleton : Toutes griffes dehors (4^e épisode). Eve raconte.
16.55 L'impératrice Tseu-Hi (3^e partie).
17.15 Série : Les crâquantes.
17.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.00 Magazine : Giga. Sauvés par le gong : Zorro : Reportages.
19.00 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Cinéma : Deux hommes dans la ville. ■■■ Film français de José Giovanni (1973). Avec Jean Gabin, Alain Delon. Magazine : Cinéma, cinémas 2^e. Robert Redford : Jean-Paul Belmondo : Peter Weir : Stephen Frears : Jacques Tati : Nathalie Baye.
23.30 Journal et Météo.
0.00 Cinéma : Fuegos. ■■■■ Film français d'Alfredo Arrea (1986). Avec Vittorio Mezzogiorno, Angela Molina, Catherine Rouvel.

FR 3

- 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Annuaire 3. Bouli : Bells et Sébastien.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Téléfilm : Les limites du partage ou dérapage en blouse blanche. De Jean Hennin.
22.10 Journal.
22.30 Télévision régionale.
23.30 Variétés : Eurotop.
0.20 Magazine : L'heure francophone. La francophonie en questions : Vingt ans après, vive le Québec libre.
1.10 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 15.20 Magazine : Mon zénith à moi (rediff.).
16.15 Cinéma : Objectif nucléaire. ■■■ Film américain de Peter Markle (1988).
17.50 Dis Jérôme « 7 ». ■■■
18.00 Canaille peluche. Capitain N : The Dick Tracy show.
En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.
18.50 Top 50. Présenté par Marc Tiesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

Présenté par Philippe Gélès et Antoine de Caunes.

- 20.30 Cinéma : Un poisson nommé Wanda. ■■■ Film britannique de Charles Crichton (1988). Avec John Cusack, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline.
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Chacun sa chance. ■■■■ Film américain de Karl Reisz (1989) (v.o.).
23.55 Cinéma : 38-15 code Père Noël. ■■■ Film français de René Manzor (1989). Avec Alain Mury, Patrick Floersheim, Brigitte Fossey.
1.20 Cinéma : L'amour, madame... ■■■■ Film français de Gilles Grangier (1952). Avec Arletty, François Perrier, Mirella Perrey.

LA 5

- 16.30 Dessins animés.
18.40 Série : K 2000.
19.30 Série : Tel père, tel fils.
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.45 ► Cinéma : El Dorado. ■■■■ Film américain d'Howard Hawks (1966). Avec John Wayne, Robert Mitchum, James Caan. Deux vieux amis, un tueur à gages et un shérif alcoolique, se retrouvent pour lutt ensemble contre un grand propriétaire terrien. La mise en scène aussi est un peu fatiguée, mais le charme opère.
22.55 Téléfilm : Attraction fatale. De Mario Giarizzo.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 16.40 Série : Vegas.
17.30 Hit hit hit heures !
17.35 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : La petite maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Nadia. Évasion romantique de la vie de Nadia Comaneci.
22.20 Série : Brigade de nuit.
23.15 Magazine : Vénus.
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Magazine : Dazibao.

- 23.50 Musique : Boulevard rock'and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 17.00 Téléfilm : Carl Lange. De Maerli Tajo.
18.10 Court métrage : La mort d'une vache. De Dante Desarthe.
18.30 Magazine : Dynamo (Spécial excentriques).
19.00 Documentaire : Jazz français à New-York (3 et fin)
19.55 Chronique : Le dessous des cartes
20.00 Documentaire : A l'ombre du château. De Virginie Herbin et Patrick Meunier.
20.50 Cinéma d'animation : Conversations au bord d'une piscine en Californie.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Dynamo (Le Grand Nord).
22.30 Téléfilm : 102, boulevard Haussmann. D'Alan Bennett.
23.45 Court métrage : Elle et lui. De François Margolin.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le rythme et la raison. L'art total ou l'utopie musicale. 2. Gesamtkunstwerk ou art total : différences et similitudes.
20.30 Archipel science. L'origine de la bipédie
21.30 Hongrie : les incertitudes de la démocratisation (rediff.).
22.40 Les nuits magnétiques. La philosophie au programme.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Melba Liston, la dame des coulisses.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Los saisons, oratorio de Haydn, par l'Ensemble orchestral de Paris et le Chœur Victoria d'Ile-de-France, dir. : Armin Jordan ; sol : Edith Wiens, soprano, Hans-Peter Bichwitz, ténor, Gilles Cachemarle, baryton.
23.15 Poussières d'étoiles. Plain ciel-Studio 116. Simulacres, un auto-portrait, de Dhomoni.

Audience TV du 10 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIelsen

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	62,1	7,7	Stade 2	19-20	Romantic...	Enter devoir	Pub
		23,9	12,5	12,1	2,2	7,9	3,1
19 h 45	65,7	7,7	Megvy	19-20	Ce cartoon	Enter devoir	Pub
		24,2	20,5	7,4	2,6	8,5	2,3
20 h 16	73,4	Journal	Journal	Benny Hill	Ce cartoon	Journal	Il est servi
		28,1	20,3	7,9	4,7	6,9	4,0
20 h 55	74,4	Une femme...	Frontières...	Cameo...	Chacun...	Fics de choc	Disparus
		25,7	17,5	17,3	4,0	8,2	4,4
22 h 8	61,4	Une femme...	Frontières...	Le divan	Chacun...	Fics de choc	Disparus
		23,8	17,2	4,2	3,5	9,5	4,9
22 h 44	37,2	Ciné dim.	Placé	Soir 3	Equipe	Blanc	Diable
		12,1	2,1	6,1	2,0	4,7	7,8

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Florence et Gérard MIMOUN, le professeur M. Gabriel COSCAS et Brigitte, M. et M^{me} Nassim MIMOUN, et leurs enfants, M^{me} Haydée NATAF, laissent le plaisir à Gabriel et Laetitia, d'annoncer la naissance de leur frère, Daniel, Emmanuel, Roger, à Paris, le 10 février 1991.

Décès

M^{me} Roger Cluzel, M. Jean-Paul Cluzel, M^{me} Louise Candé, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger CLUZEL, survenu le 8 février 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 février, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Clichy-sur-Seine.

17, avenue Daumesnil, 94160 Saint-Mandé.

Avec une très profonde tristesse, la famille et les amis de

Aline EHRICH

font part de son décès, survenu à Jérusalem le 4 février 1991.

M^{me} Gaston Ely et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gaston ELY,

survenu à Paris le 5 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 13 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Clignancourt, place Jules-Joffrin, Paris-18^e, sa paroisse, où l'on se réunira.

17, avenue d'Andrézieux, 75018 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5454

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Renoncer à manger. - II. Reste baba s'il n'y a pas de pain.
III. Quand il joue, ce n'est pas pour rire. - IV. Coule en Bretagne. Est vraiment collante. - V. Pronom. Il faut évidemment éviter de lui casser la tête. - VI. Pas de très bon goût. - VII. À l'étranger. - VIII. Réceptif. Qui a peut-être été envoyé au diable. - IX. Pronom. Qui a pris un mauvais goût. - X. Indes. N'est pas un beau geste. - XI. Un homme qui doit faire un choix. - XII. Prouve qu'il y a eu de grandes dépenses. Bourse d'alimentation.

VERTICALEMENT
1. Des gens qui savent apprécier les choses. - 2. En Angleterre, se manifeste par des actes. - 3. Descendant de lui. Conjonction. On se découvre quand il arrive. - 4. Douleur ou passion. Note. - 5. Bon, évite d'avoir recours à la force. Pourvu. - 6. Joli couvert. Endroit où l'on range les montures. - 7. Difficile à parer. - 8. Evite de se mouiller. En Suisse. - 9. Une mauvaise façon d'être à l'abri du besoin.

Solution du problème n° 5453

Horizontalement
I. Agoraphobie. Age. - II. Vagissement. Gag. - III. Alf. Sirius. Para. - IV. Néra. Ennui. Cr. - V. Trois. Raz. Eau. - VI. Al. Etal. Epson. - VII. Gax. Acte. Cuisse. - VIII. En. Enta. Noël. Un. - IX. Ortel. Arl. - X. Xosa. Rainte. - XI. Floet. Alerte. - XII. Astles. Embûche. - XIII. Récur. Rite. Aa. - XIV. Mara. Carissant. - XV. Ebu. Vilas. Anse.

Verticalement
1. Avantageux. Arme. - 2. Galdien. Oiseau. - 3. Ogino. Os. Ici. - 4. Ri. Nis. Enlure. - 5. Assissant. Léré. - 6. Psi. Acta. Usé. - 7. Héréditaire. Ci. - 8. Omit. Latéral. - 9. Bourra. Mara. - 10. Insoupçonnable. - 11. Et. Issu. Ebu. - 12. Pt. Ol. Taa. Sa. - 13. Aga. Ems. Ate. An. - 14. Garou. Suret. Ans. - 15. Egarment. Epate.

GUY BROUTY

M. et M^{me} Louis Gros-Desormeaux, M. et M^{me} Maurice Louis-Joseph-Dogé, M^{me} Flora Gros-Desormeaux, M. Albert Dillon et leurs enfants, Petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} GROS-DESORMEAUX, née Yva Dillon,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur, survenu, le 8 février 1991, à Clichy, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière de Port-de-France (Martinique), sera célébrée, le mardi 12 février 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, à Clichy (Hauts-de-Seine), où l'on se réunira.

136, boulevard Jean-Jaurès, 92100 Clichy.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques HERDHIEN,

survenu le 1^{er} février 1991, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de M^{me} Eugène Herdhien, sa mère, M. et M^{me} Jean-François Herdhien, Annie Edith Herdhien, Claude Herdhien Esquirol, ses enfants.

7, rue Basfroi, 75011 Paris.

M. et M^{me} Pierre Jacob, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Bernard Jacob et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Jean JACOB,

inspecteur général honoraire de l'instruction publique, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 4 février 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

19, avenue Eugène-Pelletan, 94400 Villetaneuse-Seine-Saint-Denis, 93100 St-Denis.

La clinique de l'Alma, Paris-7^e, a le regret de faire part du décès de

docteur André LEMAIRE.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 8 février 1991.

M. Robert Levy, M^{me} Michèle Pouguet, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Levy, et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Cohen Taupin et leurs enfants, M^{me} Catherine Votier, et ses enfants, M. et M^{me} Alain Chouadra, et leurs enfants, M. et M^{me} Ginette Gracia, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LEVY,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre,

survenu le 5 février 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M^{me} Edouard Musso, Hervé et Geneviève, Sophie et Valdo, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard MUSSO,

ingénieur ETP,

survenu, le 8 février 1991, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 12 février, à 14 heures, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Albert-Laurenson, 92100 Boulogne.

Claude G. Toubiana, son fils, Anne-Carole Crémades-Toubiana, sa petite-fille, Les familles Toubiana, Tubiana, Laloum et Flal, ont la tristesse de faire part du décès de

Docteur Maurice TOUBIANA,

survenu le 27 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année, et rappelle le souvenir de son épouse,

Gabrielle TOUBIANA,

née Laloum,

décédée le 25 mai 1982.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le 29 janvier 1991, à Saint-Etienne-d'Orthe (Landes).

6, rue Oudinot, 75007 Paris.

12, rue de Fecot, 75006 Paris.

Anniversaires

Ce jour-là, il y a six ans, le 11 février 1985, disparaissait à l'âge de quinze ans,

Tristan DUSSOTTIER.

« Ce qui s'est envolé là comme un [oiseau] bleu. A laissé dans mon cœur une sorte [d'absence] » Aragon.

Vous qui l'avez connu, parents, famille, amis, ayez, en ce jour de douleur anniversaire, une pensée émue pour lui.

M. et M^{me} Dussottier, Jérôme Dussottier, 53, rue du Bois-Montmartre, 77680 Roissy-en-Brie.

Il y a huit ans, le 11 février 1983,

Marcel GIL

nous quitte.

Lui qui haïssait la guerre est plus que jamais présent dans nos cœurs.

Pour le troisième anniversaire du décès de

Ady KARSENTY,

née Marie-Adrienne Brachet, une messe sera célébrée en l'église de la Sainte-Trinité (chapelle de la Vierge), place d'Estienne-d'Orves, Paris-9^e, le samedi 16 février 1991.

Il y a dix-huit ans,

Jeanne MOREAU

nous quitte,

et son mari,

LOUIS MOREAU,

six mois après elle.

Que leur souvenir ne s'efface jamais.

Il y a dix ans, le 12 février 1981,

Céline CESINGER,

née Wehrli,

nous quitte.

Ce jour-là, l'ont connu aient pour elle une pensée amicale.

Communications diverses

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

Forum Bernard-Lazare. - Cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne : « La crise des communautés juives, fin du XVIII^e siècle », avec le professeur Lionel Kochan (université d'Oxford), mercredi 13 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e. Tél. : 42-71-68-19.

PRESSE

Floraison de journaux indépendants en Afrique francophone

Le colloque sur le thème « Presse francophone d'Afrique : vers le pluralisme ? » (1), organisé à Paris au siège de l'UNESCO, les 24 et 25 janvier, par l'Union des journalistes d'Afrique de l'Ouest et l'Institut Panaos, auquel ont participé de nombreux journalistes africains et français, mais aussi des hauts fonctionnaires, a donné aux journaux africains l'occasion de mieux se connaître et de se faire connaître.

Aujourd'hui, en Afrique dite francophone, la liberté de la parole et de l'écriture accompagne le vent de libéralisation qui souffle depuis plus d'un an. De Dakar à Kinshasa, des enseignants, des hommes d'affaires, des journalistes, des jeunes chercheurs, libérés de la censure et de l'autocensure, créent de petits journaux, à partir, souvent, de ressources modestes : hypothèque d'une maison, emprunt bancaire, vente de biens de famille, produit d'une tournée...

Pourtant, ces petits journaux indépendants, réalisés souvent de manière acrobatique dans des imprimeries de fortune, concurrent les journaux officiels. Au Mali, quatre journaux existaient en 1989 ; il y en avait douze en 1990. Au Bénin, ils étaient douze en 1989 ; un an plus tard, on en comptait plus de quarante. Dans les campagnes apparaissent des journaux ruraux, rédigés le plus souvent en langues nationales.

Ces petits journaux ont rompu avec la traditionnelle langue de bois. Ils ne sont plus la « voix des maîtres », mais fonctionnent comme les porte-parole des populations. « Monsieur le premier ministre, vous gaspillez les deniers publics ! », crie, par exemple, la Gazette du Golfe (Bénin). De retour d'un voyage officiel au Japon, le président du Mali, Moussa Traoré, se voit appeler « Monsieur Hito II, empereur du Mali », par l'Aurore (Bamako). Et les caricatures et les bandes dessinées sont les choux gras des lecteurs.

Sans complexe, ces journaux enquêtent, questionnent, interpellent - parfois avec impertinence. Rien, semble-t-il, n'est plus tabou. Le peuple peut et doit tout savoir. Les dirigeants sont désormais des mortels : ils doivent rendre compte. Les sièges des journaux deviennent des palais de justice, les journalistes sont sommés de trancher tel ou tel litige, de défendre telle ou telle cause. « Dès que les journaux parleront de non problème, il sera réglé », entend-on souvent dans le petit peuple sans recours.

Peu connus à l'étranger, ces petits journaux sont très prisés dans leur pays. Leur tirage progresse souvent de manière spectaculaire - Haïti, au Niger, passe de 3 000 à 15 000 exemplaires entre 1989 et 1990 - et dépasse fréquemment celui des organes officiels : au Mali, les Echos tirent à 25 000 exemplaires, alors même que l'Essor, organe officiel, en tirait 15 000. Les journaux ont donc, depuis des années, à 3 500 exemplaires.

Un colloque sur « La presse en état de guerre », M. Claude Cheysson, ancien ministre et président de la Fondation l'Arche de la Fraternité, l'Association Reporters sans frontières et le magazine l'Espresso, ont organisé, mercredi 13 février, un colloque sur le thème « La presse en état de guerre ». Cette manifestation, qui se tiendra à l'Arche de la fraternité (1, parvis de la Défense), rassemblera, autour de trois tables rondes, de nombreuses personnalités des médias et de la politique. C'est le philosophe Luc Ferry qui fera la synthèse des débats. Renseignements auprès de M^{me} Odile Warin au 40-54-34-30.

THÉOLOGIE HISTORIQUE 81
CHRISTIANISME ET RELIGIONS PAÏENNES
DANS LE CONTRE CELSE D'ORIGÈNE
par MICHEL FÉDOU
AU CŒUR DES DÉBATS ACTUELS SUR LES RELIGIONS
253 FF 672 pages

Cependant, les difficultés ne manquent pas pour répondre aux besoins et aux attentes d'un public de plus en plus exigeant sur le fond et la forme.

L'ingéniosité des lecteurs

La soif d'être informé est immense, et c'est elle qui explique l'augmentation des tirages dans un contexte économique où le pouvoir d'achat demeure très faible. On voit des analphabètes acheter des journaux et payer des lettres pour se les faire lire. Les lecteurs avides débordent aussi d'ingéniosité quand il s'agit de trouver le moyen de lire un journal sans en payer le prix : un même exemplaire peut être lu par une dizaine de personnes, acheté à plusieurs, échangé contre un autre titre, ou même... être loué à l'heure ou à la journée !

Mais le monopole de fait de certaines messageries étrangères complice le problème de la diffusion. Les petits journaux sont vendus sur les étals de marchés ou dans les boutiques, à côté du lait, du pain ou des cigarettes. Vendeurs à la criée, petits kiosques de fortune, dépôts divers et expéditions par taxis-brousse constituent les circuits de distribution informels qui, progressivement, débordent les capitales. Certains journaux ont mis en place leur propre réseau de revendeurs, offrant ainsi un emploi à nombre de diplômés chômeurs.

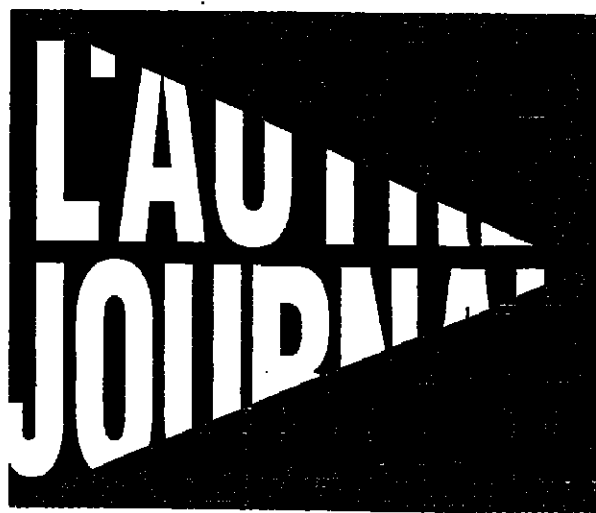
La part de publicité reste très faible : à peine 20 % des recettes. Les sociétés multinationales qui dominent ce marché préfèrent la radio et la télévision, ou les espaces des grands journaux européens, qui circulent largement dans ces pays. L'intérêt que ces derniers suscitent a cependant tendance à baisser, dans la mesure où les lecteurs trouvent désormais dans la presse locale plus d'informations concernant leur pays.

En outre, les tentatives d'étouffement sont nombreuses : soumission à autorisation préalable, régence des autorités à informer la presse, taxes douanières, lourdes charges fiscales, intimidations, possibilités d'accès au crédit ban-

La guerre.

Quelles guerres?

« Nous ne serons plus jamais en paix, nous entrerons dans l'interminable avant-guerre de la dernière guerre. » **Michel Butel, page 3** « Je sens une invitation à la destruction terminale. » **Robert Kramer, page 10** « Cette guerre ne ressemble à aucune autre. » **Un Israélien, page 22** « Quand on écoute les radios françaises, ça nous dégoûte. » **Khalid de Lyon, page 54** « Les va-t-en-guerre ne sont donc pas nécessairement des patriotes. » **Alain Joxe, page 66** « Le fait est que Bush voulait un pétrole moins cher. » **Jay Levin, page 77** « Le régime de Saddam a brisé les liens de la société civile. » **Samir al-Khalil, page 92** « Le 3 août 1990, la France a raté sa chance historique de faire une médiation. » **Jacques Berque, page 102** « Cette guerre est une guerre totale sur tous les plans. » **Claude Cheysson, page 110** « Jamais nous n'avons été aussi actifs en France. » **André Azoulay, page 118** « Que dira désormais un Palestinien ? » **Elias Sanbar, page 127**



N°9 L'Autre Journal.
Autre chose à dire.

26 Crises et consommation
La création d'Aéropostale

26 Les résultats d'Aéropostale
27 A 30 Chances économiques

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

L'Allemagne et ses impôts

Il est des propositions tellement pleines de bon sens qu'on peut sans grand risque de se tromper parier sur leur chance de réalisation. Quand M. Rüdiger Pohl, un membre du célèbre Conseil des cinq sages, avance l'idée qu'il serait bon d'augmenter la TVA en Allemagne pour combler les déficits publics, c'est plutôt sur la date à laquelle sera appliquée une telle mesure qu'il faut s'interroger que sur ses chances d'être retenue.

On a appris la semaine dernière que le déficit budgétaire allemand avait été en 1990 moins important que prévu : 50 milliards de marks (170 milliards de francs) au lieu de 67 milliards (228 milliards de francs). Cela grâce à l'abondance des rentrées fiscales apportées dans les caisses de l'Etat allemand par une très forte croissance économique. Il n'empêche que le déficit des finances publiques a avoisiné outre-Rhin 3 % du PNB (produit national brut), ce qui est tout de même beaucoup ; et par rapport à la France — qui s'est permis qu'un déficit de 1,4 % en 1990 —, et par rapport à des habitudes nationales qui, sans être exemplaires comme dans d'autres domaines, n'en étaient pas moins assez sages, puisque le déficit public allemand oscillait, bon an mal an, entre 1,5 % et 2 % du produit national.

De plus, le boom économique entraîné outre-Rhin par la réunification va un peu retomber. La manne fiscale sera donc moins abondante et les déficits publics vont augmenter. Le premier budget fédéral de l'Allemagne réunifiée, qui sera bouclé vendredi 15 février, ne pourra pas respecter le déficit de 70 milliards de marks (238 milliards de francs) qu'avait annoncé M. Theo Waigel, la guerre du Golfe notamment aggravant le déséquilibre des finances publiques. Ce déficit devrait dépasser 110 milliards de marks cette année (375 milliards de francs), soit plus de 4 % du PNB.

Au sein de la Communauté européenne, on s'inquiète un peu de voir l'Allemagne financer à crédit sa réunification. On s'en inquiète d'autant plus que la Bundesbank corrige la négligence du gouvernement en relevant les taux d'intérêt, ce qui — par contre-coup — accroît les risques de ralentissement de la conjoncture en Europe. M. Kohl a admis tout récemment qu'il faudrait relever les impôts. La proposition du « sage » Rüdiger Pohl, si elle était retenue, rapporterait 14 milliards de marks (48 milliards de francs) en un an, avec un taux de TVA allemand passant de 14 % à 15 %.

La hausse des prix — obsession allemande — en serait accélérée de 0,7 point. Mais la construction européenne en serait facilitée sur le plan fiscal, puisqu'il faudrait bien que les douze pays de la CEE rapprochent leurs taux de TVA. Et l'Allemagne se trouve actuellement dans ce domaine sensiblement en dessous de ses voisins...
A. V.

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)		
	\$ B.	Variation par rapport à la veille
● WTI (West Texas Intermediate), à New-York la clôture	21,92	+ 0,70
● Brent à Londres la fermeture	20,40	+ 0,42

(Source : Arbitrages pétroliers France)
Le marché japonais étant fermé lundi, le volume des transactions à Londres était particulièrement faible. Les cours étaient toujours soutenus par la forte demande de gazoil en raison du froid.

Les conséquences de la guerre du Golfe et le comportement des consommateurs

M. Rocard ne compte pas infléchir sa politique

S'exprimant l'un et l'autre pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre du Golfe, MM. Michel Rocard, premier ministre, et François Pericot, président du CNPF, tentent, chacun avec leurs mots, de dédramatiser la situation. Le premier ministre ne voit aucune raison pour infléchir sa politique économique ; le patron des patrons juge inutiles des mesures spectaculaires.

« Constatant dans les possibilités de l'économie française », M. Michel Rocard explique, dans un entretien publié par la Tribune de l'Expansion, que « ce sont les conséquences psychologiques de la guerre qui semblent les plus redoutables : l'attente se répand, les consommateurs diffèrent leurs achats, les investisseurs décalent leurs dépenses, les employeurs repoussent les recrutements ». Néanmoins, M. Rocard maintient que « la croissance

moyenne sera légèrement supérieure à 2 % en 1991 » et que « sa structure reste saine ». Il n'est donc pas question d'infléchir la politique économique (« le réglage est correct »), ni de procéder à une quelconque « parenthèse sociale », selon M. Rocard.

Compte tenu cependant du coût militaire de la guerre qu'il estime à 6 milliards de francs — « en l'état actuel des hypothèses » — et de ce que les recettes fiscales rentrent moins bien que prévu, le premier ministre envisage une réduction des dépenses budgétaires. De combien ? « On fixe le curseur ? Je n'y vois pour l'instant pas suffisamment clair », le ministre de l'économie a parlé de 12 milliards de francs : « l'ampleur du problème pourrait être plus élevée », déclare le premier ministre.

Jugeant « pas très convenable » la

décision unilatérale des Allemands d'augmenter leur taux d'intérêt, M. Rocard affirme que « nous pourrions éviter une hausse de nos propres taux et que nous tiendrons ainsi ». S'adressant aux chefs d'entreprise, il leur dit que « ce n'est pas le moment de cultiver la sinistrose ». « Accroître leurs ventes outre-Rhin doit devenir l'obsession quotidienne de nos chefs d'entreprise en 1991 », déclare encore le premier ministre.

« Ne pas prendre prétexte de la guerre »

M. Pericot lui répond par avance, dans un entretien publié par Libération (daté du 11 février). « Une psychose s'est développée en France qui amène les consommateurs à différer un certain nombre de dépenses dans certains secteurs bien déterminés », déclare le président du CNPF. « Mais il n'y a pas de comportement

général d'atténisme », estime le patron des patrons en parlant des entreprises.

« Il est normal que le gouvernement se soit donné un peu de temps pour voir comment les choses allaient évoluer (...). Fondamentalement, il n'y a pas dans l'économie mondiale de facteurs de récession durable (...). Si, comme l'a dit le président de la République, la crise reste limitée dans le temps et dans l'espace, nous aurons beaucoup d'achats et projets différés qui se réaliseront quand les inquiétudes seront dissipées », poursuit M. Pericot.

Répondant à une question portant sur les propos du ministre de l'Industrie, qui s'était déclaré partisan d'aides spécifiques pour certains secteurs industriels, M. Pericot ajoute : « Il ne faut pas prendre prétexte de

difficultés réelles et, espérons-le, temporaires, pour relancer une politique industrielle de certains secteurs sous la tutelle de l'Etat (...). Je ne demande pas de mesures spectaculaires pour traverser la crise, mais tant qu'elle en reste à ce qu'elle est aujourd'hui (...). Le seul vrai péril qui nous guette dans la sortie de crise, c'est la reprise de l'inflation. »

Le président du CNPF souhaite en revanche que des mesures soient prises après la crise, notamment pour les petites et moyennes entreprises, des mesures concernant l'impôt sur les sociétés, la transmission des entreprises et les plus-values de cessions de titres non cotés. Pour les autres entreprises, M. Pericot évoque le renforcement des fonds propres, le régime fiscal des bénéfices distribués, la fiscalité des actions et le développement de l'épargne par capitalisation.

Les effets du conflit ont été immédiats mais momentanés et limités dans les grands magasins

Les effets de la guerre du Golfe sur le commerce de détail (baisse du chiffre d'affaires) sont jusqu'ici un phénomène parisien, sélectif et limité. Parisien, car il n'a que très peu touché la banlieue et pas du tout la province ; sélectif, car, si les grands magasins ont reculé, les hypermarchés et supermarchés, essentiellement alimentaires, pillés pendant quelques jours par crainte de la pénurie, n'en ont pas souffert ; limité, puisque, après trois ou quatre jours, les ventes ont redémarré pour retrouver un niveau proche de la normale.

L'entrée en guerre des pays alliés, le 16 janvier, sur fond de « plan Vigipirate » mis en place pour éviter les attentats, a manifestement dégoûté les clients potentiels des grands magasins, dont on sait, depuis la vague d'attentats de 1986, qu'ils sont une cible privilégiée des poseurs de bombes. Il est difficile d'obtenir des chiffres précis sur la baisse réelle du chiffre d'affaires ; la prudence est de règle quand on sait combien la clientèle est sensible à la médiatisation de chiffres alarmistes, la crainte diffuse se nourrissant d'elle-même. Certains, comme ceux de la FNAC — et c'est curieux puisque, étant filiale de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, elle appartient à l'économie sociale, si soucieuse de transparence, refusent toute information sur le sujet, d'autres, plus heureusement, sont plus prolixes.

Boulevard Haussmann, aux Galeries Lafayette comme au Printemps, on a enregistré une chute très forte de fréquentation dans les trois jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités et la baisse du chiffre d'affaires des deux magasins parisiens a atteint 27 % et 30 %. Puis le chiffre d'affaires est remonté et, durant la dernière semaine de janvier, on est, à 5 % ou 8 % près, selon les jours, au niveau de l'an dernier.

Mots d'étrangers

Ce qui est sensible, en revanche, c'est la rarefaction de la clientèle étrangère, qui ne fournit plus aux Galeries Lafayette que 5 % du chiffre d'affaires du magasin Haussmann. Il semble d'ailleurs que le « triangle d'or » — l'Etoile, la Madeleine, l'Opéra — ait plus ressenti le phénomène que les autres grands magasins. Les Galeries Lafayette de Montparnasse ont subi un moindre contre-coup et, dans le groupe Printemps, les Printemps (supermarchés alimentaires) sont restés stables, sauf celui des Champs-Élysées. Au BHV, le chiffre d'affaires du mois de janvier, qui vient d'être publié, fait état, pour le magasin de la rue de Rivoli, d'une baisse de 2,1 %, ramenée, grâce aux magasins de la périphérie, à 0,5 % pour l'ensemble du groupe. En gros, donc, une forte baisse, mais très momentanée, et qui s'est gommée au fil des jours.

Encore faut-il manier ces chiffres avec précaution. Tous les mois de janvier ne se ressemblent pas : en janvier 1990, le Printemps ne lançait-il pas une opération publicitaire d'envergure, pour son 125^e anniversaire, ce qui gonflait ses ventes ? De plus, le mois de janvier est, depuis toujours, mauvais pour le commerce, grand ou petit. Après les fêtes et les vacances d'hiver, dévoratrices de ressources, l'heure est à l'économie parcimonieuse, en attendant de se refaire, tandis que courent les dépenses habituelles, impôts et

loyers. On parlait autrefois de « trêve des confiseurs » et Aristide Boucicaut, au Bon Marché, en plein dix-neuvième siècle, avait inventé la « quinzaine du bonnet », en janvier, pour relancer les ventes. Enfin, la conjoncture nationale est maussade, et selon M. J.-J. Delort, président du directoire du Printemps, la guerre n'a été qu'« un révélateur de ce qui se serait de toute façon passé ».

On aurait pu imaginer qu'un transfert se produirait, pour toutes ces dépenses hors alimentation, vers la vente par correspondance. Il n'en a rien été, et les ventes sont stables, sinon un peu en retrait. Mais janvier est, là aussi, un mois particulier, celui où les stocks des collections d'hiver s'épuisent, tandis que démarrent les catalogues d'été. Cette année, la vague de froid et de neige n'a incité guère à l'achat anticipé de robes légères et de maillots de bain.

Quant au petit commerce, il est impossible d'avoir la moindre idée des effets de la guerre du Golfe sur son activité. Aucune statistique immédiate n'existe, et les chiffres annuels diffusés par la Commission des comptes commerciaux de la nation, qui ne seront diffusés que dans un an, ne peuvent saisir des phénomènes aussi limités dans le temps. Certains achats inévitables ont pu être effectués dans des boutiques, plutôt que dans les grands magasins, mais il ne faut pas oublier que la proximité d'une grande unité de vente fournit de nombreux clients aux petites boutiques nichées dans son ombre. Le grand commerce ne tue pas toujours le petit, mais le fait souvent prospérer, pour peu qu'il sache profiter de la masse de clientèle que draine son voisin.

Que les magasins d'alimentation, grands et petits, n'aient pas subi les à-coups qu'ont connus les grands

magasins, cela n'a rien d'étonnant : on peut toujours différer des achats non alimentaires, alors qu'on se nourrit tous les jours. Au reste, comme le dit M. Jacques Périllat, président de la Fédération nationale des entreprises à commerce multiples, « le commerce connaît tous les ans des spasmes, plus ou moins



important, qu'un ministre de l'intérieur parle de risques d'attentats, comme M. Joxe en novembre 1989, ou qu'une grande manifestation encombre les rues et gêne la circulation. Au début de la seconde semaine de janvier, il y a eu un spasme. Le souhait de tous — et ce souci n'est pas uniquement commercial — c'est qu'aucun attentat n'en provoque d'autres.
JOSÉE DOYÈRE

La distribution sinistrée aux Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

« Brooks Brothers salue les valeureux hommes et femmes qui servent dans le Golfe persique. » Le message patriotique couvre toute la vitrine du magasin de Madison Avenue, spécia-

32 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel, a vu ses ventes baisser de plus de 3 % en janvier. Chez Penney & Co, Carter Hawley et May Department Stores, la contre-performance est au diapason. Seuls les magasins bien ciblés (Nordstrom, Gap, West Corp) ou spécialisés (Toys'R Us, pour les jouets, par exemple) réussissent à tirer leur épingle du jeu.

La grande distribution, qui connaît une inflation de mètres carrés au cours des années 80, lorsque la consommation a tiré la croissance derrière elle, rejoint l'automobile, l'immobilier comme, à présent, le tourisme, parmi les secteurs gravement affectés par la pénurie d'acheteurs, étonnés par la peur de perdre leur emploi et, s'ils sont encore salariés, par les incertitudes liées à la guerre du Golfe. Durant la deuxième quinzaine de janvier, celle-ci a cloué chez eux quantité de consommateurs potentiels, qui préféreraient suivre les événements à la télévision plutôt que d'aller effectuer des achats dans l'un des gigantesques malls (centres commerciaux), désormais en surmombre.

Un mal profond

Le mal est profond, ainsi que le reflète l'indice de confiance des consommateurs, établi par la Conference Board à partir d'un échantillon de cinq mille ménages, et qui se situait en janvier dernier à 54 contre 106,5 en janvier 1990. Soit une baisse de 50 % en un an et un indice ramené à son plus bas niveau depuis dix ans ! De son côté, l'université du Michigan publie un autre indice de confiance des consommateurs qui, pour refléter une moindre dégradation (66,8 en janvier dernier contre 93), n'en confirme pas moins la gravité de la situation.

« Pourtant, le gouvernement américain n'a pas complètement tort quand il affirme qu'il s'agit d'une crise de confiance à caractère psychologique », relève un conjoncturiste de Washington. « L'effondrement s'est surtout concrétisé dès le début de la crise du Golfe et il suffirait que les affrontements durent moins longtemps que prévu pour que la confiance revienne. » Pour autant, même si le conflit se règle au plus vite et que la sortie de récession intervient au milieu de cette année, ainsi que l'espère l'administration Bush, il faudra attendre un certain temps avant que les 1,4 million de salariés américains licenciés au cours des sept derniers mois (dont environ 380 000 en décembre-janvier) retrouvent un emploi. Et le désir de dépenser à nouveau leurs dollars.

SERGE MARTI

ENSEMBLE, L'AVENIR

ISG

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Diplôme homologué par l'Etat (I.O. du 15/09/90)

Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

68, rue de Loua - 75116 Paris - Téléphone : (1) 45.53.60.01

ENQUÊTE PUBLIQUE

Portant conjointement sur
**Le projet de plan d'aménagement
de zone de la ZAC
du
CENTRE-VILLE - AVENUE DE GAULLE**

Enquête préalable
à la déclaration d'utilité publique
des opérations, acquisitions et expropriations
prévues par ce plan

Par arrêté n° 67 du 8 février 1991, conformément au code de l'urbanisme et aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, M. le député-maire de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de plan d'aménagement de zone de la ZAC du centre-ville, avenue Charles-de-Gaulle, ladite enquête valant enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

A cet effet, M. Francis BOUYER, domicilié 30, boulevard Albert-1^{er}, 44600 SAINT-NAZAIRE, ingénieur en chef à la Ville de Saint-Nazaire, en retraite, a été désigné comme commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de NANTES.

L'enquête publique se déroulera en mairie de La Baule-Escoubiac, du lundi 25 février au mercredi 27 mars 1991 inclus, soit pendant trente-trois jours consécutifs : Services de l'urbanisme, rez-de-chaussée bas.

Toute personne intéressée pourra en prendre connaissance aux heures et jours suivants :

- du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- le samedi 2 mars 1991, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- les samedis 9, 16 et 23 mars 1991, de 9 heures à 12 heures.

Dimanches et jours fériés exceptés.

M. Francis BOUYER, commissaire-enquêteur, recevra en personne les observations du public en mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, aux jours et heures indiqués ci-après :

- le jeudi 28 février 1991, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- les mardis 5 mars, 12 mars et 19 mars 1991, de 9 heures à 12 heures ;
- le mercredi 27 mars 1991, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Cet avis sera affiché notamment à la mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, ainsi que dans les mairies annexes d'ESCOUBLAC et du GUEZY, et publié par tout autre procédé en usage dans la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC, quinze jours au moins avant le début de l'ouverture de l'enquête.

Il sera par ailleurs inséré dans deux journaux régionaux ou locaux au moins diffusés dans le département, ainsi que dans deux journaux, au moins, à grand tirage diffusés sur le territoire national.

Pendant la durée de l'enquête, — au titre de l'enquête publique portant sur le projet de plan d'aménagement de zone de la ZAC du centre-ville, avenue de Gaulle, — et au titre de l'enquête publique valant enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan,

deux registres, à feuillets non mobiles, seront ouverts en mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, après avoir été cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur.

Toute personne intéressée pourra y consigner directement ses observations ou les transmettre par écrit au commissaire-enquêteur à son domicile, ou à l'adresse suivante :

Mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC
BP 172
44504 LA BAULE Cédex.

avec mention : — Enquête publique sur le plan d'aménagement de zone et/ou

— Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par le dit-plan, ZAC du centre-ville, avenue de Gaulle.

Tous les courriers seront annexés aux registres d'enquêtes sus-visés.

Le commissaire-enquêteur conduira l'enquête de manière à permettre au public de prendre connaissance complète du projet. Notamment il pourra recevoir tout document, visiter les lieux concernés, et entendre toute personne dont il jugera l'audition utile.

A l'expiration du délai de l'enquête prévu le mercredi 27 mars 1991 à 17 heures, le commissaire-enquêteur, une fois clos les registres d'enquêtes, disposera d'un délai de trente jours suivant la clôture de l'enquête pour dresser le procès-verbal de ses opérations et transmettre au député-maire de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC l'ensemble des pièces soumises à enquête publique, les registres d'enquête ainsi que son rapport et ses conclusions.

Une copie du rapport du commissaire-enquêteur et ses conclusions sera adressée à M. le préfet du département de Loire-Atlantique et au président du tribunal administratif de Nantes.

Le public pourra consulter ce rapport et ses conclusions à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Toute personne physique ou morale pourra en demander.

ÉCONOMIE

Les conséquences de la guerre du Golfe

En période de crise, les consommateurs retardent leurs achats de biens durables

Quelle est la part de la guerre du Golfe dans la baisse des ventes d'automobiles en janvier (les prises de commande auraient baissé de 30 % chez certains producteurs) ? Quel peut être l'impact de la crise sur le comportement des consommateurs et l'effet de celui-ci sur l'évolution de l'économie française ? Le CRÉDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) y a répondu en recherchant ce qui s'était produit lors de crises antérieures (Suez en 1956, la fin de la IV^e République en mai 1958, mai 1968, les attentats de septembre 1986) (1).

Son constat : les comportements sont semblables : les consommateurs inquiets stockent des denrées alimentaires et retardent les achats de biens durables. Mais la consommation « rebondit » rapidement et l'on retrouve la tendance antérieure. Conclusion qui renvoie les spécialistes de la conjoncture à leurs propres travaux : tout dépend de la tendance générale.

La crise de Suez différait de l'actuelle guerre du Golfe par la moindre ampleur des alliances internationales et des armées en cause ; la crainte d'un putsch militaire en Algérie a fait suite à une agression de la IV^e République ; mai 1968 était une crise intérieure ; quant aux attentats de septembre 1986, qui firent onze morts à Paris, ils survenaient au contraire dans une période plutôt tranquille — alors que la crise actuelle combine une guerre lointaine et des craintes d'attentats en Europe. Malgré cela, les attitudes ont été comparables.

Premier phénomène : les achats alimentaires. En novembre 1956, les ventes ont augmenté brusquement de quelque 12 % chez les détaillants indépendants. Même chose dans les coopératives de consommation (+ 10 %). Hausse aussi brutale en mai 1958, même si elle est un peu moins forte (5 %) dans les coopératives de consommation. Dans les deux cas, comme aujourd'hui, et comme

en mai 1968, ce sont les produits de « consommation longue » que l'on achète : sucre, huile, pâtes.

Deuxième phénomène : le report des achats de biens durables. En mai et juin 1968, par exemple, les ventes de vêtements, de meubles, d'articles de cuir, d'équipements ménagers et d'automobiles ont fortement fléchi. Ce fléchissement ne s'explique pas seulement par l'arrêt de la production et les ruptures de stocks : si tôt la crise passée, dès juillet, les ventes repartent très vite. Le constat vaut aussi pour les services : ainsi, les départs en vacances, inférieurs aux prévisions en juillet, ont été supérieurs en août et, au total, il n'y eut que 900 000 vacanciers de moins (41,6 % de départs au lieu des 43,5 % prévus).

En septembre 1986, légère différence, « l'activité commerciale n'est pas touchée dans son volume », écrit M. Robert Rochefort, directeur du CRÉDOC, mais on constate un transit provisoire des grands magasins, qui « enregistrent une baisse de 7 % de leur volume prévisible d'activité », en faveur de la vente par correspondance. Mais cela n'a affecté ni sensiblement ni durablement la consommation globale : ainsi, spectacles, loisirs, transports, « secteurs les plus fragiles à la peur », l'attestent, ont connu des records de progression par rapport aux années précédentes.

« Un choc mais bref »

Au total, les crises du type de celle que nous vivons ont un effet « conjoncturel ». Selon M. Rochefort, « elles produisent un choc, mais bref : à la sortie, on constate un rebondissement ». Le délai et les modalités de la remontée, difficiles à suivre précisément, faute de statistiques « désaisonnalisées » sur le passé, varient selon les secteurs d'activité mais le délai de reprise, en général, n'a pas dépassé trois mois.

Peut-on extrapoler ces résultats aujourd'hui ? Pour M. Rochefort, « la révolution de la consommation dépendra à la fois des événements politiques et de l'attitude des « offreurs », car, contrairement au passé, ceux-ci disposent de moyens

plus importants de « pilotage » de la consommation (actuellement, producteurs et vendeurs de produits de grande consommation ont gelé non seulement la sortie de nouveaux produits, et les campagnes de lancement, mais aussi les recherches et les études à plus long terme).

Le CRÉDOC envisage ainsi trois « scénarios ». Premier cas : « La guerre se termine vite (moins de deux mois). La conjoncture de la consommation n'a pas subi de fortes modifications. Quelques séquelles peuvent subsister encore un temps, mais le soulagement l'emporte sur la mauvaise conscience, l'optimisme est dopé par l'attente d'une relance. »

Deuxième cas : « La guerre se prolonge mais son théâtre ne s'étend pas... La vie quotidienne reprend ses droits. Les campagnes de promotion commerciale, en particulier, reprennent. » Troisième cas : « La guerre s'amplifie significativement. » Dans cette hypothèse, « il sera difficile d'éviter la reprise de réactions comparables à celles du passé : reprise d'achats de précaution dans l'alimentaire, réduction de l'activité commerciale hors alimentaire, développement des produits ou services d'apparence sécuritaire, préférence pour la distribution en correspondance ou en petit commerce. »

Mais, dans tous les cas, la « sortie », elle, dépendra surtout de la conjoncture économique d'ensemble. « Le comportement temporaire des consommateurs ne modifie pas la conjoncture. Ce qu'on retrouve à la sortie, c'est la tendance antérieure, estime M. Rochefort. Si, cette fois-ci, le climat général est à la reprise, on constatera aussi un report de consommation, et sans doute un effet de ressort, d'amplification. Mais si la conjoncture générale est dépressive, les séquelles seront plus fortes, la récupération sera incomplète. »

GUY HERZLICH

(1) Supplément au n° 55 de Conjoncture et mode de vie.

TRANSPORTS

Le bénéfice d'ADP maintenu à un niveau élevé

Le nombre de passagers des aéroports de Paris a augmenté de 4,2 % en 1990

Aéroports de Paris (ADP) a bien tiré son épingle du jeu au cours d'une année 1990 contrastée. Celle-ci avait commencé sur un rythme de croissance de 10 %, comparable aux trois exercices précédents, puis la crise du Golfe a tassé la demande au point que le nombre de passagers a augmenté sur l'année tout entière de 4,2 % seulement. 46,8 millions de personnes ont transité par les plates-formes d'Orly et de Roissy-Charles-de-Gaulle. Quant au trafic du fret, il s'est établi à 872 400 tonnes, soit une progression de 4,7 %.

Les comptes de l'établissement public ne se sont pas trop ressentis de ce coup de frein et M. Bernard Lathière, son président, a pu, lundi 11 février, annoncer un chiffre d'affaires en croissance de 10,8 % (5,1 milliards de francs contre 4,6 milliards en 1989) et un bénéfice après impôts de 500 millions de francs (305 millions en 1989 à structure comparable). Les investissements se sont accélérés pour atteindre le montant de 1,4 milliard de francs (+ 44 %).

Pour être capable d'accueillir, en 1995, 60 millions de passagers, ADP met en œuvre un ambitieux programme d'extension et de modernisation, qui ne sera pas remis en cause par les à-coups de la conjoncture et qui suppose une dépense de 12 milliards de francs. Parmi les améliorations que connaîtront les aéroports de Paris en 1991, citons, au printemps prochain, l'achèvement des travaux de la zone 3 d'enregistrement d'Orly-sud et l'ouverture complète du troisième terminal D de Roissy-Charles-de-Gaulle. Au cours de l'été sera mise en service la deuxième phase du terminal T 0 de Charles-de-Gaulle. Enfin, en septembre, l'inauguration du métro automatique Orly-val améliorera les relations avec la ligne B du RER, qui relie les deux aéroports.

AL. F.

Avec une trentaine d'avions

La Poste et Air France créent la compagnie Aéropostale

La Poste française et le groupe Air France ont décidé de créer une société spécialisée dans le transport nocturne du courrier, qui prendra le nom célèbre de l'Aéropostale, dirigée à partir de 1927 par Didier Daurat et illustrée par Jean Mermoz. Cette société exploitera en 1991 seize Boeing 737.

Confié depuis 1947 au Centre d'exploitation postale d'Air France, qui mettrait en ligne des avions appartenant aux PTT, l'acheminement du courrier ne pouvait plus se satisfaire d'une couverture aérienne partielle, puis que treize départements ne sont reliés par avion qu'avec l'île-de-France et que dix-sept autres n'en profitent pas du tout. D'autre part, la flotte actuelle est très disparate avec quinze Fokker 27, deux Transall, quatre Boeing 737 et un Fairchild, qui n'acceptent pas tous des conteneurs simplifiant la manutention du courrier.

Enfin, avec 250 tonnes d'objets transportés chaque nuit, le réseau postal aérien est saturé en raison de la croissance des envois express de Chronopost. Certaines nuits, le courrier réputé urgent ne peut être complètement embarqué, faute de bacs.

Améliorer la distribution du courrier

La renaissance de l'Aéropostale comporte un volet institutionnel et un volet technique. Le premier a vu la création d'une société anonyme au capital de 250 000 F, la Société financière aéropostale (SFA), dont le capital sera porté en 1991 à 350 millions de francs (80 % pour la Poste et 20 % pour le groupe Air France, la Compagnie TAT et certaines institutions financières). La SFA assurera l'acquisition et la location des appareils, qui seront mis, à partir du 25 février, à la disposition de la Société d'exploitation aéropostale (SEA), au capital de 40 millions de francs répartis entre la Poste (40 %), le groupe Air France (Air France 20 % et Air Inter 20 %), et le groupe TAT (20 %). La mainte-

nance des avions sera confiée à Air France. Les pilotes seront détachés des compagnies actionnaires.

La réforme technique consistera à concentrer le réseau postal aérien sur les deux plates-formes de Roissy-Charles-de-Gaulle et de Lyon-Satolas et à ne conserver que deux types d'appareils : le Fokker 27 et le Boeing 737. Ce dernier a été retenu dans sa version convertible, qui peut être transformée, en une heure et demie, d'avion cargo en appareil accueillant des passagers. Cette utilisation diurne abaissera le coût de revient du fret de la Poste, de plus en plus concurrencée par les courriers express privés.

Cette réforme devrait permettre une nette amélioration de la rapidité d'acheminement du courrier et accroître la part du courrier qui arrive à destination le lendemain du jour de son expédition. En effet, tous les départements profiteront désormais du réseau aérien. La capacité de transport par avion passera de 250 tonnes à 335 tonnes chaque nuit, soit une progression de 34 %, qui permettra de faire face à la croissance du trafic jusqu'en 1995. La transformation intégrale des appareils en porte-conteneurs favorisera la rapidité de la manutention. Enfin, la réorganisation allongera la durée du temps de tri en Ile-de-France et dans la région Rhône-Alpes, où le trafic postal est le plus important.

AL. F.

Le Centre médical du Quatre-Septembre en dépôt de bilan. — Le dispensaire du Quatre-Septembre, installé rue de Choiseul, à Paris, a annoncé le 7 février son dépôt de bilan et demande « l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire afin de continuer à dispenser les soins ». Le centre de santé, qui est en état de cessation de paiement avec un déficit de 2,1 millions de francs, avait attendu de nombreux mois son conventionnement par la Sécurité sociale.

Où va l'argent qui n'est pas dépensé ?

Coup de foudre sur le livret A ? En janvier 1991, les caisses d'épargne Ecureuil ont enregistré, pour la première fois depuis plusieurs années, des dépôts supérieurs aux retraits sur le bon vieux livret A, avec un flux positif de 300 millions de francs. Rappelons que l'hémorragie s'était signalée en janvier 1989 par des retraits supérieurs aux dépôts de 2,2 milliards. Et en janvier 1990, l'écart entre les retraits et les dépôts avait atteint 4,9 milliards. Le manque à gagner pour l'année 1990 devrait se situer entre 100 millions et un milliard de francs seulement. On note donc un certain regain en faveur du livret A qui, s'il n'enraille pas la désaffection progressive des épargnants pour ce produit, marque en tout cas une volonté d'attente de la part des épargnants.

Arbitrer les investissements

Comme l'expliquait M. André Levy Lang, président du directoire de Paribas, vendredi 8 février, le ralentissement économique avait déjà poussé les acteurs (entreprises et ménages) à une pause. La crise du Golfe a accentué plus encore ce comportement. Cetelem et Cofica, deux filiales de la Compagnie bancaire spécialisée dans le financement des particuliers, ont ainsi distribué en 1990 sensiblement moins de crédits qu'en 1989 (plus 1 % seulement). En revanche, le volume d'épargne gérée s'est accru de manière significative : plus 16 % pour Cardif (assurance vie) et 58 000 clients supplémentaires (plus 21 %) pour le compte rémunéré de Cortal, qui a vu ses encours passer de 6,5 à 8 milliards de francs entre 1989 et 1990.

La BNP a constaté la même relation entre la chute des crédits à la consommation (plus 4,4 % seulement contre une hausse de presque 20 % en 1989 par rapport à 1988) et la gonflement des formules d'épargne liquide. En décembre 1990, le volume des Sicav court terme était passé de 97 milliards à 104 milliards de francs. Natio court terme, une Sicav de trésorerie destinée aux entreprises, a été gonflée par 6 milliards de francs de nouveaux capitaux en 1990.

Selon M. Jean-Pierre Coiffé, responsable du service relations à la clientèle de la BNP, le ralentissement économique et la crise du Golfe ont incité les Français à la prudence, mais surtout les ont aidés à arbitrer dans leurs investissements.

La maison et la voiture viennent désormais en tête des décisions d'achat et « robe loin derrière. Il y a des vacances, la culture... » Il n'est pas certain que la fin de la crise du Golfe modifie en profondeur le nouveau comportement des épargnants.

YVES MAMOU

British Airways réduirait ses effectifs de plus de 9 %

Selon le Financial Times du lundi 11 février, la compagnie British Airways s'apprête à rendre public un plan d'économies draconien afin de compenser la chute du nombre de ses passagers. Celui-ci s'est contracté de 20 % depuis le déclenchement de la guerre du Golfe. Ce plan prévoyait le départ volontaire de 5 000 salariés sur les 52 000 que compte la compagnie, soit 9,6 % des effectifs. D'autre part, British Airways remettrait à l'heure le projet de remplacement de dix-sept Trident et de huit DC-10 vieillissants, qui devaient lui coûter 1 milliard de livres (10 milliards de francs), et pour lequel étaient en concurrence le Boeing 777, le McDonnell-Douglas MD-11 et les Airbus A-330 et A-340.

La compagnie britannique a déjà réduit de 13 % son offre de transport en supprimant ses vols vers l'Irlande et en réduisant de dix-sept à sept le nombre des vols supersoniques de Concorde vers les États-Unis.

CHAMPS ECONOMIQUES

Allemagne-Japon : le temps des alliances

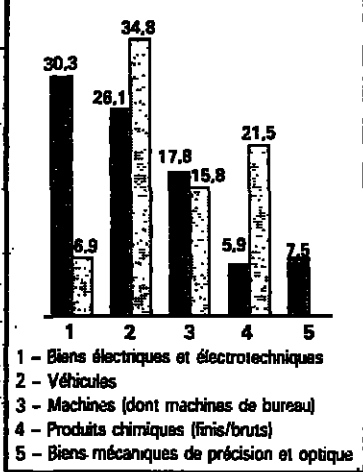
Malgré la progression des échanges entre les deux pays, les Allemands souhaitent vendre encore plus à Tokyo et accueillir davantage d'investisseurs nippons

DEPUIS la chute du mur de Berlin en novembre 1989, les relations économiques entre l'Allemagne et le Japon ont pris une nouvelle dimension. Pratiquement ignorées par les investisseurs nippons jusqu'à il y a deux ans, en raison notamment de marchés boursiers jugés archaïques et d'une fiscalité pénalisante, la République fédérale est devenue du jour au lendemain le pays le plus attractif en Europe pour les investisseurs directs et financiers du Japon. Elle a remplacé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne comme cible privilégiée.

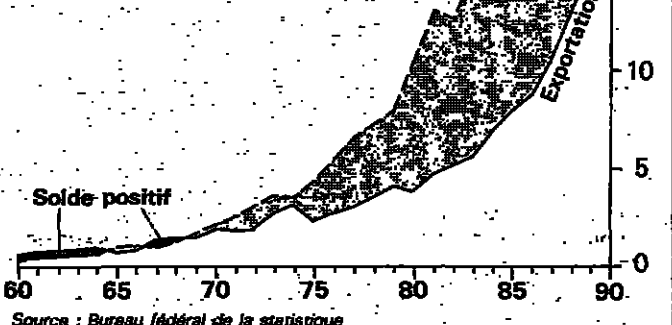
Signe révélateur de ce nouvel intérêt : sur les 46 milliards de deutschemarks (plus de 156 milliards de francs) de titres achetés par des étrangers sur les places boursières allemandes en 1989 (contre 8 milliards en 1988), 17 % l'ont été par des investisseurs japonais. La tendance s'est un peu ralentie en 1990, notamment après l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, qui a déprimé l'ensemble des places internationales. Toutefois les responsables allemands semblent bien décidés, pour leur part, à tout faire pour attirer ces investisseurs sur leur territoire. L'évolution des échanges commerciaux entre les deux pays montre en effet un très net déséquilibre en faveur du Japon depuis le début des années 70.

Un résultat d'autant plus surprenant que la part des exportations dans le PNB allemand représentait 29 % en 1983 contre 15 % pour le Japon, soit environ

Principaux produits échangés
En % du total des importations et des exportations



Les relations commerciales de l'Allemagne avec le Japon



Source : Bureau fédéral de la statistique

la moitié ! Pour Erich Pauer, chercheur au Deutsch-Japanisches Wirtschaftsförderungsbüro de Düsseldorf, ce déséquilibre s'explique par la lenteur avec laquelle la République fédérale a relevé un certain nombre de défis pour restructurer son appareil industriel dans les années 70.

Dès le premier choc pétrolier, selon lui, le Japon avait mis au point des technologies plus performantes et une robotisation poussée afin, notamment, d'économiser l'énergie. Parallèlement, le MITI engageait résolument l'économie japonaise vers des secteurs industriels à plus grande valeur ajoutée, ainsi que dans les services.

Pendant ce temps, la République fédérale, qui avait résolu le problème du manque de main-d'œuvre pendant les années 60 en faisant appel à des travailleurs immigrés, choisissait au contraire de subventionner ses industries traditionnelles afin de préserver les emplois. Résultat : au moment du deuxième choc pétrolier en 1979, le Japon avait déjà développé un avantage comparatif par rapport à l'Allemagne et au reste du monde industrialisé qu'il a conservé et même renforcé par la suite.

Du point de vue allemand, les différences de mentalités mais aussi de structures entre les deux pays sont donc essentielles pour comprendre les difficultés rencontrées par les industriels allemands pour pénétrer le marché japonais, malgré les liens étroits que les deux économies ont tissés de longue date ainsi que leur

communauté de destin après la défaite de 1945 et les années du « miracle économique ».

L'analyse est partagée par M. Jürgen von Schlabbrendorf, directeur du département financier pour l'Asie à la Deutsche Bank, qui a vécu cinq ans à Tokyo : « Même si les Allemands sont, a priori, moins méfiants que les Français à l'égard des Japonais en raison de leur attachement intrinsèque au libre-échange, on peut difficilement parler d'un axe Bonn-Tokyo », précise-t-il, faisant allusion aux nombreuses craintes que l'alliance annoncée en mars dernier entre les deux géants industriels Daimler-Benz et Mitsubishi, a soulevées chez les partenaires européens de l'Allemagne.

Une présomée eurosclérose

En fait, dans la course à la suprématie économique entre les deux puissances, l'Allemagne a longtemps fait figure, aux yeux du Japon, d'un « partenaire malade » souffrant d'un manque chronique de compétitivité en raison d'une présomée « eurosclérose ». Conscients de ces difficultés, les responsables allemands ont organisé dès 1984 des foires-expositions annuelles pour promouvoir les produits allemands au Japon et accroître les échanges. Depuis février 1988, des rencontres sont prévues tous les deux ans entre le MITI et le ministre fédéral de l'économie afin de discuter de la coopération industrielle et faire le point sur des questions aussi épineuses que la plus grande ouverture des marchés japonais aux exportations allemandes.

Ces efforts ont été payants puisque le volume des échanges entre l'Allemagne et le Japon a pratiquement doublé entre 1984 et 1989, passant de 25,2 à 47,4 milliards de DM. Les exportations du Japon en direction de l'Allemagne ont augmenté de 75,6 %, passant de 18,3 à 32,1 milliards de DM. Elles ont essentiellement porté sur l'électrotechnique, les véhicules, les machines de bureau, les produits chimiques et la mécanique de précision ainsi que l'optique.

De leur côté, les exportations allemandes au Japon ont plus que doublé (+ 120,7 %), passant de 6,9 à 15,3 milliards de DM. Les automobiles allemandes, qui représentaient en 1989 les deux tiers du total des importations japonaises de véhicules, en léger recul toutefois par rapport aux trois années précédentes, continuent d'être très appréciées au Japon, particulièrement la marque BMW. Le Japon est égale-

ment le premier marché à l'étranger pour l'industrie pharmaceutique allemande qui a exporté pour 1,1 milliard de deutschemarks dans ce pays en 1989. Pour les six premiers mois de 1990, la tendance s'est confirmée avec une progression des exportations allemandes de 21,2 % par rapport à la même période de 1989, tandis que les exportations japonaises en direction de l'Allemagne ont accusé une légère régression (-0,6 %).

Même si l'Allemagne est le premier partenaire européen du Japon, le déséquilibre demeure : 5,8 % du total des exportations japonaises vont en Allemagne tandis que le chiffre est seulement de 2,4 % dans l'autre sens, malgré la forte progression des exportations allemandes au cours des dernières années. Inversement, le Japon est le partenaire le plus important de l'Allemagne en Asie mais il n'arrive qu'en onzième position pour les exportations et en septième position pour les importations par rapport à ses autres partenaires commerciaux.

On comprend mieux, dans ces conditions, l'impatience des responsables allemands devant le peu d'enthousiasme des investisseurs nippons en particulier à l'égard des cinq nouveaux Länder de l'Est. Toutefois, selon Hans-Joachim Kurwan, chercheur à l'Institut für Asienkunde de Hambourg, l'ère de la confrontation commerciale a fait place à l'ère de la coopération.

Ainsi en deux ans, quarante et un accords ont été conclus entre des firmes japonaises et allemandes, dont plus de la moitié au cours des six premiers mois de 1990. Parmi eux l'alliance entre des grands groupes comme Daimler-Benz et Mitsubishi ou Siemens et Toshiba a le plus frappé les esprits. Mais, ainsi que le précise H.-J. Kurwan, il n'y a pas que le « high tech » qui fasse l'objet de rapprochements. Tous les secteurs d'activité sont concernés - l'assurance comme les biens de consommation ou l'électroménager - et la liste s'allonge tous les jours.

« La compétition pour la suprématie économique et technologique entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon est entrée dans une nouvelle phase. Conclut M. Kurwan, Aujourd'hui plus que jamais l'Allemagne et le Japon sont condamnés à des alliances stratégiques ».

de Francfort

CHRISTINE HOLZBAUER

Lire sur le même sujet : « Les géants Fatigues » de Philippe Pons (Le Monde économique) du 29 janvier 1990.

Pauvreté et richesse dans le monde

Pérou : la pyramide de l'injustice

Un dixième de la population détient près de la moitié du revenu national et par ses réseaux financiers contrôle le pouvoir

GRIS de poussière et semi-abandonné, le club national, ancien cénacle de l'oligarchie péruvienne, fait triste figure sur la place San Martín badigeonnée dans les tons vieux rose par un maire socialiste, et sur laquelle grouille une foule de petites gens. Sa clientèle la plus sélecte a battu en retraite lorsque le général Velasco a décidé d'instaurer, manu militari, à partir du 3 octobre 1968, la « révolution nationaliste et anti-impérialiste ».

Sa réforme agraire a décapité le pouvoir des « barons » des haciendas du sucre et du coton de la côte, et celui des « seigneurs féodaux » des Andes. Les « grandes familles », comme les Pardo, Prado, Aspíllaga, Gildemeister, qui avaient occupé pendant près d'un siècle le devant de la scène politique, ont vu leur empire s'effondrer.

Insensiblement, des « nouveaux riches » vont prendre leur place. Ce sont des descendants d'immigrants européens, italiens pour la plupart, venus s'installer au Pérou à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, comme les Romero, Brescia, Nicolini, Raffo, Picasso, Lanata-Piaggio. Ceux-ci ne se montrent guère soucieux de défrayer les chroniques mondaines, mais n'en tirent pas moins les ficelles du pouvoir, quoique plus discrètement.

L'expérience Velasco a, certes, été traumatisante pour les nantis. « Dans ce pays, avoir de l'argent est un péché, alors mieux vaut ne pas s'afficher », commente le PDG du Banco Mercantil, Francisco Pardo Mesones, un arrière-petit-cousin germain des célèbres Pardo, qui s'est rapatrié en 1980 lorsque l'armée a abandonné le pouvoir.

Vingt ans après, les « mauvais souvenirs de la révolution » ne justifient ni les hauts murs qui dissi-

mulent les somptueuses résidences, ni leurs fenêtres grillagées, ni les vitres opaques des voitures, ni l'omniprésence de polices privées. « Les riches sont prisonniers », ricane les gamins du bidonville de Pampóna, qui, depuis leurs huttes de paille tressée plantées sur le flanc de la montagne, ont une vue plongeante sur le quartier exclusif de Casuarinas, dont ils ne sont séparés que par un symbolique rempart.

Les nantis sont, depuis dix ans, le point de mire des terroristes. Les deux organisations subversives, PCP-SL et MRTA, financent leurs activités grâce à l'impôt révolutionnaire qu'elles prélèvent par extorsion. L'enlèvement, perpétré par le MRTA, de Jose Antonio Onrubia Romero (clan Romero), et surtout celui d'Hector Delgado Parker (le grand patron de la chaîne Cinq de télévision, qui se déplaçait pourtant dans une Mercedes blindée, en compagnie de son garde du corps et de son chauffeur), démontrent qu'aucune mesure de sûreté n'est excessive pour déjouer une tentative d'attentat.

Par contre, échapper au fisc est un jeu d'enfant pour les gros contribuables car l'impôt sur le patrimoine et le revenu ne fait guère recette : en dix ans, le pourcentage des revenus fiscaux par rapport au produit intérieur brut est tombé de 15 % à 4 %. Avec un revenu annuel par tête de 1.200 dollars, le pays devrait percevoir un taux de 15 % à 20 %. A croire qu'il n'y a plus de nantis... Les chiffres d'affaires des principaux clans économiques tournent pourtant autour du demi-milliard de dollars, ce qui laisse supposer que si le Pérou n'est pas un pays idéal pour la douce vie, on peut toujours y faire de bonnes affaires, et y conserver, pour le moins, un pied-à-terre.

« Des riches au Pérou ? Il y a belle honte qu'il n'y en a plus. » A Casuarinas, tout le monde vous le dira... D'ailleurs, pas un seul Péruvien ne figure sur l'inventaire annuel de Fortune... « Ceux qui sont au sommet, aujourd'hui, ont un niveau de vie comparable à celui des fonctionnaires internationaux, c'est-à-dire celui d'une classe moyenne aisée, commente l'Institut Apoyo, à l'issue d'une enquête réalisée dans la capitale. Ils sont si peu nombreux qu'ils forment à peine une classe. Moins de 1 % des habitants gagnent plus de 2 000 dollars. »

A l'échelle mondiale, c'est une « élite lilliputienne de vanus-pieds » qui fait pourtant figure d'archimède en regard des 40 % de la population indigente, et des 40 % de pauvres (d'après la Banque mondiale, est indigente la famille qui ne peut subvenir à ses besoins alimentaires, et pauvre celle qui ne peut couvrir ses besoins d'alimentation, transport, éducation et santé).

Des « barons » aux banquiers

Deux ans d'hyperinflation et de récession ont élargi la base de cette pyramide socio-économique, souligne Apoyo. Son enquête ayant été réalisée en juillet 1990, c'est-à-dire avant l'ajustement d'août, qui s'est traduit par une majoration des prix et des tarifs de l'ordre de 1 000 à 3 000 % et une dramatique récession, on peut en conclure que la pyramide est encore affaissée. « Pyramide de l'injustice » que dénonçait l'ex-président Alan García, cinq ans auparavant, parce que « 2 % de la population empoche le tiers du revenu national, 10 % près de la moitié, et 75 % se disputent les miettes ».

En fait, les « nouveaux riches », les Romero, Brescia, Picasso, etc.,

n'avaient point attendu le putsch des généraux pour se faire une place au soleil. Ils avaient grignoté le pouvoir des grands propriétaires fonciers surtout à partir des années 50, en couvrant les besoins d'une société de plus en plus urbaine. C'est ainsi qu'ils s'étaient lancés simultanément dans l'industrie, le commerce, la construction et les finances.

Grâce à leur esprit d'entreprise, ils surent tirer profit des principales mesures dictées par les généraux, et tout spécialement de celles concernant la réforme bancaire (les étrangers ne pouvant détenir plus de 20 % du capital, ils se portèrent acquéreurs de leurs parts, contrôlant ainsi une grande partie du système financier). C'est à partir des banques qu'ils consolidèrent leurs empires « monopolistiques », celui (surtout) industriel des Romero et des Lanata-Piaggio, celui immobilier des Brescia et Raffo, celui agro-alimentaire des Nicolini. C'est donc un peu sous le manteau de Velasco que s'effectua la mutation des « maîtres du Pérou » : des « barons » aux managers que le protectionnisme convertit aussi en mercantilistes.

La population n'a découvert le visage de ses nouveaux riches que lorsque le président Alan García s'est attaqué à leurs pouvoirs en proclamant l'étatisation du système financier, le 28 juillet 1987. Les chefs des principaux clans économiques avaient été affublés du sobriquet des « douze apôtres », pour s'être montrés sensibles aux travaux d'approche - de « concertation » - du chef de l'Etat social-démocrate (une grande malléabilité face au pouvoir politique, quel qu'il soit, les caractérise).

de Lima

NICOLE BONNET

Lire la suite page 28

eslsca

3° CYCLE SPÉCIALISÉ

« MANAGEMENT DES ENTREPRISES »

Formation intensive de haut niveau à la gestion d'entreprise et au management général des organisations. Des techniques de gestion à l'audit et à la politique générale d'entreprise.

Admission sur titre :

Médecins, Pharmaciens, Ingénieurs, Architectes, Maîtrises, IEP, Expérience professionnelle

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ECOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat

1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59

CHAMPS ECONOMIQUES

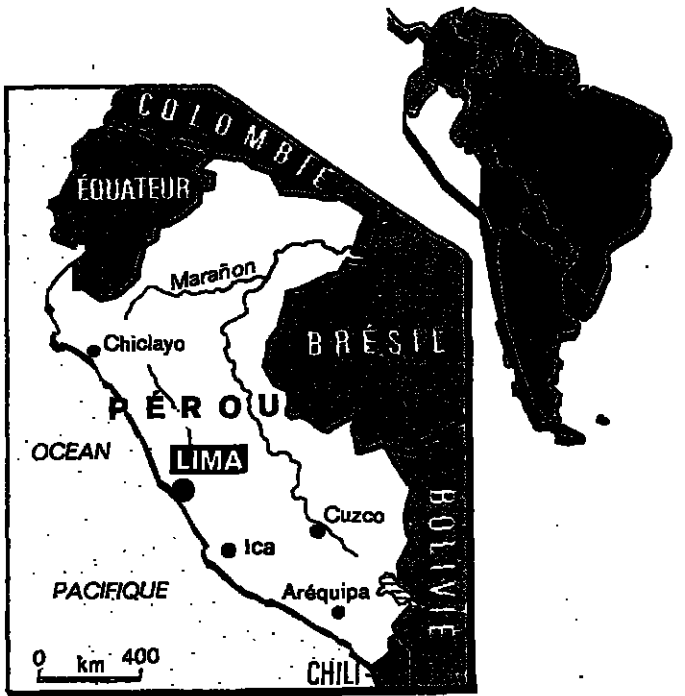
Pauvreté et richesse dans le monde

Pérou : la pyramide de l'injustice

Suite de la page 27

Ils démontrent pas être les «douze apôtres» comme certains le suggèrent, et descendent dans la rue pour protester. Dionisio Romero, en costume et cravate, défila en tête de ses employés du Banco de Crédito, sur la place San Martín, avant de s'en aller à son avantage par une double pirouette.

d'après le ministre de l'économie), que le taux d'investissement n'avait jamais été aussi bas (d'après l'institut national de planification, les soixante premières entreprises avaient en 1986 investi 26 % de moins qu'en 1985, bien qu'elles eussent fait 30 % de plus de profits). Et, cependant, la rentabilité, grâce à dix-huit mois de



Pourquoi cette brusque volte-face de la concertation à l'étatisation ? En guise d'interprétation, le sénateur Enrique Bernaldes ose la métaphore suivante : Garcia se sentait comme une fiancée déshonorée par un riche prétendant, et qui, le jour de ses noces, se retrouvait seule, devant l'autel, sans mari et sans virginité... De son côté, Alan Garcia avait : « L'erreur la plus grave pour un homme politique est d'être ingénu. Et je reconnais être tombé dans le panneau ».

Il faut reconnaître que la « campagne de séduction » des «douze apôtres», pour que ceux-ci acceptent de financer une nouvelle étape de populisme, avait eu un coût extrêmement élevé : octroi de crédits complémentaires et de nouvelles exonérations fiscales, renforcement des mesures protectionnistes, subsides aux oligopoles agro-alimentaires, etc. Ces largesses, semble-t-il, n'avaient pas payé.

De source officielle, on apprend que la fuite des capitaux n'avait jamais été aussi massive (1 milliard de dollars par an,

croissance, n'a rien eu à envier à celle offerte dans les pays du Sud-Est asiatique.

Les règles du jeu

Pourquoi ces mêmes hommes, qui avaient démontré leur esprit d'entreprise sous Velasco, quinze ans auparavant, boudaient-ils le régime de Garcia ? Étaient-ils devenus moins audacieux et plus gourmands ? Les modifications constantes des règles du jeu au Pérou, avaient-ils découvert de nouveaux horizons ? Méritaient-ils les qualificatifs de « mercantils », « rentiers », « parasites », dont les affublaient en chœur socialistes et néo-libéraux ?

Toujours est-il que l'annonce de l'étatisation du système financier provoqua le collapsus du régime, qui disposait pourtant de la majorité au Parlement et d'un vaste appui populaire. Le chef de l'État avait sous-estimé le pouvoir des banquiers. Il savait néanmoins qu'il s'attaquait à tout un empire, celui des circuits financiers qu'il

avait décrits dans son livre *Un futur différent*.

Alan Garcia avait d'autres armes en son pouvoir pour « faire payer » les «douze apôtres» : une loi anti-monopole, une réforme fiscale, l'annulation des exonérations, la réorientation du crédit provenant des banques de développement de l'État, la suppression du dollar subventionné, etc.

Bref, il lui suffisait d'abolir le rôle de l'État-papa qui « privatise les profits et socialise les pertes », et ferme les yeux, par exemple, sur les comptes de 533 grandes entreprises, qui, en 1989, ont fait un chiffre de ventes supérieur à 2 millions de dollars, mais ont déclaré des profits inférieurs à 1 000 dollars.

« Les riches ne paient pas d'impôts », comme l'a dénoncé le sénateur Carlos Malpica (Romero, moins de 1 % de ses ventes, Nicolini, légèrement plus de 1 %, Brescia, moins de 2 %), et ces tributs dérisoires sont largement compensés par une série de primes.

L'étatisation du système financier touchait principalement cinq banques : Banco de Crédito, Banco de Lima, Wiese, Mercantil et Latino — mais, par ricochet, cinq cents sociétés anonymes qui en dépendaient, appartenant à neuf secteurs d'activité productive, et possédant un patrimoine de 2,5 milliards de dollars (chiffre de 1984). À l'époque, le Banco de Crédito avait pour président Dionisio Romero, pour vice-président Juan Francisco Raffo, et, entre autres directeurs, Pedro Brescia et Luis Nicolini, c'est-à-dire des représentants des plus grandes familles.

Ce clan avait des liens étroits avec le Banco de Lima, dominé par les familles Olaschea et Benavides de la Quinasa, et le Banco Wiese (150 sociétés anonymes en commun). Ensemble, ils avaient — et ils ont toujours — sous leur coupe la moitié des activités productives du pays et des activités complémentaires.

Le Banco de Crédito avait aussi établi une tête de pont, The Atlantic Security Bank, aux îles Cayman, dans les paradis financiers des Caraïbes, et des succursales à Panama, Nassau et Miami, New York. D'après la publication spécialisée *Andean Report*, The Atlantic Security Bank travaille directement avec Inversiones Centenario, une société anonyme créée par Romero et Raffo, et considérée comme étant « le plus grand centre de la banque parallèle de Lima ».

En essayant de décapiter les « réseaux financiers », le président Garcia a utilisé maladroitement une arme bémol. Non seulement il n'a pas ébranlé le pouvoir des « douze apôtres », mais il lui a donné, involontairement, une projection internationale. L'opération triangulaire (fuite de capitaux) est désormais parfaite : Pérou-paradis financiers-New York ou Miami.

L'étatisation n'était qu'un « regain édenté, semant l'épouvante, mais incapable de mordre », constatait un sénateur. La loi anti-monopoles et la réforme fiscale annoncées par le président Alberto Fujimori auront-elles plus de chances d'aboutir ? Le nouveau siège administratif du Banco de Crédito est tout un défi.

La majestueuse casemate bleu nuit, adossée à la montagne, occupe cinquante mille mètres carrés de terrain. Quinze kilomètres de mur noir moucheté d'ouvertures, trente-cinq kilomètres de tapis, et des tonnes de blocs de verre, habillent ses huit étages disposés en U autour d'une chute d'eau.

« Chapeau bas à l'audace », commente *Architectural Record* de New York. Chapeau bas à celui qui l'on nomme ici « Poderoso Caballero Don Dinero », le tout-puissant M. Argent.

de Lima

NICOLE BONNET

Ont déjà été publiées des enquêtes comparables sur la Turquie et l'Allemagne (Champs Économiques : 7 août), la Grande-Bretagne et l'Italie (14 août), l'Italie (21 août), le Mexique (28 août), le Nigeria (4 septembre), la France (11 septembre), le Japon (18 septembre) et les États-Unis (25 septembre).

« On pourrait les montrer du doigt à la DEA (la police américaine antidrogue), pour qu'ils les prennent en filature, commente le sénateur Carlos Malpica. En échange de quoi, les Américains révoquent le secret bancaire chez eux, et l'État pourrait ainsi réprimer les capitaux exportés clandestinement. Histoire de récupérer une vingtaine de milliards de dollars (soit l'équivalent du montant de la dette extérieure). »

N. B.

Le chef des «douze apôtres»

Dionisio Romero est, depuis une décennie, dans le peloton de tête des Péruviens considérés parmi les plus influents du pays. D'après le classement annuel, il fait bonne figure derrière le président Alberto Fujimori, les ex-présidents Fernando Belaunde et Alan Garcia, Mgr Vargas Alzamora, archevêque de Lima et Abimael Guzman, le leader des insurgés du Parti communiste-Sentier lumineux.

Parmi ceux qui ont été surnommés les «douze apôtres» (les douze magnats), il est indiscutablement leur chef. Néanmoins, le PDG numéro un n'aime guère faire parler de lui. Il n'a abandonné les coulisses du pouvoir économique qu'en août 1987 pour faire front à la tentative d'étatisation du secteur financier. Les téléspéculateurs ont découvert un homme distingué, traditionnel — c'est un haut dignitaire de l'Opus Dei — court-voisé, mais disposé à défendre son bon droit.

Un renard et son clan

« Todo un señor », un « monsieur ». L'antiphrase du tapageur « Pancho » Pardo Mesones, directeur du Banco Mercantil et président du «syndicat» des banquiers, qui préparait la «résistance» depuis son bureau, sur la motte de terre qu'il avait installée, orfèvres et draps, pour le bonheur des photographes qu'il avait convoqués.

Dionisio Romero démontre son habileté à planter des racines avec une remarquable économie de mots, un talent qui lui a sans doute valu le surnom de «renard». Il confessaient devant les caméras de la Ciné avoir contribué au financement de la campagne électorale de son ami Garcia, en 1985, et, cinq ans plus tôt, avoir parlé avec les dirigeants des trois partis rivaux pour leur annoncer «combien nous allions leur donner». Le clan Romero a eu besoin d'un bon alibi pour pouvoir se jucher au-dessus de la mêlée politique et jouer, généreusement et cyniquement, les médiateurs des divers candidats présidentiels.

L'histoire paysanne racontée par des paysans raconte le cheminement de Calisto Romero, Espagnol de Borgono, qui s'établit à Catacaos, un bourg de la côte

nord-désertique du Pérou, dans le département de Piura, en plein essor en cette fin du dix-neuvième siècle car la guerre de Sécession a entraîné le boom du coton : « Le sieur Romero s'installe... Il achète des sombrero, des chapeaux, des œufs, et envoyait tout ça à l'étranger. C'est comme ça qu'il a fait de l'argent et qu'il a acquis l'hacienda des sieurs Huidobro ».

Don Calisto exporte, en effet, aux États-Unis et au Venezuela la fibre de coton et les fameux chapeaux — les panamas — confectionnés par les artisans de Catacaos avec de la fine paille importée d'Équateur. En quinze ans, il réunit un capital de 0,5 million de dollars et monte une usine pour égrener le coton. C'est le point de départ d'une activité à laquelle il se consacrera pendant une cinquantaine d'années.

Prévu à pages, il se convertit bien vite en hacienda, en héritant des terres hypothéquées par ses débiteurs. Pionnier, il se lance aussi dans l'industrialisation des grains de coton et fabrique de l'huile et du savon. Lorsqu'il meurt, en 1935, cet immigrant espagnol, devenu un notable régional, laisse à sa famille un véritable petit empire cotonnier.

Cet empire va se consolider au fil des années grâce à une stratégie d'intégration horizontale et verticale autour de cette matière première et se diversifier grâce à des activités productives annexes, bientôt financières. En 1967, Dionisio, le petit-fils de Calisto et chef incontesté du clan Romero, est nommé codirecteur du Banco de Crédito, la plus importante institution bancaire du pays. Douze ans plus tard, il en devient le président.

La fortune des épouses

Le 11 août 1987, Dionisio Romero reconnaît qu'il dirige, au Pérou, vingt-sept entreprises appartenant à sa famille (entreprises agricoles, agro-industrielles, commerciales, de transport, de services, etc.). Il faudrait ajouter à ce chiffre les nombreuses filiales qui fonctionnent comme des holdings et les firmes qu'il contrôle en association avec d'autres «apôtres», notamment avec Raffo, Brescia, Nicolini, Bertin. D'après le numéro de *Peru-The Top* (1989), sorte d'an-

nuaire financier des deux mille cinq-cents plus grandes entreprises du pays, le chiffre d'affaires du clan Romero a été de l'ordre de 0,5 milliard de dollars en 1989.

« La fortune de la famille Romero a ses racines à Piura, et donc au Pérou, et tout son argent a toujours été investi et réinvesti dans le pays, expliquait Dionisio Romero, au cours du même entretien. Mais il existe une autre branche de la famille, constituée par les épouses, qui ont une fortune hors du Pérou que nous administrons en tant qu'époux, au Salvador, au Venezuela, aux États-Unis et en Espagne. »

Néanmoins, il confie, un an plus tôt, à German Reano et à Enrique Vesquez, auteurs d'une thèse sur «Le groupe Romero : du coton à la banque» : « L'orientation des investissements du groupe est vers l'extérieur parce que poursuivre notre croissance dans le pays reviendrait à faire de la concurrence à nos propres entreprises. »

Dionisio Romero a démontré une remarquable flexibilité pour sortir indemne des tourmentes, et même pour en tirer parti. Lorsque le général Velasco décrète la réforme agraire, en 1969, le clan perd la moitié de son patrimoine. Alors que les autres haciendados entament une querelle judiciaire, Dionisio Romero évite la confrontation et s'adapte aux nouvelles règles du jeu imposées par les militaires. Il s'en sort à son avantage, reconvertissant dans l'industrie les bons d'indemnisation et rachetant à son concurrent américain Anderson Clayton sa chaîne d'entreprises d'égreinage du coton.

Vingt ans plus tard, il dépose les plans d'Alan Garcia d'étatisation du système financier en répartissant entre ses employés — avec la complicité officielle — les actions du Banco de Crédito. Il n'a d'ailleurs cessé de contrôler la banque par l'intermédiaire du nouveau PDG, Javier Arribas, parent et homme de confiance du clan, puisque celui-ci venait d'être nommé directeur général avant l'expropriation des haciendas. Les régimes se succèdent, les Romero restent, d'autant que son chef est, en décembre dernier, redevenu président.

N. B.

BIBLIOGRAPHIE

La « galère »

QUELLE tentation de mettre tous les pauvres dans le même sac. Non pour les noyer, mais pour les isoler. La société n'aime pas contempler les vertues que son système a créées. Le ghetto des exclus («ils se comprennent tellement mieux entre eux») réchauffe la bonne conscience.

Un jeune sociologue, Serge Pangam, a eu le courage d'analyser la pauvreté comme statut social. Des personnes à très faibles revenus : commerçants, employés ou artistes, n'appartiennent pas forcément à la catégorie spécifique des «pauvres». Y entrent ceux qui sont assistés ou qui auraient le droit de l'être. C'est sur ce terrain que va travailler Serge Pangam, son enquête se déroulant notamment sous forme d'entrevues avec les habitants de la cité du Point-du-Jour à Saint-Brieuc et les représentants des organismes sociaux auxquels ils ont recours.

La disqualification sociale a de nombreux visages. Notre auteur

part du moins briste pour aller au plus sombre. La première catégorie étudiée est celle des fragiles. Des échecs les conduisent au repli sur soi. Ils perçoivent négativement l'aide sociale parce qu'elle les humilie. Mais s'ils arrivent à considérer l'infirmité de leur statut comme temporaire, ils utilisent les associations d'assistance sans complexe, comme un consommateur (fragilité négociée).

Deuxième famille de pauvres, celle des assistés. Une «carrière d'assisté» se déroule souvent ainsi : l'intéressé diffère le plus qu'il peut son recours aux institutions de prise en charge parce qu'il est fortement motivé par la recherche d'un emploi.

Assistance revendiquée

S'il ne réussit pas, il s'installe dans le statut d'assisté et justifie son état par diverses prises de position : « Je suis malade », « ce n'est pas pour moi, c'est pour mes enfants », « c'est la crise économique », etc. Le troisième stade est l'assistance revendiquée : la dépendance envers les services d'action sociale devient très forte. La recherche de l'emploi n'existe plus, les travailleurs sociaux sont perçus comme des agents à leur service.

Sur le dernier barreau de l'échelle, les marginaux, qui ne disposent ni de revenus dérivés d'un emploi régulier ni d'allocations d'assistance. La plupart de ces individus, diminués physiquement et psychologiquement, résistent malgré tout à la déchéance morale en mobilisant des défenses particulières.

Certains essaient de conjurer leur sort et de s'en sortir. Ainsi, ils

tiennent au domicile fixe même au prix d'une insécurité permanente et d'énormes difficultés financières.

Dans la marginalité organisée, l'hébergement est beaucoup plus précaire : squat, foyer, d'accueil, caravane ou baraque en bois. Ces marginaux de second type « négocient la disqualification sociale en recréant un ensemble de normes dans un milieu fortement dévalorisé ». Ainsi, les mendicants et les clochards font souvent partie d'un clan où l'on échange des conseils et des stratégies.

Serge Pangam consacre une autre partie de son ouvrage à l'étude des relations sociales qui s'établissent entre les habitants d'une cité défavorisée parce qu'elle concentre des ménages en situation de précarité. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il existe une hiérarchie des statuts qui peut reposer sur la réussite ou non du couple ou celle des enfants à l'école, le comportement à l'égard des valeurs morales : l'honnêteté, la sincérité ou la vaillance («les vrais pauvres») et les profiteurs de l'assistance.

De toute manière, on sent une volonté d'échapper au nivellement, de retracer des différences s'il n'y a pas, voire de détourner le crédit vers les étrangers ou les femmes seules, devenus des boucs émissaires. La richesse de l'étude de Serge Pangam ne tient pas seulement à sa finesse d'analyse, mais aux multiples témoignages recueillis où les mots venus du cœur valent tous les discours sur la «galère».

PIERRE DROUIN

« La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté », de Serge Pangam. Préface de Dominique Schnapper. PUF, 256 p., 150 F.

LES CONTES POPULAIRES DE
L'EGYPTE ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR
G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonneuve & Larose

مكتبة دار الفنون

CHAMPS ECONOMIQUES

POINT DE VUE

Adapter le RMI

par Chantal Euzéby

DEUX ans après sa mise en œuvre, le revenu minimum d'insertion confirme les premiers résultats, observés fin 1989, dans le domaine de la prestation et enregistre quelques progrès sur le plan de l'insertion. Selon le rapport présenté par Claude Evin, ministre de la solidarité, au conseil des ministres du 12 décembre 1990, le nombre des bénéficiaires s'accroît désormais à un rythme plus ralenti, de l'ordre de 3 500 allocataires par mois contre 8 000 entre juillet 1989 et juin 1990; ce qui porte à 800 000 le nombre total des bénéficiaires depuis sa création.

Le profil type de l'allocataire n'a pas changé depuis un an: il est toujours celui d'une personne isolée, plutôt jeune (moins de trente-cinq ans), en chômage de longue durée et sans qualification. Le montant moyen de la prestation est également resté du même ordre de grandeur, soit 1 800 francs par mois.

L'insertion a quelque peu progressé: 200 000 bénéficiaires sont aujourd'hui sortis du dispositif (11 000 personnes par mois depuis janvier 1990) pour motif, dans les trois quarts des cas, de reprise d'activité ou de suivi de stage de formation; la proportion des bénéficiaires ayant signé un contrat, bien qu'encore faible, est passée de 30 % en 1989 à 38 % en 1990. Mais les résultats sont très inégaux au plan local: le pourcentage des allocataires ayant accédé à une mesure de réinsertion par l'emploi ou la formation varie dans un rapport de 1 à 13 selon les départements (de 3,5 % à 45 %), tandis que le taux de contrats signés se situe dans une fourchette allant de 20 % à 80 %.

Alléger le dispositif

Ces résultats appellent au moins deux observations. La progression de l'insertion tient davantage à l'effort financier de l'Etat (3 milliards de crédits en 1990 au titre de l'emploi et du logement) qu'à la mobilisation des acteurs locaux. La preuve en est que sur un potentiel de 1,8 milliard de crédits départementaux en 1990 (20 % du coût total de la prestation), seulement la moitié a été effectivement dépensée. Quant à la faiblesse relative du nombre des contrats signés et leur inégale répartition géographique, elles seraient encore plus grandes si l'on devait éliminer les contrats sans contenu, dont la seule justification est la prolongation de la durée de versement de la prestation, au-delà des trois mois réglementaires.

Ne faut-il pas, dans ces conditions, inverser le processus fonctionnel du RMI en donnant aux départements le financement de la prestation et à l'Etat la responsabilité, à titre essentiel, de l'insertion professionnelle (ce qui de surcroît serait conforme aux principes de la loi de décentralisation de 1983)? Doit-on au contraire, se résoudre à la solution d'un droit inconditionnel à la prestation, quitte à déconnecter l'assistance de l'insertion?

En réalité, trois adaptations alternatives semblent désormais s'imposer. La première consiste à introduire un « sous-fil » (un revenu minimum d'existence) à un niveau inférieur au barème actuel

de la prestation pour apporter une assistance minimale aux allocataires rejetés du RMI et redonner aux contrats d'insertion leur logique de fonctionnement (disparition des contrats « bidons » et des stages « parkings »).

Cette solution d'un RMI à deux étages risque cependant de renforcer la lourdeur administrative, déjà excessive, du dispositif actuel. C'est la raison pour laquelle elle ne peut se concevoir que dans le cadre d'un RMI allégé et simplifié (moins d'acteurs concernés dans la procédure d'attribution de la prestation; formulaires plus succincts...) et d'une gestion par un même organisme (les caisses d'allocations familiales, par exemple) des deux prestations.

La deuxième solution cherche à s'attaquer au problème du manque de mobilisation des acteurs locaux. Elle se traduit par le passage à un RMI de type décentralisé. Les départements financeraient les prestations et passeraient des conventions avec l'Etat, dans le domaine de l'insertion, pour assurer l'articulation des politiques préventives aux deux échelons. Mais pour éviter les risques de disparité de traitement des allocataires d'un département à l'autre, l'Etat devrait leur appliquer une aide modulée en fonction des déséquilibres socio-économiques régionaux et, le cas échéant, leur imposer un barème minimal pour la prestation.

Dissocier assistance et insertion

La troisième solution vise à faire du RMI un droit objectif intégré dans les régimes de la Sécurité sociale, au même titre que d'autres prestations minimales différentielles (allocation aux adultes handicapés et allocation de parent isolé, par exemple). L'assistance et l'insertion seraient alors dissociées, comme elles le sont dans les autres pays de la CEE. Un minimum de survie serait automatiquement attribué à toutes les personnes et familles dont les ressources sont inférieures au barème.

L'insertion professionnelle serait réservée aux allocataires volontaires; après discussion avec les membres de la commission locale d'insertion. L'important, pour limiter les risques de dualisation de la société, serait qu'elle soit suffisamment attractive, tant du côté des allocataires (maintien, voire amélioration, du mécanisme actuel d'intéressement à la reprise de l'activité) que du côté des employeurs (avantages financiers suffisants pour compenser la faible productivité des bénéficiaires du RMI, activités d'intérêt général à plein temps rémunérées au SMIC, quitte à faire payer les usagers pour combler la différence entre le SMIC et le niveau de la prestation).

Cette dernière solution, qui serait sans doute la plus efficace à long terme, présenterait trois avantages: elle allégerait les coûts de gestion du dispositif au bénéfice de la promotion des actions d'insertion; elle apporterait une réponse claire et définitive aux problèmes, désormais structurels, de la rigidité à la baisse du chômage (particulièrement du chômage de longue durée), ainsi que de la précarisation de l'emploi et de la déstabilisation des structures familiales.

► Professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble-1.

SIEMENS

Rapport d'activité au 31 décembre 1990

Premier trimestre étoffé par de grands contrats

Le premier trimestre de l'exercice 1990/91 a été caractérisé, dans certaines Divisions, par la vive expansion des commandes passées tant par nos clients allemands qu'étrangers, mais aussi par la première consolidation de nouvelles sociétés. Le volume des ordres s'est accru de 16 %

et le chiffre d'affaires de 4 % seulement, en raison de l'importance des facturations effectuées lors de la même période de l'exercice précédent. En légère augmentation, le bénéfice net s'établit à 1,3 milliard de francs.

Commandes enregistrées

Au cours de la période considérée (du 1^{er} octobre au 31 décembre 1990), Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les filiales consolidées en Allemagne et dans le monde, a totalisé un montant de commandes, qui progresse de 59,6 à 69,2 milliards de francs, en hausse de 16 %. Les ordres émanant de l'étranger passent de 34,4 à 39,3 milliards de francs et ceux enregistrés en Allemagne de 25,2 à 29,9 milliards de francs, correspondant respectivement à une croissance de 14 % et à un bond de 19 % auquel ont contribué, pour la première fois, les activités dans les nouveaux Länder. Les nouvelles sociétés, notamment Siemens Nixdorf Informations-systeme AG (SNi) et les activités de Plessey

représentent un accroissement de 5 points. Ce trimestre a été marqué par le nombre important de grands contrats, conclus essentiellement à l'étranger par les divisions Réseaux publics de télécommunications, Production d'énergie (KWU) et Transports notamment. Après cette montée en flèche des commandes, il faut s'attendre à un léger tassement durant le reste de l'exercice.

En milliards de francs	du 1.10.89 au 31.12.89	du 1.10.90 au 31.12.90	Variation
Commandes enregistrées	59,6	69,2	+ 16 %
Marché allemand	25,2	29,9	+ 19 %
Marché étranger	34,4	39,3	+ 14 %

Chiffre d'affaires

En hausse de 4 %, le chiffre d'affaires est passé de 50,3 à 52,2 milliards de francs. Cette croissance peut sembler plutôt modérée par rapport à celle des commandes, mais il faut tenir compte du fait que durant la période considérée de l'exercice précédent, le C.A. en Allemagne avait été étoffé par une accumulation de facturations de projets d'envergure. Il reste donc identique à celui de l'an dernier, soit 23,8 milliards de francs. Les ventes mondiales, 28,4 milliards de francs contre 26,5 précédemment, affichent une augmentation de 7 % provenant

essentiellement de l'extension du périmètre de consolidation, mais aussi des bons C.A. réalisés par les divisions Transports, Réseaux publics de télécommunications et Industrie. Sans la baisse du dollar US, la progression comptable des affaires internationales aurait été supérieure de 3 %.

En milliards de francs	du 1.10.89 au 31.12.89	du 1.10.90 au 31.12.90	Variation
Chiffre d'affaires	50,3	52,2	+ 4 %
Marché allemand	23,8	23,8	0 %
Marché étranger	26,5	28,4	+ 7 %

Personnel

Au cours du premier trimestre, les effectifs ont augmenté de 33 000 salariés, soit 9 %, pour atteindre 406 000 personnes, chiffre qui se ventile de la façon suivante: 244 000 en Allemagne (+6 %) et 162 000 à l'étranger (+13 %). Ce bond exceptionnel est exclusivement dû à la première consolidation des nouvelles acquisitions. En hausse de 12 %, les charges de personnel passent de 22,0 à 24,6 milliards de francs.

	du 1.10.89 au 31.12.89	du 1.10.90 au 31.12.90	Variation
Personnel en milliers	373	406	+ 9 %
Allemagne	230	244	+ 6 %
Etranger	143	162	+ 13 %

Investissements Bénéfice net

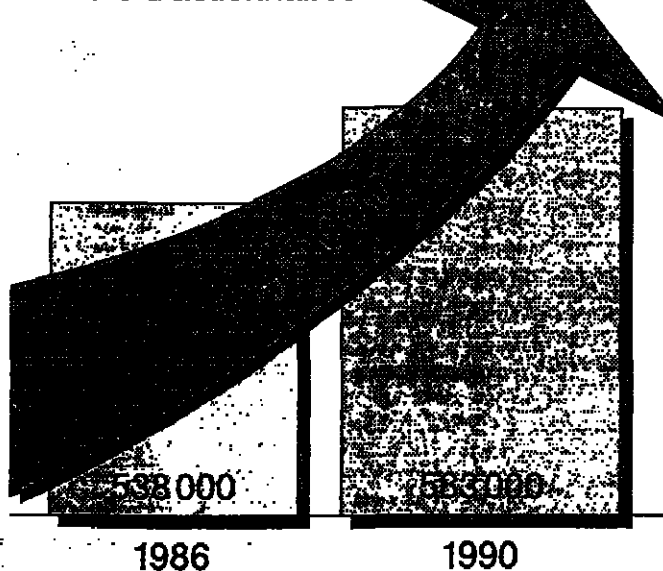
En retrait de 55 %, les investissements reculent de 6,9 à 3,1 milliards de francs. Les immobilisations corporelles augmentent faiblement. D'autre part, le volume des titres de participations est, cette fois, très réduit. D'un montant de 1,3 milliard de francs

contre 1,2 précédemment, le bénéfice net marque une légère progression.

En milliards de francs	du 1.10.89 au 31.12.89	du 1.10.90 au 31.12.90	Variation
Investissements	6,9	3,1	- 55 %
Bénéfice net	1,2	1,3	+ 4 %

Les valeurs sont converties selon le cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31.12.1990: 100 FF = 26,390 DM.

Nombre d'actionnaires



L'action Siemens: une valeur recherchée

Avec un volume de transactions de près de 180 milliards de marks l'an dernier, l'action Siemens est à nouveau la valeur la plus négociée sur les huit places boursières allemandes. A cela s'ajoutent les 50 milliards échangés au Stock Exchange de Londres. L'action Siemens est donc un placement intéressant pour les investisseurs, ce que confirme la dernière enquête sur l'actionariat: au cours des quatre dernières années, le nombre d'actionnaires a progressé d'environ 45 000 personnes. Compétence technique, compétitivité, croissance, rentabilité et capacité financière sont autant de facteurs qui ont inspiré confiance à plus de 580 000 actionnaires. La part des investisseurs institutionnels à l'étranger a nettement augmenté.

Siemens AG

En France:
Siemens Société Anonyme

CHAMPS ECONOMIQUES

HORS-SÉRIE

L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE

Fausse fin de crise, déséquilibres mondiaux, dette du tiers monde, prix du pétrole, effondrement des économies de l'Est, déclin des États-Unis, chômage de longue durée...

11 thèmes - un bilan complet

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Moscou et l'école de Pinochet

Kaufmann parus dans nos éditions datées du mercredi 6 février et du jeudi 7.

Le ton serait-il plus libre aujourd'hui à Moscou et Leningrad qu'à Paris, Londres ou New-York ? C'est possible. Le phénomène pourrait s'expliquer par la jeunesse de la glasnost. Alors qu'on s'est mis à discuter de tout en URSS, la société n'a pas encore eu le temps de sécréter ces précautions de langage par quoi on évite d'appeler un chat un chat (pour n'effaroucher personne) et, plus grave, ces tabous inimmortels à l'abri desquels on bien on cesse de se poser des questions embarrassantes ou bien on les pose seulement dans les termes définis par les doctrines reçues.

Ainsi, pendant de longues années, l'analyse jén sur tout ce qui pouvait être fait et dit dans le Chili de Pinochet (curieux de constater comment les tenants du relativisme philosophique et moral, pour qui les notions de bien et de mal sont ou caduques ou contingentes, sont prompts à voir l'histoire contemporaine en noir et blanc) a dispensé de s'interroger sur les succès – certes réels mais réels – rencontrés par la politique économique chilienne. A ce silence, les conservateurs d'Europe et d'Amérique du Nord trouvaient leur compte. Grâce à Dieu, l'ancienne opposition chilienne, aujourd'hui au pouvoir, ne s'en est pas trop laissée conter. C'est même à partir du moment où elle annonçait clairement son intention de continuer l'œuvre entreprise et non d'y mettre fin qu'elle commença à avoir des chances sérieuses de l'emporter – espoir qui fut heureusement confirmé par la suite.

On dira qu'à Moscou on ne connaît pas encore le bon ton ou qu'on le soupçonne d'être un abus de l'esprit, comme l'affirmait un moraliste du dix-huitième siècle. D'où cette propension toute primaire à mettre les pieds dans le plat. Ne vient-on pas d'y entendre coup sur coup deux personnages en vue, appartenant à des courants politiques fort différents, voire opposés, recommander sans autre forme de procès l'adoption par l'Union soviétique d'un « modèle chilien » ? L'un est le chef du Parti communiste de Moscou, Iouri Kholodkov, qui passe pour « centriste » et pour le meilleur interprète, dans les circonstances présentes, de la pensée de Mikhaïl Gorbatchev, dont il est un proche collaborateur. L'autre est le colonel-député Viktor Alkin. Ce militaire à la langue bien pendue, un des chefs de file les plus durs du courant dit « conservateur », réclame au contraire l'éviction de l'actuel président de l'Union et secrétaire général du PC soviétique (les rapports pour ces différentes déclarations aux articles de Sylvie

Le cas du Chili n'est pas isolé. On doit le rapprocher de ceux de la Corée du Sud (tenue aussi actuellement à Moscou en haute estime pour ses performances passées) et de Taïwan. Ces pays ont jusqu'à une époque récente été gouvernés par des régimes autoritaires où l'armée et la police jouaient un rôle important et évidemment contestable. C'est pourtant sous ces régimes non démocratiques dans plusieurs aspects essentiels (régimes infiniment moins pesants, il est vrai, que ceux qui sévissaient à Pyongyang et à Pékin) que se sont développées – et avec quelle vigueur ! – quelques-unes des rares économies qui méritent pleinement d'être qualifiées « en voie de développement ». Cela n'est pas sans poser quelques questions gênantes. A la suite d'un des plus extraordinaires retournements d'opinion auxquels ait jamais assisté, l'idée s'est à peu près accréditée qu'économie de marché et démocratie vont ensemble. L'association ne serait-elle pas quelque peu forcée ?

L'économie soviétique est en train de s'effondrer. La conscience de l'urgence des problèmes à résoudre est dans tous les esprits. Elle n'a d'égal que le sentiment décourageant de l'incapacité de passer à l'action. Dans quelle mesure le recours à une dictature « provisoire » serait-il un moyen pour amorcer le processus d'une conversion à l'économie de marché et le mener jusqu'au point où un pouvoir normal pourrait le prendre en charge ? Dans quelle mesure, aussi, la mise en place réussie de mécanismes de marché est-elle, par elle-même, une garantie du caractère transitoire d'un gouvernement à la chilienne ou à la sud-coréenne (anciennes manières) ?

C'est ce deuxième point qui appelle, du moins dans l'absolu, la réponse la plus aisée, appuyée par une expérience historique relativement rassurante, illustrée par le fait que l'Espagne et le Chili ont pu sortir de la dictature. L'économie de marché, c'est, par définition, la liberté des échanges et leur multiplication à l'infini. Le libre circulation des marchandises (lesquelles comportent les livres et les journaux étrangers) est à elle seule incompatible avec le maintien d'une stricte censure politique ; a fortiori, la libre circulation des hommes. L'économie d'échange, c'est aussi, par nature, l'économie transactionnelle. Pour prospérer, elle suppose le respect des contrats entre particuliers, lequel implique l'existence d'un début d'état de droit, incompatible avec la généralisation de l'arbitraire gouvernemental et le règne sans partage de la raison d'Etat. Voilà pourquoi le national-socialisme exécré par dessus tout le capitalisme libéral, que se propageait dénonçant comme la façade hypocrite de la « ploutocratie judéo-anglo-saxonne », ou « juive » tout court. Ajoutons qu'en se développant ce capitalisme libéral favorise la création d'une classe moyenne de moins en moins disposée à laisser le pouvoir entre les mains d'une petite oligarchie militaire ou civile se recrutant elle-même.

Et ce qui concerne le premier point, il est une exigence qui est en effet « incontournable », comme on dit. Il s'agit de l'ordre et de la sécurité (pour les personnes et les biens). Dans un climat d'insécurité généralisée, l'activité économique ne s'arrête pas nécessairement. Il arrive même qu'elle puisse donner l'impression d'une certaine prospérité (comme Saigon pendant la guerre du Vietnam), mais ce sera toujours alors une animation de caractère plus ou moins factice où la spéculation sous ses formes les moins recommandables et la corruption auront une grande part. Aucun développement en profondeur – c'est-à-dire de nature à profiter progressivement à des couches de plus en plus larges de la population – ne pourra prendre naissance sur des bases aussi mouvantes. Quelles conclusions en tirer ? Qu'à partir d'un certain degré

de désordre il n'y a plus, dans la pratique, qu'à remettre le pouvoir aux forces de l'ordre.

Poser la question, c'est déjà définir la nature du problème, masqué en général par le fait que, dès le lendemain d'un coup d'Etat, l'armée devient universelle, y compris et surtout dans le camp des démocrates, prompts à oublier qu'ils n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités quand ils avaient encore la faculté de les exercer. Sous prétexte que la dictature est horrible (ce qui est en général le cas), aux témoins blancs comme neige. Les mythes fleurissent sur ce thème.

Quels ont été les ingrédients de la réussite (économique) chilienne ? Citons les principaux en nous demandant si les décisions qu'ils supposent auraient pu normalement être prises par un pouvoir démocratique à la fois conscient de ses responsabilités quant au maintien de l'ordre public et ayant une claire vision de ce qu'il fallait faire et de ce qu'il ne fallait pas faire.

Observer que cette vision claire manquait cruellement au gouvernement du malheureux président Allende n'est pas justifier a posteriori le coup d'Etat ni même l'expliquer. Mais c'est compléter, et préciser, la nature et le poids des responsabilités pesant sur les démocrates. Non seulement ces derniers doivent assurer l'ordre, mais cet ordre ne doit pas tourner le dos à l'ordre économique, lequel, heureusement, admet de nombreuses variantes dans certaines (larges mais infranchissables) limites. Là se trouve une des raisons fondamentales du caractère antidémocratique (ou a-démocratique) du régime : en supprimant les entreprises privées, il interdit la participation spontanée des individus à la vie économique et voue la population tout entière (ou presque), à terme plus ou moins rapproché, à la régression de son niveau de vie.

Si on regarde d'un peu près les conditions dans lesquelles, au cours des dernières années de la dictature, l'économie chilienne a progressé et affirmé sa supériorité sur toutes les autres économies latino-américaines (et quelques autres...), on est frappé par le caractère orthodoxe des méthodes employées (moyennant quelques habiles adaptations) et par la rigueur de la gestion. D'un côté, les dépenses publiques

ont été contenues, mais les économies ont surtout porté, après la très sévère crise de 1982 (conséquence d'un endettement extérieur alors en voie d'augmentation rapide), sur les subventions, fortement amputées, et sur le coût du service de la dette publique interne. C'est à une première et radicale différence avec la quasi-totalité des autres pays, qui, incapables de maîtriser l'endettement intérieur, ont sauvagement sacrifié les investissements publics (et privés) sur l'autel de l'« assainissement ». D'un autre côté, et ce qui va suivre explique ce qui précède, le Chili s'est doté d'un système d'imposition efficace (et dur pour la fraude), aspect des choses sur lequel les conservateurs nationaux ou thuchériens ont en général fait le silence.

Comme les recettes fiscales ont augmenté, les taux d'intérêt ont pu être abaissés (allégeant d'autant le poids de la dette interne) et les créanciers extérieurs payés régulièrement. Comme le fiscal a préservé la rentabilité des entreprises, il en est résulté une évolution vertueuse de la balance commerciale. Les importations, pourtant libres et soumises à un tarif douanier très modéré pour un pays en développement (taux quasi uniforme de 10 %), portent surtout sur des biens d'équipement (puisque les investissements sont très profitables). L'industrie est stimulée par un taux de change favorable et une inflation relativement contenue (mais en voie de désinflation).

Il existe au moins un facteur favorable en URSS : éperamment, tous les courants politiques, conservateurs, centristes, libéraux, sont d'accord sur la nécessité d'une réforme économique à la chilienne. Dans ces conditions, l'invocation de la dictature ressemble plus à une tentative de fuite en avant qu'à la reconnaissance d'une dure nécessité. Il est vrai qu'il existe aux réformes un obstacle de taille : l'immobilisme et l'hostilité de la nomenclature, prompt à profiter de l'indécision et des querelles des factions politiques. La colonel Alkin préconise l'interdiction de tous les partis politiques, y compris le PC. Et d'ajouter cette extraordinaire suggestion simplificatrice : « Seule est autorisée dans la société l'activité économique avec l'introduction active et obligatoire des rapports de marché. » C'est le rêve du laboratoire ou du retour des adultes à l'école. A l'école on évite de poser aux élèves tous les problèmes en même temps. Dans la vraie vie (individuelle ou sociale), il faut les affronter simultanément.

ont été contenues, mais les économies ont surtout porté, après la très sévère crise de 1982 (conséquence d'un endettement extérieur alors en voie d'augmentation rapide), sur les subventions, fortement amputées, et sur le coût du service de la dette publique interne. C'est à une première et radicale différence avec la quasi-totalité des autres pays, qui, incapables de maîtriser l'endettement intérieur, ont sauvagement sacrifié les investissements publics (et privés) sur l'autel de l'« assainissement ». D'un autre côté, et ce qui va suivre explique ce qui précède, le Chili s'est doté d'un système d'imposition efficace (et dur pour la fraude), aspect des choses sur lequel les conservateurs nationaux ou thuchériens ont en général fait le silence.

Comme les recettes fiscales ont augmenté, les taux d'intérêt ont pu être abaissés (allégeant d'autant le poids de la dette interne) et les créanciers extérieurs payés régulièrement. Comme le fiscal a préservé la rentabilité des entreprises, il en est résulté une évolution vertueuse de la balance commerciale. Les importations, pourtant libres et soumises à un tarif douanier très modéré pour un pays en développement (taux quasi uniforme de 10 %), portent surtout sur des biens d'équipement (puisque les investissements sont très profitables). L'industrie est stimulée par un taux de change favorable et une inflation relativement contenue (mais en voie de désinflation).

Il existe au moins un facteur favorable en URSS : éperamment, tous les courants politiques, conservateurs, centristes, libéraux, sont d'accord sur la nécessité d'une réforme économique à la chilienne. Dans ces conditions, l'invocation de la dictature ressemble plus à une tentative de fuite en avant qu'à la reconnaissance d'une dure nécessité. Il est vrai qu'il existe aux réformes un obstacle de taille : l'immobilisme et l'hostilité de la nomenclature, prompt à profiter de l'indécision et des querelles des factions politiques. La colonel Alkin préconise l'interdiction de tous les partis politiques, y compris le PC. Et d'ajouter cette extraordinaire suggestion simplificatrice : « Seule est autorisée dans la société l'activité économique avec l'introduction active et obligatoire des rapports de marché. » C'est le rêve du laboratoire ou du retour des adultes à l'école. A l'école on évite de poser aux élèves tous les problèmes en même temps. Dans la vraie vie (individuelle ou sociale), il faut les affronter simultanément.

ont été contenues, mais les économies ont surtout porté, après la très sévère crise de 1982 (conséquence d'un endettement extérieur alors en voie d'augmentation rapide), sur les subventions, fortement amputées, et sur le coût du service de la dette publique interne. C'est à une première et radicale différence avec la quasi-totalité des autres pays, qui, incapables de maîtriser l'endettement intérieur, ont sauvagement sacrifié les investissements publics (et privés) sur l'autel de l'« assainissement ». D'un autre côté, et ce qui va suivre explique ce qui précède, le Chili s'est doté d'un système d'imposition efficace (et dur pour la fraude), aspect des choses sur lequel les conservateurs nationaux ou thuchériens ont en général fait le silence.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Ecrits d'avant la guerre

ENTRE le choix du thème d'un dossier ou d'un numéro spécial de revue et la publication de celui-ci s'écoulent souvent douze à dix-huit mois. Ainsi, les deux dossiers consacrés à l'économie politique des dépenses militaires (1) et au poids des dépenses militaires (2) ont été publiés au cours de la brève embellie où la fin de l'été semblait ouvrir la voie du désarmement.

La fin de la guerre froide n'offrait-elle pas une chance de réduire les dépenses militaires ? N'était-ce pas la tâche des économistes, comme le souligne Paul Dunne, de l'université de Cambridge, d'évaluer « la nature et l'ampleur des impacts probables » d'une telle réduction ? Et pour ceux qui se souviennent de l'article de Ron Smith « Dépenses militaires et capitalisme » publié dans le premier numéro du *Cambridge Journal of Economics* – voici treize ans passés –, n'était-ce pas aussi une occasion de faire le point des analyses de l'économie des dépenses d'armement ?

Paul Dunne passe donc en revue les thèses des néoclassiques, des nouveaux classiques, des libéraux (au sens anglo-saxon) et des marxistes. D'autres articles examinent les relations

entre les dépenses militaires et l'emploi, le chômage, l'investissement privé, la Bourse (1)...

Examinant la politique de conversion de l'industrie d'armement au Royaume-Uni, Susan Willett, de l'université de Londres, s'attache même à dépeindre une perspective positive. Il s'agit de celle, convenu, vers le milieu des années 1970, par les travailleurs de Lucas Aerospace : à partir de leurs compétences techniques, ils ont fait le choix de développer des productions « socialement utiles », répondant à des besoins sociaux, ne contribuant pas à augmenter le chômage structurel, susceptibles d'être réalisées avec des formes d'organisation non aliénantes et ne contribuant à aucun stade au gaspillage d'énergie ou de matière première (1).

Maïs, en ce début de 1991, comment, en lisant ces revues, ne pas penser à la guerre du Golfe ? Quand se téléscopent la liste des cinq principaux exportateurs d'armes en 1987 (URSS, Etats-Unis, France, Chine, Royaume-Uni) et celle des cinq principaux importateurs (Inde, Iran, Egypte, Arabie saoudite, Cuba) (2). Ou quand David E. Kaun, de l'université de Californie à Santa-Cruz, examine la théorie de R. Lewinson selon laquelle l'industrie des armes

préférerait à la guerre soit une paix armée dans une « tension permanente », soit à la rigueur « une guerre dans quelques pays lointains (1) ».

Comment ne pas penser aux flots de pétrole qui submergent les eaux du Golfe en lisant le bilan que Brigitte Desniguet et Patrick Polat font des développements récents de « l'économie du patrimoine naturel (3) » ? Comment ne pas imaginer les possibles ravages chimiques, biologiques ou nucléaires résultant d'actions en cours ou à venir quand on prend conscience de l'écart entre ce que nous a dit l'information officielle sur la catastrophe de Tchernobyl et ses effets aujourd'hui évaluables (4) ?

Comment ne pas penser à une des dimensions de cette guerre – les rapports Nord-Sud – à la domination technologique de l'Occident, au mépris des riches pour les besoins essentiels des plus démunis, à l'immigration ressentie bien au-delà du monde arabe, en ouvrant le dossier « Faillite du Tiers-Monde et développement mondial (5) » ?

Louis Emmerij, président du Centre de développement de l'OCDE, le souligne : depuis 1965, l'écart se creuse entre les riches et les pauvres. Les 51 « pays à faibles revenus » – ainsi les nomment les organismes

internationaux – représentent la moitié de la population mondiale ; en leur sein, 42 « pays moins développés » (moins d'un quart de la population mondiale) avec 400 millions d'habitants, disposent de 0,5 % du produit mondial.

La plupart de ces pays ont connu une décroissance économique au cours de la dernière décennie. « Les institutions et les services s'effondrent (...). Devant cette situation dramatique, la communauté internationale devrait s'efforcer de répondre à (...) même certains dirigeants africains ne voient pas la crise (5). »

Nafis Sadik, directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour la population, s'inquiète : « Si les tendances passées se confirment au cours des vingt ou trente prochaines années, la proportion d'être humains vivant dans la pauvreté sera abaissée, mais le nombre total de personnes, d'alphabètes, de sous-alimentés et de sans-abri continuera d'augmenter. La qualité de l'environnement ne cessera d'empirer (...) (5). »

Le monde du XXI^e siècle risque d'être celui des ghettos, qu'envisage Jean-Paul Hébert en ouverture du dossier « Economie et humanisme : « Ghettos mondiaux confinent les pauvres de la planète, ghettos à l'échelle

des continents tenant en lisières des pays non dominants, ghettos des régions dites « périphériques », ghettos des banlieues et des quartiers (...) (2). » La guerre actuelle serait-elle, par-delà les conjonctions qui lui sont propres, une première répétition de ce que sera demain le « malin militaire » de l'ordre mondial ?

Pourtant, ce ne sont pas les propositions constructives qui manquent. Unter Kirdar, directeur des relations extérieures du Programme des Nations unies pour le développement, propose onze actions pour un développement qui réponde aux urgences les plus criantes en respectant l'environnement (5).

Gustave Massiah, président de l'Association internationale de techniciens experts et chercheurs (AITEC), met en avant sept mesures (dont les premières sont les plus urgentes) : une commission internationale d'évaluation des responsabilités pour les prêts accordés, une régionalisation de la Banque mondiale et du

Fonds monétaire international... pour résoudre le problème de la dette dans la perspective d'un ordre économique mondial plus équitable (5).

Louis Emmerij expose les grandes lignes d'un programme spécial pour les pays moins avancés (PMA) : « Lutte contre la désertification, programme ambitieux de recherche agro-nomique et énergétique, création d'une assise scientifique » (5). Il le fait en espérant que ces perspectives seront plus mobilisatrices que l'objectif naguère fixé de « 0,15 % du produit national pour les PMA » : soit-on qu'en fait, depuis 1981, cette part n'est passée que de 0,07 % à 0,08 % et que, pour l'essentiel, cette « augmentation » est due à l'accession – de 28 à 42 – du nombre des pays reconnus comme « moins avancés » ?

D'où vient donc que nos sociétés, qui mobilisent si efficacement tant de moyens pour la guerre, se révèlent incapables de prendre en charge les problèmes majeurs de notre temps ?

De l'inflation

Ce numéro sur l'inflation, dirigé par Tim Jenkinson (Keele College, Oxford), regroupe des articles d'universitaires britanniques, comportant à la fois approfondissement théorique, travail sur des séries statistiques longues et analyses économétriques. Plusieurs articles portent sur l'inflation et le marché du travail (Stephen Nickell, Oxford, David Soskice, Berlin et Oxford), l'inflation et la politique monétaire (Patrick Minford, Liverpool), l'inflation et les prix des produits de base (Christopher Gilbert, Londres).

Examinant « l'union monétaire européenne et le contrôle de l'inflation », James Meade (Christ's College, Cambridge) arrive à la conclusion qu'il convient soit de ne pas réaliser l'union monétaire, soit de le réaliser en mettant en place des politiques monétaires et des finances publiques centralisées.

Frank Hahn (Churchill College, Cambridge) poursuit, avec un

dépouillement distancié, sa réflexion sur l'équilibre général, les prix, la monnaie, la pluralité des équilibres de long terme. Il fait un pas vers l'interprétation des processus réels, en prenant en compte des spécificités du marché du travail ; il fait un autre pas, en évoquant les coûts de l'inflation en termes de bien-être.

Se démarque à l'intérieur de faire ressortir, d'un côté, ce que la théorie de l'équilibre général peut dire de l'inflation et, de l'autre, quelques options personnelles de l'auteur sur cette question. Mais qu'il sera long à construire, s'il peut l'être un jour, l'édifice théorique qui intégrerait analyses de l'équilibre général et théories explicatives de l'économie concrète !

Oxford Review of Economic Policy, hiver 1990 (Oxford University Press, Southfield Road, Basingstoke, Oxford, RG23 1J, Grande-Bretagne).

Kaléidoscope

■ Japon, Corée, Inde, France, pays de l'Est, pays en développement : où en est la planification indicative ? Fort numéro du *Journal of Comparative Economics*, décembre 1990.

■ Une branche de l'économie industrielle : la dynamique industrielle, *Revue d'économie industrielle*, troisième trimestre 1990. Analyse interindustrielle et changement technologique ; la main invisible, *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1990.

■ Des « paradigmes socio-techniques » ; de Keynes et de quelques débats actuels ; de la politique monétaire ; de la transition en cours à l'Est, *Revue fran-*

çaise d'économie, automne 1990.

■ L'irrésistible ascension du Pacifique Ouest, *Futuribles*, janvier 1991.

■ L'expansion mondiale du charbon, *Revue de l'énergie*, décembre 1990. Modèles macro-économiques, *Revue de l'énergie*, novembre 1990. La Suisse et l'énergie, *Stratégies énergétiques, biosphère et société*, novembre 1990.

■ Information incomplète et marché du crédit rural, *World Bank Economic Review*, septembre 1990.

■ Débat Rocard-Ricœur sur justice et marché, *Esprit*, janvier 1991. Capital et société ; libé-

risme ; système-terre, *La Pensée*, novembre-décembre 1990.

■ Politiques éducatives en Europe, *L'Evénement européen*, n° 12, 1990. Emploi et chômage, mai-juin 1990 (vient de paraître). Immigration, *Cité*, n° 24, 1990.

■ Amit Bhaduri et Stephen Marglin sur chômage et salaire réel, *Cambridge Journal of Economics*, décembre 1990.

■ Travail, famille, revenus : le statut des Noirs américains, dossier du *Journal of Economic Perspectives*, automne 1990 (avec, en plus, un article de Milton Friedman sur le bimetallisme).

1990 1991



En concevant la Nouvelle Audi 100, nous avons aussi pensé à protéger des familles qui ne seront jamais nos clients.

Car dans ces familles, ni le père, ni la mère, ne savent conduire. Ce sont des familles d'arbres, comme celle qui a bien voulu poser pour nous, mais aussi des

familles de poissons et d'oiseaux. Les ingénieurs Audi ont pourtant tenu à assurer leur sécurité en concevant la Nouvelle Audi 100 et cela de plusieurs façons. La

plus évidente est bien sûr le pot catalytique. A trois voies et sonde lambda, ce qui augmente la durée de catalyse des gaz et donc réduit l'émission de substances

nocives. Mais pour Audi, le souci de l'environnement va bien plus loin que cela : dans la fabrication de la Nouvelle Audi 100, ni amiante, ni cadmium (dans les

laques et les plastiques), ni hydrocarbures

(dans la cire protégeant la carrosserie). De

dire, recyclable : l'acier et l'aluminium



(dans la mousse des sièges), ni solvants

plus, la nouvelle Audi 100 est, pour ainsi

seront refondus, le zinc, les matériaux

précieux et certains plastiques récupérés. Tout cela fait certainement de la nouvelle Audi 100 l'une des seules voitures à protéger même les familles qui ne la

possèdent pas. Et qui, d'ailleurs, ne sauront jamais qu'elle existe. Modèle présenté Audi 100 2.8 EV6. Consommations normes UTAC : 7,0 l à 90 km/h - 8,6 l à

120 km/h - 12,5 l en ville. Garantie peinture 3 ans. Assistance



24 h/24, 6 ans (V.A.G Service Mobilité). Garantie anticorrosion 10 ans.

LE HASARD N'A PAS DE PLACE DANS UNE AUDI.



Crédit d'équipement des PME

Fiche d'information

EMPRUNTS DU CEPME GARANTIS PAR L'ÉTAT
FÉVRIER 1991

Le directoire du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 22 janvier 1991, de procéder à l'émission de titres de 1 milliard 500 millions de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

CHARGES RELATIVES À L'OPÉRATION

Le produit de l'émission s'élèvera à 1 500 800 000 francs. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 1 478 628 500 francs après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 21 871 500 francs (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 francs.

I. EMPRUNT 9,60 % FÉVRIER 1991/2004

Montant : 1 milliard de francs représenté par 200 000 obligations de 5 000 francs nominal.

Prix d'émission : 100,08 %, soit 5 004 francs par obligation.

Date de règlement des souscripteurs : 25 février 1991.

Date de jouissance : 25 février 1991.

Durée : 13 ans, à compter du 25 février 1991.

Taux de rendement actuariel brut : 9,59 %.

Intérêt : les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9,60 %, soit 480 francs par titre, payable en une seule fois le 25 février de chaque année, et pour la première fois le 25 février 1992.

Amortissement normal : les obligations seront amorties en totalité le 25 février 2004 par remboursement au pair.

II. EMPRUNT 9,70 % FÉVRIER 1991/1998

assimilable à l'emprunt 9,70 % février 1998.

Les souscriptions pourront se faire, au choix, soit en obligations assimilables de leur cotation à l'emprunt 9,70 % février 1998 (code Sicovam 11 653), soit en obligations assimilables le 12 février 1992 au même emprunt ; la répartition du total de 500 millions de francs représenté par 100 000 obligations de 5 000 francs nominal sera portée à la connaissance des souscripteurs une fois close la période de souscription, par publication au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 4 mars 1991.

A. Obligations 9,70 % février 1998 assimilables le 27 février 1991 aux obligations 9,70 % février 2000 (code Sicovam 11 653).

Prix de souscription : 101,72 %, soit 5 086 francs par obligation.

dont prix d'émission : 101,375 %

coupon court : 0,345 %

Date de jouissance : 12 février 1991.

Intérêt : les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9,70 %, soit 485 francs par titre payable en une seule fois le 12 février de chaque année, et pour la première fois le 12 février 1992.

B. Obligations 9,70 % février 1998 assimilables le 12 février 1992 aux obligations 9,70 % février 2000 (code Sicovam 11 653).

Prix d'émission : 100 %, soit 5 000 francs par obligation.

Date de jouissance : 25 février 1991.

Intérêt : les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9,70 %, soit 485 francs par titre, payable en une seule fois le 12 février de chaque année.

Par exception, le premier terme d'intérêt payable le 12 février 1992 sera de 391 francs, correspondant à une rémunération annuelle de 8,11 %.

C. Dispositions communes aux obligations 9,70 % février 1998.

Valeur nominale des titres : 5 000 francs.

Taux de rendement actuariel brut : 9,42 %.

Date de règlement des souscripteurs : 25 février 1991.

Durée : 6 ans et 352 jours, à compter du 25 février 1991.

Amortissement normal : les obligations seront amorties en totalité le 12 février 1998 par remboursement au pair.

Assimilation : ces obligations seront assimilées aux obligations 9,70 % février 1990/1998 (code Sicovam 11 653).

Le nombre d'obligations 9,70 % 1990/1998 (code Sicovam 11 653) est de 870 000 titres ; ces obligations étaient cotées 99,05 % au 1^{er} février 1991.

A compter du 12 février 1992, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

III. DISPOSITIONS COMMUNES AUX EMPRUNTS

Taux de rendement actuariel brut : le taux de rendement actuariel est le taux de rendement annuel avant prélèvement fiscal calculé au jour du règlement sur la durée totale de l'emprunt en actualisant tous les produits versés sous forme d'intérêts et de remboursement. Il est significatif du rendement effectif uniquement pour le souscripteur qui conserverait les obligations jusqu'à leur remboursement.

Publication remboursements : un avis spécial, portant à la connaissance des obligataires la date de remboursement, sera publié au *Journal officiel* un mois au moins avant cette date.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement.

Amortissement anticipé : le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant, à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'achat ou d'échange de titres, sans limitation de prix ou de quantité.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seront annulés.

Fonds de régularisation : le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée,

il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seront annulés.

Faculté d'émissions ultérieures d'obligations assimilables : au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

Prise ferme : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigés par la Banque nationale de Paris.

Forme des titres : les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur, — chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 27 février 1991.

Régime fiscal : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les revenus d'obligations (intérêts et primes de remboursement supérieures à 5 %) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

— soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 15 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :

- la contribution sociale de 1 % (article 1600-0A du CGI) ;
- la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;
- le prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-II de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).

— soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :

- à l'impôt sur le revenu ;
- à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI) ;
- à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 132 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;
- au prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-I de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990). Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.

Par ailleurs, les revenus d'obligations bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global annuel de 16 000 francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune et de 8 000 francs pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées.

Masse des obligations : la présente émission faisant l'objet de la garantie de l'Etat, il n'y a pas de masse des obligations.

Cotation : les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

Garantie de l'Etat : le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 11 février 1991 et pourra être close sans préavis.

Bat de l'émission : la présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et de ses filiales.

La notice, prévue par la loi, est publiée au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 11 février 1991.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis les 10 mai 1990 et 6 novembre 1990, dates de visas ci-après apposés par la Commission des opérations de Bourse, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la société :

— visa n° 90-174 sur la note d'information publiée à l'occasion de l'emprunt du 14 mai 1990,

— visa n° 90-464 sur la fiche d'information comprenant les résultats semestriels publiés à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 12 novembre 1990.

Le président du directoire,
Michel PRADA.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67831 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 91 034 en date du 5 février 1991.

Le rapport annuel de l'exercice 1989, la note n° 90-174 du 10 mai 1990 ainsi que la fiche 90-464 du 6 novembre 1990 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME, service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 42-88-80-85.

CHARBONNAGES
DE FRANCE

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations émises par les CHARBONNAGES DE FRANCE en règlement des indemnités dues aux souscripteurs et ayants droit des entreprises nationales sont avisés que le 4th tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu au 18 bis, rue de Bondy, à Paris - 8^e, le

JEUDI 28 MARS 1991
à 11 heures

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} mai 1991.

Les opérations de regroupement facultatif des fractions d'obligations de 10 francs, suspendues à compter du 16 février 1991, seront reprises le vendredi 29 mars 1991.

DELALANDE S.A.

Le conseil d'administration de DELALANDE SA, réuni le 30 janvier 1991 sous la présidence de M. Carlos Pomaret, a examiné les résultats provisoires au 31 décembre 1990.

Le chiffre d'affaires du groupe DELALANDE pour l'exercice 1990 s'élève à 982 millions de francs, en progression de 4 % par rapport à 1989.

Les ventes à l'étranger représentent 415 millions de francs, soit 42 % du total ; elles incluent le chiffre d'affaires des laboratoires SINARDI (Italie) relatif aux trois derniers mois de 1990.

Sous réserve de l'arrêté définitif des comptes par le conseil d'administration et des vérifications effectuées par les commissaires aux comptes, et compte tenu des récentes mesures prises en France par les pouvoirs publics concernant l'industrie pharmaceutique, notamment sur la publicité, le résultat net consolidé devrait être supérieur à celui réalisé en 1989.

Gaz
de
France

GAZ DE FRANCE - OBLIGATIONS 15,20 % JANVIER 1983

Les intérêts courus du 14 février 1990 au 13 février 1991 sont payables à partir du 14 février 1991, à 684 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 76 francs (montant brut : 760 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 37,96 francs auquel s'ajoutent les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 23,56 francs, faisant ressortir un net de 622,48 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 7 décembre 1990 ont paru au *Journal officiel* du 22 décembre 1990.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

La gestion des emprunts GAZ DE FRANCE est assurée par la CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE.

845 000 LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le premier
titre
d'information
des cadres.

(IPSOS 90)

Information
SICAV

ELICASH

Le Crédit Agricole informe les actionnaires de la SICAV ELICASH que l'Assemblée Générale Extraordinaire de leur Société est convoquée pour adopter la division en 5 de la valeur de l'action. Elle se déroulera :

Lundi 11 mars 1991 à 10 heures
Immeuble Jean Zay
23 place de Catalogne - 75014 PARIS
Salle du 6^{ème} étage

En cas de défaut de quorum, une deuxième convocation de l'Assemblée sera faite pour le vendredi 22 mars à 15 heures, immeuble Jean Zay, 23 place de Catalogne, 75014 PARIS, au 6^{ème} étage.

SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Juriste droit des sociétés



BSN
Danone, Pasaal, Lm,
Kroenbourg, Evian...
BSN est le 3e groupe
alimentaire européen :
50 Mds de F de CA,
50 000 personnes dont
5 000 cadres,
une implantation
industrielle dans
20 pays, une politique
de développement
axée en priorité
sur l'Europe.

Pour vous intégrer à la Direction Administrative et Fiscale de notre Groupe, nous vous proposons d'assister le Directeur du Service droit des sociétés dans la gestion quotidienne des dossiers. Progressivement, vous élargirez votre domaine de compétence et votre autonomie en étant en relation avec les juristes et les directeurs administratifs et financiers de l'ensemble des entités françaises et étrangères du Groupe (250 sociétés). Très organisé et fiable, vous aimez travailler en équipe et vous êtes prêt à assumer des fonctions administratives : procès verbaux, assemblées générales, conseils d'administration, gestion du fichier informatique... De formation juridique supérieure (maîtrise en droit privé), vous avez une première expérience dans ce domaine et vous pratiquez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle sous la référence EC1/M à BSN, Service recrutement cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

L'univers industriel pour démontrer vos talents



JURISTE D'AFFAIRES GRENOBLE

Auprès d'une de nos filiales, vous interviendrez dans la préparation, la négociation et le suivi de contrats en démontrant de réelles capacités à appréhender un projet industriel dans son ensemble.

A votre formation juridique (maîtrise Droit des affaires ou DICE + Sciences Po ou équivalent), vous alliez une première expérience de 3 ans minimum en entreprise et une parfaite maîtrise de l'anglais. Si vous êtes un réel "meneur d'affaires", nous saurons vous confier des projets dont l'envergure vous permettra d'exprimer votre potentiel.

Le poste est basé à Grenoble.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, C.V. photo et prétentions) sous la référence JGIA, à Isabelle Arbogast, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.

FRAMATOME, PREMIER CONSTRUCTEUR ET EXPORTATEUR MONDIAL DE CENTRALES NUCLÉAIRES AVEC 56 UNITÉS EN SERVICE DANS LE MONDE, EST AUSSI LE DEUXIÈME GROUPE EUROPÉEN DE CONNECTIQUE, LA PREMIÈRE ENTREPRISE FRANÇAISE DE MÉCANIQUE ET LE PREMIER PÔLE EUROPÉEN D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. AVEC 14 300 PERSONNES RÉPARTIES SUR LES CINQ CONTINENTS, UN CA DE 20 MILLIARDS DE FRANCS DONT 25 % À L'EXPORT, LE GROUPE FRAMATOME SAURA VOUS DONNER TOUS LES MOYENS POUR RÉUSSIR.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

GRANDE BANQUE FRANÇAISE RECHERCHE POUR SA DIRECTION JURIDIQUE, UN

JURISTE INTERNATIONAL

Au sein d'une équipe de quatre spécialistes et en liaison avec les directions opérationnelles :

- vous participerez à la conception de montages financiers et au développement des nombreuses implantations étrangères en rédigeant et négociant la documentation juridique s'y rapportant,
- d'une manière générale, vous conseillerez le groupe pour ses opérations internationales.

Ce poste requiert un esprit rigoureux, de bonnes capacités de contact, d'adaptation et d'autonomie ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais.

Nous recherchons un candidat de formation supérieure en droit international des affaires et justifiant d'une expérience professionnelle de 4 à 5 ans acquise dans la Direction Juridique d'une grande entreprise ou d'une banque ou en cabinet. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 21850 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

LA BFCE recherche pour sa Direction des Ressources Humaines un

JURISTE INTERNATIONAL

Au sein du département international de notre Direction des Affaires Juridiques, vous serez chargé(e) de tous les aspects juridiques des opérations internationales initiées pour le compte de notre clientèle ou pour notre compte propre (opérations de négoce, crédits export, financements de projets, opérations de trésorerie...).

Titulaire d'un DESS, DEA ou Magistère de Droit des Affaires ou du DICE, vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans le domaine bancaire. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence DAJ/PM à BFCE - Direction des Ressources Humaines 21, Bd Haussmann - 75009 PARIS.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

SALES & MARKETING MANAGER Secteur financier

Paris - PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de conseil en management et technologie avec 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et 1.750 consultants, opère dans le monde entier à partir de ses 80 bureaux implantés dans 20 pays. En France, où nous nous sommes fait une renommée dans les ressources humaines, nous développons actuellement nos opérations dans des domaines tels que les systèmes d'information, l'organisation, le management de la qualité totale, la formation, la communication corporate. Nous recherchons le responsable marketing de l'ensemble de ces activités auprès d'une clientèle de banques, d'institutions financières, d'assurances... Il aura un réel rôle d'accompagnement à la vente et de pilotage des consultants impliqués dans les différents sec-

teurs concernés. Ce poste de haut niveau s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, possédant une excellente formation (type grandes écoles), et maîtrisant parfaitement l'anglais. Il justifiera d'une expérience de l'ordre de dix années lui ayant permis de se familiariser avec certaines des activités à développer. Il aura une parfaite connaissance des milieux financiers acquise idéalement soit en entreprise dans une fonction opérationnelle (marketing et commerciale), soit dans une société de conseil (informatique, organisation...). Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/F9823M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Alliez votre expertise juridique à notre excellence commerciale.

Diversité des marchés, innovation permanente, politique commerciale audacieuse, environnement international, voici les raisons qui expliquent la croissance régulière de 3M et favorisent la dynamique des carrières.

Juriste confirmé(e)

Au sein de notre Département Juridique, vous réaliserez des missions de conseil et d'information. Vous traiterez de l'ensemble des questions juridiques que peut connaître une Société de dimension internationale (droit européen, commercial, civil, du travail...).

De formation supérieure en Droit des Affaires (type DESS ou DICE), vous possédez une expérience significative dans la fonction et un bon niveau d'anglais. La diversité de vos interlocuteurs mettra en évidence vos qualités relationnelles d'ouverture et de négociation.

Votre sens des affaires et du concret seront vos atouts pour réussir à ce poste et évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions, sous réf. CS JC, à Christian Salain, 3M France, boulevard de l'Oise, 95006 Cergy Pontoise Cedex.

Du papillon repositionnable

Post-It™ à la chaine du fluor, des cassettes vidéo

Scotch™ aux recherches avec la NASA, 3M c'est

60 000 produits.

En France, les 3 700 collaborateurs du groupe

réalisent un C.A. de 4,7 milliards de francs.

3M, l'innovation à vos côtés™



Diriger notre développement technique...



Anticiper, imaginer l'éducation de demain, concevoir et fournir des moyens matériels et pédagogiques... tel est notre métier. Avec un chiffre d'affaires de 120 millions de francs, un effectif de 120 personnes, nous concevons, fabriquons et distribuons du matériel d'expérimentation scientifique destiné aux établissements scolaires : primaires, secondaires et supérieurs. Dans un marché en pleine mutation, notre progrès est basé sur l'utilisation des nouvelles technologies de communication et sur l'innovation tant dans nos produits que dans les services apportés à notre clientèle. Nous recherchons aujourd'hui le responsable de notre développement technique à qui nous demanderons d'insuffler l'originalité et le progrès tout en pilotant la fabrication et le bureau d'études. Directement rattaché au Président et membre du comité de direction, il sera étroitement associé aux décisions stratégiques. Ce poste convient à un homme, de formation ingénieur, ou à un universitaire de très bon niveau, justifiant d'une expérience acquise dans le domaine technique : développement de produits par exemple. La connaissance du milieu électronique - micro-processeurs ou logiciels - serait appréciée ainsi que la pratique de l'anglais. Le candidat retenu devra faire preuve de grandes qualités relationnelles et être capable de s'intégrer au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Le poste est basé à Evreux.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature, sous la référence A 963.91 M, à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Le Monde des Juristes

Juristes/Fiscalistes Consultant

Paris/Province

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience dans une fonction juridique en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management gestion...

Le Groupe Michael Page coté à la bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de juristes et de fiscalistes. Notre expansion en France et en Europe permet d'envisager de réelles possibilités d'évolution en France ou à l'étranger pour des candidats à fort potentiel.

Adresser CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Frédéric Foucard, Michael Page, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. F588MO.

MP
Michael Page

Groupe de promotion immobilière en forte expansion, nous assurons à nos investisseurs des placements très performants. Nous créons un nouveau poste dans notre service juridique.

Groupe **Buildinvest**

Juriste immobilier

Aujourd'hui, nous sommes reconnus comme le spécialiste des produits immobiliers à forte incitation fiscale (lois Pons et Malraux). Votre mission sera l'analyse juridique de nos acquisitions puis le suivi des dossiers auprès de nos investisseurs jusqu'à la signature des actes. De formation clerc de notaire ou ICH, vous avez une expérience d'au moins

3 ans dans le domaine immobilier. Nous saurons offrir des opportunités d'évolution à un collaborateur de valeur, motivé par notre développement. Poste basé à Paris XVIIe avec des déplacements en province. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, sous réf. M 1160, à notre conseil :

Interrégions Consultants
8 ter rue Jean Nicot, 75007 Paris.

FAUGERE & JUTHEAU
Premier courtier d'assurances en Europe continentale recherche pour son

Département Juridique

Assistant (e) Juridique

Après une période initiale de formation, vous prendrez progressivement en charge certaines études et dossiers en relation étroite avec le Directeur du Département. Vous possédez une Maîtrise en Droit complétée par une spécialisation de troisième cycle en Assurances (Institut des Assurances, DESS...) et souhaitez valoriser vos connaissances dans un environnement professionnel dynamique. Vous avez le goût de la réflexion et de la rédaction, mais également celui des contacts. Enfin, un très bon niveau d'Anglais sera indispensable.

Adresser votre dossier de candidature (réf. LM) à Patrick HUTSEBAUT FAUGERE & JUTHEAU 13, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

La SCET
Société Centrale pour l'Équipement du Territoire, filiale de la Caisse des Dépôts-Développement, prestataire de services aux collectivités locales dans l'urbanisme et le développement local recherche pour son département juridique au siège social mi-juin - Porte de St-Cloud

UN JURISTE CONSULTANT

Au sein d'une équipe d'experts juridiques, il devra assurer des missions de conseil de haut niveau aux sociétés et clients du groupe, ainsi qu'aux entités décentralisées en matière de Droit Administratif, de l'Immobilier, Droit des Sociétés, des Affaires et Fiscales.

Le poste convient à un diplômé supérieur en Droit (maîtrise, DESS, DEA) ou Droit Privé et/ou Public ayant une expérience confirmée de consultant juriste-fiscaliste.

Adresser candidature, C.V., photo et rémunération actuelle à la SCET - Service du recrutement - 4, Place Raoul Dautry 75741 PARIS Cedex 15.

JURISTE CONFIRME SERVICE CONTENTIEUX

LE CREDIT AGRICOLE DE LOIRE ATLANTIQUE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : 930 COLLABORATEURS 73 AGENCES

CA

MISSION : LOIRE ATLANTIQUE

Vous secondez le responsable dans la gestion administrative, technique et juridique du service avec le souci constant de la rentabilité de l'entreprise.

Vous êtes l'interlocuteur des différents services de la caisse régionale pour toutes les questions juridiques (à l'exception du droit social et du droit fiscal).

Vous veillez au respect des procédures judiciaires et traitez personnellement les dossiers qui vous sont confiés.

PROFIL : Vous avez une maîtrise de droit ou équivalent et une bonne connaissance des problèmes juridiques bancaires. Vous avez acquis une expérience professionnelle dans le domaine du recouvrement de créances. Rigueur et efficacité vous caractérisent. Poste basé à NANTES.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la : CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE DE LOIRE ATLANTIQUE Service du Personnel BP 981 - 44076 NANTES CEDEX 03

L'Agence Centrale des Offres d'Intervention Agricole recherche pour sa division Inter-Offices qui assure la coordination de la gestion du personnel d'un ensemble d'Établissements Publics du secteur de l'intervention économique en Agriculture (9 organismes, environ 1000 salariés)

ASSISTANT CHARGE DU SUIVI DES QUESTIONS SOCIALES Statut Cadre

Sous l'autorité du Chef de division, vous participerez à la définition puis à la gestion des actions à mener dans le domaine de l'action sociale et de la formation professionnelle.

Diplômé de l'enseignement supérieur dans cette spécialité, de nationalité Française et âgé de moins de 35 ans, vous avez déjà acquis, de préférence dans le secteur public ou para-public, une certaine expérience de la pratique du droit social et de la gestion des ressources humaines.

Date limite d'inscription : 4 Mars 1991

Merci de nous adresser un dossier de candidature très complet avec CV détaillé, travaux, mémoires ou autres documents réalisés dans votre cadre universitaire ou professionnel sous réf. ASSOC.

Vous bénéficierez ensuite d'un entretien avec un jury spécialisé qui appréciera votre compétence et votre motivation pour cette fonction.

ACOFA Division Inter-Offices : 2 rue Saint Charles 75740 PARIS Cedex 15. Pour tous renseignements complémentaires, appelez le 40.58.70.92 ou 40.58.71.19.

CHEF COMPTABLE

Notre entreprise industrielle implantée près de Lorient en Bretagne Sud occupe une place de leader mondial sur son marché. Filiale d'un important groupe américain et l'un de nos 860 collaborateurs, nous réalisons 90% de notre activité à l'export et réunissons sur notre site l'ensemble des services administratifs et financiers des filiales françaises et de la holding.

Responsable auprès de notre Direction Financière, vous assurez avec votre équipe la comptabilité (française et américaine) d'une importante filiale engagée dans un fort programme d'investissement ainsi que celle de la holding française. Vous serez par ailleurs chargé de la consolidation des comptes du groupe et de l'intégration fiscale.

Dotée d'outils comptables et financiers de haute technicité, notre société vous propose une situation évolutive, autonome et formatrice qui s'adresse à un professionnel titulaire du DECS confirmé de quelques années d'expérience réussie. Maîtrise de l'outil informatique et connaissance de l'anglais sont attendues.

En préparation de notre rencontre, merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous réf. CC205 à notre Conseil B. LE NESTOUR.

CROISSANCE
RESSOURCES HUMAINES

Le Monde OPÉRATION SPÉCIALE

LE MONDE INITIATIVES INFORMATIQUES

confirmés ou jeunes diplômés Découvrez les meilleures opportunités de carrières informatiques dans

Les Métiers de l'Informatique

12 daté 13
FÉVRIER

Le Monde de la Gestion

HDI HEXAGONE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER

Société de promotion immobilière, filiale du groupe de BTP **QUILLERY**, recherche pour son siège situé à Noisy le Grand, un

Contrôleur de gestion

De formation supérieure (ESC, DESS, Maîtrise de Gestion ou équivalent), vous êtes âgé de 30-40 ans et bénéficiez d'une expérience de 3 ans dans la promotion immobilière.

Vous assurerez la gestion d'opérations de promotion immobilière, contrôlerez le respect des budgets, participerez à l'établissement des prévisions d'une ou plusieurs unités opérationnelles. La pratique de l'outil informatique, des qualités de rigueur et d'organisation sont indispensables.

Merci d'envoyer votre candidature à Jocelyne ROBERT - HDI - BP 39 La Courtille Mont d'Est - 93161 NOISY LE GRAND CEDEX.

Groupe **QUILLERY**
GAGNER ENSEMBLE

Synergies grandit...

nouvel espace, nouveaux consultants
18 février 1991
14, rue Lincoln 75008 PARIS
TEL: 40 76 07 48
FAX: 40 76 07 42

Synergies

Station Olympique 1992
LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PLAGNE
40 à 80 000 habitants
recrute selon conditions statutaires (Administrateur territorial) son

DIRECTEUR

Il assurera : la direction du Syndicat intercommunal de la Plagne, dont le rôle est l'aménagement du massif (4 communes) ainsi que la construction et la gestion d'un certain nombre d'équipements.

et, parallèlement, la Direction du S.I.V.O.M. du canton d'AINÉ et la direction administrative et financière de l'Office du Tourisme. Gestionnaire pragmatique, cet administrateur devra posséder de grandes connaissances juridiques et financières ainsi qu'un talent certain de débiteur. Évaluant dans un milieu touristique, à la veille des Jeux Olympiques, il devra également dynamiser son équipe et avoir de réelles capacités d'organisation.

Merci d'envoyer rapidement votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous réf. FE300 à notre conseil :

Cabinet Vitte & Mossan S.A.
15, Bd Maréchal Leduc - 38000 GRENOBLE

Cadre comptable et financier

L'AFPA recherche un professionnel capable d'intervenir à toutes les étapes de l'ingénierie de Formation.

Vous avez un niveau II en comptabilité et gestion, une expérience de 5 ans minimum en cabinet et/ou PME/PMI, une expérience de conseil en gestion, des compétences en organisation et en bureautique.

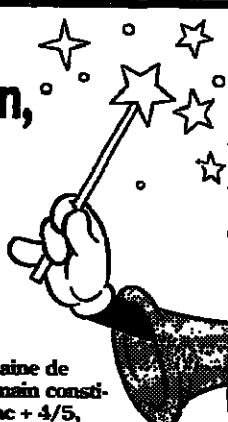
Vous êtes intéressé par le devenir des métiers de la comptabilité et la formation des adultes, par l'animation d'un réseau de formateurs et la conduite de stages.

Adresser votre candidature avec CV très complet à Nicole TASSO - CPTA - Z.I. des Chanoux 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

afpa
Association Française de
Promotion de l'Apprentissage
10 000 personnes
180 000 heures

FISC INT

Vous aimez les chiffres, l'organisation, vous avez de l'imagination... Rejoignez la Direction Financière d'Euro Disney !



Euro Disney ouvrira ses portes début 1992. Pour organiser et gérer ce domaine de loisirs et ses ressources : 180 personnes aujourd'hui et 500 personnes demain constitueront sa Direction financière. Vous avez une formation supérieure type Bac + 4/5, ESC/IAE/MBA ou êtes titulaire d'un DECF/DESCF. Vous avez 3 à 7 ans d'expérience en conseil, audit, comptabilité, contrôle de gestion, fiscalité... en grande entreprise internationale ou en cabinet anglo-saxon. Vous pratiquez l'anglais.

CONSEILLERS EN ORGANISATION DU TRAVAIL (Business Planner)

- de préférence ingénieur + ESC/MBA/IAE
- 7 ans d'expérience et notamment celle de l'encadrement pour le poste de RESPONSABLE du département (Business Planning Manager)
- 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou grande entreprise pour les postes de conseillers.

Réf. FN/1259/M

CONTROLEURS DE GESTION

- Pour le complexe hôtelier (Resort), nous recherchons des contrôleurs de gestion confirmés (3 à 5 ans d'expérience)
- expérience "Food & Beverage"
- expérience "Rooms"
- ou des généralistes pour les autres secteurs

Réf. FN/1120/M

FISCALISTES

- Tax Manager
- 7 à 10 ans d'expérience dont au moins 5 en entreprise
- excellente compétence en fiscalité française
- connaissance des mécanismes de reporting et de consolidation fiscale
- maîtrise de l'outil informatique
- expérience de l'encadrement d'équipe

Réf. FN/1266/M

Tax Administrators

- ENI ou 3ème cycle + option fiscalité
- expérience de la fiscalité française (3 à 6 ans, dont 2 en entreprise)
- Pratique de l'outil informatique.

Réf. FN/1267/M

RESPONSABLE DE PROJET COMPTABLE (Supervisor Special Project)

- auprès du Directeur Comptable, vous mettrez en place les procédures et règles comptables de l'entreprise.
- expérience de 3 à 5 ans dont 2 en cabinet anglo-saxon
- la connaissance des gros systèmes informatiques est un atout.

Réf. FN/1268/M

CHEFS DE GROUPE COMPTABLE

- 3 à 5 ans d'expérience

Réf. FN/1269/M

AUDITEURS JUNIOR / SENIOR

- 2 à 4 ans d'expérience en cabinet anglo-saxon

Réf. FN/1106/M

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT ANALYSE ET ETUDES CLIENTELE

- Vous recruterez et animerez une équipe chargée de suivre et analyser la clientèle d'Euro Disney.
- Une expérience en statistiques, sondage, études démographiques et marketing est nécessaire.

Réf. FN/1251/M

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV + photo sous la référence du poste choisi à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



les professionnels de l'imagination

DEVELOPPER ET OPTIMISER LES OUTILS DE GESTION

France - Europe - USA - Japon... notre société réalise 80% de son CA à l'exportation et a connu un développement exceptionnel depuis 8 ans (produits de grande marque - 850 millions de francs - rattachée à un groupe français de premier plan).
Notre croissance implique une mise en place de nouveaux outils de gestion et nous recherchons notre

CONTROLEUR DE GESTION

350.000 F.

Dans cette perspective, le titulaire du poste devra :

- élaborer et mettre en œuvre un système performant et adapté pour nos activités de production et de distribution,
- assurer un rôle d'assistance auprès des opérationnels en instaurant un dialogue efficace tant en France qu'à l'étranger (nombreuses filiales à l'étranger).

Vous êtes HEC - ESSEC - ESCP... vous avez cinq ans d'expérience environ acquise soit en cabinet d'audit, soit au sein du contrôle de gestion d'une entreprise reconnue pour la qualité de ses méthodes de gestion. Vos atouts de contact, rigueur et créativité favoriseront votre évolution dans la Société ou dans le Groupe. Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 7A 2084-1M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PERNOD

filiale du Groupe PERNOD RICARD, recherche pour renforcer son Service Financier un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Chef de service, le candidat retenu prendra progressivement la responsabilité de l'élaboration, du suivi des budgets annuels et du reporting mensuel. Il sera également associé à l'élaboration du plan à 5 ans.

Ce poste sera confié à un diplômé d'une école supérieure de commerce option Finances/Gestion possédant une première expérience des techniques de contrôle de gestion (les candidatures de débutants ayant effectué un stage significatif dans ce domaine seront également examinées).

Il constitue par ailleurs un tremplin pour un candidat ayant le potentiel et les motivations correspondantes, pour occuper à moyen terme des fonctions plus opérationnelles (marketing) ou plus larges (finances, administration) au sein de notre filiale ou du Groupe Pernod Ricard.

Lieu de travail : Créteil (94).

Ecrire sous réf. 6 A 2085-1M

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Parlez-nous
de vos ambitions !

De formation supérieure (ESCAE, IEP, DESS ou équivalent) vous avez un minimum de 2 ans d'expérience de l'audit acquise en cabinet ou en entreprise.

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale vous propose de rejoindre son équipe chargée d'auditer tous les secteurs d'activité de la banque dans l'ensemble des organismes régionaux qui composent le Crédit Mutuel.

Ces postes constituent une réelle opportunité d'évolution.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Groupes Régionaux, 7,6 millions de clients, 23.000 collaborateurs et 4.130 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5ème Banque Française.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

AUDITEURS BANCAIRES CONFIRMES

Merci d'adresser
votre dossier de candidature
sous référence 302/LM
à la DHRHS,
Confédération Nationale
du Crédit Mutuel,
88-90, rue Cardinet
75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Lyon



Notre choix : toujours privilégier l'évolution et la mobilité de nos compétences. Notre forte notoriété dans les métiers de l'informatique et notre succès (3 000 personnes, 2 milliards de CA) tiennent avant tout à cette volonté délibérée de valoriser et responsabiliser les hommes. Si c'est aussi votre demande d'aujourd'hui, vous êtes peut-être le futur

Directeur administratif et financier

de l'une de nos filiales basée à LYON (100 personnes, 110 millions de CA). C'est dans son activité spécifique, le "Facilities Management", que s'exerceront vos capacités de gestion/finances mais aussi de jugement pour valider notre politique d'acquisitions.

Votre rôle : dynamiser votre service et votre fonction, tout en maintenant la qualité du dialogue dans l'entreprise et avec nos partenaires. Il y faut de la conviction et un sens aigu de la communication : toutes choses que 5 à 6 ans d'expérience, s'ajoutant à une formation de haut niveau, vous ont permis de mettre en œuvre avec brio dans vos postes précédents d'audit, contrôle de gestion, etc.

Notre conseil Dominique de VERNEUIL vous demande de le convaincre que cette opportunité de carrière est faite pour vous, en lui adressant, sous réf. 931 A, votre candidature motivée.

75 bis rue de Sèze, 69006 Lyon.



UNE DES PREMIERES BANQUES FRANÇAISES, RECHERCHE UN

FISCALISTE INTERNATIONAL

- Au sein de l'équipe fiscale, vous serez chargé notamment :
- de superviser la fiscalité de nos implantations étrangères et d'étudier l'évolution de leurs structures,
 - d'optimiser les opérations financières internationales du Groupe,
 - de participer à la création de produits internationaux et spécialement européens,
 - de constituer et de gérer une documentation spécialisée.

Ce poste requiert une formation juridique supérieure, une expérience de 5 à 8 ans en fiscalité internationale au sein d'une grande entreprise ou d'un cabinet international, ainsi qu'une maîtrise parfaite de l'anglais. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 21851 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

RANK XEROX

JEUNE ANALYSTE REPORTING COMPTABLE

Vous avez une formation DECS, ESC ou équivalent et vous justifiez d'une première expérience en comptabilité acquise en cabinet ou en entreprise.

Au sein du département Reporting et Consolidation, vous serez chargé de l'établissement et de l'analyse des états financiers (réels et prévisionnels), des comptes de résultats et bilans des différentes entités du Groupe en France.

Vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne et l'anglais. Rigoureux et précis, votre ouverture d'esprit et votre potentiel vous permettront d'intégrer aisément l'équipe en place (5 personnes) et de faire évoluer vos responsabilités au sein de la Direction Financière du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. G.LM.49, à Véronique FERRY, RANK XEROX, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Contrôleur de gestion



18 200 personnes dans le monde, 12 filiales françaises, 37 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La Division Filtrés Purflux, un des leaders européens dans le domaine de la filtration pour l'automobile, accélère sa croissance mondiale. Forte d'un outil industriel moderne, la Division (1 800 personnes, 6 usines) prépare l'avenir avec une politique ambitieuse en matière de recherche et développement.

Sous la responsabilité du Chef de Service gestion-organisation de la Division, et en liaison avec les différents services fonctionnels et opérationnels, vous assurez de manière autonome le suivi de l'activité et des résultats, le calcul des prix de revient. Vous animez le processus budgétaire, élaborez le tableau de bord mensuel et réalisez des études de rentabilité.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins trois années en milieu industriel. Vous maîtrisez nécessairement l'anglais.

Ce poste est basé au siège social à Montigny-Le Bretonneux (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à Labinat, Christian Lefrançois, Gestion des cadres, Direction des affaires sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Chef des Services Comptables

Paris Nord

Notre société, filiale d'un puissant groupe, figure en excellente place parmi les leaders dans notre domaine (services) : CA 1 milliard de francs, 380 personnes. Nos objectifs de croissance reposent sur notre vitalité, certes, mais aussi sur la rigueur de notre gestion et de nos procédures comptables. Le professionnel recherché aura donc le souci constant, de parfaire notre organisation comptable tout en maîtrisant nos sources d'information et leur traitement informatique.

Rattaché au Directeur Financier, il aura la charge de :

- la comptabilité générale et analytique • l'établissement des résultats (comptes mensuels et annuels) • les bilans • la fiscalité • la gestion quotidienne de la TRESORERIE

Pour ce faire, il encadrera et dynamisera une équipe importante (supérieure à 30 personnes). Profil du candidat recherché : 35 ans environ, formation supérieure (ECS - DECS... ou équivalent), expérience d'un poste similaire et de l'animation d'un service de cette importance. En résumé, sa rigueur professionnelle, son aisance relationnelle et son sens du commandement et de l'organisation seront déterminants.

Le salaire proposé tient compte de nos exigences.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo, en précisant votre salaire actuel, sous référence EC/TM, à ARCOS SELECTION, 6 Avenue d'Eylau 75116 Paris.



Contrôleur de gestion pour groupe de presse

Paris

Votre challenge : prendre en charge le contrôle de gestion de deux titres en développement et être l'interlocuteur des éditeurs. Vous élaborez les budgets, analysez les écarts, réalisez des études ponctuelles...

HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO PARIS, vous justifiez d'une première expérience en contrôle de gestion, dans la presse ou la communication de préférence. De bonne culture générale, vous êtes dynamique et évolutif.

Avec 500 personnes, 1,3 MdF de CA, des titres porteurs et un nom prestigieux, nous sommes en forte croissance.

Merci d'envoyer votre CV, sous la référence 20.189-231, à notre Conseil,



26, rue de Berri - 75008 Paris.

Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE - ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

Groupe de Promotion Immobilière recherche pour le développement de ses activités sur Paris

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et possédez une expérience solide dans la négociation foncière et le montage d'opérations de promotion immobilière.

Au sein de notre Direction Parisienne vous valoriserez cette expérience principalement dans le domaine du logement sur les plans financiers, juridique et technique.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez CV + lettre manuscrite + photo à DRH SOFAP 8, rue Blaise Pascal 92200 NEUILLY

GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

DEBUTANTS
OU
1^{re} EXP.

GESTIONNAIRES DE PATRIMOINE

Grand Groupe bancaire et financier placé au tout premier plan de la compétition internationale, nous développons nos implantations notamment dans les Grandes MÉTROPOLIS régionales. Diplômé d'une grande école ou équivalent, vous êtes débutant ou vous possédez déjà une expérience similaire. Aujourd'hui, vous souhaitez exploiter à fond votre goût pour l'économie dans toute sa diversité.

Après une période de formation très complète, nous vous confierons une clientèle privée que vous gèrerez et dévelop-

perez. Analyse des besoins, diagnostic financier et force de proposition vous permettront de conseiller vos clients en leur ouvrant des champs d'investissement dans tous les domaines de l'activité économique.

Vous l'avez compris, pour écouter, cerner et anticiper les attentes d'une clientèle de très haut niveau, vous alliez à votre sens psychologique et relationnel une solide culture générale.

Pour réussir et évoluer dans votre mission, nous vous donnerons tous les atouts

logistiques et le professionnalisme d'un Groupe renommé pour son image de haute technicité.

Vous souhaitez en savoir plus ? Contactez ALLO-CARRIERES au (1) 49.09.09.49 du lundi au vendredi de 9h à 17h (précisez la réf. A387) ou adressez votre dossier de candidature sous réf. A387/LM à ALLO-CARRIERES 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

COLGATE-PALMOLIVE

Avec un CA de 3,9 milliards de francs, un effectif de deux mille personnes, des marques de notoriété mondiale : Ajax, Cléopatra, Soupline, Paic... COLGATE-PALMOLIVE France occupe une place prépondérante au niveau européen.

Nous recherchons pour notre Service Budget et Contrôle Financier un jeune

Bien que débutant(e), vous serez amené(e) à prendre en charge rapidement le contrôle de la gestion financière d'une partie de nos produits. En contact avec nos services Marketing et Ventes, vous établirez les budgets par type de produit et les plans financiers à 5 ans. Vous participerez à la consolidation de ces chiffres et contrôlerez ensuite le réel.

Au cours de votre formation en gestion, vous avez acquis la maîtrise de l'outil informatique (Multiplan, Lotus) et, bien sûr, celle de l'Anglais.

Ce poste d'une durée déterminée d'un an est basé à la Défense.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 90.06 à Marie-Pierre VAZZOLER - COLGATE-PALMOLIVE - 55 Bld de la Mission Marchand - 92401 COURBEVOIE Cedex.

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

- Rattaché à la Direction administrative, vous êtes le "bras droit administratif" vous êtes responsable des budgets, du reporting mensuel de l'audit opérationnel et financier de la société.
- Vous ferez évoluer les outils de gestion, les normes propres à notre concept, et mettrez en place les procédures de l'entreprise.
- En étroite collaboration avec la Direction Administrative et Financière du Groupe, vous participerez à des études de faisabilité de projets.
- Rigoureux, esprit critique constructif avec de bonnes capacités relationnelles, de formation supérieure ESC, DECS ou équivalent, âgé de 28 à 35 ans, vous avez acquis une expérience similaire dans une société de distribution et/ou en cabinet d'expert comptable.

Adresser CV, photo et prétentions à PRECOM, réf. 1049 B.P. 389, 72008 Le Mans Cedex, qui transmettra

DOCKS DE FRANCE

La société des Super-Marchés DOC (3,8 Mds de CA, 2 500 collaborateurs), filiale en région parisienne du groupe Docks de France, recherche pour renforcer la Direction gestion du siège social situé à Jouy-en-Josas (78) son

AUDITEUR INTERNE H/F

De formation supérieure complétée par une spécialisation comptable de type DECS, vous avez acquis une première expérience de cette fonction.

Garant du respect des circuits d'informations, vous dynamiserez les procédures, formerez et animeriez votre équipe de contrôleurs.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SM DOC, Service recrutement, 94 rue Albert-Calmette, 78350 Jouy-en-Josas.

L'ESPRIT DE GROUPE

UN CONTROLEUR DE GESTION

Sully Produits Spéciaux compte 330 personnes avec un chiffre d'affaires de 200 millions, dont plus de 50 % réalisés à l'export. Ses marchés principaux sont l'aéronautique, le transport terrestre et maritime et l'industrie.

Rattaché au directeur administratif et financier, vous aurez mission de créer le contrôle de gestion. Dans ce cadre, vous serez chargé de suivre la gestion de chaque service et d'établir un suivi budgétaire.

De formation supérieure (École de Commerce, DECS...) vous bénéficierez au moins d'une 1^{ère} expérience et posséderez des connaissances en informatique.

Vous êtes rigoureux, autonome et avez le sens des contacts.

Après réussite dans ce premier poste, des perspectives d'évolution vous seront offertes à Saint-Gobain Vitroge ou dans le groupe.

Rejoignez-nous en adressant votre dossier de candidature sous référence 4467 à Sources - 108 rue Saint Honoré - 75001 Paris, qui transmettra.

SAINT-GOBAIN

4467

Le siège européen d'un important groupe industriel américain, cherche pour une de ses divisions son

Responsable du Contrôle de Gestion

Nord de Paris

Dans le cadre du renforcement des structures européennes, vous serez chargé, avec une équipe de deux personnes, d'assurer le support financier de la division. Pour l'activité tant commerciale que logistique, vous développerez les systèmes et les outils d'analyse et serez l'interface privilégiée de la maison-mère et des opérationnels. Votre rôle dans la synergie inter-divisions ainsi que pour les décisions financières sera primordial.

Agé de 30/35 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de plusieurs années en contrôle de gestion central. Une solide maîtrise de l'informatique est nécessaire. L'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6374MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier



Recherche son

Responsable des Engagements

GE Capital

Nous sommes la filiale de financement du groupe General Electric en France. Notre croissance nous amène à renforcer nos équipes.

Rattaché à la Direction vous aurez la charge pour la France et la Belgique, de l'analyse et de l'acceptation des risques clients et fournisseurs suivant une procédure d'analyse de risques que vous aurez vous-même créée et mise en place en liaison avec les directives du groupe.

Vos dossiers concerneront exclusivement le financement de biens d'équipement en crédit bail ou location. En outre, vous suivrez les risques clients et fournisseurs

après leur acceptation, suivant une procédure que vous aurez vous-même définie. Vos responsabilités couvriront enfin les aspects précontentieux éventuels.

In your early 30's, with five years experience in a similar position, your potential and your fluency in English will be the key to a successful career in our group.

Contact Frédéric Serres at (1) 42.89.30.03 or send your full CV to Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, under the reference FS6619MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

STEPHEN RABY SINGER ASSOCIATES
RECRUTEMENT FINANCIER

DIRECTEUR CONTROLE DE GESTION ET COMPTABILITÉ

Rejoignez un institut de formation et de recherche de renommée internationale. Dans un contexte multiculturel et une structure décentralisée, vous prenez en charge les fonctions budget, contrôle de gestion, trésorerie et comptabilité, avec le support d'une équipe de 9 personnes et d'importants moyens informatiques.

Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + DECS), de réelles qualités relationnelles alliées à une grande rigueur. Une expérience à l'étranger serait appréciée, l'anglais étant indispensable. Poste à pourvoir en banlieue sud.

Merci d'écrire au Cabinet Stephen Raby Singer Associates, sous référence 1976, ou d'appeler Jean-Marc Danton au 47.20.40.46.

PARIS - LONDRES
27, RUE MARBEUF 75008 PARIS TELEPHONE 47 20 40 46

Importante société financière, en forte progression, leader dans le domaine du crédit bail recherche son

Responsable des Comptabilités

Paris

Au sein de la Direction Administrative et Financière, vous animeriez une équipe de 5 personnes et auriez en charge chacune des comptabilités des sociétés affiliées constituant cette entité. Patron de votre département, vous superviserez l'établissement des comptes, la validation des chiffres ainsi que le reporting aux organes de contrôle des sociétés financières.

A 35/45 ans, vous avez une solide expérience comptable que vous avez impérativement acquise au sein d'une société financière ou d'une banque. Vous avez de préférence déjà

La maîtrise de la comptabilité des SICOM est un atout apprécié. Immédiatement opérationnel, votre talent d'animateur ainsi que vos qualités de rigueur et de sérieux vous permettront de vous adapter rapidement à un environnement dynamique, performant et exigeant.

Contactez Yves le Levre au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle + tél. à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. YLL6626MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Filiale d'un grand groupe français à vocation industrielle et commerciale, spécialisée dans la distribution automobile recherche un cadre (H/F) au sein de la Direction Administrative et Financière du siège.

PRENEZ EN CHARGE LE CONTROLE DE GESTION

30 ans environ, vous avez une formation supérieure en gestion et une première expérience acquise au sein d'un cabinet d'audit de renom qui vous a permis d'acquies des méthodes de travail et de développer votre sens de l'analyse. Vous maîtrisez l'outil micro-informatique (Lotus).

En liaison étroite avec les concessions, vous participerez activement à l'élaboration des budgets annuels : vous analyserez les résultats à l'aide d'un reporting mensuels. Vous rechercherez les raisons des écarts et dérivés potentielles et proposerez des actions correctrices à la Direction générale.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci de nous envoyer CV et lettre manuscrite, sous la référence 4440, à SERIFO, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

Responsable des investissements immobiliers

Filiale immobilière d'un important groupe bancaire, nous souhaitons aujourd'hui, renforcer nos équipes et recherchons un Responsable des investissements immobiliers. De formation supérieure (BAC + 4...), vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise en immobilier d'entreprise et d'habitation sur Paris et sa région.

Votre dynamisme, votre bonne connaissance du marché immobilier s'appuieront sur votre rigueur. Nous vous confierons la recherche, l'étude et la réalisation de nos programmes d'investissements immobiliers pour le compte de SCPI et SCI.

Votre goût des contacts, votre sens des affaires vous permettront de réussir au sein de notre groupe.

Si ce nouveau challenge vous intéresse, adressez dès aujourd'hui votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 161/L.M., à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

Responsable gestion budgétaire

BOEHRINGER MANNHEIM FRANCE



Grenoble. Cette société, filiale d'un Groupe international important, est leader sur le marché des produits, procédés et outils de diagnostic médical et scientifique. Le développement du Groupe en France, conduit la Direction financière à créer un poste de Responsable de gestion budgétaire.

Il sera chargé de l'élaboration des prévisions et des budgets des sociétés françaises, de l'analyse des résultats et des écarts, du reporting au siège européen. Toutes ces tâches sont effectuées sur IBM 36 et COMPAQ.

Ce poste, évolutif, requiert une formation supérieure de gestion, (ESC, maîtrise ou équivalent), une expérience performante de 3 à 5 ans, avec pratique de l'informatique et connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec C.V., photo et niveau de rémunération sous réf. G827/M, à Chantal GELLER, SEMA SELECTION, 32 rue de la Favorite, 69005 LYON.

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Vous aurez pour mission :
• Gestion comptable et financière • Gestion des stocks • Administration du personnel
• Gestion de la clientèle • Déclarations sociales et fiscales
• Supervision de l'informatique de gestion.

Véritable "paysan" administratif d'une entité très décentralisée, il vous faudra organiser, animer, coordonner ses services. Pour cela, vos qualités de contact et votre esprit d'équipe seront appréciés.

Vous bénéficierez d'une large autonomie d'action et d'intéressantes perspectives d'évolution dans une entreprise et un groupe à fort potentiel de développement. Nous attendons des candidats diplômés d'études supérieures de gestion, pouvant justifier d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans un domaine similaire.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) en précisant la ville choisie à

SAUR - Région NORD SEINE - M. BRUNO MARTIN
Rue de Fonds-Perron - 60200 COMPIEGNE.
Pour en savoir plus : 36.15 code SAUR.



GROUPE BOUTY



Nous recherchons pour notre filiale spécialisée dans le secteur des huiles et condiments (3 milliards de francs - 28 % de part de marché) un :

AUDITEUR INTERNE SENIOR

En étroite relation avec le responsable de l'audit, il aura pour mission de s'assurer, dans le cadre d'un programme préalablement défini, de l'efficacité du contrôle interne et des procédures en place et de leur cohérence avec celles du groupe. Des missions d'audit d'acquisition peuvent également lui être confiées.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans et de formation ESC, complétée par le DECS et possédant une expérience d'au moins 3 ans dans un cabinet d'audit international. Une personnalité affirmée ainsi que des qualités relationnelles et rédactionnelles sont requises. La maîtrise de l'anglais et la pratique de la micro-informatique sont indispensables. Ce poste, basé à Boulogne Billancourt, suppose des déplacements en France.

Ecrire à Frédérique CHEMARIN, en précisant la référence A/S8646M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38. (PA Minitel 36.15 code PA)

b INTERBAIL

CADRE RESPONSABLE GESTION COMPTABILITE

PARIS 16^{ème}

Vous créez la fonction : rattaché au Responsable du Département Gestion Comptabilité, vous mettez en place l'ensemble du système de gestion et de comptabilité de cette nouvelle activité dont le démarrage sur le plan commercial est particulièrement prometteur (gestion, comptabilité générale, déclarations administratives et fiscales, états de commission bancaire, prévisions...).

A 27-32 ans, votre formation comptable supérieure, votre expérience des sociétés financières vous donnent la compétence nécessaire au démarrage d'une expérience très motivante.

Poste à potentiel de développement important. Rémunération motivante fonction de votre expérience.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 95 av. Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX sous réf. 65.457/LM.

Mercuri Urval

L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. Ses activités s'étendent avec la même rigueur dans les domaines de la photo, du cinéma, de la santé et de la bureautique.

Contrôleur de gestion

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous souhaitez valoriser une 1^{re} expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion ou comptabilité, ainsi que vos connaissances en informatique.

La fonction que nous vous proposons intègre l'analyse financière et les prévisions : indicateurs de performances, suivi du compte d'exploitation, pilotage de systèmes informatiques de reporting.

La pratique de l'anglais fera partie de votre quotidien.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et photo sous référence GC/9 à KODAK PATHE. Direction Gestion des Cadres - 26 rue Villiot 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image.



LA CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

CRÉE UN POSTE D'

AUDITEUR BANCAIRE

Les SDR, institutions financières spécialisées cotées en Bourse (20 sociétés, 700 personnes), totalisent 50 milliards de francs de bilan. Elles détiennent 2 000 participations dans les entreprises régionales et ont consenti, en 1990, 1 milliard de francs de concours en fonds propres et 9 milliards de francs de crédits à terme et de crédit-bail.

En application de la réglementation bancaire, nous recrutons pour assister notre Contrôleur Général un diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, de niveau expertise comptable, confirmé par une première expérience réussie en cabinet ou établissement financier.

Vous assurerez des missions d'organisation et de contrôle portant sur les procédures de gestion interne et les systèmes informatiques. Vous dialoguerez avec les Directions Générales des SDR et de leurs filiales.

Votre professionnalisme, votre capacité d'analyse et votre aptitude à convaincre vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre réseau.

Basé à Paris, vous interviendrez fréquemment dans les principales métropoles régionales.

Adressez, sous pli confidentiel, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Président de l'ANSDER - CHAMBRE SYNDICALE DES SDR 11 bis, rue Balzac - 75008 Paris



Leader mondial des micro-processeurs recherche pour son siège français, un

DIRECTEUR FINANCIER FRANCE-ESPAGNE

Vous serez en charge de la responsabilité financière de nos filiales françaises et espagnole (comptabilité française et américaine), de la définition des budgets des départements, de leur suivi et du management d'une équipe de 7 personnes.

Le candidat idéal sera diplômé d'une école de commerce - ou équivalent -, aura 5 à 8 ans d'expérience en finance et pratiquera couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre CV, sous référence 1102, à la Direction des ressources humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines.

Banque Privée leader sur son marché recherche son

Spécialiste des Opérations Internationales

Banques - Particuliers - Entreprises

Paris

± 270 KF

Rattaché au Directeur du Département, vous fonctionnerez, avant tout commerciale, fera de vous le partenaire privilégié de nos correspondants étrangers. Votre connaissance des instruments financiers internationaux vous permettra de conseiller notre clientèle d'entreprises et de particuliers : vous avez de bonnes capacités à concevoir et élaborer nos différents produits de correspondent banking.

Agé d'environ 30 ans vous avez valorisé votre formation supérieure (BAC + 5) par une expérience technique et commerciale réussie au sein du département étranger d'une banque ou d'un établissement financier. Volontaire et autonome, vous pratiquez l'anglais ainsi qu'une seconde langue. Nous saurons vous offrir de réelles perspectives au sein d'une structure évolutive.

Contactez Catherine Le Nivivau au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle + tél. à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris

Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

bip BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

recherche un ou une

INGÉNIEUR COMMERCIAL "INSTITUTIONNELS"

Dans le cadre du développement des relations avec sa maison-mère en Allemagne, BIP crée une équipe de placement primaire auprès des institutions financières.

Vous avez une formation supérieure, et vous avez impérativement une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans : soit dans la distribution de produits financiers auprès de la clientèle, soit dans la responsabilité d'investissements chez un client (Gestion OPCVM, Cie d'assurances, etc.).

Vous parlez couramment anglais ; la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. De tempérament commercial, vous savez vous adapter ; votre persévérance et votre ambition vous permettront de prendre à terme la responsabilité de cette activité.

Nous vous offrons une rémunération motivante et de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre CV + photo sous la référence JMS-PS à BIP - Direction des Ressources Humaines - 108 boulevard Haussmann 75008 PARIS.

La banque d'aide à la décision

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE FRANÇAISE, nous sommes leader mondial en ouvrages d'art, calculs de structures complexes et conduite de projets prestigieux. Nos équipes de haut niveau (230 personnes) sont présentes dans le monde entier.

Pour renforcer notre Direction Financière et Administrative, nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure en Gestion, vous disposez d'une expérience de 9/3 ans environ acquise dans une entreprise d'ingénierie, de Conseil ou de services, moderne et ouverte à l'international. Vous aimez et vous savez faire parler les chiffres pour faire progresser l'entreprise.

Vous participerez au développement de l'outil informatique de gestion, à l'établissement et au contrôle des budgets généraux et vous serez chargé du reporting et des études spécifiques.

Maîtrisant la langue anglaise, vous êtes ouvert à une évolution de carrière au bout de quelques années.

Intéressé par cette opportunité, écrivez sous la réf. CB91/MA à AJC, 41, rue Yvry, 92200 NEUILLY.

AJC
CONSEIL DE DIRECTION

SODEXHO n°1 français de la Restauration Collective, n°1 mondial en Gestion Bases-Vie, n°2 mondial du Titre-Restaurant.

Nous recherchons, dans le cadre de la diversification de nos activités un

ATTACHE FINANCIER

Votre mission : attaché au Directeur Administratif et Financier, vous gérerez les investissements de la filiale, assurerez la comptabilité de l'entité juridique et suivrez des dossiers fiscaux, juridiques et financiers divers.

Votre profil : de formation supérieure (ESC + DECS ou DUT Comptabilité + DECS), vous avez une 1^{ère} expérience de 2 à 3 ans en entreprise ou cabinet comptable, vous parlez Anglais et souhaitez intégrer un groupe offrant de fortes possibilités d'évolution.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + prétentions) à SIGES - BP 28 - 78184 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Conseillers de Clientèle Privée ou d'Entreprises

VALORISEZ VOTRE EXPÉRIENCE BANCAIRE,
VENEZ REJOINDRE NOS ÉQUIPES

et devenez le partenaire privilégié de notre clientèle, en matière de placements et de crédits, en prenant en charge le développement d'un portefeuille "Particuliers" ou "Entreprises".

Votre formation bancaire (BP, ITB...), votre dynamisme commercial et vos performances ont contribué à votre réussite dans une fonction similaire !

Alors nous vous proposons une nouvelle évolution sur le Littoral Azuréen, dans une Grande Banque Régionale en pleine expansion.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous référence 94.02, à notre Conseil qui traitera confidentiellement votre dossier :

ADC Recrutement Audit Social
107, avenue Léon Béranger
06700 SAINT-LAURENT-DU-VAR

**BANQUE POPULAIRE
DE LA CÔTE D'AZUR**

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Gestion

GEALSTHOM
DIVISION TRANSPORT.

Participer à nos records de vitesse

CONTROLEUR DE GESTION "AFFAIRES"

Belfort

TGV, TRANSMANCHE, RESEAUX FERROVIAIRES en Europe et dans le monde entier, on nous a confié de nouveaux projets de grande envergure parce que le savoir-faire que nous avons acquis est mondialement reconnu.

Afin de renforcer notre approche technique de la gestion des affaires, nous créons ce poste avec pour missions complémentaires de faire évoluer le système traditionnel, de s'attacher à aider les opérationnels et à les rendre attentifs aux problèmes de gestion, de mettre en place un système de reporting.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure muni d'une expérience significative dans le contrôle de gestion industriel. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Une description de poste détaillée est à votre disposition en téléphonant au 88.35.49.49.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 49/3190 AK à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67082 STRASBOURG CEDEX

EGOR

PARIS AN-EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANEMARK ALLEMAGNE ESPAGNE ITALIE PAYS-BAS PORTUGAL SUÈDE SUISSE ROYAUME-UNI

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

La Compagnie Générale de Géophysique, importante société de services parapétroliers à forte vocation internationale recherche un

Responsable financier

pour sa filiale CGG LOGGING.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure. Votre solide expérience, acquise de préférence dans un environnement international, vous permet de maîtriser la comptabilité analytique et générale. En collaboration avec nos spécialistes du siège, vous interviendrez sur des dossiers juridiques et fiscaux. Enfin, vous aurez la responsabilité du reporting budgétaire et financier. De bonnes connaissances en micro-informatique seraient un plus. Bien sûr, vous parlez couramment anglais.

Ce poste, basé à Massy, nécessite quelques déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. LOG/LM, à CGG - Service du Personnel - 1, rue Léon Migaux 91341 MASSY CEDEX.

Compagnie Générale de Géophysique

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt
Océan, immeuble XVIII^e, beau pied-à-terre, 76 m², 45 m² de terrasse, 250 000 F. Possibilité 145 m². Tél. : 47-98-28-78

8^e arrdt
Prop. vend STUDIO 27 m² dans immeuble classé. Rue Le Bouteiller (91). T.P., d.d.b.m., kitchenette. Bon état. Agence s'abstient. Libre au 1/4/91. Prix : 1 100 000 F. Tél. : 46-83-48-13 (de 19 h à 20 h)

92^e Hauts-de-Seine
COURBEVOIE CENTRE 3 P. 55 m². Rénové. 870 000 F. UFPL 48-22-02-44

94^e Val-de-Marne
VINCENNES prox. RER, M² Sol Immeuble rénové. 4 P. 66 m². 1 350 000 F. Tél. : 48-83-48-13

SAINT-MAURICE
Superbe 2 pièces, grand standing, salon 25 m², chambre, cuisine équipée, salle de bain, free Martin, sur 9^e, air clim., park., + cave. 1 000 000 F. à débattre. Après 19 h : 48-83-69-82

appartements achats

VOUS DESIREZ VENDRE
un immeuble, un appartement ou une boutique. Adressez-vous à un spécialiste. **MINO MARCADET** 42-82-01-82

RECH. URGENT 100 à 20 m² PARIS. Préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e. Tél. : 48-83-48-13

locations non meublées offres

Paris

SÈVRES CENTRE
DANS IMB. NEUF STAND. 3 ou 4 P. + 250 m² de terrain. 42-27-06-90 (de 19 h à 20 h)

Région parisienne

Fonction. 36 ans cherche homme seul pour passage 94 à Sevigny-le-Temple (77). à 100 mètres de la gare. Loyer 1 800 F chaudière. Tél. : 64-41-88-36 (soir)

locations meublées demandes

Paris

MASTER GROUP
recherche appart. vidéo ou meublé de studio au 7^e. POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉ 47, rue Vaneau Paris-7. Tél. : 42-22-24-86

EMBASSY SERVICE
S. av. de Malesherbes, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDÉO ou MEUBLÉS. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-QUEST. Tél. : (11) 48-82-90-00

locations meublées demandes

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPARTS/STUDIO MEUBLÉS. DURÉE 1 à 2 ANS LOYERS GARANTIS. Tél. : (1) 45-27-12-19

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt
Océan, immeuble XVIII^e, beau pied-à-terre, 76 m², 45 m² de terrasse, 250 000 F. Possibilité 145 m². Tél. : 47-98-28-78

8^e arrdt
Prop. vend STUDIO 27 m² dans immeuble classé. Rue Le Bouteiller (91). T.P., d.d.b.m., kitchenette. Bon état. Agence s'abstient. Libre au 1/4/91. Prix : 1 100 000 F. Tél. : 46-83-48-13 (de 19 h à 20 h)

92^e Hauts-de-Seine
COURBEVOIE CENTRE 3 P. 55 m². Rénové. 870 000 F. UFPL 48-22-02-44

94^e Val-de-Marne
VINCENNES prox. RER, M² Sol Immeuble rénové. 4 P. 66 m². 1 350 000 F. Tél. : 48-83-48-13

SAINT-MAURICE
Superbe 2 pièces, grand standing, salon 25 m², chambre, cuisine équipée, salle de bain, free Martin, sur 9^e, air clim., park., + cave. 1 000 000 F. à débattre. Après 19 h : 48-83-69-82

appartements achats

VOUS DESIREZ VENDRE
un immeuble, un appartement ou une boutique. Adressez-vous à un spécialiste. **MINO MARCADET** 42-82-01-82

RECH. URGENT 100 à 20 m² PARIS. Préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e. Tél. : 48-83-48-13

locations non meublées offres

Paris

SÈVRES CENTRE
DANS IMB. NEUF STAND. 3 ou 4 P. + 250 m² de terrain. 42-27-06-90 (de 19 h à 20 h)

Région parisienne

Fonction. 36 ans cherche homme seul pour passage 94 à Sevigny-le-Temple (77). à 100 mètres de la gare. Loyer 1 800 F chaudière. Tél. : 64-41-88-36 (soir)

locations meublées demandes

Paris

MASTER GROUP
recherche appart. vidéo ou meublé de studio au 7^e. POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉ 47, rue Vaneau Paris-7. Tél. : 42-22-24-86

EMBASSY SERVICE
S. av. de Malesherbes, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDÉO ou MEUBLÉS. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-QUEST. Tél. : (11) 48-82-90-00

locations meublées demandes

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPARTS/STUDIO MEUBLÉS. DURÉE 1 à 2 ANS LOYERS GARANTIS. Tél. : (1) 45-27-12-19

Le Monde
des Cadres

ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche
COMPTABLE
Niveau BTS
Expérience en cabinet d'audit
Pratique de l'outil informatique
Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à
M^{me} COUDOUX
direction administrative et financière
PROFEM, 5, rue Camartin
75009 PARIS

ORGANISME NATIONAL
recherche
JURISTES
DROIT DES AFFAIRES
Expér. BANQUE mini 5 ans
ANALYSTES FINANCIERS
Tél. 46-15-84-50 ou 22, r. des Pyramides, Paris-1^{re}.

ORGANISME NATIONAL
recherche
1 CONSEILLER TECHNIQUE ET PÉDAGOGIQUE
Un candidat disposant d'une solide exp. du secteur et d'une formation sup. adaptée aux besoins de l'enseignement, au sein d'une équipe, au développement des associations adhérentes et au soutien des politiques publiques en matière de formation prof. et continue. Statut cadre. Le salaire tient compte des conseils, et exp. CV et prétentions à adresser à C.L.P., 16, rue Réaumur 75003 Paris.

ORGANISME NATIONAL
recherche
Établissement public
recherche
Rédacteur en chef technique
(+ 150 KP)
Collaborateur du directeur de la communication, il sera :
- le responsable du secrétariat de rédaction et des travaux graphiques.
- l'animateur du service P.A.O. Vous avez une formation supérieure, une expérience de la presse et/ou de l'édition, une bonne maîtrise des outils P.A.O. Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : C.N.A.F.-S.T.S., 23, rue Damiens, 75013 Paris.

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROJETEUR B.E.
mécanique Bac + 2 ou équivalent. Travail au sein du BE l'U.T. dont l'activité est centrée sur la maintenance des systèmes spatiaux. Connaissances en mécanique et structures nécessaires. DAO souhaitée. Écrire à : M^{me} GUICHARD, CHRS-IAS, 87 10, 91271 Verdes-le-Bas-Cedex, Tél. 84-47-43-13

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80-40-55

ORGANISME NATIONAL
recherche
UN PROFESSEUR DE CONSTRUCTION
Ingénieur ou enseignant
Rens. : Ecole d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
R.P. 170
69612 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél. 72-04-88-55 (soir 207)
Téléfax 78-80

ÉCONOMIE

A Paris les 11 et 12 février

La commission mixte franco-soviétique se réunit dans un contexte morose

La commission intergouvernementale franco-soviétique organisée sa réunion annuelle lundi 11 et mardi 12 février à Paris dans un contexte très morose. Seule une poignée des soixante-dix sociétés mixtes constituées entre des partenaires français et soviétiques sont véritablement opérationnelles. Le nouveau protocole financier servant de base au financement des exportations françaises, qui devrait être signé à l'issue de cette réunion, pourrait prévoir des conditions moins avantageuses et plus limitées dans leur montant que l'an dernier.

La tenue cette semaine à Paris de la commission mixte franco-soviétique paraît presque incongrue. Le président soviétique de la commission, M. Lev Voronine, vice-premier ministre de l'URSS, attend que ses fonctions soient confirmées ou modifiées et n'a plus, aux yeux des Français, de statut très clair. D'autre part et surtout, depuis plusieurs mois maintenant le durcissement de son intervention à Moscou est bien peu propice aux affaires avec l'Occident. Mais la commission mixte, fondée dans les années 60, doit se réunir une fois par an, quels que soient les aléas de la conjoncture. Lundi 11 et mardi 12 février, MM. Bérézgovoy et Voronine présideront donc des réunions devant aboutir à la signature d'un nouveau protocole entre la France et l'URSS.

Les nouveautés sont en fait nombreuses, et pas forcément positives, depuis la tenue de la commission, l'an dernier, dans l'imposant et luxueux hôtel Octobre à Moscou. La principale est qu'il est désormais bien peu question d'économie de marché en URSS, alors qu'en mars 1990 on attendait avec impatience la publication d'un plan global de libéralisation de l'économie. A la tentative de reprise en main du système de production d'Etat s'ajoute la désintégration du système politique et administratif de l'URSS, compliquant encore les prises de contact entre industriels occidentaux et potentiels partenaires locaux. L'annonce récente de la surveillance des activités des coopératives et des sociétés mixtes par le KGB n'est pas non plus du meilleur effet pour les investisseurs de l'Ouest.

FRANÇOISE LAZARE

Avec l'émission d'obligations

Le Fonds de garantie des dépôts bancaires américain pourrait bénéficier d'un financement de 10 milliards de dollars

L'industrie bancaire américaine a accepté le principe d'un projet de financement à hauteur de 10 milliards de dollars en faveur du Fonds fédéral de garantie des dépôts (Federal Deposit Insurance Corp.). Ce projet devrait être publié en début de semaine prochaine.

Il prévoit que les banques renouvelleront le fonds en investissant dans des obligations émises par le FDIC. Ces obligations seraient remboursées à long terme (de vingt à

trente ans) au moyen d'un prélèvement spécial des banques pouvant s'élever à 5 ou 6 cents par 100 dollars de capital. Une autre clause prévoit la création d'un fonds d'intervention rapide de 2 milliards de dollars pour venir en aide à une banque en difficulté avant qu'elle ne fasse faillite. Très affaibli par plus de mille faillites bancaires ces six dernières années, le FDIC craignait de ne pas pouvoir passer le cap de 1992.

REPÈRES

BALANCE DES PAIEMENTS

Déficit record en Grèce en 1990

Le déficit de la balance des comptes courants de la Grèce a atteint un record en 1990, selon les chiffres publiés vendredi 8 février par la banque centrale. Le solde négatif de la balance des comptes courants s'est élevé à 3,6 milliards de dollars (environ 18 milliards de francs), contre 2,6 milliards de dollars en 1989. L'augmentation est liée à

l'aggravation du déficit commercial (12,29 milliards de dollars). En revanche, les prix à la consommation ont reculé de 0,2 % en janvier. En glissement annuel, l'inflation s'est établie à 21,7 % à la fin de ce mois. Pour l'ensemble de l'année dernière, le taux avait atteint 22,8 %.

SALAIRES

Hausse de 5,4 % en 1990 au Japon

Les salaires des travailleurs japonais ont connu l'année dernière leur plus forte augmentation en neuf ans. Ils ont progressé de 5,4 % en termes réels, selon un rapport du ministre du travail publié dimanche 10 février. Le salaire mensuel moyen sans primes a atteint 370 381 yens (environ 14 243 francs), selon l'étude qui porte sur 22,7 millions de travailleurs dans tous les secteurs de l'économie japonaise. Le nombre d'heures travaillées par an s'est élevé en moyenne à 2 052, soit bien plus que l'objectif de 1 800 heures recherché par le ministère du travail.

Pool commun pour quatre compagnies maritimes. - Quatre compagnies maritimes françaises vont exploiter en commun une partie de leur flotte pour mieux faire face à la concurrence. Ce « pool » commercial concerne six navires de moyen tonnage transportant des marchandises en vrac ou des colis lourds. Les armements concernés sont la Compagnie générale maritime, Louis Dreyfus, NTV Leduc et la Compagnie méridionale de navigation.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

31 janvier 1991

Total actif 671 255
dont
Or 161 543
Disponibilités à vue à l'étranger 114 797
Cautions 54 830
Avances au Fonds de stabilisation des changes 14 753
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire 55 369
Concours au Trésor public 41 330
Titres d'Etat (bons et obligations) 49 826
Autres titres des marchés monétaires et obligataires 842
Effets prévus 124 996
Effets en cours de recouvrement 26 245

Total passif 671 255

dont

Billets en circulation 248 764

Comptes courants des établissements financiers 59 552

Comptes courants de Trésor public 4 001

Réserve de liquidité 11 718

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux 7 827

Cautions à l'égard du Fonds européen de coopération monétaire 55 177

Réserves de réévaluation des avoirs publics en or 182 056

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres 9,25 %

- Taux des avances de 5 à 10 jours 10 %

- Taux des avances sur titres 12 %

MILAN

Menaces d'agitation

La Bourse de Milan sera en état d'agitation pour une durée indéterminée à compter du vendredi 15 février pour protester contre l'augmentation de la taxe sur les plus-values boursières. Cette menace a été lancée durant le week-end par l'Association nationale des fonds de pouvoir de bureaux d'agents de change italiens (ANPAC).

A l'issue d'un référendum organisé dans la soirée du 9 février sur les moyens d'action envisagés pour contraindre cette mesure - dite décret Formica, du nom du ministre des Finances Rino Formica - les 800 membres de l'ANPAC ont pris cette décision à l'unanimité. Le communiqué des auteurs milanais précise qu'ils ne sont « absolument pas opposés au principe d'une mesure fiscale qui taxe les gains en Bourse », mais qu'ils réclament une intervention du législateur qui ne pénalise pas et au contraire favorise l'investissement en Bourse. Ils n'excluent pas non plus que leur appel puisse être suspendu si de nouvelles négociations sont engagées d'ici au 15 février avec le gouvernement.

Le texte Formica prévoit une taxation de 25 % des plus-values boursières (ou de 20 % si l'investisseur préfère un régime « au forfait »), alors que les agents souhaitent l'application d'une « super-vignette à la japonaise » de 3 pour 1 000 sur les ventes, expliquent les spécialistes à Milan.

FAITS ET RÉSULTATS

Le biscuitier Filet bleu (Quimper) reprise par Biscotties Saint-Michel. - Le tribunal de commerce de Quimper (Finistère) a ordonné mardi 5 février la reprise de la biscuiterie Filet bleu, en redressement judiciaire depuis octobre, par deux dirigeants de la société Biscotties Saint-Michel de Saint-Herblain (Loire-Atlantique). Les repreneurs devront apurer en treize ans le passif de 7 millions de francs de la société quimpéroise. Cette décision a été mal accueillie par les vingt-sept salariés de Filet bleu qui assurent depuis plusieurs mois, malgré l'absence de direction dans l'entreprise, la production des célèbres langues de chat et boudoirs. Les salariés préfèrent en effet la reprise par une biscuiterie de la Manche, SA Rougé, « à l'exercice largement excédentaire », selon eux.

L'assureur Victoire prend 60 % des auto-écoles Autocampus. - La société d'assurances Victoire va acquérir 60 % de l'Institut de formation routière (IFR) qui reprend Autocampus, un réseau d'auto-écoles spécialisées dans l'apprentissage de la conduite sur circuit. Autocampus gère sept centres de formation dont celui de Fleury-Mérogis (Essonne) qui a déposé son bilan en 1990. IFR entend développer la formation et le perfectionnement des conducteurs dans la perspective du futur permis de conduire à points.

Trois firmes de courtage américaines comptent se lancer dans des activités bancaires au Japon. - Trois firmes de courtage américaines Morgan Stanley Group Inc., Goldman Sachs and Co. et Salomon Brothers Inc. comptent se lancer dans l'activité bancaire au Japon au cours des prochains mois. Ces responsables de ces sociétés ont précisé, mercredi 6 février, qu'ils débuteraient par

PARIS, 11 février ↑

Nouvelle avance

La deuxième semaine de février s'est ouverte sur Vienne sur un rayon de soleil. Pour la troisième journée consécutive, les valeurs françaises se sont en effet raffermies. Réamorcées dès l'ouverture (+ 0,38 %), le mouvement de hausse s'est d'abord accéléré (+ 1,2 %) avant de se ralentir en début d'après-midi. Peu avant que Wall Street ne rouvrait ses portes, l'indice CAC 40 s'établissait à 0,76 % au-dessus de son niveau précédent, portant ainsi à 2,4 % environ sa progression depuis jeudi dernier.

Pans, comme les autres grandes places internationales, fait preuve de l'avis des spécialistes, d'un grand sang-froid avant le déclenchement de la phase terrestre de la guerre dans le Golfe persique. Ici comme ailleurs, les investisseurs ne pensent plus qu'à reconstruire auxquelles il faudra procéder une fois le conflit terminé. Certes, les entreprises françaises auront probablement pas le meilleur des contrats que les Koweïtis entendent passer avec les grands groupes étrangers pour relever leur pays des ruines. Mais ceux-ci, notamment avec ce pays-là, ne seront pas négligeables et de toute façon donneront une bouffée d'oxygène à l'instant où l'activité économique tend à se ralentir assez nettement dans l'Hexagone. Du moins était-ce l'opinion des rares habitués rencontrés sous les lampes en ce début de semaine. Mais le gouvernement français ne parie-t-il pas lui aussi sur une reprise après la guerre ?

Les investisseurs ne sont d'ailleurs pas dégoûtés du créneau non plus qu'une nouvelle baisse des taux d'intérêt n'est pas impossible. Dans ces conditions, beaucoup n'hésitent pas à reprendre des positions pour n'avoir pas à regretter ultérieurement d'avoir raté un train de hausse. Cela étant, l'activité n'a pas été interrompue et la prudence ambiante bien compréhensible.

TOKYO, 11 février

Marché clos

Tous les marchés financiers et commerciaux japonais ont fermé, lundi 11 février, pour la célébration du National Founding Day. Ils rouvriront normalement le mardi 12 février.

Entrée en vigueur de l'accord entre la COB et la SEC

L'accord administratif d'assistance mutuelle entre la Commission des Opérations de Bourse (COB) et son homologue américaine, la Securities and Exchange Commission (SEC) est officiellement entré en vigueur le 31 janvier. Cette coopération, aujourd'hui effective, est la concrétisation de l'accord signé le 14 décembre 1989 par MM. Saint-Gours et Bredren, qui mettait un terme à deux années de négociations engagées par les deux organismes (cf. *Le Monde* du 13 décembre 1989).

La mise en vigueur de cet accord était subordonnée à l'adoption de mesures de droit interne aux deux parties concernées. La loi du 2 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché autorisait déjà la COB à coopérer avec ses homologues étrangers. En revanche, il était nécessaire d'assurer la confidentialité des informations provenant des autorités étrangères reçues par la SEC. C'est dorénavant chose faite. L'adoption, par le Congrès américain, de la nouvelle législation en la matière : les règles de confidentialité pour les deux organismes de surveillance sont maintenant équivalentes.

des opérations de changes entre février et mars. Un responsable du ministère japonais des finances ajoutant de son côté que les sociétés attendaient encore le feu vert des autorités pour opérer sur le marché des devises.

Bénéfice en hausse de 23 % pour Manutan (distribution professionnelle). - Manutan, société cotée sur le second marché, spécialisée dans la vente par catalogue de petits équipements pour l'usine et le bureau, a réalisé au cours de son exercice 1989-90 (clos fin septembre) un bénéfice net de 64,7 millions de francs, en hausse de 23 % sur celui de 1988-89. Manutan précise que son taux de rentabilité a été porté à 7,3 %. Le chiffre d'affaires du groupe s'est en effet établi à 889 millions de francs, en progression de 20 %. Pour l'exercice en cours, Manutan se fixe pour objectif d'atteindre le milliard de francs de ventes (+ 12 %), tout en maintenant sa rentabilité nette de 7 % (ce qui correspond à un bénéfice net de 70 millions). Le groupe s'en tient à ces prévisions, établies avant le déclenchement de la crise du Golfe, au vu des résultats de son premier trimestre, précise un communiqué.

Procter and Gamble : 14,3 % de profits en plus à mi-parcours. - Pour l'ensemble des six premiers mois de l'exercice 1990-91, qui s'achève le 30 juin prochain, le bénéfice net de Procter and Gamble a augmenté de 14,3 % à 1 045 millions de dollars (2,93 dollars par action) contre 914 millions (2,57 dollars) lors de la même période de 1990. De son côté, le chiffre d'affaires semestriel a crû de 15 % pour s'élever à 13,51 milliards contre 11,74 milliards précédemment.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3040	3040	Grande Orléans	455	455
Amatel Assoc.	221	223 80	Grande Orléans	455	455
Asystel	105		Grande Orléans	455	455
BAC	150		Grande Orléans	455	455
BICM	840		Grande Orléans	455	455
Bonnet (A)	381	380	Grande Orléans	455	455
Bonnet (B)	215	210	Grande Orléans	455	455
CAI de R. (C.C.I.)	1039	1038	Grande Orléans	455	455
Calson	382 50	387 20	Grande Orléans	455	455
Cardif	530	550	Grande Orléans	455	455
CEGEF	175		Grande Orléans	455	455
CFPI	270	270	Grande Orléans	455	455
C.N.M.	794	799	Grande Orléans	455	455
Codisat	275	271	Grande Orléans	455	455
Comar	265 50	266 20	Grande Orléans	455	455
Conforama	782	772	Grande Orléans	455	455
Crooks	226	235	Grande Orléans	455	455
Dauphin	375	376 50	Grande Orléans	455	455
Dalme	684	680	Grande Orléans	455	455
Demachy Worms Co	396	396	Grande Orléans	455	455
Desquenes et Gral.	239 20	230	Grande Orléans	455	455
Devant	950		Grande Orléans	455	455
Dette	382	400	Grande Orléans	455	455
Dette	148	150	Grande Orléans	455	455
Edouard Belin	230	225	Grande Orléans	455	455
Europ. Production	328	318 50	Grande Orléans	455	455
Finisar	125		Grande Orléans	455	455
Frankgans	158 80	155	Grande Orléans	455	455
GFF (group. J.L.)	286 80	285	Grande Orléans	455	455
Grand Lys	385		Grande Orléans	455	455
Gravograph	183	182	Grande Orléans	455	455

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 février 1991

Nombre de contrats : 95 033.

COURS	Mars 91	Jun 91	Sept 91
Dernier	104,46	104,80	104,70
Précédent	104,38	104,78	104,64

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
105	0,36	1,33	1,02	1,54

CAC 40 A TERME

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 639	1 652	1 627
Précédent	1 616	1 626	1 649

CHANGES

Dollar : 4,9540 F ±

Le dollar était à nouveau en légère baisse lundi 11 février dans la matinée sur toutes les places européennes. Particulièrement faible vis-à-vis du deutschemark à Francfort (le billet vert valant 1,4537 deutschemark), il était également en recul par rapport au franc à Paris, cotant 4,9540 francs contre 4,9710 francs vendredi.

FRANCFORT 8 février 11 février
Dollar (en DM) 1,4590 1,4537
Marchés fermés lundi 11 février

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (11 février) 9 1/16-3/16 %
New-York (8 février) 6 1/4 %

BOURSES

PARIS (HSE base 100 28-12-90)

11 février 8 février
Valeurs françaises 106,10 107,40
Valeurs étrangères 100,00 101,30
CSEF, base 100 : 31-12-90
Indice général CAC 426,62 424,90
Indice CAC 40 426,62 424,90
Indice CAC 40 1 598,22 1 622,75

NEW-YORK (indice Dow Jones)

11 février 8 février
Industriel 2 810,64 2 838,00
LONDRES (indice Financial Times)

11 février 8 février

100 valeurs 2 243,70 2 245,20
30 valeurs 1 756,20 1 760,30
Mises d'or 131,70 132,60
Fonds d'Etat 85,01 85,15

FRANCFORT

11 février 8 février

Dax 1 436,26 1 467,82
TOKYO 11 février 8 février
Nikkei Dow Jones 24 296,08 24 296,08
Indice général 1 805,28 1 805,28

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
à 100	à 100	à 100	à 100
S.E.U. 4,9600 4,9630 + 122 + 132 + 255 + 275 + 780 + 549			
S. can. 4,2832 4,2887 + 53 + 72 + 133 + 144 + 318 + 491			
Yen (100) ... 3,8795 3,8841 + 46 + 67 + 93 + 124 + 365 + 439			
DM 3,4031 3,4068 + 9 + 27 + 28 + 53 + 102 + 165			
Florin 3,0207 3,0238 + 4 + 21 + 19 + 46 + 80 + 136			
FB (100) ... 16,5333 16,5510 + 117 + 54 + 141 + 144 + 45 + 27			
FS 3,9887 3,9936 + 44 + 61 + 90 + 128 + 359 + 432			
L (1 000) ... 4,5204 4,5263 - 135 - 65 - 239 - 150 - 590 - 420			
F 9,8580 9,8669 - 324 - 235 - 640 - 561 - 1357 - 1195			

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/2	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
S.E.U. 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
Yen 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
DM 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
Florin 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
FB (100) ... 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
FS 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
L (1 000) ... 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									
F 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2 6 1/2									

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RN

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Lundi 11 février
Roger Coste,
coorganisateur
de la chaîne Open Golf Club.

Mardi 12 février
Yves Lasfargues,
directeur de recherches à l'Institut
français de gestion
« Le Monde Initiatives » du
13 février publie un dossier
sur les informaticiens.

BOURSE DU 11 FEVRIER

[illegible]**COMPTANT** (selection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		Emission		Rachet		VALEURS		Emission		Rachet	
Pras incl.		net		Pras incl.		net		Pras incl.		net	
A.A.A.	989 48	638 08	Fracti-Opt	37 62	37 06	Planer	979 55	955 88			
Acadia	192 80	192 80	Fracti-Cap	128242 80	128242 80	Planista	119 01	115 01	815 68		
Appogee	714 03	683 19	Fracti-Gen	223 23	226 50	Pine Capital	58332 52	58328 52			
Applimaster	7312 89	7312 89	Fracti-Enginc	30 07	30 24	Pine Group	1123 22	1142 08			
Aspen	171 19	112 85	Fracti-Comm	768 21	768 21	Pro. Control	612 52	608 13			
AF Action et CP	575 59	568 40	Fracti-Comm	176 24	176 24	Pro. Associates	26159 41	26159 41			
AF 5000	504 50	504 50	Fracti-Comm	1194 63	1194 63	Profectus	1040 89	1018 83			
AF EDI	1075 70	1035 34	Fracti-Comm	489 36	489 36	Profectus	149 44	116 44			
AF Fincel	110 09	107 09	Fracti-Comm	1261 27	1260 51	Profectus	865 44	781 98			
AF Fincel Sica	102 02	89 83	Fracti-Comm	13069 50	13028 45	Profectus	154 60	154 60			
AF Fincel Sica	414 57	415 57	Fracti-Comm	152 79	149 41	Profectus	5380 53	5380 53			
AF GIG	1102 29	1102 29	Fracti-Comm	1107 70	1071 57	Profectus	1220 87	1209 47			
AF GIG Sica	11302 26	11302 26	Fracti-Comm	10550 50	10550 50	Profectus	852 98	814 30			
AF GIG Sica	611 23	516 15	Fracti-Comm	1227 45	1177 53	Profectus	686 58	720 73			
AF GIG Sica	939 22	962 14	Fracti-Comm	147 44	147 44	Profectus	101 54	173 31			
AF GIG Sica	569 53	572 35	Fracti-Comm	256 0	252 81	Profectus	534 92	510 68			
AF GIG Sica	1087 90	1061 91	Fracti-Comm	187 68	187 68	Profectus	479 49	457 74			
AF GIG Sica	337 41	339 18	Fracti-Comm	236 47	225 87	Profectus	13267 15	13267 15			
AF GIG Sica	1034 20	1032 20	Fracti-Comm	234 92	225 24	Profectus	1561 33	1561 33			
AF GIG Sica	558 11	558 11	Fracti-Comm	302 02	269 71	Profectus	12380 85	12380 85			
AF GIG Sica	100 94	97 90	Fracti-Comm	226 45	216 28	Profectus	1228 71	1228 71			
AF GIG Sica	150 58	147 08	Fracti-Comm	138 31	132 57	Profectus	861 37	864 62			
AF GIG Sica	123 45	118 13	Fracti-Comm	180 13	175 35	Profectus	1025 10	1025 10			
AF GIG Sica	108 95	105 22	Fracti-Comm	322 57	310 38	Profectus	819 56	801 51			
AF GIG Sica	94 17	91 17	Fracti-Comm	1224 20	1224 20	Profectus	396 42	376 68			
AF GIG Sica	115 27	110 31	Fracti-Comm	1018 91	1018 91	Profectus	500 45	500 45			
AF GIG Sica	5628 91	5622 29	Fracti-Comm	2907 08	2907 08	Profectus	387 35	387 35			
AF GIG Sica	5782 86	5777 68	Fracti-Comm	2427 37	2427 37	Profectus	102 82	102 82			
AF GIG Sica	11148 46	11148 46	Fracti-Comm	1078 87	1078 87	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	324 36	316 47	Fracti-Comm	2836 48	2836 48	Profectus	504 65	504 65			
AF GIG Sica	28 57	27 87	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	212 87	208 70			
AF GIG Sica	1071 33	1148 38	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	416 87	386 07			
AF GIG Sica	6340	6230 85	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	342 35	342 35	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	448 48	435 61	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	1180 25	1127 10	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	1152 28	1124 78	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	780 89	727 83	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	851 49	851 49	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	228 29	239 07	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	145 80	139 52	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	1052 42	1038 97	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	120 25	120 25	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	2276 85	2263 12	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	371 04	360 23	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	5908 24	5908 24	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	5904 16	5904 16	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	2100 88	2100 88	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	2000 40	1989 51	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	41742 20	41742 20	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	288 88	247 14	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	318 87	318 87	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	449 51	443 51	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	297 87	26813 95	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	82450 87	8377 12	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	931 33	931 33	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	1541 86	1541 86	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	84 96	84 96	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	62047 95	62047 95	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	182 67	182 67	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	1138 06	1138 06	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	187 81	187 81	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
AF GIG Sica	13026 34	12929 37	Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			
			Fracti-Comm	2197 08	2197 08	Profectus	1063 32	1063 32			

8/2

Marché libre de l'or	Or 24 carats	59
	Gay Degraffe	435
	Haribo Biles Zan	210

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/2	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 11/2		
			achat	vente					
Exo-Urss (1 cedi)	6 992	6 958	4 750	5 250				Hoguenot	297
France (100 fr.)	4 971	4 954						NZ	300
Indonésie (100 r.)	3 493	3 489	3 220	3 460	Or fin (au barre)	593200	58900	Facteurs de Monnaie	299
Belgique (100 F)	16 546	16 554	18 050	17 050	Or fin (au lingot)	593200	58900	Mexico RD	840
Pays-Bas (100 fl.)	302 220	302 900	280	348	Napoléon (20F)	401	401	Paraguay Parag.	270 10
Danemark (100 kr.)	82 430	82 430	4 250	4 250	Place P. (10 F)	375		Quatrecent	290
Gé. Soudan (1 L)	9 984	9 988	9 450	10 750	Place P. Soud. 220 F	410	410	Rovato NLV	185 10
Grèce (100 dr.)	3 014	3 014	4 060	4 060	Place P. Soud. 220 F	367	365	St-Gobain-Geologie	2315
Suisse (100 F)	389 750	389 750	388	404	Souverain	470	488	SEF Mann	211
Suède (100 kron)	90 670	90 120	383	400				SEF ML	1522
Népal (100 R)	67 030	67 030	83	81	Place 10 dollars	2340	2280	SEF N. B.	350
Autriche (100 sch)	46 420	46 420	45 700	46 700	Place 5 dollars	1397 50	1390	Wolman	380
Espagne (100 pes)	5 418	5 417	5 150	5 400	Place 50 florins	2300		Wolman	5500
Portugal (100 esc)	3 265	3 265	3 400	4 200					
Canada (15 can.)	4 226	4 277	3 680	3 680					
Japan (100 yen)	3 553	3 553							

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

La guerre du Golfe

650 hommes de l'infanterie française en renfort

Environ 650 hommes du 2^e régiment d'infanterie de marine (RIMA), stationné au camp d'Auvers (Sarthe), doivent embarquer mardi 12 février, à Toulon, pour se rendre en Arabie saoudite. Ce détachement de professionnels et d'engagés ira renforcer la division « Daguet » et retrouvera des éléments, déjà sur place, de la 9^e division d'infanterie de marine à laquelle le 2^e RIMA est normalement rattaché. Mais ce régiment n'avait pas encore été expédié en Arabie.

C'est grosso modo la moitié du régiment qui est ainsi envoyée dans le Golfe, avec trois compagnies de combat, une section d'éclairage et de reconnaissance, et une compagnie de commandement et de soutien. Pour l'essentiel de son armement, cette unité d'infanterie est équipée de véhicules de l'avant blindés (VAB) comme il en existe déjà à la division « Daguet ». Avec ce renfort et certaines relèves déjà intervenues, le corps expé-

ditionnaire français, sous le commandement du général Michel Roquejeoffre, devrait approcher les 14 000 hommes, soit près de 10 500 hommes au sein de la division « Daguet », 1 500 hommes dans l'armée de l'air et environ 2 000 hommes dans la logistique et la chaîne de santé.

Une nouvelle frégate française dans le Golfe. — La frégate *Latouche-Tréville* de la marine nationale a quitté, lundi 11 février, son port d'attache de Brest pour gagner le Golfe où elle remplacera la frégate *Le Motte-Piquet* qui participe à la mission internationale d'embargo naval de l'Irak. Avec 240 hommes à son bord, dont 31 appelés ayant souscrit un contrat d'engagement, le *Latouche-Tréville* est une frégate de lutte anti-sous-marin, qui déplace 4 350 tonnes à pleine charge et qui est armée principalement de missiles surface-surface Exocet, de missiles anti-aériens Crotale et de deux hélicoptères Lynx sur la plage arrière.

La Voix de l'Irak libre critique à la fois Bagdad et ses adversaires

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Radio Omel Maarek (la mère de toutes les batailles), cet outil de propagande irakienne, émettant du Koweït (le Monde daté 3-4 février), s'est tue le lundi 4 février. Elle a vraisemblablement été bombardée par les alliés. Ces derniers ont, en effet, indiqué avoir bombardé plusieurs émetteurs en Irak et au Koweït.

Le silence de cette radio destinée à relever le moral des troupes irakiennes retranchées au Koweït n'a pas duré longtemps. Il y a quelques jours, les émissions ont repris sur les mêmes longueurs d'onde. Toutefois, leur contenu était complètement différent. La nouvelle radio se présente comme « la radio de la République irakienne émettant de Bagdad, la voix de l'Irak libre ».

Il s'agit d'une radio ouvertement hostile au régime de Bagdad et qui

ne peut donc pas émettre de la capitale irakienne. En effet, Saddam Hussein y est qualifié de « tyran vaincu », dont le régime « donne des signes croissants d'effondrement ». Contrairement à Omel Maarek, qui tentait de reconforter les soldats irakiens, cette radio cherche visiblement à les démoraliser. Elle rappelle « à nos forces qui se trouvent au Koweït » qu'elles n'ont plus de couverture aérienne et qu'elles sont donc condamnées à la défaite.

Mais si les attaques les plus violentes sont dirigées contre « la bande baasiste », les « américains atlantistes » et leurs alliés arabes sont, eux aussi, dans le collimateur. Selon des sources koweïtiennes au Caire, cette « radio de l'Irak libre » serait animée par divers courants d'opposition irakiens et émettrait à partir de la Syrie.

ALEXANDRE BUCCIANI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Royal dédain

BUCKINGHAM est en état de siège. Tir groupé de la presse anglaise, sondages à l'appui, contre la famille royale et son indifférence affichée, souveraine, à l'égard de Saddam. 83 % des British sont écœurés par l'attitude du duc d'Edimbourg et du prince Charles. Quand ils décrochent leurs fusils, c'est pour tirer la grousse, pas pour tuer l'ennemi. Et le prince Andrew, héros des Malouines, préfère aujourd'hui le golf au Golfe et le soleil de l'Espagne aux sables du désert.

Hier matin, comme chaque matin, la reine Elizabeth appelle la reine Elizabeth. La secrétaire : Votre Majesté ? C'est Sa Majesté, Votre Majesté.

— Allô, mère ?

— Justement, je voulais vous féliciter : très bonne, cette photo de vous à la une du *Sunday Times*, affrontant la neige et le froid dans le parc du château de Windsor. De quel remonter le moral des troupes.

— Il s'agit bien de ça ! Vous n'avez pas vu leur éditorial ?

— Non, je ne lis que la page courses.

— Ils traitent les enfants de

dégénérés et trouvent scandaleuse l'attitude de Sarah...

— Vous lui avez pourtant demandé de revenir des sports d'hiver au début de la guerre.

— Oui, mais à peine rentrée elle n'a rien eu de plus pressé que d'aller faire la brigue avec sa bande de copains dans le ne sais plus quel restaurant de Sloane Street.

— Tiens, à propos, on m'a parlé du bal costumé donné par le fils de Margaret. Il paraît qu'il était déguisé en traître, rouge à lèvres, moustache, jupe fendue et talons hauts... Rigolo, non ?

— Non, les écoliers n'ont pas tellement apprécié. Même Edouard, ils le regardent, ils lui reprochent de ne pas armer sa troupe en Arabie saoudite... Le théâtre aux armées, voyez...

— Ne parlez pas de malheur ! Ils seraient terrassés d'ennui, nos pauvres soldats, si on leur infligeait une de ses mises en scène ! Allons, réfléchissez ! Les Anglais sont déjà assez inquiets comme ça. Que les jeunes « royales » renoncant à mener une vie de béton de chaise, et ce serait la panique. A vous de les réunir et de les rappeler au désordre.

Une victoire commerciale sur les Japonais

Les Chantiers de l'Atlantique vont construire cinq méthaniers géants pour la Malaisie

Les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe Gec-Alsthom) viennent de remporter l'appel d'offres lancé par la compagnie d'Etat de Malaisie, Péninsule, pour la construction de cinq navires méthaniers géants. Chacun de ces navires, d'une capacité de 130 000 m³ transportera le méthane liquide à moins 160 degrés. Le président des Chantiers, M. Alain Grill, devait s'envoler ce lundi 11 février pour Kuala Lumpur, afin de signer définitivement le contrat.

Les navires, dont la livraison s'échelonnait entre juin 1994 et juillet 1997, transporteront le gaz depuis l'usine de liquéfaction de Bintulu, actuellement en cours d'agrandissement, essentiellement vers le Japon, mais aussi la Corée du Sud et Taiwan. Pour les 4 500 salariés de Saint-Nazaire, il s'agit d'un contrat considérable, évalué à quelque 7 milliards de francs. Les autorités gouvernementales — et notamment M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie — ont fortement encouragé les Chantiers à remporter cette commande, qui était convoitée par les chantiers japonais, en s'engageant à fournir les aides financières réglementaires.

Les technologies françaises de construction sont en effet reconnues dans ce domaine et c'est selon le brevet Gaz Transport (filiale de Gaz de France) que seront construits les bateaux, de préférence à la technologie à coques sphériques développée par le norvégien Moss Rosenberg, très utilisée par les Japonais. Le gaz sera transporté à bord des navires malais dans des cuves parallépi-

pédiques à membrures. Les Chantiers de Saint-Nazaire remportent ainsi une victoire commerciale déterminante sur les Japonais et font un grand retour sur un créneau qui, dans les années 75-80, avait fait la fortune de la construction navale, non seulement dans la Basse-Loire, mais aussi à Dunkerque, La Ciotat et La Seyne. Mais depuis dix ans, le marché des méthaniers avait été littéralement monopolisé par les Japonais, notamment Kawasaki, Mitsui et Mitsubishi.

Ainsi, ce sont les Japonais qui ont emporté la commande en 1985 de six méthaniers pour le transport du gaz entre l'Australie et le Japon. Même échec des entreprises européennes en 1989, pour le contrat de livraison des deux navires qui feront la desserte entre l'Alaska et le Japon. Aujourd'hui, les dix méthaniers géants en construction le sont tous au Japon.

Il faut remonter à 1980 pour retrouver le dernier méthanier sorti des cales françaises. Il s'agissait alors de deux navires construits pour l'Algérie. Aujourd'hui, ces navires font la navette entre Arzew ou Skikda et Montoir sur l'estuaire de la Loire.

Cette commande permet aux chantiers français de recueillir au peloton de tête et de prétendre se placer pour les prochains appels d'offres, qui devraient émaner de pays gaziers tels que l'Algérie, la Norvège et le Venezuela. Elle offre aussi à l'entreprise nazairienne une diversification hors du secteur des paquebots de croisière dont elle s'est fait une réputation mondiale : sept paquebots en cinq ans.

FRANÇOIS GROSRICHARD

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « Démocratie à Bagdad », par Chibli Mallat ; « Le complexe de Saladin », par André Gjebloun..... 2

La guerre du Golfe... 3 à 12

Aggravation de la crise dans l'ex-RDA

Les nouveaux Länder face au chômage et au délabrement de l'industrie..... 12

Un rapport accablant au Chili

3 500 assassinats politiques imputables au régime Pinochet..... 14

La crise au sein du PS

Un portrait de Didier Motchane, l'homme du divorce..... 15

Aménagement du Sentier

Une nouvelle zone piétonne à Paris..... 16

L'affaire Maziz

Onze ans de procédures..... 17

Jeux olympiques

250 millions de francs pour Albertville..... 17

Thomas Bernhard

au Théâtre de la Colline..... 18

Télévision haute définition européenne

Un rapport du ministère des affaires étrangères estime que la norme élaborée par les industriels européens est techniquement dépassée et doit être abandonnée..... 19

SECTION B

La TVA en Allemagne

Certains experts proposent une hausse des taux de 14 % à 15 %..... 25

De nouveau l'Aéropostale

La Poste et Air France créent une société pour le courrier de nuit..... 26

Bons résultats d'Aéroports de Paris

Traffic passagers en hausse de 4,2% en 1990..... 26

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Allemagne-Japon : le temps des alliances ■ Pauvreté et richesse du monde : le Pérou ou le pyramide de l'injustice ■ Point de vue : « Adapter le RMI », par Chantal Ezaby ■ La chronique de Paul Fabra ■ A travers les revues : Ecrits d'avant la guerre..... 27 à 29

Services

Abonnements..... 18
Annonces classées..... 33 à 39
Carnet..... 23
Loto et Loto spécial..... 23
Marchés financiers..... 40-41
Météorologie..... 22
Mots croisés..... 23
Radio-Télévision..... 22
Spectacles..... 21

Le téléphone du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du Monde daté 11 février 1991 a été tiré à 575 785 exemplaires.

« A Saddam avec affection, Dick Cheney... »

DHAHRAN

de notre envoyé spécial

« A Saddam avec affection, Dick Cheney, secrétaire à la défense »

« A Saddam, vous n'avez pas bougé et maintenant vous partez. (Signé) Colin Powell. » C'est au marqueur noir que les deux hauts responsables américains ont écrit, dimanche 10 février, avant de regagner Washington, leur dédicace au président Saddam Hussein, sur des bombes chargées sur les bombardiers « furtifs » F-117, qui opèrent toutes les nuits en Irak et au Koweït, à partir d'une base tenue secrète en Arabie saoudite. Tellement secrète, d'ailleurs, que, selon le pool de journalistes américains qui s'y est rendu, les troupes américaines sur place ne peuvent appeler leurs familles et que, comme l'a dit un soldat, « pendant quelques jours nous avons pensé que nous étions en Turquie ».

Cette base de F-117 est la seule en Arabie saoudite. Ce n'est sans doute pas un hasard

si MM. Cheney et Powell, qui avaient annulé en raison du manque de temps une visite à une unité chargée de batteries de missiles antimissiles Patriot, y ont fait une brève escale pour féliciter les pilotes de ces avions, dont le coût et les performances ont été contestés aux Etats-Unis. En réponse à la question d'un pilote, M. Cheney a d'ailleurs répondu : « Les performances de ces avions ont dépassé toutes nos espérances. C'est un des grands succès de ces dernières années. » Remarque faite avec sans doute une certaine jubilation par M. Cheney, qui, sur les bancs de la Chambre où il représentait à l'époque le Wyoming, avait voté en faveur de ces avions sophistiqués. Leur « banc d'essai » proprement dit ayant eu lieu, une fois de plus à l'initiative de MM. Cheney et Powell, lors du raid américain sur Panama en décembre 1989.

Avion de combat, le F-117 est utilisé dans cette campagne comme un bombardier, mais,

contrairement aux autres appareils indétectables par les radars et donc par la défense aérienne, ils volent non escortés en mission. L'escadrille n'a subi jusqu'à maintenant aucun dommage. Les F-117 se ravitaillent en vol avant de passer la frontière et au retour de leur mission.

Selon le porte-parole de la base, les F-117, qui emportent habituellement des bombes d'une tonne qui explosent soit après avoir atteint leur cible, soit au contact de la cible, ont commencé leur campagne irakienne en visant les batteries anti-aériennes. Ces objectifs détruits, a-t-il dit, les missions des F-117 se sont concentrées sur la coupure des lignes de ravitaillement, en particulier la destruction des ponts. « Nous avons encore d'importantes missions à accomplir », a conclu le porte-parole.

F. Ch.

A la commission des droits de l'homme de l'ONU

Accès d'antisémitisme irakien et syrien

GENEVE

de notre correspondant

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) s'est élevée contre le comportement antisémite de l'ambassadeur d'Irak lors du débat sur la discrimination raciale à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Le représentant irakien s'était opposé, vendredi 8 février, à la demande de statut consultatif de l'organisation Human Rights Watch, très active dans le domaine des droits de l'homme, sous prétexte que le président et deux membres de son bureau sont juifs.

Au cours du même débat, la représentante de la Syrie a fait mieux. M^{me} Nabila Saalan, a repris à son compte les accusations de crime rituel portées au Moyen Age contre les juifs. Après avoir évoqué « les crimes nazis perpétrés par les autorités sionistes d'occupation » en déplorant l'occupation du Liban sud, elle a invité tous les membres de la Commission à lire le *Pain azyme de Sion*, « livre précieux, qui confirme (...) le caractère raciste du sionisme ».

Dans cet ouvrage publié en 1985, le général syrien Mustapha Tlass, en sa qualité de ministre de la défense, se livrait à cette mise en

garde : « Le juif peut vous tuer et prendre votre sang, afin de confecturer le pain azyme. J'espère avoir accompli mon devoir en présentant les pratiques de l'ennemi de notre nation historique. »

I. V.

UNE FEMME :

— « CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »

SON AMIE :

— « FORCÉMENT ILS JETTENT LEURS TISSUS PAR LES FENÊTRES... »

COUPONS-SOLDES (MODE ET DÉCORATION)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

TOSCANE - OMBRIE

Belles demeures de caractère à louer pour les vacances

Découvrez 1200 villas, fermes restaurées dans le catalogue Cuendet 91, 268 p toutes en couleurs, en adressant un chèque de 54 F à :

Cuendet France - M^{me}
24, rue Ravignan 75018 Paris
Tél : (1) 42 55 41 92

3615 LEMONDE
votre coupon
+ un grand jeu !

8 au 18 février : Dix jours champions !

NEUBAUER vous propose
votre **PEUGEOT** Superequipée
(tous types, série spéciale NEUBAUER)

Alarme, poste radio et toit ouvrant
GRATUITS !

* Offre non cumulable, sur présentation de cette annonce, jusqu'au 28 février 1991 pour toute commande au prix catalogue PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75008 PARIS ☎42.85.54.34
10, rue de 4 septembre 75002 PARIS ☎42.81.15.88
28, bd des Distributions 75008 PARIS ☎42.83.59.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

NEUBAUER
PEUGEOT

3615 LEMONDE

هكذا من الأصل

... Le Monde • Mardi 12 février 1991 7



Rolf Blum, qui a sauvé une petite fille de trois ans d'une maison en flammes.

Il s'en est fallu de quelques secondes... Nous les lui avons données.

Pour Rolf Blum, il y a des secondes qui valent une vie. Pour lui comme pour tous les pompiers du monde, pouvoir rester quelques instants de plus au contact du feu est vital. Quelques secondes de plus... qui ont demandé plusieurs années de collaboration entre Du Pont de Nemours et les services de sécurité. Le résultat : Le NOMEX® III, une fibre légère, résistante

à la chaleur et aux flammes, qui permet de travailler au plus près du foyer.

C'est un équipement en NOMEX III qui a permis à ce pompier de sauver cette petite fille.

Aujourd'hui, les brigades de sapeurs-pompiers de nombreuses villes comme Francfort, Milan et Londres sont équipées de vêtements en NOMEX III.

Du Pont et la vie...

La sécurité est précisément un des domaines dans lequel Du Pont réalise d'importantes innovations. En consacrant un budget de Recherche et de Développement de plus de

7 milliards de francs par an et en travaillant en étroite collaboration avec les spécialistes de domaines aussi variés que l'industrie, l'agriculture et la médecine... Du Pont de Nemours met la

technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter :
Du Pont de Nemours (France) S.A.;
137 rue de l'Université, 75554 Paris
Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

Marque déposée de Du Pont de Nemours.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

DU PONT

LA GUERRE DU GOLFE

Après le rejet d'un cessez-le-feu par le chef d'Etat irakien

Le président Bush prendra la décision de déclencher l'offensive terrestre en concertation avec ses alliés

« Je n'ai pas entendu un seul mot sur le retrait du Koweït. C'est cela que le monde entier veut entendre », a déclaré le président américain à la réponse de façon laconique dimanche 10 février à la rhétorique belliqueuse déclinée peu avant par M. Saddam Hussein sur Radio-Bagdad. Ni ce discours du président irakien ni les démarches diplomatiques entreprises auprès de Bagdad, notamment par l'Iran, n'ont en effet apporté d'élément nouveau de nature à suspendre le cours de la guerre. Le régime irakien a refusé tout cessez-le-feu pour mettre fin à une guerre qu'il présente comme celle des « fidèles » contre les « incroyants ».

Cette guerre « se déroule selon ce qui était prévu, cela va très bien », a noté, à son retour à la Maison Blanche, après un week-end passé à Camp David, M. George Bush qui devait avoir lundi un important entretien avec le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, et le chef d'état-major interarmes, M. Colin Powell.

Les deux hommes, après deux jours de consultations en Arabie saoudite avec les responsables de l'opération « Tempête du désert », se sont bien gardés de révéler les recommandations qu'ils feraient au président américain sur la poursuite de la guerre et l'opportunité de lancer ou non une offensive terrestre contre les troupes irakiennes. M. Cheney a souligné que

la décision appartenait à M. Bush, qui la prendrait en consultation avec ses alliés.

La presse anglo-saxonne s'est fait l'écho pendant le week-end de fuites contradictoires émanant des milieux militaires dont certaines évoquent un délai de deux à quatre semaines d'offensive aérienne supplémentaire avant une éventuelle attaque terrestre; ces fuites, estimant les analystes, pourraient toutefois n'avoir pour objet que de maintenir Bagdad dans l'expectative.

La décision de M. Bush, même nourrie des données militaires qu'il devait lui être fournies lundi, aura aussi une dimension politique. Différer une attaque terrestre peut permettre de la rendre moins dangereuse et moins coûteuse en pertes humaines; à l'inverse, plus le conflit armé se prolonge dans le temps et plus ses conséquences politiques peuvent en être lourdes, notamment dans certains pays arabes membres de la coalition. M. Cheney a pour sa part laissé entendre dimanche qu'une attaque terrestre pourrait viser surtout à contraindre les forces irakiennes à sortir de leurs positions enterrées pour les exposer à l'aviation alliée, plutôt qu'à prendre l'allure d'une offensive à terre généralisée pour la reconquête du territoire koweïtien.

Une série de consultations doit avoir lieu lundi à Washing-

ton. Les ministres israéliens de la défense et des affaires étrangères, MM. Moshe Arens et David Levy, devraient ainsi y rencontrer leurs homologues américains. M. Dick Cheney y recevra mardi le ministre français de la défense M. Pierre Joxe et son homologue britannique, M. Tom King.

« Le colosse irakien va libérer tous les lieux saints »

La rhétorique belliqueuse de Saddam Hussein prend des accents de plus en plus religieux. Dans le message de guerre de vingt minutes qu'il a délivré dimanche soir sur les ondes de Radio-Bagdad, il a notamment déclaré que « chaque heure, chaque jour qui passe est une nouvelle défaite pour les impies et une victoire pour les croyants » et que « le colosse irakien va libérer tous les lieux saints des musulmans et des Arabes ».

Qualifiant de « miracle » la capacité de résistance de l'armée et du peuple irakiens, il a affirmé que « le pouvoir financier, économique et militaire de l'Amérique n'est pas suffisant pour combattre la force de la foi en Irak » et lancé : « la route de la gloire est le jihad » (la guerre sainte). George Bush « a perdu sa crédibilité le jour où il a utilisé l'arme de l'affrontement arabe à l'égard de la République de Pologne pour s'en prendre à un pays du tiers-monde, un pays arabe ».

porteur d'un message divin. (...) Bush et ses acolytes, ainsi que les Arabes encore plus avides et hypocrites que lui ont été vaincus dès le début », a-t-il dit.

Il n'a donné aucun élément précis sur le déroulement des combats et n'a fait aucune référence aux initiatives diplomatiques qui se sont multipliées ces derniers jours pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu.

Quelques heures plus tôt, à Amman, le vice-premier ministre irakien Saadoun Hammadi, avait appelé les Etats arabes à boycotter diplomatiquement et économiquement les pays de la coalition anti-irakienne et à « refuser de recevoir leurs délégations pour protester symboliquement contre l'agression ». « Nous devons unir le front des musulmans contre le front des incroyants et des athées », a-t-il déclaré. Il a aussi appelé ce « front » à « rejeter catégoriquement les résolutions de l'ONU » (sur l'évacuation du Koweït), affirmant qu'« une fois l'agression repoussée, il ne sera ni difficile ni impossible au front des musulmans de résoudre ses problèmes ».

M. Hammadi s'était rendu à Téhéran avant d'aller à Amman et devait poursuivre sa tournée dans les pays du Maghreb, au Soudan et en Libye. Son appel aux musulmans ne semble cependant avoir aucune chance d'être entendu, pas même en Jordanie.

Le royaume hachémite « ne peut s'enfermer sur lui-même » et « est attaché au dialogue dans toutes les circonstances », ajoutait la même source. Ni Alger ni Rabat n'ont répondu officiellement à l'appel au boycottage mais les observateurs jugent tout à fait improbable qu'il soit entendu étant donné l'importance des relations économiques du Maghreb avec les pays occidentaux. Plusieurs responsables algériens se sont prononcés ces dernières semaines dans la presse contre des représailles de ce type contre les pays de la coalition.

L'Iran déçu

Parallèlement à ses appels à la solidarité islamique, l'Irak a récusé toutes les tentatives visant à instaurer un cessez-le-feu. Le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a ainsi violemment condamné la politique du gouvernement pakistanais et rejeté les démarches du premier ministre M. Nawaz Sharif, qui soumet actuellement aux pays du Maghreb un « plan de paix » en six points.

Le président iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, qui venait de recevoir du vice-premier ministre irakien la réponse de Saddam Hussein au message qu'il lui avait adressé quelques jours plus tôt, a pour sa part déclaré dimanche que cette réponse n'était pas « au niveau de ce qu'on attendait ». « Nous tenons les Irakiens pour responsables, car ils ont opéré sans raison particulière une attaque inacceptable contre un pays indépendant et provoqué ainsi tous les problèmes que connaît actuellement la région », a dit le président iranien. Il a toutefois reproché aux Américains d'avoir « précipité le déclenchement des opérations militaires », estimant que s'ils avaient attendu « on aurait peut-être été en mesure de persuader les Irakiens d'éviter ces destructions et ces catastrophes ».

Le président algérien M. Chadli Bendjedid a fait parvenir samedi un message à M. Saddam Hussein. Une réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés doit d'ailleurs partir mardi 12 février à Belgrade pour tenter de trouver un règlement politique à la crise du Golfe. Ni M. Alexandre Bessmertnykh ni M. James Baker n'ont manqué de prodiguer leur encouragement aux autorités yougoslaves à la veille de cette réunion. (AFP, AP, Reuters.)

Emissaire personnel de M. Gorbatchev

M. Primakov effectue une nouvelle mission à Bagdad

M. Primakov, qui s'était rendu à deux reprises en Irak à l'automne dernier, était attendu à Bagdad lundi 11 février, via Téhéran, en tant qu'émissaire personnel de M. Gorbatchev. Cette mission, qui avait été annoncée samedi dans un appel du président soviétique, ne soulève « pas d'objection » à Washington, avait dit le même jour le président Bush.

Dans sa déclaration, rendue publique par l'agence Tass, M. Gorbatchev disait notamment : « L'évolution des événements dans le Golfe revêt un caractère de plus en plus dramatique et alarmant. (...) Des pays entiers, d'abord le Koweït, maintenant l'Irak, d'autres éventuellement plus tard, encourrent le danger de destructions catastrophiques. Les victimes se multiplient et parmi elles figurent des civils. Le rejet dans le Golfe d'une quantité énorme de pétrole risque de tourner à un désastre écologique catastrophique ».

« La logique des opérations militaires... »

Après avoir réaffirmé l'attachement de la direction soviétique aux résolutions de l'ONU, le président soviétique poursuivait : « Cependant, la logique des opérations militaires, le caractère des combats risquent de dépasser le mandat fixé par ces résolutions. Des tentatives provocatrices en vue d'étendre le cadre de la guerre, d'y engager Israël et d'autres Etats, et par là-même d'imprimer une nouvelle dimension destructrice, arabo-israélienne celle-là, à ce conflit armé, sont extrêmement dangereuses. (...) On voudrait habituer les gens des deux côtés du conflit à l'idée que l'utilisation de l'arme ABC (atomique, bactériologique et chimique) est admissible. Si cela arrivait, la politique mondiale et toute la communauté mondiale seraient ébranlées de fond en comble ».

« En ce moment critique », concluait M. Gorbatchev, j'adresse publiquement au président irakien un appel insistant pour qu'il pèse encore une fois tout ce qui est en jeu pour son pays et fasse preuve d'un réalisme qui permettrait de s'engager dans la voie conduisant à un règlement sûr et juste. L'envoi immédiat à Bagdad mon représentant personnel pour une rencontre avec le président Hussein. Après avoir souhaité la création dans la région d'un système de sécurité solide et juste (...) incluant évidemment le règlement du conflit arabo-israélien et du problème palestinien », M. Gorbatchev

ajoutait que cela doit se faire avec la participation de tous les Etats, y compris avec l'Irak, « dont le peuple ne peut pas endosser les responsabilités de ce qui est arrivé, mais mérite les sympathies, la compassion et le soutien ».

A Washington, le président Bush a fait savoir samedi par son porte-parole qu'il n'avait « pas d'objection » à l'envoi à Bagdad d'un émissaire soviétique et s'est dit « ravi du soutien réitéré par le président Gorbatchev aux douze résolutions du Conseil de sécurité » sur la crise. Selon M. Baker, qui s'exprimait dimanche sur la chaîne de télévision CBS, les Etats-Unis avaient été avertis à l'avance de cette mission. Notant que M. Gorbatchev avait parlé d'un « risque » que les opérations militaires outrepassent les résolutions du Conseil de sécurité, sans aller jusqu'à dire qu'elles l'avaient déjà fait, le secrétaire d'Etat a ajouté : « Il y a une partie importante de l'opinion soviétique, particulièrement dans les Républiques musulmanes et dans l'armée, qui est tout à fait opposée à la position qu'ils [les dirigeants soviétiques] prennent, mais ils se tiennent à cette position ».

C'est en effet la position qu'a défendue également dimanche sur la chaîne ABC le conseiller militaire du président soviétique, le général Akhromeev. Démentant la présence de conseillers militaires soviétiques en Irak, celui-ci a déclaré que l'URSS « appliquera sincèrement la tâche que lui assigne l'ONU » et que « le dernier mot est entre les mains des puissances en guerre, l'Irak d'un côté et les forces alliées dirigées par les Etats-Unis de l'autre ». Tout en affirmant « qu'à long terme, le président d'Irak Saddam Hussein ne peut avoir aucun espoir de victoire », le général Akhromeev a estimé que « la bataille terrestre, quelle qu'en soit l'issue, sera acharnée et prendra un temps considérable ».

Par ailleurs, l'URSS a refusé que l'Allemagne utilise un avion soviétique Antonov-124 pour transporter du matériel militaire en Turquie, car le contrat de location de l'appareil limitait son utilisation à des fins civiles, a rapporté dimanche l'agence Tass. Le ministre allemand de la défense avait annoncé quelques heures plus tôt qu'il avait dû renoncer à faire transporter huit systèmes de missiles sol-air Roland destinés à la frontière turco-irakienne par l'Antonov-124 que lui proposait la compagnie charter néerlandaise Road Air. « Les représentants de la société mixte ont admis qu'ils n'avaient pas prévu les représentants soviétiques », ajoute l'agence soviétique. (AFP, Tass.)

Pour la première fois depuis le début de la guerre

Consultations israélo-américaines cette semaine à Washington

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour la première fois depuis le début de la guerre, des consultations israélo-américaines doivent avoir lieu cette semaine à Washington et souligner un des paradoxes de la situation actuelle : Israël n'est pas formellement membre de la coalition anti-irakienne mais n'en est pas moins, très concrètement, une des victimes du conflit.

La guerre aurait déjà coûté quelque 3 milliards de dollars à l'Etat hébreu, qui ne bénéficie pas du système de compensations mis en place lors de l'imposition de l'embargo économique et commercial à l'encontre de l'Irak.

Anticiper les pressions

Au lendemain d'une nouvelle attaque d'un missile irakien qui a ravagé une banlieue de Tel-Aviv (le Monde, daté 10-11 février) endommageant plusieurs dizaines d'appartements, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, devait précisément s'entretenir, lundi 11 février à Washington, du coût de la guerre pour Israël. A l'occasion d'une visite éclair de vingt-quatre heures dans la capitale fédérale, M. Arens devait discuter avec le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, d'une aide militaire supplémentaire.

Ce n'est sans doute pas une coïncidence si ce voyage a lieu au

moment où M. Cheney, de retour du front, doit examiner avec le président Bush la possibilité de passer à une offensive terrestre. Les dirigeants israéliens estiment que cette perspective risque de redoubler les attaques de missiles contre leur pays. Il y a donc fort à parier que MM. Arens et Cheney évoqueront la possibilité d'une opération israélienne contre les sites de lancement de missiles irakiens. A grand renfort de titres à la « une », la question fait l'objet depuis quarante-huit heures des spéculations de toute la presse locale.

M. Arens sera suivi à Washington par son collègue des affaires étrangères, M. David Levy, qui doit s'entretenir jeudi avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker. Ces conversations-là devraient être plus prospectives et porter sur l'après-crise. M. Levy dit qu'Israël doit devancer d'éventuelles pressions et être prêt à débattre des perspectives diplomatiques au Proche-Orient. Il entend promouvoir une version actualisée de « l'initiative de paix » israélienne du printemps 1989, mettant en avant la nécessité, pour l'Etat hébreu, de discuter « simultanément » avec les Palestiniens et avec ses voisins arabes.

Cela lui a valu une attaque en règle de la part de l'extrême droite au sein de la majorité, qui estime que le gouvernement doit abandonner son « initiative de paix ». Cette extrême droite est d'autant plus encline à faire entendre sa

voix qu'elle vient d'être renforcée par l'entrée au gouvernement de M. Rehavam Zeevi, lui aussi opposant farouche à « l'initiative » du printemps 1989.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, quelques centaines de Palestiniens des territoires occupés ont été autorisés, dimanche, à venir travailler en Israël. Cependant, le couvre-feu sur la Cisjordanie et la bande de Gaza restait très durement appliqué. Citant des sources palestiniennes, le *Jerusalem Post* rapportait lundi que les Palestiniens de douze ans et plus par l'armée ce week-end parce qu'il était sorti de chez lui, dans le camp de réfugiés de Dehaishe, près de Bethléem.

ALAIN FRACHON

Une ambassade étrangère attelée par un Scud à Tel-Aviv. Un bâtiment abritant une ambassade étrangère a été détruit par le 31^e missile Scud irakien tiré contre Israël dans la nuit de vendredi 8 à samedi 9 février, écrit dimanche le quotidien *Haaretz* (indépendant). Le journal, qui ne précise pas la nationalité de l'ambassade en raison des règles de la censure militaire israélienne, indique que l'ambassadeur, dont la résidence privée se trouve à Herzliya (nord de Tel-Aviv), s'est rendu sur les lieux du sinistre immédiatement après la chute du missile irakien. (AFP.)

Saddam Hussein au carnaval de Rio

La guerre du Golfe sert en partie de thème au carnaval de Rio où le masque de Saddam Hussein fait fureur. Les faux masques à gaz et les combinaisons de camouflage obtiennent aussi un grand succès auprès des fêtards.

« Le masque de Saddam s'est vendu dès sa sortie d'usine. Nous ne pouvons faire face à la demande », dit Amendo Velles, propriétaire d'une petite industrie de farces et attraits au nord de Rio. Sept mille de ses masques ont été achetés dans les deux dernières semaines.

« Le carnaval nous offre l'occasion de rire de ce qui est absurde et il n'y a rien de plus absurde que la guerre », explique un étudiant de l'université fédérale de Rio. Les propriétaires arabes du Monte Libano Club de Rio ont toutefois rebaptisé le traditionnel bal « Nuit à Bagdad ». « Une nuit avec les Panthères », euphémisme pour qualifier les belles femmes. Pendant quatre jours, du samedi 9 février au mercredi des Cendres, près de dix mille personnes affluent chaque nuit à Rio, vêtues de costumes de bal ou de bikinis. Mais en raison d'une grave crise financière, les mécènes sont devenus plus réticents à financer des productions et des défilés de samba, et les organisateurs éprouvent des difficultés à trouver des danseurs. (A.P.)

Lors de son entretien du 13 janvier avec M. Saddam Hussein

M. Perez de Cuellar n'avait pas fait état d'une influence de Washington sur l'ONU

Le quotidien jordanien *ad-Dustour* a publié, samedi 9 février, un texte présenté comme étant le procès-verbal intégral de l'entretien du 13 janvier, à Bagdad, entre le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et le président irakien, Saddam Hussein.

A aucun moment, M. Perez de Cuellar ne fait état explicitement de l'influence des Etats-Unis sur les Nations unies. Mais des diplomates à l'ONU avaient laissé entendre, vendredi, que l'Irak souhaitait la publication de cet entretien comme document officiel en raison des propos qu'il aurait tenus M. Perez de Cuellar selon lesquels l'ONU serait placée sous l'influence de Washington.

Voici quelques extraits de cet entretien :

Saddam Hussein : « (...) Ce sont des décisions américaines. C'est une ère américaine. Ce que veut l'Amérique aujourd'hui est ce qui se

réalise et non ce que veut le Conseil de sécurité. »

Javier Perez de Cuellar : « Je suis à vos côtés pour les questions qui dépendent de moi. »

S. H. : « (...) Nous voulons des Nations unies véritables. (...) Nous voulons une application véritable du droit et de la légalité internationale. (...) Vous êtes le secrétaire général de l'ONU, et pourtant vous n'avez pas été en mesure de permettre l'arrivée aux Etats-Unis de l'avion du ministre des affaires étrangères [Tarek Aziz] pour qu'il puisse défendre le point de vue de l'Irak [aux Nations unies]. »

J. P. d. C. : « J'ai essayé, et j'ai dit que cela contredisait l'accord de siège conclu avec les Etats-Unis. »

S. H. : « Oui, je sais. Mais les Américains n'ont pas voulu entendre la voix de celui qui rappelle les principes élémentaires du droit (...) ». (AFP.)

La Jordanie

Les dossiers de la paix

LA GUERRE DU GOLFE

La controverse sur le recours éventuel aux armes « non conventionnelles »

L'opposition continue de critiquer M. Mitterrand

Le refus de M. François Mitterrand, en toute hypothèse, d'autoriser l'armée française à recourir aux armes chimiques, bactériologiques ou nucléaires contre les troupes irakiennes (le Monde du 9 et des 10-11 février) continue de valoir au président de la République les critiques de l'opposition.

M. Jacques Chirac, qui était l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 10 février, a notamment déclaré : « Tout doit être fait pour dissuader le président irakien d'utiliser ces armes dites « non conventionnelles ». Je dirai bien : tout ! Il y va de la vie de nos soldats. Le ministre des affaires étrangères dit que notre patrimoine national n'est pas en jeu. Mais les douze mille soldats qui sont là-bas, ce n'est pas notre patrimoine national ? C'est même ce qu'on fait de mieux à cet égard ! Je considère que nous devons, quelle que soit l'idée que nous faisons de la décision qui sera prise, tout faire pour que le président irakien se dise que, s'il utilise les gaz ou

les microbes, il risque d'y avoir une réaction terrible. La dissuasion, c'est le gendarme. Le gendarme, c'est le début de la sagesse. Si l'on commence par déshabiller le gendarme, on encourage forcément celui qui est en face. Moi, ce à quoi je pense, c'est à la vie de nos soldats, ce n'est pas aux principes ou aux traités ! »

M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, député RPR de Paris, a indiqué, sur Radio-Monte-Carlo, qu'il n'avait « pas très bien compris que l'on déclare que la France n'utiliserait pas de gaz, de microbes, de bactériologiques et nucléaires ». Pour deux raisons : « La première, a-t-il dit, c'est que dès le lendemain [de l'allocution de M. Mitterrand], M. Joxe, le nouveau ministre de la défense, a expliqué que le problème ne se posait, en tout cas, pas pour les armes chimiques et bactériologiques, puisque la France n'en a pas. A partir de là, il n'était pas utile de déclarer qu'on ne s'en servirait pas, sauf à demander aux Américains d'en mettre à notre disposition, ce qui, je crois, n'est pas le cas. » Quant au nucléaire, selon M. Balladur, « ce qui

fait sa valeur, c'est l'imprévisibilité de son usage, donc il aurait mieux valu ne pas en parler ».

« Nous ne sommes plus à Fontenoy »

M. Bernard Bosson (CDS), député (UDC) de la Haute-Savoie, ancien ministre des affaires européennes, s'est déclaré, dimanche, sur Radio J, « extrêmement choqué par les propos du président de la République ». « Je ne comprends pas cette espèce de nuage du dernier instant, a-t-il dit. Qu'on annonce à l'avance : « Vous pouvez tranquillement détruire nos troupes avec des armes chimiques, on n'utilisera pas les mêmes moyens contre vous », si j'étais au front, je ne l'admettrais pas de celui qui m'y aurait envoyé... » M. Philippe Vasseur, député (UDF-FR) du Pas-de-Calais, a déclaré, samedi, à Lille : « Que le président de la République n'ait pas l'intention d'utiliser la force nucléaire, on peut le comprendre, mais il ne fallait pas le dire. C'est la négation même du concept de dissuasion. C'est une erreur. »

Tel est aussi le point de vue de

M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée, qui affirme, lundi 11 février, dans le *Quotidien de Paris* : « Ne nous trompons pas d'époque : cette guerre ne se fait pas en dentelles. Nous ne sommes plus à Fontenoy, et je souhaite que Saddam Hussein interprète pas les propos de M. François Mitterrand comme s'il avait dit en substance : « Mesieurs les Irakiens, gazez les premiers... et soyez bien assurés que nous ne riposterons pas ! »

Interrogé au « Club de la presse Europe 1-Libération », dimanche, sur un éventuel recours aux armes chimiques par les forces irakiennes, M. Jean-Marie Le Pen a déclaré qu'il y a « une certaine hypocrisie à établir une hiérarchie de nuisance des différentes armes », procédant « un peu des phantasmes esthétiques ». « Il n'y a pas cent mille manières de tuer », a souligné le président du Front national. « Être tué par un obus à gaz, par une bombe therm nucléaire ou par un obus traditionnel, pour celui qui meurt, l'effet est le même. »

M. Dumas réplique à M. Chirac

Dans un entretien publié le 10 février par le *Journal du dimanche*, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, réplique aux censeurs de M. Mitterrand en disant notamment : « L'arme chimique n'est pas une arme de dissuasion, c'est une arme de combat. Et si M. Saddam Hussein prend la responsabilité d'utiliser, c'est bien comme cela qu'il en usera. Se retenir de se prononcer sur le fond des choses, sous prétexte d'être dissuasif, serait une erreur qui compromettrait les principes au nom desquels nous nous battons et les engagements que nous avons pris. Le président a le devoir de clarifier ce point. (...) Contrairement à l'arme chimique, l'arme nucléaire ne peut pas être une arme du champ de bataille, elle ne peut intervenir que comme ultime recours lorsque le territoire national est menacé. Nous ne sommes pas dans cette hypothèse. La guerre du Golfe se situe sur un théâtre éloigné de l'Irak. Le patrimoine national n'est pas directement menacé. Le risque de guerre mondiale n'existe pas. Donc utiliser l'arme nucléaire maintenant, et dans ce contexte, constituerait une

sorte de reniement par rapport à nous-mêmes, à notre doctrine, donc une erreur politique et stratégique. » Selon M. Dumas, M. Chirac « gagnerait à rester silencieux » : « Quelqu'un qui a commis des erreurs aussi tragiques sur Saddam Hussein, au point de forcer le compliment jusqu'au délirant, à son sujet, devrait s'abstenir de donner des conseils à ceux qui, aujourd'hui, repèrent ses bévues d'hier. »

« Une vision à long terme »

Le ministre des affaires étrangères se montre, en conclusion, optimiste pour l'après-guerre : « En réalité, la France a aujourd'hui amassé un capital politique et diplomatique qui servira quand viendra le moment de faire la paix. Elle sera assise à la table du règlement. Elle y fera entendre sa voix et d'autant reconstruira à ce moment-là que les idées exprimées dès le mois de septembre n'auront rien perdu de leur force. A cette approche de myope, j'oppose une vision à long terme. »

Précipitation et mauvaise foi

par Jean-Yves Lhœmeu

ES dirigeants politiques français, qui se sont imposés une sorte de « devoir de réserve » depuis le 2 août dernier, ont de plus en plus de mal à s'y tenir. Impatient, M. Giscard d'Estaing s'était déjà engouffré dans la première brèche venue lorsqu'il avait hâtivement soupçonné M. Mitterrand — sur la foi d'un propos de M. Chevènement — de mépriser la solidarité de la France envers ses alliés parce qu'elle paraissait se refuser à intervenir sur le territoire irakien.

L'analyse avait été immédiatement démentie par les faits. L'affaire du survol du territoire français par les B-52 américaines avait aussi conduit à la faute quelques responsables de moindre importance, pressés d'en découdre avec M. Mitterrand auxquels les Français, selon les sondages, continuent d'accorder une confiance massive.

Jusqu'ici, les dérapages du débat pouvaient être attribués à un excès de précipitation. Il en va tout autrement depuis la dernière intervention télévisée du président de la République, le 7 février. Précipitation encore, mais aussi mauvaise foi ont alimenté une étonnante polémique sur l'annonce, par le chef de l'Etat, que la France s'interdit d'utiliser les armements chimiques, bactériologiques et nucléaires dans le conflit du Golfe.

Une telle annonce serait, selon les

censeurs du président de la République, contraire à tous les principes d'une bonne dissuasion. Il est vrai que M. Mitterrand se serait écarté de quelques désagréments s'il avait dit, le 7 février, que le problème de l'utilisation de l'arme chimique ne se pose même pas puisque, officiellement, la France, qui a milité pour son interdiction, n'en dispose pas. M. Chirac est bien placé pour le savoir puisque, premier ministre de cohabitation, il avait proposé que la France se dotât d'un « stock minimum ».

Un seul impératif

Le débat sur l'utilisation de l'arme chimique est presque aussi surréaliste, M. Chirac comme M. Giscard d'Estaing connaissant au moins aussi bien que M. Mitterrand la théorie de la dissuasion appliquée au « sanctuaire » français. Même si l'on a pu débattre sur le point de savoir si ce « sanctuaire » pouvait être élargi au voisinage, notamment à l'Allemagne, il n'a jamais été question qu'il s'étende jusqu'au Proche-Orient. Ou alors, il faut, à l'exemple de M. Chirac, considérer les soldats français présents dans le Golfe comme parties des « intérêts vitaux » de la France, ce qui reviendrait à admettre que la France aurait pu employer l'arme

nucléaire au Tchad, contre l'armée libyenne.

A moins d'une révision complète de ce qu'est le « sanctuaire » de la France, l'Irak et le Koweït sont à l'abri, et c'est prendre M. Saddam Hussein pour un imbécile que de penser qu'il ne connaissant pas d'avance les réponses aux questions posées, sur ces sujets, à M. Mitterrand. D'un point de vue strictement moral, seul M. Jean-Marie Le Pen ose, d'autre part, prétendre qu'utiliser la chimie, le nucléaire et les armements conventionnels revient au même puisque les victimes ne font pas la différence. Seul il affirme aussi que M. Mitterrand fait aujourd'hui la guerre par plaisir, puisque cela manquait à sa « carrière » de président et de concurrent, au regard de l'histoire, du général de Gaulle.

Le débat politique français, tel qu'il commence à mal tourner, paraît bête, chez certains représentants de l'opposition, par un seul impératif : limiter autant que possible la confiance dont bénéficie le président de la République, afin qu'il ne tire pas tous les profits au moment de la sortie de crise. Que M. Chirac imagine un mode de réélection — une conférence régionale qui éviterait de s'en remettre au Conseil de sécurité de l'ONU — pour les tendons du conflit semble, à première vue, positif. Mais que sur cette base, des

émissaires du RPR parcourant le Maghreb en expliquant qu'ils ont des doutes sur l'efficacité de l'ONU alors que le chef de l'Etat continue de lui faire confiance, le serait moins.

De la même façon, le développement de la « diplomatie parallèle », selon les termes utilisés par M. Philippe Séguin qui se rend lui-même en Tunisie, peut être interprété comme la manifestation d'un soulci de ne négliger aucune bonne volonté. Mais que des députés centristes, chiraquistes, giscardiens et des émissaires socialistes (dément chapitrés par l'Elysée, ceux-là), se promènent en tous sens dans les pays arabes et en Israël, sans coordination apparente, fait un peu désordre. On peut certes contester ce qu'un proche de M. Chevènement appelle « le dogme de l'infailibilité » du président de la République — auquel il revient, en dernier ressort, de décider de tout, y compris de ce que M. Bush ne peut pas décider pour lui — mais admettre qu'un minimum de cohérence diplomatique est nécessaire.

M. Le Pen soupçonne le chef de l'Etat d'agir selon son intérêt personnel

Invité du « Club de la presse Europe 1-Libération », dimanche 10 février, M. Jean-Marie Le Pen, a réaffirmé sa position dans la guerre du Golfe : soutien à l'armée, opposition à la participation de la France. « Je suis solidaire de nos soldats, mais je suis en désaccord total avec les buts de guerre, décidés à l'initiative des Américains et sous le couvert des Nations unies, que l'on a invoqués pour impliquer la France », a déclaré le président du Front national. Selon lui, la France « a perdu beaucoup dans cette affaire... » notamment sur le plan financier, mais encore avec le sang de ses soldats.

M. Le Pen soupçonne le président de la République « d'avoir trouvé la guerre qui lui permettrait d'atteindre une dimension historique semblable à celle du général de

Gaulle ». « Je crois que l'intérêt de la France n'est pas du tout celui de M. Mitterrand et je crois même que ce sont des intérêts radicalement contradictoires », a-t-il dit. Le dirigeant d'extrême droite estime que les alliés font actuellement « une guerre préventive », sous prétexte que l'Irak aurait eu, dans quelques années, l'arme nucléaire. « On ne peut pas, a-t-il souligné, faire la guerre à tous les pays qui ont l'arme nucléaire, sinon, on aurait dû la faire depuis longtemps à l'Union soviétique. »

Refusant de condamner l'éventuel usage d'armes non conventionnelles par l'Irak (lire d'autre part) et se déclarant « navré » si cela était le cas, il a indiqué que Saddam Hussein fait la « guerre de l'avenir », alors que M. George Bush fait la « guerre du passé ».

Un tract d'extrême droite appelle les musulmans français à combattre le « sionisme mondial »

Dans la propagande hostile à la guerre du Golfe distribuée par des membres du Front national, réunis dans le groupe Nationalisme et République de M. Michel Schneider, ancien conseiller de Jean-Pierre Stébois, figure un tract rédigé en arabe. « Mes frères, déclare ce texte, comment peut-on laisser le peuple irakien seul face à la grande destruction de son pays, sans qu'on s'y oppose ? Comment pouvons-nous laisser le sionisme mondial s'implanter avec force en France, tout en sachant que celui-ci gère et domine d'une façon directe ou indirecte tous les domaines stratégiques et vitaux, tels que l'information, les institutions financières

bancaires, en plus de la sécurité, la justice, l'armée et, enfin, le pouvoir ? Il utilise tous les moyens contre les Arabes, les musulmans et contre le peuple français d'une manière générale et aide les Américains à perpétrer des crimes odieux contre le peuple irakien. »

Ce tract ajoute : « Que la malédiction de Dieu s'abatte sur Hafez el-Assad et Hossni Moubarak, serviteurs des juifs ! Au nom de Dieu le miséricordieux, l'appelle tous les musulmans et les Arabes à soutenir les Français et à combattre le sionisme mondial. »

Démission de M. Alain Faure, président d'Amnesty France

M. Alain Faure, président de la section française d'Amnesty international, vient de démissionner, à la suite d'une intervention de son bureau exécutif contestant ses prises de position publiques contre la guerre du Golfe. « Notre association a un but humanitaire et doit rester impartiale sur le plan politique, sous peine de ne plus pouvoir travailler dans certains pays », explique M. Catherine Murcier, présidente par intérim jusqu'au prochain congrès national, prévu en mai à Avignon. M. Faure avait signé le 11 janvier, avec les présidents de SOS-Racisme et de la Ligue des droits de l'homme, un communiqué estimant que l'échéance du 15 janvier ne justifiait pas le déclenchement des hostilités, point de vue que le responsable d'Amnesty France avait également soutenu dans une émission télévisée.

70 % des Français approuvent les décisions du chef de l'Etat. — Selon un sondage de l'institut BVA pour TF 1 et Libération, réalisé par téléphone les 8 et 9 février auprès de neuf cent quarante personnes, 70 % des Français approuvent les décisions du chef de l'Etat dans la crise du Golfe (23 % d'opinions contraires) et 75 % (contre 20 %) estiment que les Etats-Unis et leurs alliés ont raison de faire la guerre à l'Irak. De plus, 90 % des personnes interrogées considèrent que l'offensive terrestre est inévitable et sera dure ; 58 % estiment que la guerre durera encore plusieurs mois, 27 %, quelques semaines, et 4 %, plusieurs années ; 2 % pensent que la guerre ne durera que quelques jours encore. Une fois le Koweït libéré, l'essentiel des objectifs aura été obtenu, selon 69 % des personnes interrogées, tandis que 28 % d'autres clés ne le pensent pas. Enfin, 50 % des Français (au lieu de 53 % il y a quinze jours) font « tout à fait » ou « plutôt confiance » aux médias pour la couverture de la guerre.

Affirmant « le droit à la différence » de la France

M. Pierre Joxe se défend de « tout anti-américanisme primaire »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, invité, dimanche 10 février, de l'émission télévisée « 7 sur 7 », sur TF 1, a affirmé que les présidents George Bush et François Mitterrand, ainsi que d'autres chefs d'Etat ou de gouvernement de pays membres de la coalition anti-irakienne, se concentraient avant toute décision de déclencher une attaque terrestre pour libérer le Koweït. « Il y a un dispositif des troupes alliées dans lequel on s'informe les uns les autres », a expliqué M. Joxe, et jusqu'à présent la France et ses principaux partenaires ont toujours été associés aux décisions majeures concernant la guerre.

A cette occasion, le ministre de la défense a confirmé qu'il se rendrait, mardi 12 février, à Washington pour y rencontrer son homologue américain, M. Dick Cheney. Affirmant « le droit à la différence » de la France, il s'est défendu de « tout anti-américanisme primaire ». « La France a toujours su avec ses alliés, que ce soit avec les Américains, Israël ou d'autres pays, dire haut et clair ce qu'elle pensait, ce qu'elle voulait. Elle est comprise dans les pays arabes comme un pays qui ne s'aligne pas sur les autres. Ne pas s'aligner sur tel ou tel pays, ce n'est pas non plus systématiquement se méfier toujours des Américains. Nous ne pouvons pas avoir que des relations de méfiance, de défiance à l'égard des Etats-Unis et nous pouvons d'autant plus leur parler haut et clair et soutenir notre point de vue que nous cultivons des rela-

tions d'amitié et de solidarité avec les Etats-Unis. »

Quelle que soit l'issue du conflit, a encore affirmé M. Joxe, « il faudra se poser la question de savoir comment régler la sécurité dans cette région. Il faudra une conférence internationale, éventuellement plusieurs, pour régler à la fois les problèmes de sécurité, de désarmement, de garantie pour tous les pays de la zone ». Le ministre de la défense s'est déclaré « surpris » du soutien apporté par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à M. Saddam Hussein. « L'OLP, naturellement, demeure représentative d'une partie de l'opinion des Palestiniens. Ce qu'il faut avant tout, a ajouté M. Joxe, c'est que les Palestiniens puissent s'exprimer eux-mêmes et être consultés dans un contexte pacifique. »

A propos du potentiel militaire irakien, le ministre de la défense a admis que « c'est un système impressionnant et encore supérieur à ce qu'on pensait ». S'agissant de l'arme chimique, il a déclaré : « Si l'Irak s'imaginait qu'il va pouvoir traiter les soldats alliés comme des paysans kurdes ou des soldats iraniens, il commettrait une lourde erreur. L'emploi du chimique par l'armée irakienne serait un phénomène d'une extrême gravité sur le plan politique et philosophique. Ce n'est pas en utilisant l'arme chimique que Bagdad peut espérer résister durablement aux forces coalisées. »

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions d'été jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

Poste 4138

هكذا من الأصل

... Le Monde • Mardi 12 février 1991 11



On se voit déjà dans le littoral Japonais.

*En attendant, nous avons déjà tracé 55 lignes régulières en Europe.
En 1990, grâce à nos 200 vols quotidiens, 700 000 personnes ont pu rejoindre des villes aussi
capitales que Paris, Genève, Rome ou Marseille... En 3 ans, notre chiffre d'affaires a doublé
et le nombre de nos avions triplé, ainsi, en prenant plus de poids, nous prenons l'air plus
souvent.*

*Il y aura toujours un littoral à atteindre, et avec une telle compagnie
aérienne, tout peut aller très vite...*



AIR LITTORAL
COMPAGNIE AÉRIENNE RÉGULIÈRE



Mais jusqu'où vont-ils aller?

LA GUERRE DU GOLFE

Arrêtée par les marines, une équipe de FR 3 victime... de ses confrères américains

La menace d'expulsion pesant sur quatre envoyés spéciaux de FR 3 en Arabie saoudite semblait écartée lundi 11 février. L'équipe avait été interpellée le vendredi précédent par la première division américaine de marines, alors qu'elle circulait sans escorte près du front. Selon des militaires américains, les quatre journalistes voyageaient à bord d'une voiture et semblaient égarés dans un secteur où forces alliées et irakiennes s'étaient récemment affrontées. « En attirant l'attention de l'adversaire, leur présence constituait un danger pour leurs propres vies ainsi que celles des soldats américains », avait déclaré un porte-parole des marines. L'équipe, composée de deux journalistes américains et de deux journalistes de FR 3, a été arrêtée et conduite à bord d'un navire de guerre.

L'équipe, Albert Ripamonti, qui expliquait depuis Riyad samedi dans le journal de la chaîne que l'équipe avait « passé plusieurs postes de contrôle égyptien, saoudien, syrien et même américain. Ils nous ont laissés à chaque fois passer librement sans problèmes. Après cent kilomètres de route, nous avons rencontré des blindés qui nous ont demandé de faire demi-tour, ce que nous avons fait immédiatement ». Niant s'être égaré, Albert Ripamonti refusait les affirmations des marines. « Nous n'étions pas à court de carburant, nous avions encore de quoi faire 150 kilomètres, plus deux réservoirs d'appui de 25 litres chacun, une boussole, des cartes, des vivres, de l'eau et nous avions même un téléphone satellite. »

La chaîne donne une autre explication à la mauvaise humeur des marines. « Notre équipe n'a pas été imprudente, elle n'a fait que son travail, remarque M. Norbert Ballit,

directeur des rédactions nationales. Toutes les autorisations nécessaires lui avaient été accordées et les consignes de sécurité respectées. Les Américains comme les Saoudiens en sont conscients qui ont laissé nos envoyés spéciaux intervenir dans nos différents journaux télévisés. Aucune mesure d'expulsion ne leur a été signifiée. Toute cette affaire semble avoir une autre cause : les réactions et les plaintes des journalistes américains accrédités auprès des forces armées américaines qui supportent mal la concurrence. » Journaliste à l'Antenne 2, Marcel Trillat avait déjà mis en cause l'attitude de certains de ses confrères américains dénonçant les envoyés spéciaux qui partent en reportage en dehors du pool.

Un temps inquiet de cette affaire, le SIRPA, service de presse des armées françaises, laisse entendre lundi que les journalistes de FR 3 ne devraient pas être expulsés. P.-A. G.

Le gouvernement koweïtien refuse une aide d'urgence à des résidents français

Le gouvernement koweïtien en exil a opposé une fin de non-recevoir à la demande d'aide financière formulée par plusieurs Français installés dans l'émirat au moment de l'invasion irakienne, demande transmise officiellement par M. Jean Bresson, le représentant français auprès des dirigeants koweïtiens réfugiés à Taïef. Selon les avocats de ces résidents français, M. Jacques Miquel et Yves-Eric Massiani, qui devaient tenir, lundi 11 février, une conférence de presse pour dénoncer l'attitude des autorités koweïtiennes, celles-ci ont renvoyé toute aide éventuelle à plus tard, « lorsque le territoire aura été libéré ».

Cette demande d'indemnisation concernait les résidents français au

Koweït - quelque soixante-dix familles, soit environ trois cents personnes - qui, étant en vacances le 2 août, n'ont pas été pris en otage et n'ont donc pas bénéficié du dispositif d'assistance mis en place par le gouvernement français (le 1^{er} décembre). Ces résidents : des chefs d'entreprise, décorateurs, médecins, coiffeurs, ont, pour certains, tout perdu et, après avoir obtenu un secours d'urgence de la Croix-Rouge, n'ont plus eu d'autres ressources que le RMI.

La France n'ayant pas mis en place de dispositif permettant d'indemniser les expatriés spoliés par des conflits à l'étranger, le comité des résidents s'est tourné vers le Koweït,

dont la puissance financière est estimée à 100 milliards de dollars. « Les Koweïtiens bénéficient de la solidarité internationale française, y compris militaire. On leur demandait qu'ils fassent au moins un geste, par solidarité avec ceux qui ont participé à la prospérité de leur pays », explique M. Miquel. Si l'ambassade du Koweït à Paris s'est montrée plutôt favorable à une aide d'urgence, les dirigeants de l'émirat, peuplé à 60 % d'étrangers au moment de l'invasion, ont craint le précédent qui aurait été créé. Une attitude que les avocats des résidents français considèrent comme « une nouvelle preuve de l'égoïsme des émirats ».

De nouveaux attentats en Turquie, au Liban et en Grèce

Les attentats contre les principaux membres de la coalition anti-irakienne se sont poursuivis samedi 9 et dimanche 10 février, notamment en Turquie, au Liban et en Grèce.

Une bombe artisanale a explosé samedi 9 février dans le jardin situé derrière le consulat de France à Istanbul, en Turquie. L'explosion, qui a déclenché un mouvement de panique chez les passants, n'a fait ni dégâts ni blessés. Un groupe inconnu jusqu'alors, l'Union des combattants communistes, a revendiqué l'attentat par téléphone auprès de plusieurs journaux, sans toutefois donner l'explication de son geste.

Dimanche, à l'aube, une bombe de faible puissance a endommagé le mur d'enceinte de l'ambassade d'Arabie saoudite à Beyrouth. Une partie du mur s'est effondré, le portail en fer forgé a été en partie détruit, et plusieurs voitures en stationnement ont été endommagées par l'explosion de la charge constituée, selon la police, de plusieurs bâtons de dynamite. L'ambassade d'Arabie saoudite est occupée depuis 1984 : à l'époque, en pleine guerre Iran-Irak, le bâtiment avait été incendié par des fondamentalistes musulmans qui protestaient alors contre le soutien de l'Arabie saoudite à l'Irak.

L'attentat, qui n'a pas fait de blessés, n'avait pas été revendiqué lundi 11 février en fin de matinée. Cette explosion porte à dix-sept le nombre d'attentats contre les intérêts des membres de la coalition anti-irakienne enregistrés au Liban depuis le début des hostilités le 17 janvier.

En Grèce, un autocar touristique vide, affrété par un voyageur français, a été détruit par une explosion, dimanche 10 février, au pied de l'Acropole, à Athènes. La bombe, placée dans un sac de plastique sous l'autocar, a explosé peu avant midi, alors que les touristes étaient partis visiter l'Acropole. L'attentat, qui n'a pas fait de blessés, n'avait pas été revendiqué lundi en fin de matinée. L'autocar était stationné en face de la résidence - gardée - d'un ancien premier ministre grec, M. Kénophon Zolotas, mais la police estime que cet

attentat est lié à la guerre du Golfe. Enfin, en Autriche, une bombe a endommagé samedi 9 février une voie ferrée située entre Kundel et Brixlegg, au Tyrol, sur la ligne internationale Vienne-Innsbruck. L'explosion, qui n'a fait aucun blessé, a creusé un cratère d'un mètre de profondeur sur l'un des tronçons de la voie. Selon la police, cet attentat serait lié à la décision autrichienne d'autoriser le transit par le Tyrol de cent trois blindés de l'armée américaine stationnés en Allemagne.

Arrestations en Égypte

Un réseau terroriste pro-irakien aurait été démantelé ces jours derniers en Égypte : le ministre égyptien de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa, cité samedi par plusieurs organes de presse catholiques, a en effet annoncé que dix-sept personnes détenant des documents annonçant l'assassinat de plusieurs dirigeants égyptiens et des attentats contre des missions diplomatiques occidentales avaient été arrêtées. Sans préciser la date de ces interpellations, le ministre a affirmé que le plan prévoyait des « opérations militaires à la frontière orientale de l'Égypte dans le but de créer une atmosphère de tension dans cette région et de donner l'impression que l'Égypte était à l'origine de ces attaques ».

Les policiers du FBI américain ont, quant à eux, annoncé samedi l'arrestation de trois suspects dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'attentat commise à Norfolk, en Virginie, le 4 février. Comme il avait été annoncé vendredi 8 février (Le Monde daté 10-11 février), l'attentat n'a rien à voir avec la guerre du Golfe : les suspects, parmi lesquels figure le propriétaire des caves de produits chimiques, subaltaient détruire les réservoirs afin de toucher les primes d'assurance.

Enfin, plusieurs milliers d'Américains ont manifesté leur soutien à la politique du président George Bush samedi dans diverses villes des États-Unis : ils étaient dix mille à Houston (Texas), neuf mille à Media (Pennsylvanie), et plusieurs milliers en Géorgie, en Oklahoma, en Alabama, en Pennsylvanie, au Colorado, au Nebraska, et au Kansas.

EUROPE

ALLEMAGNE : aggravation de la crise dans l'ex-RDA

Les nouveaux Länder doivent faire face au chômage et au délabrement de l'industrie

Les nouvelles de l'Est ne sont pas bonnes. Peu à peu, les prévisions les plus sombres des campagnes électorales de l'année dernière se confirment. Le ministre fédéral du travail à Bonn, M. Norbert Blum, qui n'est pas porté en temps normal au pessimisme, reconnaît que le marché de l'emploi dans l'ancienne RDA est au bord de l'effondrement.

BERLIN

de notre correspondant

La guerre du Golfe va servir de prétexte à une augmentation des impôts qu'on s'attendait juste de ne pas faire. Mais, selon la Fédération de l'industrie allemande, le conflit rend également plus incertaines des perspectives d'investissements déjà bien hésitantes. Les difficultés économiques en URSS et en Europe de l'Est achèvent de priver de marché d'exportation ce qu'il reste d'industrie est-allemande.

Les désordres politiques à Moscou permettent aussi aujourd'hui de justifier a posteriori la précipitation avec laquelle a été menée la réunification. Aurions-nous pris quatre semaines de retard, « peut-être n'aurions-nous pas eu d'unité allemande », avance M. Blum. Mais qui souhaiterait revenir en arrière ? La polémique ne porte pas sur le fait de savoir si l'on a eu tort ou raison de se jeter à l'eau sans regarder, mais de savoir comment répartir la charge de la réunification.

La générosité manquée singulièrement. Les syndicats tentent de profiter de la forte activité à l'ouest de l'Allemagne (qui bénéficie de l'effondrement de l'économie de l'Est) pour obtenir des hausses de salaires disproportionnées. Et les gouvernements des Länder de l'Ouest se font tirer l'oreille pour partager la misère des Länder de l'Est.

Elus en octobre dernier, une semaine après la réunification, les gouvernements des « nouveaux » Länder ont toutes les peines du monde à arrêter leurs budgets. Les municipalités sont encore plus mal loties. Des villes comme Chemnitz (ex-Karl-Marx-Stadt), Leipzig, pourtant gérées par des maires « occidentaux », sont incapables de faire face à leurs obligations. Leurs besoins de financement sur l'année sont évalués à 113 milliards de deutschmarks. Le ministre-président CDU de Saxe, M. Kurt Biedenkopf, table sur des revenus de 46 milliards seulement. Seule la Saxe-Anhalt a été en mesure de présenter un bud-

get équilibré. La principale source de revenus des Länder de l'Est, cette année, est le Fonds de l'unité allemande, créé par le traité d'État réglant la réunification et doté initialement de 115 milliards de deutschmarks, dont 75 milliards de crédits. Ce fonds est financé à la fois par le Bund (l'État fédéral) et les Länder de l'Ouest. D'après les marchandages ayant lieu ces dernières semaines pour obtenir une rallonge et un effort de solidarité supplémentaire.

Les recettes fiscales des nouveaux Länder représentant rarement plus d'un quart des rendues prévues, cela en raison du faible niveau des salaires, de la montée du chômage et de l'état catastrophique de l'industrie est-allemande. La création d'un tissu de commerçants et d'artisans, en plein essor depuis l'union monétaire, ne suffit pas à compenser l'effondrement des entreprises. La suppression, prévue par Bonn, d'une partie des impôts sur les sociétés à l'Est pour encourager l'investissement ne fait pas pour le moment l'affaire des gouvernements régionaux.

Deux cent mille travailleurs frontaliers

Les charges que doivent supporter les nouveaux Länder sont souvent très lourdes. Aux charges « ordinaires », s'ajoutent les dépenses découlant du mauvais état des infrastructures et des services publics, des mesures de restauration de l'environnement et en faveur de l'investissement. Les salaires des administrations publiques sont maintenus à un niveau très inférieur à ceux de l'Ouest - près de 65 % de moins. Le personnel manque d'expérience et l'envoi, par les Länder de l'Ouest, de fonctionnaires à l'Est ne peut pas tout résoudre. Le gouvernement fédéral a promis 15 milliards de deutschmarks pour aider à la reconstruction mais il faudra du temps pour acquiescer les nouveaux réflexes.

Gagner du temps ! Tel est le maître mot actuellement. Les projets d'investissements publics ne manquent pas pour remettre à flot l'Allemagne orientale et les infrastructures sont prioritaires. En annonçant son projet de budget pour 1991, le nouveau ministre fédéral des transports, M. Günter Krause, l'un des trois membres du gouvernement venant de l'Est, a indiqué, jeudi 7 février, que 40 % des dépenses d'investissement, soit 14 milliards de deutschmarks, seraient consacrés aux nouveaux Länder. La poste allemande prévoit des investissements de 60 milliards sur les cinq années à venir, dont 6,5 milliards de

deutschmarks cette année pour le téléphone.

Il est beaucoup plus difficile en revanche de savoir ce qui va se passer sur le plan des entreprises. En dépit des efforts de la Treuhänder - le holding d'État chargé de gérer l'héritage - est-allemand - pour tenter de privatiser et restructurer ce qui peut l'être, il devient de jour en jour plus clair que l'on ne pourra pas indéfiniment payer pour des entreprises condamnées.

Les chiffres du sous-emploi indiquent l'ampleur de la crise qui vient, avant même de pouvoir songer à remonter la pente. Aux 757 000 chômeurs officiellement recensés fin janvier (8,6 % de la main-d'œuvre) il faut ajouter 1,8 million de chômeurs partiels, dont beaucoup risquent de perdre leur emploi dans quelques mois. Chaque jour, on annonce de nouvelles fermetures définitives d'usines et d'entreprises. Sept cent mille employés, licenciés des anciennes administrations de la RDA, ont été placés pour six mois en « situation d'attente », avec 70 % de leurs salaires : 300 000 Allemands de l'Est sont passés à l'Ouest en 1990 ; 180 000 devraient les suivre cette année et l'on compte quelque 200 000 travailleurs « frontaliers ». On table déjà sur trois millions de chômeurs pour fin 1991 - soit un tiers de la population active de l'Est.

HENRI DE BRESSON

Les droits des victimes de l'ancien régime national-socialiste. L'ambassade de RFA en France communique que les citoyens et associations qui, pendant la période comprise entre le 30 janvier 1933 et le 8 mai 1945, ont subi de la part du régime national-socialiste des persécutions en raison de leur race, de leurs conceptions politiques, religieuses ou idéologiques, et qui, de ce fait, ont perdu leur patrimoine situé sur le territoire de l'ancienne RDA à la suite de ventes forcées, d'expansions ou d'une autre manière peuvent désormais récupérer ce patrimoine.

Les demandes concernant les droits patrimoniaux (conformément au traité relatif à l'établissement de l'unité allemande) doivent être présentées, avant le 31 mars 1991, au ministre fédéral de la justice à l'adresse suivante : Bundesminister der Justiz, Heinenhofstrasse 1, D - 5300 BONN 2 (RFA). Elles peuvent également être transmises par l'intermédiaire de l'ambassade de RFA en France.

ALBANIE

Émeutes à Durres

Des émeutes ont éclaté, samedi 9 février, à Durres, principal port d'Albanie, où des milliers de personnes venues de tout le pays s'étaient rassemblées à la suite de rumeurs annonçant que deux bateaux s'approprient à transporter vers l'Italie des candidats à l'émigration, même démunis de passeports.

Voyant leurs espoirs déçus, les candidats à l'émigration, venus en famille avec des enfants, ont voulu pénétrer de force sur le port. Les foules s'étaient heurtées à la police puis s'étaient rendues dans le centre où des manifestants ont brisé des vitrines avant de s'attaquer au siège du Parti communiste et à la mairie. Ils ont érigé des barricades et incendié des immeubles. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont duré près de quatre heures et une trentaine de personnes ont été arrêtées, selon le chef de la police locale, qui n'a pas précisé le nombre de blessés. En fin d'après-midi, de nombreux policiers et militaires, avec casques, boucliers, matraques et chiens, montaient la garde dans le centre ville, jonché de verre brisé et de pierres. Les autorités de Durres ont organisé des transports pour évacuer les arrivants. Des trains, bondés de ces candidats malheureux à l'émigration, certains assis sur les toits des wagons, d'autres agrippés aux portières, criaient des slogans, ont quitté Durres.

Le 6 janvier dernier, à la suite d'une rumeur semblable, des candidats avaient éclaté à Shkoder (nord-ouest), non loin de la frontière yougoslave, entre policiers et candidats à l'émigration. Des milliers d'Albanais ont fui leur pays au cours des derniers mois, notamment en Grèce, bien que les autorités communistes aient annoncé des réformes et la tenue d'élections pluralistes le mois prochain. (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Scission du Forum civique

PRAGUE

de notre correspondant

L'aile gauche du Forum civique a pris, dimanche 10 février, sa revanche sur le président ultra-libéral du mouvement au pouvoir en Tchécoslovaquie, le ministre des finances Vladav Klaus. Ce dernier était sorti grand vainqueur il y a tout juste un mois du congrès du Forum qui s'était transformé en parti de centre droit, selon la volonté d'une large majorité des délégués.

Avec la bénédiction du président Vladav Havel, qui avait réuni autour de lui les principaux leaders du mouvement fondé au lendemain du 17 novembre 1989, le Forum civique s'est scindé en deux formations indépendantes qui se sont néanmoins engagées à coexister sous le même label OF (Občanské Forum) jusqu'aux prochaines élections prévues au printemps 1992, et même après.

Bien que cette décision soit venue satisfaire une réalité vieille de plusieurs mois - l'aile gauche et le centre droit étant en continuelle opposition sur de nombreux problèmes politiques et économiques - cette scission devrait permettre de déterminer le réel rapport de forces au sein du Forum civique.

Considéré comme majoritaire, selon le résultat du vote au congrès, le parti de M. Klaus, qui pourrait prochainement se baptiser Parti démocratique civique (ODS), ne compte pourtant au gouvernement fédéral qu'un, voire deux ministres (M. Klaus lui-même et l'assistant ministre de l'économie, M. Vladimír Dlouhý). L'aile gauche (minoritaire), représentée par le Club libéral où l'on trouve presque tous les dirigeants « historiques » du Forum, c'est-à-dire des dissidents de la Charte 77 proches de M. Havel, dispose par contre de huit portefeuilles.

Selon les observateurs politiques, un remaniement ministériel et même des élections législatives anticipées paraissent inévitables si l'on ne veut pas aboutir à un blocage des institutions. La question de la restitution - en nature ou financière - à leurs anciens propriétaires ou héritiers, des biens nationalisés par les communistes après 1949 a provoqué ces derniers jours une crise entre le gouvernement et le Parlement. Celle-ci a montré que le consensus au sein du Forum civique était de plus en plus difficile à trouver.

MARTIN PUCHTA

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

EUROPE

URSS : participation massive au sondage « illégal » en Lituanie

L'indépendance plébiscitée

Après la diffusion des résultats du « sondage » lituanien, qui ont donné 90,5 % de « oui » à l'indépendance avec 84,4 % de participation, un secrétaire du comité central du PCUS, pour lequel cette consultation était « illégale », estimait, dimanche 10 février, qu'il fallait « tout faire pour éviter les hasards que pourrait provoquer l'ignorance des conséquences graves et inévitables, tant économiques et sociales que culturelles, du triomphe du séparatisme ».

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

Aujourd'hui, nous avons fait un pas de plus sur notre chemin. Égal à lui-même, dans un langage simple et direct, le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, a eu le plaisir d'annoncer à ses compatriotes, samedi 9 février au soir, sur les ondes de la télévision libre qui émet depuis le Parlement, que la consultation organisée par ses soins sur l'indépendance de la Lituanie – le « plébiscite » comme il dit – était couronnée de succès.

Premier succès, la participation massive de l'électorat : 84,4 %, selon les résultats préliminaires, soit presque autant qu'aux élections parlementaires de mai 1990 (85 %). Qui avaient porté les nationalistes lituaniens au pouvoir. Second succès : 90,5 % des votants ont répondu par « oui » à la question : « Êtes-vous pour un État lituanien, une République indépendante et démocratique ? ». Autre succès, sans doute : le pouvoir soviétique, bien qu'ayant préalablement privé cette consultation de toute valeur juridique, n'a rien fait pour en entraver le déroulement. Aucun incident n'a été relevé, les forces armées sont restées dans leurs casernes et, avec ses drapeaux flottant au vent devant chaque bureau de vote, la Lituanie avait samedi, sous la neige, presque l'air d'un pays comme les autres.

C'est une victoire sur le message et l'intimidation, a repris, dans une conférence de presse tenue à 2 heures du matin, le président Landsbergis, qui a au moins en commun avec les intellectuels russes d'aimer vivre la nuit. « Elle va donner de la force et de la patience à notre nation », a-t-il dit, et les commentateurs de M. Landsbergis n'ont fait que le confirmer – le référendum du 9 février aura essentiellement servi, d'une part, à donner un coup de pouce au moral de la population, et, de l'autre, à réaffirmer avec éclat aux yeux de l'Occident la volonté du peuple lituanien de ne restant, un an après, le verdict des élections parlementaires, les dirigeants

lituaniens peuvent désormais se prévaloir d'un vote d'autodétermination. « Nous n'avons aucun moyen pour lutter contre une dictature militaire, a poursuivi M. Landsbergis, nous n'avons pas d'armée, nous ne disposons que du soutien des autres pays. » A présent, toute discussion sur le référendum organisé par M. Gorbatchev sur le maintien de l'Union soviétique le 17 mars relève du bavardage pour ce qui est de la Lituanie : ce référendum ne constitue ni plus ni moins qu'une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, a souligné le président lituanien. D'ailleurs, « l'URSS ne peut pas continuer à exister telle qu'elle est : il est grand temps que ce pays se désintègre ».

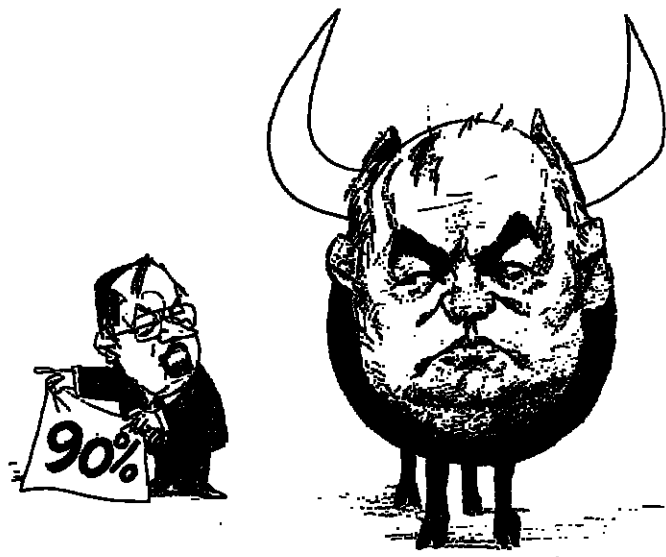
Observateurs du PC...

Les responsables du Parti communiste lituanien fidèles à Moscou paraissent ce week-end avoir disparu de la circulation, et aucun d'en-

tre eux n'avait réagi, dimanche soir, au résultat du vote. Leurs représentants se sont trouvés dans une situation bien inconfortable samedi, envoyés dans les bureaux de vote observer un scrutin dont le parti ne reconnaît pas la légalité, et contraints de cacher leur appartenance politique car le PC lituanien, considéré comme un « parti politique étranger » puisque affilié au PCUS, n'avait pas le droit de désigner des observateurs. L'un d'eux, dans un bureau de vote de la banlieue de Vilnius, faisait peine à voir, isolé dans un coin d'où il notait consciencieusement d'une barre sur un papier chaque bulletin déposé dans l'urne, tandis qu'à l'autre bout de la salle l'équipe d'observateurs de différents mouvements lituaniens, depuis le Sajudis jusqu'à l'Association de lutte contre l'alcoolisme et celle des Anciens combattants, le regardait faire, hilare. Levant à peine les yeux de son papier, il nous a affirmé avoir été envoyé par le collectif des travailleurs de son usine.

Le Parlement lituanien doit se réunir à partir de lundi soir pour examiner « les mesures ultérieures » à prendre dont on se demande bien en quoi elles peuvent consister puisqu'il est maintenant clair pour tout le monde que les relations entre Vilnius et Moscou ont atteint le point de non-retour. M. Landsbergis, lui, en est déjà à évoquer les relations économiques entre deux États indépendants, la Lituanie et ce qu'il appelle « Moscou », devant l'incertitude sur le sort de l'URSS : « Nous voulons maintenir, dit-il, ces relations très anciennes, mais sur la base de la coopération et du partenariat ».

Si le résultat du vote des Lituaniens, qui avaient presque tous déjà voté à 15 heures, n'a guère causé de surprise – « Qui peut voter pour les communistes ? », demandait samedi, d'un ton sincèrement étonné comme s'il s'agissait de la plus parfaite évidence, un électeur lituanien d'une soixantaine d'années, – la consultation du 9 février a en revanche



apporté quelques éléments sur l'évolution des minorités polonaises (7 % de la population) et russe (9 %). L'affirmation de M. Landsbergis selon

laquelle « la majorité des minorités » s'est prononcée pour l'indépendance paraît sans doute optimiste et aucun des chiffres disponibles pour l'instant ne permet de la vérifier.

Mais la visite de différents bureaux de vote, notamment dans des circonscriptions à forte population polonaise, laisse penser que cette communauté tend à se solidariser avec les indépendantistes. Cette tendance est plus difficilement discernable au sein de la communauté russe, surtout chez les ouvriers, qui en constituent la majorité.

Russes et Polonais

Par exemple, dans la circonscription d'Ignalina, où 39 % de la population est russe, la participation a été de 54 %, ce qui ne permet pas d'indiquer que les électeurs russes se soient déplacés pour aller voter. Mais si les représentants russes sont plus la plupart arrivés en Lituanie après la guerre, les Polonais, eux, sont là depuis plusieurs siècles, souvent depuis l'époque de l'Union par les couronnes entre la Pologne et le Grand Duché de Lituanie, qui prit fin avec le partage de 1795. Les Polonais de Lituanie portent d'ailleurs un nom, celui de « Litviny » (ceux d'ici) – Milosz et Mickiewicz en furent d'illustres représentants et parlent en général très bien le lituanien. Ils forment donc une communauté propre à la Lituanie, qui n'a guère de raisons de se reconnaître dans l'Union soviétique.

Les relations entre les Lituaniens et ces deux minorités s'étaient sensiblement détériorées depuis la montée en flèche des nationalistes lituaniens que les députés adoptèrent quelques lois très contraignantes sur la langue et l'éducation. Ces maladroites ont été tardivement corrigées ces dernières semaines, mais ce sont surtout les tragiques événements de janvier, ainsi que sans doute l'attitude du gouvernement et des médias de Varsovie – qui n'ont pas ménagé leur soutien aux indépendantistes de Lituanie – qui ont fini par agir sur une partie de la communauté polonaise.

Une certaine méfiance subsiste, comme en témoigne le refus de plusieurs électeurs russes ou polonais de nous dire leur choix à la sortie des bureaux de vote, mais il n'y a pas d'agressivité entre les communautés et l'on cherche à en vain, à Vilnius où la population est très mélangée, des slogans antirusses, antipolonais ou antilituaniens. On en trouverait encore moins à Kaunas, deuxième ville de Lituanie, qui a sans doute battu le record de participation au référendum samedi : 91 % de votants, 96 % de « oui ». Sur une place balayée par le vent trône une inscription en russe : « La communauté russe soutient la Lituanie indépendante ». « La population de Kaunas est presque entièrement lituanienne, explique le député local Antanas Balutis ; alors, personne n'essaie de résister à l'indépendance. Ici l'armée n'a jamais été très active. Les communistes non plus d'ailleurs... »

Tout pris, le bâtiment de la télévision libre de Kaunas a été débarrassé des diverses barrières supposées le protéger contre un éventuel assaut de l'armée : « Nous avons compris que c'était inutile, explique Pranas Morkus, directeur des programmes à la télévision de Vilnius jusqu'à ce que les Soviétiques en prennent le contrôle, le 13 janvier dernier ; seul Dieu peut nous protéger. » D'ailleurs, remarque-t-il, si les Soviétiques voulaient mettre fin aux émissions de TV-Kaunas, il leur suffirait de quelques manipulations techniques et, terminée ! Curieusement, les autorités soviétiques, tout en faisant garder par des blindés la télévision indépendante, continuent de l'émettre du Parlement et de Kaunas, avec, il est vrai, des moyens de fortune. Pourquoi ? C'est l'une des étranges imperfections de cette reprise en main lituanienne.

SYLVIE KAUFFMANN

La fin des scrupules du recteur Pavilionis

VILNIUS (Lituanie)

de notre envoyée spéciale

Il y a un an, Rolandas Pavilionis faisait partie d'une délégation du PC indépendantiste lituanien invitée à s'entretenir au Kremlin avec M. Gorbatchev (le Monde du 2 avril 1990). De ces entretiens il avait retiré la conviction que le numéro un soviétique n'admettrait pas de traiter sur un pied d'égalité les pays baltes et ceux d'Europe de l'Est, mais il avait cependant éprouvé une certaine sympathie pour l'homme et gardé espoir.

Aujourd'hui, Rolandas Pavilionis, recteur de l'université de Vilnius, raconte avec une émotion difficilement contenue la nuit du 13 janvier, qu'il a passée, comme des milliers de ses compatriotes, avec sa femme et son fils, face aux chars soviétiques, en bas de la tour de la télévision de Vilnius. Il a quitté le PC depuis déjà plusieurs mois, mais faisait partie des intellectuels indépendantistes modérés que certains excès du Parlement lituanien et de son président, M. Vytautas Landsbergis, inquiétaient au point de les dénoncer dans une lettre ouverte l'été dernier. Le 13 janvier, ses scrupules ont basculé : il vit depuis, dit-il, « une révolu-

tion intérieure » qui symbolise la radicalisation des Lituaniens.

Parmi les indépendantistes, a-t-il expliqué dans une interview au Monde, « il y a des gens que l'on considérait comme d'extrême droite ; mais après un tel choc, ces notions sont en train d'être révisées. Les centristes ont basculé à droite. Même moi, j'ai viré à droite ». Avant, « l'idée d'indépendance à tout prix n'était pas acceptée par tout le monde ; maintenant, les choses sont différentes ».

« Nous étions trop réformés sur nous-mêmes »

« J'ai cru, poursuit M. Pavilionis, à une possibilité de changement par la voie démocratique. Mais toute cette affaire nous a ouvert les yeux, et nous a fait prendre conscience que l'autre côté n'avait pas de telles intentions. Pour lui, en effet, il ne fait aucun doute que le coup de force en Lituanie était « planifié depuis Moscou ». Il a partiellement échoué parce qu'il n'y avait pas prévu « une telle résistance de la part de la population ni la réaction de l'Occident. Ils ont fait une erreur de calcul car le Parlement aurait pu être pris en une nuit ».

M. Gorbatchev s'est alors rendu compte que « cela ne marchait pas et il s'en est levé les mains ». M. Pavilionis pense ainsi que le colonel Alkine, leader conservateur au Parlement de l'URSS, n'est pas loin de la vérité lorsqu'il affirme que M. Gorbatchev avait donné des assurances aux militaires et aux communistes durs, puis les a abandonnés à mi-chemin. Le fait qu'il ait fallu au chef de l'Etat soviétique « dix jours pour réagir » l'accable. « Il aurait pu, par exemple, venir en Lituanie, parler à la télévision locale, s'adresser aux militaires... Mais son intervention (du 22 janvier) a montré qu'il n'avait pas modifié son attitude, qu'il continuait à penser en terme d'empire ».

Présent, relève M. Pavilionis, « ce drame a accéléré le processus en cours dans toute l'Union soviétique, en fournissant un stimulant pour un rythme beaucoup plus rapide. Au moins cela a-t-il ouvert les yeux à l'Occident sur l'attitude de Gorbatchev à l'égard de l'empire. Nous touchons maintenant aux racines mêmes du système ».

Après le vote massif des Lituaniens en faveur de l'indépendance, le 9 février, « beaucoup va dépendre de ce que fera Gorbatchev dans les semaines qui vien-

dront et aussi, dans une certaine mesure, de ce que fera M. Bush ». Comme la plupart des responsables à Vilnius, le recteur de l'université n'attend pas grand chose des délégations soviétiques de haut rang, dont M. Gorbatchev a annoncé l'envoi dans les Républiques baltes, et dont, note M. Pavilionis, « la composition est très conservatrice ». « Nous comptons davantage sur Boris Eltsine, le président de Russie, ajoute-t-il. « Dans un sens, il n'est pas beaucoup mieux que Gorbatchev, mais il soutient le mouvement démocratique. » Rolandas Pavilionis voit d'ailleurs là l'une des faiblesses des nationalistes lituaniens : « Nous avons sous-estimé les possibilités des relations avec le mouvement démocratique russe. Peut-être étions-nous trop réformés sur nous-mêmes. Ensemble, nous aurions pu obtenir davantage. » MM. Landsbergis et Eltsine, qui se sont parlé au téléphone vendredi soir, doivent signer, dans un lieu tenu secret, un traité russo-lituanien en négociation depuis des mois.

S. K.

DIPLOMATIE

A La Haye

Les peuples et nations « non représentés dans la communauté internationale » se dotent d'une tribune

Le Palais de la paix, à La Haye, a prêté son cadre à la fois prestigieux et symbolique, lundi matin 11 février, à la naissance de l'UNPO, l'Organisation des peuples et des nations non représentés.

LA HAYE

de notre correspondant

Envoyant à une multiplicité d'histoires, de situations politiques et de réformes juridiques, la notion de « peuples et nations non représentés » se vast. Elle s'applique, selon les fondateurs de l'UNPO, aussi bien aux Tibétains qu'aux États baltes et à la Mongolie intérieure, aux Masais qu'aux Indiens d'Amérique. Pays occupés, États fédérés, minorités ethniques ou minorités culturelles : leur point commun est « de ne pas être représentés dans la communauté internationale ».

C'est précisément cette carence qu'entend pallier l'UNPO dont la charte constitutive est signée par dix-huit participants (1), six mois seulement après la tenue d'une première réunion préparatoire, en septembre 1990 à Tartu, en Estonie.

Se présentant comme « une ONU alternative », l'UNPO a quatre principes fondateurs : la non-violence (les mouvements ayant recours au terrorisme ne sont pas admis), le respect des droits de l'homme (les membres doivent expressément adhérer au coe-

pus international que forment la déclaration universelle des droits de l'homme, la convention sur les droits civils et politiques et la convention sur les droits économiques, sociaux et culturels), le non-alignement (ni économique, ni politique) et la non-ingérence (l'UNPO se défend de vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des États souverains ou de fomenter le désordre).

Le but principal de la nouvelle organisation est de conseiller et d'aider ses membres « à exprimer leur doléance et leurs besoins dans des formes légitimes afin de réduire la tentation d'avoir recours à la violence pour se faire entendre ». L'UNPO proposera à cette fin à ses adhérents un grand nombre de services (formation diplomatique, gestion des conflits, rédaction de constitutions, plans de protection de l'environnement) dont le premier sera de constituer une passerelle avec l'ONU. Un bureau sera ouvert à Genève ou à New-York faisant office de « mission diplomatique » auprès des Nations unies et notamment de la commission des droits de l'homme.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Ont adhéré à l'UNPO : Amazonie, aborigènes d'Australie, Cordillères (Philippines), Éthiopie, Érythrée, Éthiopie, Fédération internationale pour la protection des droits des minorités ethniques, religieuses, linguistiques et autres, Géorgie, Kirghizistan, Lettonie, Mongolie intérieure, Pales, Paponso-Ouest, Tadjikistan, Tchécoslovaquie, Timor-Est et Tadjikistan-Est.

GRANDE-BRETAGNE : un ton nouveau sur les services publics et l'Europe

M. John Major se démarque de M^{me} Thatcher

M. John Major vient de rompre un peu plus avec l'héritage de M^{me} Thatcher. Dans un discours devant les Jeunes Conservateurs, samedi 9 février à Scarborough, dans le nord de l'Angleterre, il a tranquillement affirmé des positions très différentes de celles de la Dame de fer, à propos du service public et de l'Europe. Ce ton nouveau passe apparemment très bien dans l'opinion et dans le Parti conservateur, où l'on feint de ne pas remarquer le changement. M^{me} Thatcher a eu jusqu'ici le bon goût de ne pas s'apercevoir, au moins publiquement, du tournant pris par son successeur.

LONDRES

de notre correspondant

M. Major a bravé les intempéries pour se rendre jusqu'à Scarborough, une station balnéaire du nord-est de l'Angleterre. Il était impossible de prendre l'avion, en raison de l'abondance de la neige. Restait la voiture... En chemin, il s'est arrêté dans un restaurant d'autoroute. Un de ses assistants a franchi la porte et s'est adressé ainsi à un serveur : « Vous allez penser que je suis tombé sur la tête, mais le premier ministre est ici. On peut entrer ? M. Major a très décontracté mangé ses œufs au bacon et ses saucisses.

Ce style populaire fait merveille, d'autant qu'il paraît naturel. Le contraste est considérable avec l'allure quasi royale adoptée par M^{me} Thatcher. Beaucoup de Britan-

niques se souviennent encore d'une société « mobile, dynamique et diverse ». Il a repris l'idée, chère à M^{me} Thatcher, qu'une meilleure discipline en matière d'orthographe et d'apprentissage de la lecture est nécessaire. Mais il a ajouté qu'il faut récompenser financièrement les enseignants qui font bien leur métier.

A propos de l'Europe, le premier ministre estime que son rôle est certes de résister aux « mesures impraticables » et de « remplacer les rêves par le réalisme ». Mais il ajoute : « Il ne faut pas dire : « Je n'aime pas vraiment l'Europe, mais je la tolère », car, si nous adoptons cette attitude à propos de l'Europe, nous ne serons jamais au centre de celle-ci et nous ne pourrions pas la conduire dans la direction que nous voulons. » La Grande-Bretagne doit donc être un membre enthousiaste et à part entière de la Communauté.

On n'a pas entendu à cette occasion le premier ministre regretter les divisions qui sont apparues entre Européens à propos de la guerre du Golfe. Sur le conflit lui-même, M. Major a été, comme à son habitude, sobre de ton et prudent sur le fond, refusant toute exaltation nationaliste. « Nous ne voulons pas cette guerre, mais nous l'avons. Nous allons avoir à affronter une période difficile. Nous ne savons pas le temps qu'il faudra, mais nous n'avons aucun doute sur le résultat », a-t-il déclaré. Les Jeunes Conservateurs ont applaudi ce premier ministre qui, sans élever le ton, leur a dit qu'il n'aimait pas la guerre et voulait améliorer, et non fermer, les services publics.

Orthographe et lecture

M. Major a affirmé que l'élevation du niveau de l'enseignement public était un des objectifs qui lui tenaient le plus à cœur. Cela devrait permettre l'émergence

d'une société « mobile, dynamique et diverse ». Il a repris l'idée, chère à M^{me} Thatcher, qu'une meilleure discipline en matière d'orthographe et d'apprentissage de la lecture est nécessaire. Mais il a ajouté qu'il faut récompenser financièrement les enseignants qui font bien leur métier.

A propos de l'Europe, le premier ministre estime que son rôle est certes de résister aux « mesures impraticables » et de « remplacer les rêves par le réalisme ». Mais il ajoute : « Il ne faut pas dire : « Je n'aime pas vraiment l'Europe, mais je la tolère », car, si nous adoptons cette attitude à propos de l'Europe, nous ne serons jamais au centre de celle-ci et nous ne pourrions pas la conduire dans la direction que nous voulons. » La Grande-Bretagne doit donc être un membre enthousiaste et à part entière de la Communauté.

On n'a pas entendu à cette occasion le premier ministre regretter les divisions qui sont apparues entre Européens à propos de la guerre du Golfe. Sur le conflit lui-même, M. Major a été, comme à son habitude, sobre de ton et prudent sur le fond, refusant toute exaltation nationaliste. « Nous ne voulons pas cette guerre, mais nous l'avons. Nous allons avoir à affronter une période difficile. Nous ne savons pas le temps qu'il faudra, mais nous n'avons aucun doute sur le résultat », a-t-il déclaré. Les Jeunes Conservateurs ont applaudi ce premier ministre qui, sans élever le ton, leur a dit qu'il n'aimait pas la guerre et voulait améliorer, et non fermer, les services publics.

DOMINIQUE DHOMBRES

AMÉRIQUES

CHILI : la remise du rapport « pour la vérité et la réconciliation »

Trois mille cinq cents assassinats politiques sont imputables au régime du général Pinochet

Plus de trois mille cinq cents assassinats politiques et neuf cent cinquante disparitions sont imputables à la dictature du général Pinochet, selon un rapport remis, vendredi 8 février, au président Aylwin mais qui ne sera pas rendu public avant le mois de mars. Le rapport, qui met en cause de nombreuses personnalités militaires, tombe bien mal à propos pour le président chilien qui s'efforce de rétablir la paix civile dans un pays trop longtemps déchiré.

SANTIAGO

de notre correspondant

La commission « pour la vérité et la réconciliation », formée en avril dernier à l'initiative du président Patricio Aylwin, afin de faire la lumière sur les violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire, a remis son rapport final au chef de l'Etat, vendredi 8 février. Cependant, le texte n'en sera rendu public qu'au début du mois de mars.

En effet, les commandants en chef des trois armes et du corps des carabiniers pourront lire ce brûlot dans les prochains jours, avant que leurs compatriotes en prennent connaissance. Ainsi en a décidé le président de la République, sans doute parce que les trois mille cinq cents cas de mort violente répertoriés par la commission mettent presque tous en cause des militaires ou des membres des forces de l'ordre.

Proposition de paix

Mais l'identité des coupables a été omise du volumineux rapport, au grand regret des communistes et de l'extrême gauche, qui ont l'intention de remplir ce vide en publiant des listes de responsables des crimes de la dictature. Il est vrai que les « sages » n'ayant pas de pouvoir juridique, ils ne peuvent guère s'ériger en procureurs, et moins encore livrer des noms à la vindicte populaire. Si la vérité doit quelque peu souffrir, c'est, disent-ils, pour le bien de la réconciliation nationale.

Quoi qu'il en soit, complète ou écorchée par la raison d'Etat, la vérité est proche. Mais « pour en faire quoi ? » s'interroge un hebdomadaire de gauche. Elle est bien la question, car les parents des victimes auront beau saisir les tribunaux, ceux-ci leur opposeront, dans la plupart des cas, la loi d'amnistie décrétée par les militaires en 1978, cinq ans après leur sangante prise du pouvoir. Nous savons qu'il y aura plus de vérité que de justice, reconnaît M. Luis Maira, l'un des grandes figures de la gauche, qui propose la constitution d'une « assemblée civile pour les droits de l'homme », formée de personnalités venant de tous les horizons. Sa tâche : déterminer les réparations morales et matérielles à accorder aux familles des victimes.

De leur côté, quatre parlementaires de la majorité présidentielle et de l'opposition conservatrice élaborent, avec l'aval du gouvernement, une « proposition de paix pour le Chili », qu'ils soumettront à l'approbation des forces politiques et sociales. Leur projet pourrait inclure, sous l'influence de la droite, une nouvelle loi d'amnistie et l'interdiction de rendre public, pendant une vingtaine d'années, le nom des criminels. Mais reformer la hâte un dossier encore brûlant n'aurait pas sans risque : même si la nécessaire réforme de la justice et du code pénal ne voit le jour qu'après de longues tractations politiques, l'abandon pur et simple des poursuites judiciaires fournirait le meilleur prétexte aux groupes armés d'extrême gauche, partisans d'une justice dite « populaire » et en tout cas expéditive.

Eviter un affrontement avec l'armée

Si le pire – la spirale infernale des règlements de compte et des représailles – a jusqu'à présent été évité, la menace est latente. Des terroristes anarchistes du mouvement Lautaro, qui se sont fait une spécialité d'abattre de simples policiers au coin des rues, ou demisoldes de la police politique de la dictature, les pousse-au-crime ne manquent pas.

C'est donc une véritable bombe qui explose dans un mois, lorsque le rapport de la commission des « sages » sera rendu public.

Faute de pouvoir la désamorcer, les artificiers des deux camps s'efforcent du moins d'en limiter les dégâts. On dit les forces armées disposées à reconnaître qu'il y eut des « excès » pendant la « guerre » qu'elles menèrent contre « l'ennemi marxiste ». Quelle que soit la valeur de ce mea culpa, les militaires n'ont pas l'intention d'apporter d'autre obole à la réconciliation.

Quant au pouvoir, il souhaite avant tout éviter un nouvel affrontement avec l'armée. La démonstration de force – présentée comme un « exercice d'alerte », effectuée par les hommes du général Pinochet, un peu avant Noël, a douché l'optimisme de ceux qui pensaient que la démission du commandant en chef était imminente. Accablé par les scandales, le « vieux soldat » entend rester à son poste le temps nécessaire à lui garantir, ainsi qu'aux siens, la plus complète impunité.

Le bruit de bottes de décembre a en tout cas amené le président Aylwin à prêcher la modération dans les rapports de l'exécutif avec le général. En donnant l'exemple au début de l'année, le chef de l'Etat a invité un jour courtoisement son adversaire à prendre le thé de la paix. Les effets de ce rapprochement n'ont pas tardé à se faire sentir. Ainsi, après avoir longtemps défrayé la chronique, le procès intenté contre les responsables de la Cufra, une compagnie financière créée par des membres des services secrets, n'a finalement abouti qu'à l'inculpation de deux capitaines.

Tout aussi éloquentes sont les conclusions de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur une douteuse transaction commerciale entre l'armée et le fils aîné du général Pinochet : la responsabilité du commandant en chef y est soigneusement éludée. Pour cela, il aura fallu que le représentant du gouvernement dépeint au Congrès puisse des trésors de persuasion. Certains députés démocrates-chrétiens avaient bel et bien l'intention de libeller un acte d'accusation à l'encontre de l'ancienne famille régnante.

GILLES BAUDIN

COLOMBIE

La guérilla entre la poursuite de l'offensive et la tentation de la légalisation

La coordination nationale de la guérilla Simon Bolívar (CSGB), qui comprend dans ses rangs les FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes) ainsi que l'ELN (Armée de libération nationale) semblerait avoir accepté, vendredi 8 février, une nouvelle offre de négociation du gouvernement colombien. Cette esquisse de dialogue intervient pourtant au moment où les guérilleros étaient pour la première fois de leur histoire aux portes de Bogota après une offensive sans précédent.

Les organisations de guérilla colombienne n'en finissent pas de faire la guerre tout en renouvelant les offres de négociation et de dialogue au gouvernement de Bogota. Ce paradoxe apparent n'est pas nouveau. Il dure depuis un bon quart de siècle avec des variantes, des drames spectaculaires et sanglants, comme l'assaut donné au palais de justice de Bogota par le M19 en novembre 1985. Avec des retournements surprenants, comme l'adieu aux armes et le retour à la légalité de ce même M19 en mars 1990.

La dernière et violente offensive des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, pro-communistes), et de l'ELN (Armée de libération nationale, pro-castriste) – ancien compagnon de route du M19 au sein de la Coordination nationale de la guérilla Simon-Bolívar (CNG) –, ne fait pas exception à cette règle tacite. Le M19 réussit son retour au bercail civil. Il contrôle un bon tiers de la nouvelle Assemblée constituante élue le 9 décembre 1990, et qui a pris ses fonctions le 5 février dernier. Il a changé de nom, d'objectif, et de philosophie. Devenu le Parti de la gauche démocratique – de sympathie, sinon de tendance sociale-démocrate –, il pourrait, depuis la tribune d'une Assemblée constituante théoriquement investie de tous les pouvoirs par la Cour suprême, contribuer à cette indispensable modernisation de la vie politique colombienne, souhaitée aussi par des dirigeants libéraux et conservateurs.

Le moment approche, sans doute, où cette division entre les deux grandes formations traditionnelles, aujourd'hui fragiles, mais qui a provoqué une épouvantable guerre civile dans les années 50, n'aura plus de sens du tout.

Les FARC, qui restent la plus puissante organisation de guérilla, et son allié, l'ELN, qui est la plus dure, ont sans doute été tentés, à la fin de l'année dernière, d'imiter l'exemple du M19, et d'occuper ainsi à l'Assemblée constituante les sièges « de plein droit » qui leur étaient promis par le gouvernement Gaviria.

La guérilla avait, en novembre, confirmé son désir de négocier à l'issue d'une réunion à Casa-Verde, quartier général de la Coordination Simon-Bolívar, dans la cordillère orientale. Des bavures sanglantes, commises par des guérilleros, l'attaque et l'occupation de Casa-Verde par les forces armées en décembre, enfin et surtout une méfiance viscérale à l'égard des plans de paix du gouvernement, ont ruiné cet espoir. Les FARC et l'ELN ont préféré riposter par des attentats, des embuscades et des sabotages dans dix des vingt-quatre provinces, à la destruction de leur quartier général, et attendre la réunion de l'Assemblée constituante pour poser leurs conditions de paix, en position de force. Le bilan de cette nouvelle gestation est lourd : au moins soixante morts.

Rompre avec le passé

D'anciens dirigeants du PCC et des FARC affirment aujourd'hui que la guérilla n'a plus de sens idéologique à l'heure de l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, sauf à se transformer, ce qui est probable, en organisation de banditisme armé. Pourtant, d'autres groupes de guérilla, également membres de la CNG, ont accepté le plan de paix des autorités. C'est le cas du FRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, de tendance trotskiste), qui a déjà rendu ses armes, de l'Organisation indigène de Quintin Lamé, et de l'EPL (Armée populaire de libération, maoïste), qui ont commencé de le faire.

Mais une vraie pacification ne sera acquise qu'avec le retour à la légalité des FARC et de l'ELN. Les FARC ont apparemment du mal à rompre avec leur passé, leurs habitudes, du mal aussi à analyser les bouleversements politiques à l'Est. L'ELN, du dogmatisme curé espagnol Manuel Farez, reste très marquée par son allégeance cubaine. A trop attendre et vouloir se renforcer sans cesse, ceux qu'on appelle à Bogota les « dinosaures de la guérilla » risquent peut-être de manquer le train de la réconciliation.

MARCEL NIEDERGANG

HAÏTI

Un agronome, M. René Prével, a été nommé premier ministre

Le nouveau président haïtien, le Père Jean-Bertrand Aristide, a désigné, samedi 9 février, son premier ministre en la personne de M. René Prével. Cet agronome de quarante-sept ans, né à Port-au-Prince le 17 janvier 1943, est un fidèle du Père Aristide, qu'il a connu en 1986, à la chute de la dictature.

Exilé pendant dix ans aux Etats-Unis, cet anti-dictatorialiste dans l'âme milite pour la défense des droits de l'homme depuis l'âge de dix-neuf ans. N'appartenant à aucun parti, il est membre fondateur du Groupe pour la défense de la Constitution, et anime depuis 1987 le comité « Paix Blanche » (N'oubliez pas en créole) qui se consacre au souvenir des disparus de la dictature. Cet homme de taille moyenne, portant une courte

barbe, est d'un abord modeste et chaleureux à l'image du prêtre-président. Marié, père de deux enfants, il est également propriétaire d'une boulangerie située au centre de la capitale.

Ce choix, qui s'est fait après consultation des présidents du Sénat et de la Chambre des députés, MM. Eudrice Raymond et Eran Pédro Casséus, doit encore être ratifié par le Parlement, qui ne prendra sa décision que le mercredi 13 février.

Par ailleurs, le président Aristide a lancé, dimanche 10 février, lors d'un repas avec plusieurs centaines d'enfants pauvres, un appel aux riches de son pays afin qu'ils contribuent à améliorer le sort des déshérités. (AFP, Reuters)

AFRIQUE

SOMALIE

Des affrontements entre factions rebelles auraient fait plus de cent morts près de Mogadiscio

De violents affrontements entre deux mouvements rebelles somaliens ont éclaté la semaine dernière, près de Mogadiscio, faisant cent dix tués, affirme le quotidien kenyan Standard, dans son édition de dimanche 10 février.

NAIROBI

de notre correspondant

Les maquisards du Congrès de la Somalie unifiée (USC), qui contrôlent la capitale depuis la chute du président Siyad Barré, le 27 janvier dernier, sont entrés en force à Afgoye, une ville de soixante mille habitants, située à une trentaine de kilomètres au sud, où les troupes du Mouvement patriotique somalien (MPS) avaient établi leur quartier général.

Tout en minimisant la portée des combats, le vice-premier ministre du gouvernement provisoire, M. Mohamed Abshir Mused, a déploré l'attitude « provocante » du chef militaire du MPS, le colonel Omar Cheiss. Celui-ci sera tout de même « le bienvenu » à la conférence nationale de réconciliation, toujours prévue pour le 28 février prochain, à-t-il ajouté.

« Derrière ces accrochages que nous redoutons tous, il y a la main de Siyad Barré », assurent des Somaliens de passage à Nairobi. Un des proches parents de l'ancien chef d'Etat, l'ex-ministre des finances Mohamed Abdurrahman

Barré, réfugié au Kenya, avait laissé entendre, la semaine dernière, que l'ex-président Barré avait remis au MPS une bonne partie de son armement, « en lui demandant d'aller combattre les maquisards (hawiyas) de l'USC ». D'un point de vue clanique, l'hypothèse n'a rien d'extravagant : le MPS est largement dominé par les membres du clan Ogaden, qui appartient, comme le clan Marehan de l'ancien numéro un somalien, à la confédération des Darod.

Toujours selon l'ancien ministre des finances, M. Siyad Barré se trouverait dans le sud du pays, en compagnie de quinze ex-ministres, sous la protection de plusieurs milliers de soldats. Il souhaiterait, affirme M. Abdurrahman Barré, organiser des négociations entre les factions rebelles et rétablir la paix en Somalie. Au-delà de ces pieuses professions de foi, il semblerait que le président déchu, loin de s'avouer « hors course », soit prêt à former une guérilla dans le sud contre le nouveau pouvoir à Mogadiscio. Celui-ci, encore fragile politiquement, reste à la merci de nouveaux accrochages entre groupes armés et de l'aggravation des rivalités claniques.

Menace de famine

Aujourd'hui, Mogadiscio sort lentement du cauchemar de la guerre civile. Dévastée, pillée, bombardée, la capitale se réorga-

nise peu à peu, sous la houlette de comités de quartiers bénévoles, mis sur pied par les nouvelles autorités. Si les communications sont toujours coupées, des échappées ouvrent à nouveau, ainsi que quelques restaurants. L'eau courante a été rétablie dans plusieurs quartiers. Mais la famine continue à menacer les habitants, qui ont survécu jusqu'à présent en pillant les magasins, maintenant vides.

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) s'est installée dans un second hôpital, épargné par les combats de janvier, après

avoir travaillé pendant trois semaines dans la maternité de SOS-Villages, tenue par M. Willy Heber, seul étranger à n'avoir pas évacué la ville.

« Nous attendons l'arrivée des Italiens, qui ont entendu notre appel à l'aide », a annoncé le président « provisoire », M. Ali Mahdi. Un appareil chargé de vivres et de médicaments, affrété par le gouvernement italien, devrait atterrir à Mogadiscio, mardi 12 ou mercredi 13 février, avec, à son bord, le premier secrétaire de l'ambassade d'Italie en Somalie.

JEAN HÉLÈNE

■ AFRIQUE DU SUD : embuscade meurtrière dans le Natal. Une attaque contre deux autocars, dimanche 10 février au soir, dans la province du Natal, a fait au moins quatorze morts et onze blessés, selon une source proche de la police. Le drame a eu lieu près de Pietermaritzburg, dans la localité de Taylor's Halt, où venait de se tenir une réunion sur les moyens de ramener la paix dans la province, déchirée par les luttes intertribales. Par ailleurs, dans le bantoustan d'« indépendant » du Ciskei, quatre officiers ont été arrêtés, samedi, quelques heures après qu'eut été annoncée une tentative de coup d'Etat. Selon la radio sud-africaine, le général de brigade Andrew Jangangile figure parmi les personnes interpellées. Cette tentative de putsch est la seconde suivie

nue au Ciskei en deux semaines. (AFP, Reuters)

■ ZAÏRE : amnistie générale pour les expatriés. Une amnistie générale a été accordée aux Zaïrois installés à l'étranger, ayant « par la parole, par l'écrit ou de quelque autre manière, porté atteinte à la sûreté de l'Etat », a-t-il été annoncé ce week-end, à Kinshasa. Aux termes de l'ordonnance, signée par le président Mobutu, les bénéficiaires doivent regagner le pays avant la fin 1991. Sont également concernés par l'amnistie les Zaïrois expatriés qui ont été révoqués de leurs fonctions, frappés d'interdiction d'exercer leurs droits civiques et politiques ou d'accéder à des fonctions politiques et publiques. (AFP)

PÉROU

Le chef du Sentier lumineux aurait été blessé par la police

Le chef du mouvement de guérilla maoïste Sentier lumineux, M. Abimael Guzman, aurait été blessé dimanche soir 10 février, à Lima dans un échange de tirs avec les forces de l'ordre, selon la chaîne de télévision TV5 qui cite des sources policières. Le fondateur de l'Organisation d'extrême-gauche, atteint, semble-t-il, par deux balles au bras droit, a réussi à prendre la fuite en voiture après avoir tiré sur une patrouille de police, a précisé la chaîne de télévision. Le véhicule était conduit par M. Saturnino Paredes, membre du bureau politique du Sentier lumineux, a ajouté la télévision. M. Abimael Guzman, un ancien professeur de philosophie, avait lancé la « chute armée » du Sentier lumineux en mai 1980. Surnommé « président Gonzalo » par ses partisans, il est depuis activement recherché par les forces de l'ordre péruviennes. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : mort de Silvio Conte, représentant républicain du Massachusetts, après trente-deux ans de mandat. M. Silvio Conte, membre de la Chambre des représentants, est mort, vendredi 8 février, d'une hémorragie cérébrale, a annoncé son secrétaire. Cet élu républicain du Massachusetts, âgé de soixante-neuf ans, véritable pilier du Congrès où il siège depuis 1959, avait été hospitalisé le 1^{er} février. Jovial et libéral, il irritait souvent les dirigeants conservateurs de son parti en votant avec les démocrates.

SURINAME

Les élections législatives sont fixées au 25 mai

Le Suriname organisera des élections législatives le 25 mai prochain pour élire son Parlement, qui désignera un nouveau président ainsi qu'un vice-président, a-t-on appris jeudi 7 février, de source militaire, à Paramaribo. Les militaires, qui ont renversé le chef de l'Etat, M. Ransiewek Shankar, avaient promis des élections dans les cent jours suivant le coup d'Etat.

Le 29 décembre, le Parlement avait nommé un président provisoire, le chef du Parti national (NPS), M. Johannes Kraag, et un vice-président, M. Jules Wijdenbosch, le plus haut dirigeant du Parti démocratique national (NDP). Les deux hommes avaient à leur tour formé un gouvernement provisoire chargé d'organiser les élections promises par les militaires. (AFP)

■ EL SALVADOR : attentat contre un journal d'opposition. Un attentat à l'explosif a détruit, samedi 9 février, le siège du journal d'opposition *Diario latino*, au centre de San-Salvador. Le directeur, Francisco Valencia, a accusé les forces armées d'être à l'origine du sinistre, mais le colonel Mauricio Vargas, chef adjoint de l'état-major, a rejeté cette condamnation. Ce journal, doyen de la presse du pays, est le seul à publier des interviews de rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN).

Didier Mo

Rejoindre
qui exporte
dans le

POLITIQUE

... Le Monde • Mardi 12 février 1991 15

Didier Motchane, l'homme du divorce

Pour l'idéologue de Socialisme et République, les choix de M. Mitterrand dans la guerre du Golfe mettent en cause l'indépendance nationale

A-t-on le droit de ne pas être d'accord ? Est-il permis de le dire ? Et de prétendre se faire écouter, sinon entendre ? Ce sont quelques-unes des questions que pose M. Didier Motchane. D'un bureau sis rue de Bourgogne, de l'hôtel Matignon ou du ministère de la Défense, l'ancien secrétaire général du Centre d'études, de recherche et d'éducation socialistes (CERES), transformé il y a cinq ans en Socialisme et République, alimente la fronde du courant de M. Jean-Pierre Chevènement contre la politique de M. François Mitterrand dans la crise du Golfe.

M. Motchane est, pour M. Mitterrand, une vieille connaissance. C'est peu dire qu'ils ne s'apprécient guère. Si l'on prête au chef de l'Etat une amitié tenace - réaffirmée jeudi soir à la télévision - pour l'ancien ministre de la Défense, ce sentiment ne s'étend pas à celui qui en la présente parloir comme le mentor de M. Chevènement, son aîné de huit ans, parfait exemple du politique à système, pour lequel M. Mitterrand n'éprouve qu'agacement. Leurs échanges au bureau exécutif du PS, dans les années 70, étaient vifs, parfois brutaux, et la mémoire des dirigeants socialistes a retenu quelques formules cruelles de l'un sur l'autre.

Des dirigeants de ce courant, allié de M. Mitterrand au congrès d'Epinal, en 1971, et de nouveau à celui de Metz, en 1979, M. Motchane, en effet, est sans doute celui chez qui domine le plus le souci de la cohérence des idées. M. Chevènement est sensible à l'épopée des peuples et des « patries ». M. Pierre Guindon, épris du jeu des rapports de force et des équilibres internationaux. M. Motchane, lui, avait un projet. Mieux : une théorie.

La gauche prise par le pouvoir

Il n'y a pas renoncé. « Ramener le socialisme dans la social-démocratie », écrivait-il il y a vingt ans. Fils de Léon Motchane, le fondateur de l'Institut des hautes études scientifiques, mort il y a un an, frère de M. Jean-Loup Motchane, physicien, M. Didier Motchane

était passé par l'Ecole nationale d'administration, mais le terrain familial lui inspirait des formules énigmatiques, telles que : « La vieille classe ouvrière et le Parti communiste, d'une part, les nouvelles couches du prolétariat (...) et les forces politiques socialistes sont à la révolution dans un rapport comparable à celui de la masse et de la vitesse. » Einstein au secours de la SFIO...

L'histoire n'a pas été au rendez-vous. La rupture de l'union de la gauche en 1977, son rafistolage en 1981, la conversion économique de 1983 ont renvoyé dans un passé révolu, ou dans un avenir que M. Motchane ne dirait même pas « asymptotique », la révolution dont il articulait axiomes et théorèmes au tableau noir des séminaires du CERES. Il avait, il est vrai, prévu une variante : « Sans un puissant mouvement de mobilisation populaire, écrit-il en 1975, la gauche (...) loin de prendre le pouvoir (...) sera prise par lui. » Deux ans après la victoire de 1981, l'hypothèse était sur le point de se vérifier. M. Chevènement quittait déjà le gouvernement. Le CERES, entreprenant de faire obstacle à la « dérive » vers le libéralisme, obtenait 18 % des mandats au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse et croyait possible, à partir de juillet 1984, d'inspirer le second volet du diptyque « moderniser, rassembler » de M. Laurent Fabius. Deux ans encore et, dans cette logique, le CERES se muait en Socialisme et République : la défense de la nation et du pacte social prenait le pas, aux yeux de M. Motchane, sur la transformation de la société.

Parlementaire européen depuis 1979, M. Motchane a observé sans passion, de Bruxelles à Strasbourg et à Luxembourg, la cuisson du « vol-au-vent à la sauce financière » que devenait la Communauté européenne. En 1989, il a renoncé à son mandat, ce qui lui coûtait peu, mais devait être bien compensé par un nouveau mandat, au tout autre, à la Cour des comptes. Il paraissait, alors, s'éloigner de la politique. « Pour la gestion des candidatures aux élections cantonales, dit-il en guise d'explication, les compétences ne manquent pas. Quand il s'agit de projeter l'avenir dans le quotidien, c'est autre chose. » On aura compris que, pas plus que la bêtise, la modestie n'est

son fort. Son esprit requiert de grandes causes. La guerre du Golfe l'a vite mobilisé. « Il ne faut pas s'y tromper, prévient-il. C'est 1914. Un siècle s'achève. »

« Nous n'étions pas d'accord avec la politique économique et sociale de M. Mitterrand, mais nous comptons sur lui, jusqu'à maintenant, pour l'indépendance nationale. Le contrat n'a pas été respecté. » Pour M. Motchane, le choix fait par le



président de la République, en septembre, d'envoyer en Arabie saoudite des forces terrestres, après la « provocation » de Saddam Hussein sur l'ambassade de France au Koweït, a marqué le tournant de la politique française et privé de toute sincérité le discours du 24 septembre aux Nations unies, dans lequel M. Mitterrand énonçait les conditions d'un règlement négocié de la crise. En fait, l'acquiescement à la « guerre américaine » était inscrit dans les décisions militaires, et irrévocable. La résolution 678 du Conseil de sécurité, qui l'officialisait fin novembre, n'a pas été, selon M. Motchane, acceptée par le président de la République, mais voulue par lui. Il y voit une erreur tragique.

On ne peut, selon lui, invoquer le droit si l'on n'a la morale pour soi. Exiger de Saddam Hussein, embargo à l'appui, qu'il évacue le Koweït était légitime. Entreprendre contre l'Irak, sous ce prétexte, une guerre de destruction ne l'est pas. En y prêtant la main, la République a accepté d'aider les Etats-Unis à restaurer sur le monde une domination que leur

situation économique ne leur assurait plus, et cela au moment où la fin de la guerre froide rendait leur liberté aux nations. Et pour atteindre quel objectif ? Défaire un régime odieux ?

Le Front national à 30 %

Il est bien temps de s'apercevoir que le président irakien avait utilisé les gaz contre les populations civiles kurdes ! Abaisser une puissance militaire dangereuse ? Les mêmes causes produisent les mêmes effets, et l'Irak pourra devenir, demain, aussi menaçant que l'est l'Irak aujourd'hui. Lutter contre le fondamentalisme ? Chaque bombe sur Bagdad le renforce. Préservant le rang de la France ? Il dépend davantage de son crédit dans le Maghreb et dans tout le monde arabe que de l'engagement de ses troupes dans le Golfe.

A quelque chose malheur peut être bon. M. Motchane s'indigne d'un système politique qui fait que, le président de la République ayant décidé, aucune voix ne peut s'élever contre, aucun débat ne peut influencer le cours des choses, parce que le parti majoritaire est tenu de soutenir le chef de l'Etat, parce que l'opposition, face à la guerre, n'ose pas risquer d'affaiblir l'autorité de celui qui parle et agit au nom du pays. Or, si chacun, ou presque, a voté « pour », il suffit, assure M. Motchane, de tendre l'oreille dans les couloirs ou les salons officiels, aux étages parfois les plus élevés, pour entendre doutes, réserves, craintes ou même critiques radicales de la ligne de conduite adoptée par M. Mitterrand. C'est pain béni pour le Front national, qui « va monter à 30 % ». « La crise de régime est au bout du chemin, prédit M. Motchane. Dans cinq mois ou dans dix ans, je ne sais pas, mais on n'y échappera pas. »

Il y a vingt ans, le CERES s'alliait avec M. Mitterrand pour renouer la gauche, transformer la société et faire de la France le pionnier d'une nouvelle ère d'émancipation des peuples. Aujourd'hui, l'heure du divorce a sonné. M. Chevènement a mis six mois à s'en convaincre. M. Motchane sait maintenant qu'il ne s'arrêtera pas en chemin.

PATRICK JARREAU

Deux élections cantonales partielles...

MAINE-ET-LOIRE : canton d'Angers-centre (2^e tour). Inscr., 17 339 ; vot., 4 303 ; abst., 75,18 % ; suffr. expr., 4 109. M. François Chanteux, RPR, 2 936 voix (58,31 %) ; ELU. M. Michèle Moreau, UDF-CDS sout. PR, 1 173 (41,68 %).

[Après le décès, le 5 janvier, de Jacques Durand, PS, président du conseil général, maire et conseiller général de Reaumur, une double élection partielle était organisée. Deux postes de conseillers municipaux étaient à pourvoir : ils sont revenus à la majorité présidentielle avec l'élection de M. Monique Durand et de M. Pierre Crousse, qui ont obtenu, respectivement, 814 et 851 voix sur 1 521 suffrages exprimés, 1 614 votants et 2 079 inscrits.]

Le scrutin cantonal s'est caractérisé par une large participation, près de 70 %, et un ballottage favorable au candidat de la majorité présidentielle. M. Jean Roger, actuel deuxième adjoint au maire de Reaumur, soutenu par le PS, il n'aura manqué que quarante voix à M. Roger pour pouvoir être élu dès le premier tour. Dans ce canton qui se situe politiquement à droite lors des élections nationales et où Jacques Durand avait connu une réélection serrée en 1985 face à M. Michel Amiel, suppléant du député et maire de Castres, M. Jacques Linozzy, RPR.

En mars 1985, Jacques Durand avait été réélu au second tour avec 2 692 voix (52,16 %) contre 2 468 (47,83 %) à M. Amiel, div. d., sur 5 179 votants (soit 10,84 %). 5 161 suffrages exprimés et 5 921 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 923 ; vot., 5 088 ; abst., 14,09 % ; suffr. expr., 1 948 ; Jacques Durand, 2 443 (49,36 %) ; M. Amiel, 2 172 (43,88 %) ; Morvan, Front national, 211 (4,26 %) ; Audric, PC, 123 (2,48 %).

TARN : canton de Rémollet (1^{er} tour).

Inscr., 6 008 ; vot., 4 190 ; abst., 29,36 % ; suffr. expr., 4 013. M. Jean Roger, RPR, 1 966 voix (48,99 %) ; Michel Amiel, div. d., 1 661 (41,39 %) ; Jean-Claude Aubin, Front national, 146 (3,63 %) ; Robert Pastre, PC, 125 (3,11 %) ; Christian

... et deux municipales

HAUTE-GARONNE : Castelnau-Montastruc (1^{er} tour).

Inscr., 4 619 ; vot., 3 171 ; abst., 31,34 % ; suffr. expr., 3 043. Liste d'union de la droite, conduite par M. Jean Laurent, div. d., 1 443 voix (47,42 %) ; liste de la majorité présidentielle, conduite par M. Jacques Roger-Machart, député, PS, 1 372 (45,08 %) ; liste du PC conduite par M. Jean-Pierre Barboni, 228 (7,49 %). Il y a ballottage.

[Le tribunal avait annulé, le 18 mai dernier, le scrutin du 25 mars précédent qui avait vu le succès de la liste conduite par M. Jacques Roger-Machart, député PS, en raison de difficultés d'acheminement du courrier susceptibles d'avoir « altéré la régularité des opérations électorales ». Cette partielle avait été rendue nécessaire par une première annulation : celle des élections de mars 1989 qui avait vu la défaite de M. Roger-Machart, alors maire sortant, devant d'une voix par M. Jean Laurent, div. d.]

M. Roger-Machart n'est pas parvenu, à la faveur de ce premier tour, à retrouver la totalité des suffrages qui s'étaient portés sur sa liste en 1989. Le maire sortant, avec 45,08 % des voix, du terrain à son adversaire de droite, M. Jean Laurent, qui obtient deux points de plus que lors du précédent scrutin (47,42 % contre 45,17 %). Il a, sans doute, souffert de la présence d'une troisième liste, celle de M. Jean-Pierre Barboni (7,49 %), adjoint communiste démis de ses fonctions pour s'être opposé à la politique du maire sortant, à qui était reprochée une trop forte augmentation des impôts locaux.

Les résultats du premier tour du 25 mars 1990 avaient été les suivants : inscr., 4 606 ; vot., 3 571 ; abst., 22,47 % ; suffr. expr., 3 480 ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Roger-Machart, 1 749 voix (50,25 %) ; 22 élus (3 PC, 13 PS, 3 MRG et 3 div. g.) ; liste d'union de la droite conduite par M. Laurent, 1 572 (45,17 %) ; 7 élus (1 RPR et 6 div. d.) ; liste divers conduite par M. Yves Coqueret, 159 (4,56 %).

BAS-RHIN : Mundolsheim (1^{er} tour).

Inscr., 3 199 ; vot., 1 938 ; abst., 39,41 % ; suffr. expr., 1 867. Liste div. g., conduite par M. Norbert Reinhardt, 780 voix (41,91 %) ; liste div. d., conduite par M. Charles Hutt, 513 (27,56 %) ; liste div. d., conduite par M. Camille Roth, 454 (24,39 %) ; liste du Front national, conduite par Michel Daulard, 120 (6,44 %). Il y a ballottage.

o Nomination à l'Elysée. - M. Guillaume Hannezo, inspecteur des finances, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, a été nommé, par décret paru lundi 11 février au Journal officiel, conseiller économique à la présidence de la République.

[Licencié en droit, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'ENA, M. Guillaume Hannezo, inspecteur des finances de deuxième classe depuis juin 1989, avait été nommé, le même mois, conseiller technique au cabinet de M. Pierre Bérégovoy.]

Email, Verts, 115 (2,85 %). Il y a ballottage.

[Après le décès, le 5 janvier, de Jacques Durand, PS, président du conseil général, maire et conseiller général de Reaumur, une double élection partielle était organisée. Deux postes de conseillers municipaux étaient à pourvoir : ils sont revenus à la majorité présidentielle avec l'élection de M. Monique Durand et de M. Pierre Crousse, qui ont obtenu, respectivement, 814 et 851 voix sur 1 521 suffrages exprimés, 1 614 votants et 2 079 inscrits.]

Le scrutin cantonal s'est caractérisé par une large participation, près de 70 %, et un ballottage favorable au candidat de la majorité présidentielle. M. Jean Roger, actuel deuxième adjoint au maire de Reaumur, soutenu par le PS, il n'aura manqué que quarante voix à M. Roger pour pouvoir être élu dès le premier tour. Dans ce canton qui se situe politiquement à droite lors des élections nationales et où Jacques Durand avait connu une réélection serrée en 1985 face à M. Michel Amiel, suppléant du député et maire de Castres, M. Jacques Linozzy, RPR.

En mars 1985, Jacques Durand avait été réélu au second tour avec 2 692 voix (52,16 %) contre 2 468 (47,83 %) à M. Amiel, div. d., sur 5 179 votants (soit 10,84 %). 5 161 suffrages exprimés et 5 921 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 923 ; vot., 5 088 ; abst., 14,09 % ; suffr. expr., 1 948 ; Jacques Durand, 2 443 (49,36 %) ; M. Amiel, 2 172 (43,88 %) ; Morvan, Front national, 211 (4,26 %) ; Audric, PC, 123 (2,48 %).

et deux municipales

[C'est le troisième scrutin municipal auquel participent les électeurs de Mundolsheim en moins de deux ans. L'élection de M. Camille Roth, en mars 1989, avait été annulée pour une distribution tardive de tracts ; celle de M. Norbert Reinhardt, quelques mois plus tard, pour une fausse signature lors d'une fusion de listes entre les deux tours. M. Reinhardt est aujourd'hui en tête, mais il a tout à craindre d'un éventuel rapprochement entre les listes de MM. Roth et Hutt.]

Mundolsheim appartient à la communauté urbaine de Strasbourg, mais ce scrutin n'y menace pas la majorité de M. Catherine Troutmann (PS), qui a soutenu M. Reinhardt.

Les résultats du premier tour des élections de septembre 1989, avaient été les suivants : inscr., 3 159 ; vot., 2 261 ; abst., 28,42 % ; suffr. expr., 2 186 ; liste conduite par M. Roth, div. d., 1 025 voix (46,88 %) ; liste conduite par M. Reinhardt, div. g., 702 (32,11 %) ; liste conduite par M. Alexandre Bérard, div. 266 (12,16 %) ; liste conduite par M. Fabrice Bidel, div. 193 (8,82 %). Au deuxième tour, la liste de M. Reinhardt, qui avait fusionné avec celles de M. Bérard et de M. Bidel, était arrivée en tête avec 1 168 voix (50,17 %) et 21 élus, contre 1 160 (49,82 %) et 6 élus, à celle de M. Roth, sur 3 159 inscrits, 2 382 votants (soit 24,59 % d'abstention), et 2 328 suffrages exprimés.]

M. Raymond Barre « homme du passé » selon la SOFRES

A l'occasion du passage de M. Raymond Barre, lundi 11 février, à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, un sondage de la SOFRES pour des quotidiens régionaux, faite du 22 au 24 janvier auprès de mille personnes, montre qu'une large majorité d'opinion (64 %, contre 21 % d'avis contraires) considère le député du Rhône comme « un homme du passé ». Une majorité aussi nette (59 % contre 28 %) souhaite, d'ailleurs, que M. Barre ne se présente pas à la prochaine élection présidentielle, mais ils sont 53 % (contre 30 % d'avis opposés) à penser qu'il sera, néanmoins, candidat.

Les « sondés » éprouvent une grande difficulté à situer M. Barre sur l'échiquier politique. Une majorité des personnes interrogées avouent être « sans opinion » sur son action politique depuis 1988 (41 %, contre 30 % qui l'approuvent et 29 % qui la désapprouvent). Une majorité plus relative estime que M. Barre est « neutre » par rapport à l'action de M. François Mitterrand et du gouvernement, 11 % pensent qu'il y est hostile, mais 31 % croient qu'il y est favorable. En revanche, 49 % des personnes sondées (contre 44 %) éprouvent de la « sympathie » pour M. Barre, un score supérieur à celui de M. Jacques Chirac en novembre dernier (43 %), mais inférieur à celui de M. Valéry Giscard d'Estaing, en septembre 1990 (56 %).

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde » M. Chirac : « Un gouvernement inexistant »

M. Jacques Chirac, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 10 février, évoquant les problèmes intérieurs français a déclaré : « L'ordre du jour des conseils des ministres depuis le 1^{er} janvier est étonnant. Pourtant les vrais problèmes demeurent. Il y a un problème d'autorité de l'Etat et une crise de la justice. On l'a complètement oublié. On va la retrouver. Il y a un problème de sécurité. On n'en parle plus aujourd'hui mais on va le retrouver, aggravé. Il y a un problème de l'éducation et un problème de l'immigration. D'ailleurs M. Mitterrand

avait raison quand il disait qu'un seuil de tolérance était dépassé. Il faut prendre des mesures pour essayer de maîtriser ce phénomène. On ne fait plus rien du tout. Le Parti socialiste est à bout de souffle et n'a plus d'idées, et le gouvernement est devenu inexistant. »

Evoquant la décision du premier ministre de créer un grand stade à Melun-Sénart, M. Chirac a déclaré : « Je n'ai été, ni de près ni de loin, consulté dans cette affaire. Je n'en parle pas et en conséquence, je ne paie pas. »

M. Camille Cabana (RPR) élu sénateur de Paris

M. Camille Cabana, ancien ministre, membre du RPR, a été élu, comme prévu, dès le premier tour, dimanche 10 février, sénateur de Paris, en remplacement de Raymond Bourgeois, décédé le 30 novembre dernier.

Avec 2 303 votants sur 2 343 inscrits, et 1 129 suffrages exprimés, M. Cabana a recueilli 1 619 voix, devançant largement M. Didier Motchane, PS, 288 voix, et les candidats du Front national et du CNI, M. Jean-Baptiste Biaggi, 115 voix, et M. Bernard Lepidi, 92 voix. M. Roland Perlican, PCF, a obtenu, pour sa part, 15 voix.

Le succès de M. Cabana était attendu, compte tenu de la composition du collège électoral sénatorial de Paris nettement favorable au RPR et à l'UDF. Avec 1 619 voix sur un potentiel de 2 000, le candidat du RPR ne réalise pourtant pas un bon score. Dans cette élection dépourvue d'enjeu, la surprise est venue du résultat élevé enregistré par le candidat du Front national et, dans une moindre mesure, par celui du représentant du CNI.

M. Biaggi, qui a recueilli, selon M. Jean-Marie Le Pen, président du mouvement d'extrême droite, « trente fois plus de voix que prévu », a peut-être bénéficié du vote de certains électeurs RPR et UDF, mécontents de la désignation de M. Cabana. Ce dernier avait été préféré à un ancien sénateur RPR de Paris, M. François Collet, actuel maire du sixième arrondissement, qui s'était effacé, en 1986, au profit de l'ancien député de Gaulle.

[Né le 11 décembre 1930 à Elne (Pyrénées-Orientales), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion « Blaise-Pascal »), M. Camille Cabana, administrateur civil deuxième classe, est affecté, en 1964, au ministère de l'Intérieur. Il est nommé ensuite directeur de cabinet du préfet de l'Isère, M. Maurice Doublet, puis sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de la région

parisien, en 1969. Il devient préfet, directeur du cabinet du préfet de Paris, en 1975. Préfet hors cadre, il est détaché comme secrétaire général de la Ville de Paris en 1977, date de l'arrivée de M. Jacques Chirac à la mairie. Directeur général des services administratifs du département de Paris en 1983, il devient, le 20 mars 1984, ministre délégué auprès du ministre des finances, chargé de la privatisation. Un domaine où il est crédité d'une certaine expérience pour avoir privatisé des services de la mairie de Paris. Il est nommé ensuite ministre délégué auprès du premier ministre avec en charge la réforme administrative, en août 1986, puis la réforme administrative et les rapatriés, en septembre 1987. En 1988, M. Cabana se présente à l'élection législative de la deuxième circonscription de l'Hérault. Il est battu. Elu conseiller de Paris (deuxième arrondissement) le 12 mars 1989, M. Cabana devient alors adjoint au maire, chargé de l'urbanisme. Il n'a pas de responsabilités particulières au sein des instances du RPR hormis celles de directeur de la publication de la Lettre de la Nation.]

M. Mariani est élu maire de Sovéria. - M. Laurine Mariani, âgée de soixante-dix-huit ans, a été élue à l'unanimité, dimanche 10 février, maire de Sovéria (Haute-Corse), en remplacement de son fils, Paul, assassiné le 31 décembre dernier par des inconnus devant son domicile. M. Mariani, seule candidate, avait été élue au premier tour de l'élection municipale partielle organisée le 3 février, à l'unanimité des cinquante-deux suffrages exprimés sur les cent vingt-huit électeurs inscrits.

o Nomination à l'Elysée. - M. Guillaume Hannezo, inspecteur des finances, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, a été nommé, par décret paru lundi 11 février au Journal officiel, conseiller économique à la présidence de la République.

[Licencié en droit, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'ENA, M. Guillaume Hannezo, inspecteur des finances de deuxième classe depuis juin 1989, avait été nommé, le même mois, conseiller technique au cabinet de M. Pierre Bérégovoy.]

Rejoignez ceux qui exportent partout dans le Monde

- **Ecole Supérieure du Commerce Extérieur**
- **Enseignement supérieur privé**
- **4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)**
- **Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel**

PALMARÈS DU MOCI
Moniteur du Commerce International du 12/3/90

ESCE : 3^e
(Classement des écoles 100% internationales)

SALAIRES JEUNES DIPLOMÉS
L'Expansion du 17/5/90

ESCE : 143.000 F
(Salaire annuel brut médian)

esce
la référence

53, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37
3617 CODE ECOI - ESCE

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Etat d'urgence sanitaire et campagne de prévention

Plusieurs grandes villes du Pérou sont déjà touchées par l'épidémie de choléra

LIMA

de notre correspondant

Une épidémie de choléra, partie du port de Chimbote à 400 kilomètres au nord de Lima, frappe la côte péruvienne depuis la fin janvier et commence à toucher les Andes. En une dizaine de jours, une cinquantaine d'habitants ont été foudroyés par ce fléau et plus d'un millier de malades sont en traitement dans les hôpitaux. De Piura au Nord, jusqu'à Chincha et Pisco au sud de Lima, de grandes villes du pays sont déjà touchées.

Le ministre de la santé, M. Carlos Vidal, a déclaré que cette épidémie pourrait durer quatre mois, que 300 000 Péruviens seraient vraisemblablement porteurs du parasite et que 10 000 personnes environ pourraient y succomber. Il a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur une grande partie du littoral

pour mieux acheminer l'aide internationale, nombre de pays comme la France ayant immédiatement déployé des moyens d'assistance pour venir en aide au Pérou.

Ce n'est que la semaine dernière que cette épidémie a pu être détectée. Les premières victimes de déshydratation aiguë, enregistrées fin janvier, n'avaient pas vraiment inquiété les autorités : l'absence d'eau potable, de tout à l'égout et d'hygiène entraînent, en plein été tropical, d'innombrables infections gastro-intestinales.

Le spectacle quotidien de la mort

Rien d'étonnant puisque les camions-citernes qui approvisionnent en eau les habitants des bidonvilles n'hésitent pas à se ravitailler dans les rares points d'eau qui servent de lavoirs et leurs rives

de latrines et de dépotoirs. On sait désormais que la bactérie est le *Vibrio cholerae* et l'une des plus dangereuses selon les autorités péruviennes. Elle aurait pour foyer infectieux le plancton du Pacifique et aurait pollué toute la faune marine. Cela n'empêche pourtant pas la majorité de la population de s'alimenter sur le pouce avec le *ceviche*, ce plat traditionnel à base de poissons crus et de fruits de mer, mariné dans le citron et préparé dans des conditions d'hygiène lamentables, et de déguster des boissons sucrées et des sorbets chimiques - servis dans des sacs plastiques - fabriqués à base d'eau usées.

Une campagne de prévention a immédiatement été mise en place par les autorités, mais les plus démunis n'en tiennent guère compte. Poissons et fruits de mer bon marché sont la base de leur

alimentation, alors que les fausses glaces à l'eau sont les seuls desserts des gamins et que la plage est la seule distraction familiale du dimanche. Les images télévisées des moribonds victimes du choléra n'ont guère frappé une population confrontée de façon quotidienne au spectacle de la mort : dix Péruviens sont tués chaque jour à cause du terrorisme ou de la répression. Presque autant succombent à la suite d'actes de délinquance.

Le choléra n'est pas la seule plaie dont souffre le pays. La population indienne et métisse est presque résignée à ces cataclysmes cycliques, comme les tremblements de terre, la tuberculose dans les bidonvilles, la fièvre et la fièvre jaune dans l'Amazonie et, aujourd'hui, le choléra sur une grande partie du littoral.

NICOLE BONNET

Retour

Suite de la première page

La « septième pandémie » a commencé il y a trente ans, lorsque le germe - *Vibrio cholerae* de type eltor (1) - celui-là même qui est retrouvé au Pérou, a commencé à se propager en dehors de sa zone d'endémie en raison de différents mouvements de population. On a ainsi assisté à plusieurs épidémies en Asie orientale ou au Bangladesh. « Cette progression irrésistible s'est poursuivie jusqu'en 1966 et après une accalmie provisoire en 1967 et 1968, la maladie s'est répandue dans plusieurs pays méditerranéens, explique-t-on à l'OMS. En 1970, le choléra a envahi l'Afrique occidentale, si l'on excepte quelques poussées à la fin du dix-neuvième siècle, en fait toujours demeuré exempt. Pour la première fois depuis le début de la pandémie actuelle, le choléra s'est propagé d'un bond à travers un vaste territoire jusque-là indemne ».

L'hygiène avant tout

Les épidémiologistes suivent alors la diffusion du vibron dans différents pays africains selon des parcours quasi-identiques, la maladie étant transmise le plus souvent par des pêcheurs et des commer-

cants. Les rencontres auxquelles donnent lieu, sur ce continent, les funérailles avec toilettes rituelles des corps et festivités ont aussi joué un rôle important dans la propagation de la maladie qui, dans de nombreuses régions africaines, est devenue endémique.

On estime aujourd'hui qu'une centaine de pays sont touchés par cette septième pandémie. Cette diffusion mondiale est très difficilement contrôlable. On ne dispose encore en effet, d'aucun vaccin véritablement efficace contre cette bactérie, responsable, après un délai d'incubation très court, d'une infection intestinale aiguë entraînant une grave déshydratation souvent mortelle en l'absence de soins immédiats et spécialisés. En pratique, une fois l'épidémie déclarée, le contrôle de la situation

passé avant tout par l'adoption d'une série de mesures d'hygiène.

Cette septième pandémie continuera-t-elle longtemps une progression qui semble aujourd'hui irrésistible? Comme l'histoire des maladies infectieuses le montre, elle devrait à court ou moyen terme diminuer en intensité, et réduire ses zones de diffusion en semblant ainsi s'éteindre. Les prévisions dans ce domaine sont toutefois devenues très difficiles, la multiplication des moyens de transport ayant totalement bouleversé, comme le montre le sida, le destin de nos fléaux infectieux.

JEAN - YVES NAU

(1) Cette dénomination tire son nom du camp d'isolement sanitaire d'El Tor (dans le Sinaï) où ce type de vibrios a pour la première fois été isolé.

INTEMPÉRIES

Le froid a fait plus de vingt victimes en France

Malgré certains signes de redoux et des températures en hausse lundi 11 février, la vague de froid qui houle la France depuis plusieurs jours a provoqué le mort de plus d'une vingtaine de personnes.

Dans les Pyrénées, à la station d'Astun, sur le versant espagnol du col du Somport (Pyrénées-Atlantiques), une avalanche a entraîné la mort, dimanche dans la matinée, de quatre Français qui faisaient du ski hors piste. Deux autres skieurs français ont été tués ce même jour par des avalanches : l'un en Suisse, au-dessus de Molioja, dans les Grisons, l'autre dans la petite station de ski de Golfe-Saint-Jean, près de Pra-Loup (Alpes de Haute-Provence).

Au cours du week-end, deux enfants de six et sept ans qui jouaient à Diedendorf (Bas-Rhin) sur la Sarre gelée, se sont noyés après que la glace s'est rompue. D'autre part, un pompier volontaire de la ville de Caen est mort d'hydrocution alors qu'il effectuait avec des collègues des exercices sur un plan d'eau en partie gelé de l'écluse de la Vire (Calvados). Une personne âgée et un homme sans domicile fixe ont été victimes du froid à Montfort-sur-Risle (Eure).

Le mauvais temps a provoqué bon nombre d'accidents de la circulation, parfois mortels. Ainsi deux personnes ont été tuées, dimanche vers 15 heures, dans un carambolage, dû aux chutes de neige, entre trois véhicules sur la N105 vers Melun (Seine-et-Marne). Deux personnes sont décédées dans la nuit de samedi à

dimanche dans deux accidents de la route dus aux plaques de verglas en Charente-Maritime. D'autre part, samedi après-midi à Wavrin, près de Lille (Nord), une voiture est tombée dans un canal après avoir dérapé sur une chaussée enneigée. Le conducteur et la passagère sont tombés à l'eau.

En Haute-Savoie, les importantes chutes de neige des deux dernières 48 heures ont contraint les services de sécurité à provoquer plusieurs avalanches artificielles et se sont traduites par divers incidents mineurs. Plusieurs routes ont été coupées pendant une heure à la circulation, (accès à Flaine et au tunnel du Mont-Blanc).

Les conducteurs n'étaient pas les seules victimes du froid. Sous l'effet de la chaleur et en raison d'un mauvais fonctionnement de la circulation intérieure de l'eau, un récupérateur de

chaleur a explosé, samedi soir, lors d'une soirée chez des particuliers domiciliés à Boulogne, dans la banlieue de Toulouse, faisant dix blessés ou brûlés. Ces derniers ont été évacués vers des hôpitaux de Toulouse. A Jossely (Haute-Saône), deux enfants d'un et trois ans ont péri asphyxiés samedi soir après l'incendie d'une cloison de leur chambre à coucher, provoqué par un contact avec le tuyau d'un poêle à bois.

Enfin, une coupure de courant a affecté environ 120 000 abonnés dans le Morbihan, samedi pendant plusieurs heures, tandis que dans la banlieue parisienne, quatre mille logements de la ZUP d'Argenteuil (Val-d'Oise) étaient privés de chauffage et d'eau chaude pendant vingt-quatre heures. - (AFP, AP)

Une station de métro ouverte la nuit pour accueillir les sans-abri

La cloche de Saint-Martin

Seize siècles après avoir partagé son manteau avec un gueux sur les rives de la Loire ennégée, saint Martin, l'ancien évêque de Tours, prête son nom une nouvelle fois aux sans-abri. La station de métro Saint-Martin, entre République et Strasbourg-Saint-Denis, fermée depuis le 2 septembre 1989, est ouverte la nuit pour accueillir les clochards, les zozos et les sans-domicile à la recherche d'un abri pour échapper aux morsures du froid.

Sur le quai, quatre-vingts lits en fer, avec couvertures aux armes de la SNCF et séparés à intervalles réguliers par des murets. Cela a un petit air de blockhaus voûtés, de chambre en alerte ou de lieu de repos avant l'assaut. Le bruit du vent vient des rames parce les murs avec un roulement qui semble venir du tréfonds du sol. On arrive ici à 21 heures, après une journée de galère. On dépose, quand on en a, son barda. Et, au fil des heures, toujours les mêmes histoires, les mêmes mots qui sortent avec difficulté des lèvres gercées. On en veut à la société qui ne fait rien pour les sans-domicile fixe, aux patrons qui refusent, bien sûr, de donner du travail et aux « bleus ».

Ah! ces « bleus », le mot court de lit en lit et vient buter jusque sur les

murs des toilettes. Les « bleus », ce sont les hommes de la préfecture de police chargés de les prendre au filés. « Ils nous pourchassent, nous attrapent, nous jettent contre les murs et nous empêchent de bouger, puis ils nous emmènent au centre de Nanterre. C'est là, il faut mieux les éviter », lance Julien, un vieux habitué du trajet Paris-les Hauts-de-Seine.

Dormir seulement

A quelques mètres, on est plus tranquille. Celui-là, par exemple, déjà endormi. Une bonne bouille à la Hemingway avec sa barbe blanche. Il dort sur le dos ou sur le côté droit, de façon à toujours avoir la main posée sur sa valise. Se doute-t-il de quelque chose? Sûrement, et un homme avant en veut deux. Engoncé dans son semelle, il n'a pas vu trois maîtres expulsés du refuge après avoir dérobé de quelques paquets de tabac des compagnons de gamberge.

Il existe aussi les « intellos », ceux qui ont la parole enjouée et le débit rapide. « Moi, j'étais peintre en bâtiment à Saint-Denis. Je travaillais au noir également », il ajoute : « Plus de boulot, plus de cahute. Ma sœur

ne veut plus me voir. Seul mon beau-frère est sympathique et m'aide. C'est un traditionaliste. Tous les dimanches il va à la messe, à Saint-Nicolas du Chardonnet ».

A la station Saint-Martin, on dort seulement. Pas de soupe, ni de pain. Une laque appartenant à l'ordre de Mère Teresa qui vient d'ouvrir une maison rue de Chalon, dans le douzième arrondissement, passe de lit en lit et donne des bons pour, un jour prochain d'estomac creux, avoir un bouillon. Qui était-il, ce jeune de dix-neuf ans, un peu hargné, qui soudain, vers 23 heures, débarque? Un profil d'algèbre. « Pour vivre, je fais la manche. Ces derniers jours, je dormais dans les assommoirs à Belleville. Il est seul. « Parfois j'en ai marre », confie-t-il, avant de s'allonger tout habillé et de se taire. Là-bas, dans un carré, une bouteille de vin rouge circule et on refait le monde. « On ne nous connaît plus dans ce pays de fonctionnaires planqués. Ce sont les nouveaux fléaux. Sous l'Ancien Régime, au moins, on ne nous laissait pas tomber », lance Christophe, la quarantaine. Cette nouvelle définition de la monnaie ne fait pas l'unanimité. Mais tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut aller au grain quand les « bleus » vous

tombent dessus. Plus loin, un homme voûté, avec de grosses lunettes comme des hublots, regarde et écoute. Crevette, pardessus, chaussures vernies. « C'est la première fois que je viens ici. Hier soir, je dormais dans des cartons, gare Saint-Lazare ». Il précise : « Je travaillais dans les restaurants du CNIT. Avec la crise, plus de travail. Les Arabes ont foutu le camp. » Il a pour voisin des vieux brisards de la cloche : barbe en bataille, nez rouge et joues violacées. « Ah! si l'on s'occupait de nous comme on s'occupe des immigrés, on n'en serait pas là. On ne fait rien pour les Français », grogne un rescapé du centre de Nanterre.

La réaction est-elle en train de prendre le pouvoir à Saint-Martin? « Qui conduit? C'est l'homme. Qui fait les achats? C'est la femme... » Dans les couloirs déserts se déçoquent sur les murs les ultimes publicités d'avant-guerre. En carreaux de couleur et en relief. Mais, pour ces vagabonds tremblants et minés par le froid, prêts à s'échapper dès que le mercure remontera dans le baromètre, tout cela a peu d'importance. Un lit, une couverture et « on est mieux ici que dehors ».

JEAN PERRIN

PARIS

Aménagement d'un quartier pittoresque de la capitale

Le Sentier transformé en zone piétonnière à « accès contrôlé »

Le Conseil de Paris devait examiner, lundi 11 février, l'aménagement du quartier Montorgueil-Saint-Denis dans le deuxième arrondissement de la capitale. Les travaux de transformation des rues en voies piétonnes dureront trois ans, à partir de juillet prochain, et coûteront 100 millions de francs.

Le Sentier s'apprête à changer de physionomie. D'ici à l'été 1994, le périmètre compris entre les rues Étienne-Marcel, du Louvre d'Aboukir, de Réaumur et le boulevard Sébastopol deviendra le plus vaste « secteur piéton urbain à accès contrôlé » d'Europe. Ce sera la fin attendue des congestions interminables du trafic automobile dans les rues et les ruelles du quartier. La fin aussi d'une animation pittoresque et bruyante, épaules et chariots chargés de coupons de tissus (le Monde du 19 octobre 1989).

La rue d'Argout, inaugurée vendredi 8 février par M. Chirac, est dotée déjà du nouvel équipement. Des bornes bloquant l'entrée et la sortie de la voie mise en sens unique. Pour abaisser l'obstacle, les riverains doivent disposer d'une carte magnétique. Peu à peu, vingt hectares de voies, sur 2 389 mètres de long, seront ainsi équipés et recouverts de petits pavés blancs.

Pour compenser la perte de cinq cents places de stationnement sur les voies devenues piétonnes, des parkings souterrains seront construits, où les riverains auront des places réservées : 437 au total, au prix mensuel de 1 000 F environ. D'autres parkings publics sont aussi en construction ou en projet. Les 7 214 Parisiens qui habitent dans le quartier piéton possèdent, au total, environ 1 200 voitures, mais beaucoup disposent déjà de garages ou de parkings.

M. Chirac, comme le maire du deuxième arrondissement, M. Benoîte Tuffin, insistent sur la concertation avec les Parisiens directement intéressés (446 habitants et 150 professionnels ont été interrogés en décembre dernier). Ils veulent restituer à ce canton du

coeur de Paris la vocation résidentielle qu'il eut jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle.

Le POS (plan d'occupation des sols) sera modifié pour renforcer les dispositions actuelles. Seuls les quai-de-chaussée pourront accueillir de nouvelles activités commerciales, artisanales ou de bureaux. Les étages seront réservés au logement. Les ateliers et les bureaux qui s'y trouvent déjà ne pourront se moderniser que s'ils n'augmentent pas leurs surfaces. Cette mesure va, à coup sûr, amplifier la tendance selon laquelle, affirmant le maire de Paris et le maire d'arrondissement, depuis quarante ans les entreprises textiles du Sentier s'y conservent que la présentation des modèles et des tissus, les activités de coupe et de stockage ayant déjà émigré vers la périphérie de Paris.

Une sécurité renforcée

M. Jacques Chirac a répété son intention d'assurer aux riverains, bousculés par de nouvelles contraintes, « le droit à la tranquillité ». Expliquant que le préfet de police ne peut affecter des personnels supplémentaires à la nouvelle zone piétonne, le maire de Paris a annoncé qu'il mettrait en place un corps de cinquante agents ayant le même statut que les surveillants des parcs et des jardins. Comme ces derniers, au nombre de 930, ces agents n'auront pas de pouvoirs de police au sens strict. Ils ne seront pas armés, mais auront le rôle d'une « présence dissuasive ».

Le maire de Paris confirme qu'il ne veut pas créer de police urbaine, mais qu'il défend de disposer de pouvoirs de police - que la loi lui refuse, regrette-t-il - il utilisera au mieux ceux qu'il tient en matière d'hygiène et de voirie. De même accepte-t-il le recrutement de « perversités » supplémentaires, à condition qu'elles soient affectées à la zone piétonne qu'il crée aujourd'hui.

CHARLES VIAL

EN BREF

Des normaliens contre le « révisionnisme ». - Un groupe d'élèves de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, réuni au sein d'un « comité anti-négationniste », mène une campagne de protestation contre l'ouverture, en octobre 1990, d'une librairie à l'enseigne de La Vieille Taupe, 12, rue d'Ulm. Animés par Pierre Guillaume, les Editions de la Vieille Taupe défendent, depuis le début des années 80, les thèses visant à nier l'existence des « chambres à gaz homicides » dans les camps d'extermination nazis. Outre une pétition qui a déjà recueilli quelque mille cinq cents signatures, ce comité, qui a son siège à l'ENS, appelle à une manifestation silencieuse hebdomadaire devant la librairie, tous les mardis, à 18 heures.

Fusillade dans une résidence secondaire en Périgord : deux morts, un blessé grave. - Un jeune couple a été tué et le propriétaire d'une résidence secondaire, près du Bugue (Dordogne), grièvement blessé, samedi soir 9 février, au cours d'un échange de coups de feu. Les deux personnes tuées, Ouadid Zoula, vingt-deux ans, un fils de harki du Bugue, et son épouse Aïcha, d'origine marocaine, avaient été condamnées en septembre 1990 pour avoir cambriolé à trois reprises cette résidence secondaire appartenant à un entrepreneur en peinture de la région parisienne, M. Bernard Vibien, soixante ans. Selon les premiers éléments de l'enquête, M. Vibien était arrivé vendredi soir dans sa maison et s'y trouvait seul, samedi en fin d'après-midi, lorsqu'il a reçu la visite des époux Zoula, qui avaient été remis en liberté après avoir restitué à M. Vibien une partie des objets volés. Un échange de coups de feu s'est alors produit entre M. Vibien, armé d'un fusil de chasse chargé avec des chevrotines, et Ouadid Zoula, touché au thorax, et sa jeune femme, atteinte au front, sont morts sur le coup. L'entrepreneur, blessé à l'oreille, au thorax, dans le bas-ventre et à la cuisse, a pu appeler la gendarmerie du Bugue après la fusillade, avant d'être transporté à l'hôpital de Bergerac où il a été opéré.

Une cache d'armes découverte dans le Var. - Un stock d'armes a été découvert par un chercheur de champignons dans le massif des Maures, vendredi 8 février, près du village de Collobrières (Var). Le promoteur a alerté les gendarmes après avoir repéré plusieurs sacs et une caisse à outils à moitié enfouis dans le sol.

Les gendarmes ont trouvé trois pistolets-mitrailleurs, un pistolet automatique, une vingtaine de grenades défensives et des munitions, ainsi que des explosifs peu puissants. Plusieurs services de police (SRPJ de Marseille, renseignements généraux, DST) ont été mobilisés et une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet du tribunal de Toulon. Ce stock d'armes « n'a, a priori, pas de rapport avec l'action terroriste », a estimé le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, lundi 11 février. Il s'agirait d'armes datant de la seconde guerre mondiale « dont on a voulu se débarrasser », a-t-il ajouté.

Un policier tue un automobiliste au cours d'une querelle. - Un brigadier de police, qui allait prendre son service au ministère de l'Intérieur, a ouvert le feu sur un automobiliste avec lequel il s'était pris de querelle, dimanche 10 février à Cressy (Yvelines). Le différend entre le fonctionnaire et les deux occupants d'une voiture a dégénéré en bagarre. Se sentant menacé, le gardien de la paix a fait usage de son arme de service, blessant mortellement l'un des deux hommes.

Le Monde ÉDITIONS

GOLFE

clés pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

VENTE EN LIBRAIRIE

سكس ١٠٠٠

JUSTICE

La mort occultée de Philippe Maziz, gardien de la paix

Onze ans de procédure, un rapport de synthèse oublié, un drame familial, des parents qui, inlassablement demandent justice pour leur fils, « victime de la guerre des polices »

Il y a onze ans, Philippe Maziz, gardien de la paix à Antibes, était, à la suite d'une méprise, tué par des policiers nîçois. Deux jours plus tard, son épouse se donnait la mort après avoir tué leur fils. Une affaire dramatique, sur fond de « guerre des polices », qui a été à nouveau évoquée, jeudi 7 février, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Celle-ci pourrait enfin, dans son arrêt, le 21 février, décider la réouverture de l'information judiciaire.

Il est presque 3 heures du matin le 12 février 1980. Six policiers de la Brigade de recherches et d'intervention (BRI) de Nice, dirigés par le commissaire Pierre Guizou, arrivent discrètement, chemin des Pertuades, à Vallauris, dans deux véhicules. Une information relative à l'enlèvement d'un homme, conduit à la police de l'anti-gang, qui s'apprête à cerner une villa isolée lorsqu'ils aperçoivent, dans la pénombre, un homme au volant d'une voiture arrêtée. Pleins phares, rapides sommations, coups de feu, dont deux rafales de pistolet-mitrailleur. L'homme est tué de plusieurs balles. Le lendemain, M. Pitou est retrouvé sain et sauf, après quinze jours de séquestration. Entre-temps, l'affaire Maziz s'est devenue l'affaire Maziz.

Celui que les membres de la BRI nîçoise ont pris pour un gendarme mélangé au rapt de l'industriel est, en effet, un gardien de la paix d'Antibes, Philippe Maziz, vingt-cinq ans, affecté, depuis peu, à la brigade de surveillance de nuit. Il se trouvait en mission de routine - les cambriolages sont nombreux dans la région - en civil et à bord d'une voiture banalisée, en compagnie de deux collègues partis inspecter les lieux quelques dizaines de mètres plus loin.

« Tragique méprise », « épouvantable fatalité », disent aussitôt les supérieurs du commissaire Guizou, tandis que les syndicats de police, consternés, dénoncent vivement « un manque flagrant de coordination ». La BRI de Nice n'ayant pas connu personne de son opération. Brevé mortel, qui se double d'un autre drame : le surindien, le 14 février, Annie Maziz, l'épouse du policier abattu, recueillie par un collègue de son mari et par sa femme, réussit à s'emparer d'une arme de service, tue d'une balle en plein cœur son fils Nicolas, quatre ans et demi, son chien Tom, puis retourne l'arme contre elle. « On aimait trop Philippe, nous allons le rejoindre », avait-elle écrit dans un message à l'attention des siens.

Un revolver non armé

Chemin des Pertuades, les membres de la BRI restent, après la mort du gardien de la paix, les seuls témoins oculaires. Ils expliquent d'abord, aux diverses autorités accourues sur place, que Philippe Maziz n'a pas répondu aux sommations, qu'il est sorti de son véhicule et qu'il a tiré le premier, déclenchant ainsi leur riposte. Cette dernière affirmation ne tient pas longtemps : le 7, 65 décapité sous le corps du policier n'était pas armé. La « confusion » serait née d'un premier coup de feu distinct, provenant d'une arme individuelle. Les hommes du commissaire Guizou ont cru qu'il avait été tiré par Philippe Maziz - d'où leur riposte, notamment deux rafales de pistolet-mitrailleur - alors qu'il émanait de l'un d'entre eux : c'est ce qui ressort du rapport établi le 7 mars 1980 par le commissaire principal Ivan Delon, aujourd'hui, commissaire divisionnaire, chef d'état-major des polices urbaines des Bouches-du-Rhône. Un rapport congru, en pleine « guerre des polices », un rapport passablement occulté par la justice, un rapport qui a valu à cette affaire, presque onze ans jour pour jour après les faits, d'être à nouveau évoquée, jeudi 7 février, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Bien obligés, ensuite, de reconnaître que Philippe Maziz n'a pas fait usage de son arme de service, les membres de l'antigang maintiennent que le gardien de la paix est sorti de sa voiture en les menaçant de son revolver, les mettant ainsi en position de légitime défense. Ce sera leur version tout au long de la procédure, après que les parents de Philippe et Annie

Maziz, née Vaccano, se furent portés partie civile dès le 19 février 1980, avec le soutien du Syndicat national des policiers nîçois (SNPT). Ils ne peuvent pas croire, ces parents, que Philippe, jeune fonctionnaire très bien noté, originaire des corons du Nord et objet d'une mutation-promotion à Antibes, ait pu, après sommations, pointer son arme contre des collègues.

Un curieux cheminement

Reste, pourtant, le rapport Delon, enquête d'une cinquantaine de pages, qui a déjà établi que le 7, 65 de Philippe Maziz n'avait pas servi et qui va encore plus loin. Selon ce document, des traces de sang - jamais mentionnées au cours de toute la procédure - maculaient le siège du conducteur et le plancher de la voiture banalisée, ce qui voudrait dire que le gardien de la paix était assis - et non debout en train de brandir son arme - au moment où il a été atteint.

« Il a été pris par le tir dans le mouvement qu'il a amorcé pour sortir du véhicule », pense toujours l'auteur de ce rapport. Philippe Maziz a pu ouvrir sa portière, elle aussi tachée de sang, avant de s'écrouler, mort, sur le sol, face contre terre. Son corps a alors été retourné sur le dos - pour l'identifier - et, dans ce mouvement, le revolver que le policier portait dans la ceinture de son jean a glissé sous la main de son collègue. C'est ce que fonctionnaires de la BRI ont ouvert inconsidérément le feu des la première balle tirée par l'un des leurs.

Or, tout ce que réclament pour sa mémoire et celle de sa femme les proches de Philippe Maziz, c'est que l'erreur, selon eux, du commissaire Pierre Guizou - aujourd'hui chef de la section criminelle de la police judiciaire de Rennes - et de ses hommes soit reconnue.

Encore faudrait-il, pour trancher, que le rapport Delon soit enfin pris en considération. Un rapport qui a suivi un curieux cheminement : la justice l'a depuis longtemps entre les mains, mais depuis quand exactement ? Actuellement annexé au dossier, il ne porte plus le sceau confidentiel, que le commissaire divisionnaire de Marseille nous confirme avoir apposé et, surtout, il n'est pas coté.

M. et M^{me} Ali Maziz n'en ont pris connaissance que plusieurs années après le rejet de leur pourvoi en cassation. Ils ont alors changé d'avocat et M^{me} Charles Libmann, leur nouveau conseil, a relevé, dans le rapport Delon, sept points contredisant les deux ordonnances de non-lieu. Considérant que ce document constituait « un élément nouveau », et que les magistrats lyonnais avaient statué à partir d'une version policière mensongère, M^{me} Libmann, au nom de ses clients, les époux Maziz et M^{me} Adeline Vaccano - M. Vaccano s'est donné la mort cinq ans après le suicide de sa fille Annie - a déposé plainte pour faux en écriture publique, le 20 avril 1989, auprès du tribunal de grande instance de Grasse, point de départ judiciaire de cette affaire. Plainte déclarée irrecevable le 6 septembre 1990 par M. Jean-Paul Renard, doyen des juges d'instruction à ce tribunal.

Pour ce dernier, il n'y avait pas « lieu à informer » parce que « les plaignants émettent en réalité les motivations de décisions judiciaires aujourd'hui définitives » et que, « s'ils peuvent estimer qu'ils ont été victimes d'un rapport de police, ils ne peuvent pas pour autant en conclure que les motivations des juges se sont fondées sur un faux qui aurait été produit au débat pour abuser leur conviction ».

« Un juge d'instruction a le devoir d'informer : article 85 du Code de procédure pénale », affirme avec

force M^{me} Libmann, qui a interjeté appel. Dans son réquisitoire, le procureur de la République d'Aix-en-Provence devait, jeudi 7 février, suivre sur ce point de droit l'avocat parisien et dire que le juge grasseois a en tort de refuser d'informer. Mais cela ne signifie pas pour autant que le ministère public demandera la réouverture d'une enquête.

On en est là dans ce dossier, qui rappelle singulièrement, sur le fond sinon sur la forme, l'affaire Saint-Aubin : M. et M^{me} Jean Saint-Aubin se sont battus pendant vingt-six ans (neuf procédures et vingt-six décisions de justice) pour que l'Etat, par l'intermédiaire du médiateur de la République, reconnaisse implicitement - les faits étaient prescrits - que leur fils Jean-Claude et sa fiancée avaient été tués par méprise au temps de l'OAS par les services secrets de l'armée et qu'il leur accorde 500 000 F d'indemnisation au titre

d'un « mauvais fonctionnement de la justice » (Le Monde du 14 septembre 1990).

Il est parfois très long d'obtenir justice - si on l'obtient - lorsque des institutions comme la police ou l'armée sont en cause : voilà déjà onze ans que les parents de Philippe Maziz, gens modestes qui n'ont rien de redoutables procureurs, ont commencé un combat similaire.

M. Philippe Marchand, nouveau ministre de l'intérieur, se souviendra peut-être que, en sa qualité de député (PS) de Charente-Maritime, il avait adressé, quelques jours après le drame du chemin des Pertuades (Le Monde du 17-18 février 1980), une question écrite à son prédécesseur de l'époque, place Beauvau. Il s'y interrogeait notamment sur les effets d'un « saisissement de la brigade qui a abattu Jacques Mesrine à Paris ».

MICHEL CASTAING

FAITS DIVERS

A Aulnay-sous-Bois et Conflans-Sainte-Honorine

Quatre personnes sont tuées par des rames du RER

Deux jeunes filles sont mortes écrasées par un train, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 février, sur la ligne B du RER entre les gares de Blanc-Mesnil et Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Les deux victimes, âgées de dix-huit ans, ont été heurtées, vers 1 h 25 du matin, par le dernier train en provenance de Paris, à cinq cents mètres de la gare d'Aulnay-sous-Bois, alors qu'elles marchaient sur la voie ferrée.

Selon les premiers éléments de l'enquête, les deux jeunes filles domiciliées à Sevran, à 3 kilomètres du lieu de l'accident, auraient emprunté les voies pour se rendre chez elles, pensant avoir manqué le dernier train, qui avait un retard de six minutes sur l'horaire prévu.

D'autre part, les corps de deux hommes décapités par un train ont été découverts sur les voies de la gare RER de Conflans-Fin-

d'Oise, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), vendredi soir 8 février.

Les deux hommes, Gérard Meuleman, vingt-quatre ans, et Pierre Guenot, vingt-huit ans, n'avaient pas de raison apparente de descendre du train à Conflans-Sainte-Honorine puisqu'ils regagnaient par le RER leurs domiciles respectifs, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) et à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Le commissariat de Conflans, chargé de l'enquête, précise que les deux victimes étaient employées par l'entreprise SPIE-Batignolles à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) et, à la recherche de témoignages, demande à tout voyageur ayant emprunté le RER Pontoise-Paris, vendredi entre 20 h 30 et 21 h 15, de se mettre en rapport avec lui.

SPORTS

Les parrains des Jeux olympiques

250 millions de francs pour Albertville

Le 9 février 1992, les meilleurs skieurs du monde doivent s'élancer sur la piste de la face de Bellevard, à Val-d'Isère (Savoie), pour disputer le titre olympique de descentes. Un an avant cet événement, les responsables du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville avaient décidé de programmer, samedi 9 et dimanche 10 février, des courses préolympiques sur cette piste. Les deux descentes et le super-G prévus n'ont pu avoir lieu en raison d'une visibilité médiocre et d'abondantes chutes de neige. Trois jours blancs qui ont privé les skieurs des « délices » d'une piste toute nouvelle de 2 905 mètres, faite de nombreuses courbes et de quatre sauts.

En Coupe du monde, les dames ont eu plus de chance que les hommes, puisque les épreuves prévues ce week-end en Allemagne ont pu avoir lieu. La Française Carole Marie s'est illustrée vendredi 8 février, en se classant deuxième de la descente derrière la Suisse Chantal Boumrisse et en terminant en tête du super-G le lendemain.

A un an de l'ouverture des Jeux d'hiver d'Albertville (du 8 au 23 février 1992), le Comité international olympique a présenté les douze sociétés internationales qui ont adhéré à son programme de sponsoring des Jeux d'hiver et d'été 1992. Ce programme, baptisé TOP (The Olympic programme), déjà rodé pour les Jeux de 1988 où il avait rapporté 100 millions de dollars au mouvement olympique, s'élève cette fois à 175 millions de dollars.

C'est en 1984, avec le financement exclusif privé des Jeux de Los Angeles, que le mouvement olympique, traditionnellement prudent vis-à-vis de la publicité (aucun panneau n'est autorisé dans les enceintes olympiques) avait pu mesurer les nouvelles possibilités offertes par le partenariat commercial. Mais les firmes qui s'étaient associées aux organisateurs américains n'avaient pu étendre leurs

contrats au niveau international à cause de la Charte olympique qui garantissait à chaque Comité national olympique (CNO) l'exploitation des emblèmes olympiques sur son territoire.

A l'initiative d'Horst Dassler, ancien patron d'Adidas, créateur et actionnaire majoritaire d'ISL marketing, le CIO a lancé en 1985 son premier TOP avec neuf sociétés à vocation internationale. Huit de ces neuf sociétés (Brother, Coca-Cola, Kodak, 3M, Panasonic, Philips, Time et Visa) ont renouvelé leur partenariat pour les Jeux de 1992 et ont été rejointes par quatre autres (Bausch et Lomb, EMS Chronopost, Mars et Ricoh).

Droit d'entrée

En échange d'un droit d'entrée au TOP de quelque 15 millions de dollars, ces sociétés peuvent utiliser, mondialement, les emblèmes et mascottes olympiques dans leur communication et, en outre, dans leur secteur d'activité, des objets promotionnels portant les marques olympiques. Elles ont également le droit d'élaborer des programmes d'hospitalité et de bénéficier d'emplacements à proximité des sites olympiques pour promouvoir leurs produits.

La moitié de cette nouvelle manne olympique revient au CIO qui en fait bénéficier les 167 CNO et apporte une aide de 400 dollars pour chaque participant, athlète ou dirigeant, des pays du tiers monde. L'autre moitié revient au Comité d'organisation des Jeux d'hiver d'Albertville (1/3, soit près de 30 millions de dollars) et d'été de Barcelone (2/3).

L'organisation de ce TOP a donné au Comité d'organisation des Jeux d'Albertville (COJO) l'idée d'un Club Coubertin qui regroupe également douze partenaires au niveau national (AGF, Alcatel, Bis, Candia-Yoplait, Crédit Lyonnais, Evian, France-Télécom, IBM, La Poste, Renault, la SNCF et Thomson). Avec les 100 millions de francs du Club Coubertin et les 30 millions de dollars du TOP, ce sont donc environ 250 millions de francs qui viendront gonfler les caisses du COJO pour les Jeux d'Albertville.

GÉRARD ALBOUY

HIPPISME

Les contrôles antidopage au triple galop

Depuis qu'elles existent, les courses hippiques sont empoisonnées par de sombres affaires de dopage. La lutte contre ce mal a fait d'appréhensibles progrès mais doit toujours évoluer et s'adapter aux circonstances.

En France, un nouvel effort va être accompli en ce domaine avec la prochaine mise en place d'une procédure de contrôles renforcés. Celle-ci a été demandée par le ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture et même, semble-t-il, de l'Elysée. Le président Mitterrand aurait insisté récemment auprès d'un de ses interlocuteurs sur son souci « d'une grande régularité des compétitions hippiques ».

Il y a un peu plus de deux ans, au moment du Prix d'Amérique, sept chevaux de trot avaient été reconnus positifs en clenbutérol : un antidote respiratoire fort actif possédant des effets de préférence anabolisants. Depuis, l'enquête de la Société des courses de trot et de la police des jeux s'est poursuivie dans donner de résultats spectaculaires. Plusieurs entraîneurs ont été incriminés pour « infractions à la législation sur les substances vénéneuses et les stupéfiants ».

Le dossier reste toujours en cours d'instruction mais les organisateurs, de leur côté, ont « blanchi » tous leurs ressortissants. Lors des investigations, des zones d'ombre apparaissent dans le système de dépistage : trop libre circulation de personnes non accréditées dans les écuries, y compris sur l'hippodrome de Vincennes ; transport des prélevements étalé sur plusieurs jours sans clause de surveillance ; analyse, dans un même laboratoire de tous les fécules prélevées après la course. Les procédures devaient donc être resserrées. La réforme va comporter trois axes principaux : réaffirmation du principe selon lequel l'entraîneur est responsable en toutes circonstances de la surveillance de son cheval ; contre-expertises confiées à des laboratoires privés différents de celui des Sociétés de courses en cas de première analyse positive ; maintien de l'anonymat entre les deux investigations.

L'Aga Khan

Un autre dossier a suscité récemment des polémiques à un très haut niveau puisque l'opposition du Jockey Club anglais au prince Aga Khan. En juin dernier, après que sa pouliche Alyssa ait remporté les Oaks, une course très importante en Angleterre, le couplet des analystes

est tombé : le prélevement biologique recelait un métabolite du clenbutérol. L'annonce de cette nouvelle ne laissait pas inerte le grand propriétaire qui a déjà connu, outre-Manche mais aussi aux Etats-Unis, des déboires, à ce sujet, avec les autorités hippiques.

Avec le renfort de quelques sommités vétérinaires internationales dont le professeur canadien Massé, responsable de l'Institut de santé de Montréal chargé notamment, en tant que laboratoire tiers, des investigations pour le Comité olympique, le prince apportait un argument de poids : la molécule mise en cause, le 3 hydroxycamphore, existe couramment dans plusieurs substances naturelles propres à l'environnement spécifique du cheval. Fort de cette démonstration, il demandait l'arbitrage d'un comité neutre de trois experts internationaux. Requête pour l'instant laissée sans réponse. Le distancement d'Alyssa a été maintenu et l'Aga Khan a décidé de mettre fin à ses activités hippiques en Angleterre et de transférer tout son effectif en France.

Caféine buvard

Lors de leur dernière conférence à Paris en octobre 1990, les spécialistes de trente-sept pays concernés se sont efforcés de faire le point sur tous ces problèmes. Ils ont souscrit à une demande pressante des professionnels en entérinant l'introduction de seuils pour quatre substances - mais justement seulement - pouvant émaner du cheval ou produites par celui-ci. Mais ils n'ont pas voulu aller plus loin dans la définition des apports endogènes, avec la crainte perpétuelle d'être trompés. Ainsi, ils savent bien que la caféine, qui semble un stimulant archaïque, est souvent en réalité ce que l'on appelle un « buvard » masquant des médicaments délassants ou anti-stress très élaborés qui contiennent également... de la caféine.

La transfère entre science et science-fiction n'est pas facile à établir. D'autant plus que la sophistication du matériel utilisé pour le dépistage conduit souvent à des réactions d'hypersensibilité. La méthode de recherche des molécules est basée sur des programmes informatiques. Ils utilisent le spectromètre de masse, appareil d'analyse physico-chimique. C'est cette technique qui, ces jours-ci, a permis de détecter des émanations chimiques au-dessus de l'Irak...

GUY DE LA BROSSE

CULTURE

THÉÂTRE

Une leçon d'Amadeus

Les rapports de Paris et de Mozart ont été cahotiques
Le théâtre s'en est emparé

« Décrivez les séjours de Mozart à Paris en vous inspirant de sa correspondance ». L'usage de nos vieux lycées eût voulu que la dissertation fût écrite en latin. Christiane Marchewka l'a rédigée sous forme dialoguée, dans un français si peu « écrit » qu'on s'étonne de le retrouver dans la bouche d'acteurs de théâtre. Nouvel Amadeus, mais Amadeus pédagogique, Mozart minuit 54 est une pièce musicologique, qui n'entend trahir aucune recherche sur le musicien (le titre indique l'heure précise de sa mort), qui met en perspective les hypothèses historiques, qui cite les plus savantes biographies. Mais il n'est pas facile de « mettre le ton » sur des répliques que l'on dirait piochées dans des dictionnaires de musique. Ni de rappeler à l'intéressé les étapes de sa vie artistique (« Vous n'avez pas participé à la querelle des gluckistes et des piccinistes ») comme on le fait dans les discours de réception à l'Académie.



Sous leurs hautes perruques fluo...

Le médiane retrouvera ses marques, aidé par les mannes bibliographiques de l'Amadeus. Le profane risque d'être pris à froid. Incapable d'identifier immédiatement, sous leurs hautes perruques fluo, Constance, l'épouse à la cervelle d'oiseau (Claire Chiron), sa sœur Aloysia, premier et seul amour du héros (Myriem Roussel), Sallier, empoté-sonneur ou pas (Jean-François Dusigne), M^{lle} d'Épigny, protectrice, initiatrice (Marie-Catherine Conti), et cette barbe de baron von Grimm (Jean-Michel Noiret), dont on se demande, pendant toute la représentation, s'il était parent des auteurs de contes pour enfants.

Pour Mozart, on ne peut pas se tromper : il rit très fort comme dans le film de Forman, il a les traits intéressants de Marc Chabry, l'enfant spasmodique et angissant, incarnation à contre-courant qui fait l'intérêt du spectacle.

Christiane Marchewka est là aussi, jouant son propre rôle (l'écrivain), prenant des notes,

intervenant parfois. Sur le Bœndorfer, à gauche, joue, par ci par là (et de manière fort alerte), Pierre Reach. Il joue un bout de sonate, la K 330 en entier pendant l'entracte, l'Adagio pour Glasharmonica, la superbe cadence de Beethoven pour le concerto en ré mineur K 466, une transcription de l'air du catalogue et l'ouverture de Don Giovanni. Il joue parce qu'il est là, dans le rôle de l'interprète. Mais le choix, le moment de ses interventions ne sont pas évidents. Ceux que l'intrigue intéresse trouveront que ça coupe. Les autres penseront qu'il devrait jouer tout le temps.

Le Steinway de droite est à moitié enfoncé sous les planches, comme après un Tchernobyl musical. Il y a aussi un crâne, qui au regard droit dans les yeux pour lui parler de malades compliquées : une double échelle plantée d'un perroquet ; un drôle de paquet bleu entouré d'une grosse corde ; des éclairages miteux de salle de

concert (on y est) ; de la neige en paillettes ou en papier.

Pourquoi Paris, en rejetant Mozart, a-t-il fait preuve d'une cécité dont souffrent encore aujourd'hui beaucoup d'artistes ? La mise en scène est de Hans Peter Cloos.

ANNE REY

► Les samedis (15 heures et 18 heures) et dimanches (16 heures) jusqu'au 9 mars ; les 14, 20 et 22 février à 21 heures, salle Gaveau, tél. : 49-53-05-07.

Les cris dans la mémoire

« Place des Héros », l'ultime pièce de Thomas Bernhard, comme un dernier avertissement

« Autriche je te hais, famille je t'exécute » : ce pourrait être le cri de guerre de Thomas Bernhard ; sa dernière pièce, *Place des Héros*, le profère pendant deux heures vingt au Théâtre de la Colline.

La place des Héros, la Heldenplatz, existe à Vienne. C'est là que, en 1938, ovationné par une foule immense, Hitler, d'une fenêtre, a proclamé l'Anschluss. La pièce commence un demi-siècle plus tard, en 1988. Josef Schuster, un intellectuel juif qui habite cette place, dégoûté par son pays, vient de se suicider. Il s'est défenestré. Son enterrement va réunir sa gouvernante et une femme de chambre, ses deux filles et son fils, sa femme, son frère, un confère et sa femme, un « admirateur ». Tous vont parler, ainsi qu'on le fait chez Thomas Bernhard, en phrases sinuées, obsessionnelles, martelées comme si une suffocation les brisait, obligant à revenir en arrière, reprenant des mots-clés avant de poursuivre.

Les personnages s'expriment par clichés, sarcasmes, par imprécations et invectives. Les paroles du suicide sont récupérées par le gouvernant - Annie Girardot, dont le phrasé saccadé et l'ironie agressive s'adaptent avec un merveilleux naturel au texte. Elle tient magnifiquement tout un acte, en un monologue à peine interrompu par les questions de la femme de chambre, tout en plantant, repassant les chemises de son maître, homme ordonné jusqu'à la manie, qui la fascine. Comme un magot déréglé, elle répète et déforme ce qu'il lui a confié, car il s'adressait

plus à elle qu'à sa femme... Sa femme - Monique Chasme - dont la mémoire est envahie à jamais par les clameurs effrayantes, les ovations qui ont accueilli Hitler. Elle seule les entend ; pourtant, elles ne se sont pas éteintes. Les nazis sont là, encore...

La gouvernante, au long d'un discours que dynamisent ses partis passionnels, évoque les autres membres de la famille. Quand ils arrivent réellement, on a déjà une idée sur eux, et on n'est pas déçu. Les deux filles, Mala Simon, Annie Bertin et le fils, Philippe Joiris, sont l'équivalent autrichien des intellectuels juifs new-yorkais dans les films de Woody Allen, ridicules par excès de suffisance, ayant un avis sur tout et tous, pas révoltés, tout juste exaspérés. Ils discutent sur le départ de leur mère, qui va quitter l'appartement de Vienne pour la maison de campagne, ce que Josef Schuster ne voulait pas, il ne voulait pas être « chassé une seconde fois par les nazis ».

Entre violence et dérision

L'Autriche a tué leur père, détruit leur mère, l'instant pourrait être celui de la vérité, mais ils discutent sur la nécessité d'aller voir *Mina von Bernheim*, de Lessing, un peu comme si l'on s'interrogeait sur *Lorenzaccio* au moment de choisir entre guerre et paix.

Le couple collige - Jean-Claude Jay, Maria Verdi - et l'admirateur - Pierre Decazes - appartiennent au même monde. Ils fuient, tous.

Se donnent l'alibi de la culture. Thomas Bernhard n'épargne pas les intellectuels, son trait est inextinguible, sa caricature irrésistible. Jorge Lavelli se détache de ce balancement entre violence et dérision, qu'il règle minutieusement dans un décor hyperréaliste de Louis Bercut - avec une rigueur subtile, avec une fureur et une ironie sauvages.

La fureur est tout entière dans le personnage du frère, Guy Tréjean, Jupiter tonnant en costume bourgeois. Il porte la pensée de l'auteur, sa révolte angoissée. Ses imprécations sont terribles, tout y passe. Le nihilisme de Thomas Bernhard s'exprime avec plus de force encore que d'habitude, car cette pièce est la dernière et la proximité de la mort précipite l'affolement, la rage, l'impuissance de l'homme qui n'a plus le temps... Et sa haine. Habité d'une violence qu'il tente de retenir et qui parfois le dépasse, lui fait transgresser ses tabous d'intellectuel philosophe. Guy Tréjean garde de la dignité, peut-être faudrait-il davantage de distance... Mais il y a cette haine inévitable que les mots charrient. En ce sens, la pièce est ambiguë. Sa passion haineuse franchit les limites de l'avertissement et, en même temps, transmet quelque chose de jubilaire : le plaisir du jeu et du langage.

COLETTE GODARD

► Théâtre National de la Colline, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30 jusqu'au 31 mars. Tél. : 43-88-43-80.

ARTS

Le problème Bernard

Qui était Emile Bernard ?

Un novateur méconnu ou un artiste fourvoyé ?

Il y a un siècle, le 22 février 1891, deux peintres se brouillèrent dans une salle de l'Hôtel Drouot. Les toiles de l'un d'eux s'y vendaient - fort mal du reste - et l'autre lui reprochait d'avoir usurpé le mérite d'une révolution picturale essentielle. L'un était Paul Gauguin, qui espérait financer par ces enchères son voyage à Tahiti, l'autre Emile Bernard. Quant à ladite révolution, l'histoire de l'art la dénomme synthétisme, lequel synthétisme engendrait le style des nabis, Sérusier, Denis, Bonnard et Vuillard. La peinture s'y trouve réduite à un système de couleurs passées en aplats et compartimentées par des contours épais, sans souci du modelé ni du détail des volumes.

Depuis leur dispute, le problème a été posé des dizaines de fois : lequel des deux a mis à la mode cerne et formes compactes ? On sait où le vol, si vol il y eut, fut commis : à Pont-Aven, la pension Gloanec. On sait quand : à l'automne 1888, entre la mi-sept et la fin octobre. On sait que Paul Gauguin exécute alors sa *Vision après le sermon*, qui emploie les procédés de la « synthèse », et que Bernard peint ses *Bretonnes dans la prairie*, qui relèvent d'une technique presque identique. Mais ce qu'il faudrait savoir de la façon la plus certaine, c'est ceci : existe-t-il des œuvres de Bernard indubitablement antérieures à cette période dans lesquelles il aurait usé de ce style ? Faute de preuves, la querelle de paternité pourrait passer pour un assez mauvais procès.

On espérait donc qu'une rétrospective, organisée après les immenses expositions Gauguin et Van Gogh des dernières années, produirait une preuve, ou un indice, ou un symptôme au moins. Or celle que présente la Fondation Mona Bismarck, bien que reprise pour l'essentiel de celle qui a eu lieu à Amsterdam cet été, n'est guère de nature à éclaircir l'affaire. Dans des salles exquises, vieillottes décorées en Louis XV revu Napoléon III, une centaine d'œuvres sur toile et de dessins ont été disposées dans un aimable désordre. La chronologie, décisive en la matière, subit d'étranges distorsions, et le visiteur n'a d'autre solution que de la reconstituer de son mieux, d'une vitrine dans un angle à un tableau dans une autre salle. Un souci plus marqué de l'histoire n'aurait pas été déplacé.

Il aurait permis de justifier la datation de dessins et de gouaches sur carton que les cartels affirment de 1888. Il aurait rendu sensible la

diversité des techniques dont use alors sans vergogne Bernard. Disciple des impressionnistes, il emprunte à Pissarro, dont il connaît le fils dès 1887, et à Cézanne, auquel il prend ses touches étiées, ses baigneuses géométriques et un peu de ses harmonies en vert et orange. En 1888, à Pont-Aven, au moment crucial, il paraît sous l'influence du peintre d'Aix, qu'il mêle d'allusions à Van Gogh, son plus proche ami. Le synthétisme n'intervient que fort peu dans les toiles qu'il aurait achevées cet automne-là, ce qui ôte de sa force à l'accusation de plagiat qu'il lança deux ans plus tard contre Gauguin.

A vrai dire, on serait tenté d'inverser les termes du problème : la *Pietà* de Bernard de 1890 s'inspire d'égoutiers et de calvaires - mais Gauguin les cite, lui, par deux fois, l'année précédente. Quant aux vues bretonnes de 1891, les plus réussies, les mieux construites, les plus adroitement colorées, il ne servirait à rien de nier qu'elles doivent à Gauguin, l'inévitable Gauguin, leur inspiration et leur style.

L'accrochage brouillé a cependant un mérite : il rend manifeste la versatilité de l'artiste. De tableau en tableau, Bernard ne se lasse pas d'introduire des procédés changeants. Il pastiche la tapisserie médiévale et les enluminures quelques mois, s'en fatigue et tente d'allier Tintoret et Monet pour peindre un *Combat de chevaliers* dont l'incohérence éffarante fait tout le prix. En 1892, il balance entre Cézanne et Velasquez. En 1894, il oscille entre Chassériau et Maurice Denis. Deux salles de l'exposition sont ainsi pleines de scènes égyptiennes - Bernard vécut dix ans au Caire, - de scènes de genre vénitien et de vues de Tonnere, où il s'établit en 1915. Bernard imite alors Corot, Glorion, Delacroix, Michel-Ange, les préraphaélites anglais, Titien et les natures mortes hollandaises.

Cette démonstration d'éclectisme infatigable ajoute à la perplexité du visiteur, réduit à hésiter entre deux hypothèses inégalement vraisemblables : soit Emile Bernard abdiqua toute personnalité artistique aux alentours de 1890, après avoir été un novateur jusque-là, mais en secret ; soit il ne fut jamais qu'un pasticheur adroit et prolifique.

PHILIPPE DAGEN

► Fondation Mona Bismarck, 34 avenue de New-York ; jusqu'au 31 mars.

Une foire qui roule, mais...

Arco, la foire de l'art contemporain de Madrid fête ses dix ans

MADRID

de notre envoyée spéciale

Arco a été créée dans la confusion, mais avec enthousiasme, en 1982, à l'époque où les foires de l'art contemporain ont commencé à se multiplier dans le monde. Portée par un réel désir de soutenir le mouvement montant de la jeune création en Espagne, encouragée substantiellement par le gouvernement, la ville, des banques, la manifestation a grandi, précisé ses ambitions internationales.

Pour y réussir, Arco n'a d'ailleurs pas hésité à multiplier les invitations : aux galeries étrangères, en particulier américaines, aux critiques, aux journalistes. En même temps, elle proposait des événements culturels (colloques, débats), créait une section vidéo ; enfin, elle donnait son nom à une fondation ayant pour objectif d'acheter des œuvres d'art contemporain.

En 1982 et 1983, Arco occupait 5 000 mètres carrés au Parc des expositions Castellana à Madrid et accueillait une centaine de galeries. En 1984, elle s'installait dans un pavillon de la Casa de Campo, doublait son volume d'exposition et pouvait compter sur la participation de plus de cent cinquante galeries.

Un effet de nivellement

L'année prochaine, la foire devrait encore déménager. En effet, l'IFEMA, son organisateur, doit s'installer dans des bâtiments nouveaux au nord de Madrid, non loin de l'aéroport, où il disposera de plus de 150 000 mètres carrés d'espaces distribués entre huit pavillons.

Si on ajoute à cela qu'Arco est une manifestation très fréquentée (plus de 100 000 visiteurs chaque année) et qu'elle est effectivement devenue une place de marché (si les galeries étrangères ne lui seraient pas aussi fidèles), la foire devrait fêter ses dix ans dans l'euphorie. Et pourtant non.

un marché de l'art sérieusement à la baisse depuis près d'un an s'ajoutent faiblement les effets de la guerre du Golfe : si, dans les quelques deux cents stands des galeries participantes, l'optimisme était de rigueur le lendemain du vernissage, on reconnaissait que ce n'était pas la bousculade comme les années passées, et que si les collectionneurs étaient là, les affaires s'engageaient lentement. On

constatait aussi la défection de plusieurs exposants américains, la plus voyante étant celle de la galerie Castelli.

Quant au contenu de la foire, bien malin qui pourrait en faire le tour et en dégager quelques grandes options, quelque fond de nouveauté. Inquiets et prudents, incertains dans l'ensemble, les galeries ont opté le plus souvent pour la variété, le mélange des genres, des générations, des vedettes internationales et des jeunes Espagnols.

Résultat : un effet de nivellement plutôt ennuyeux, peut-être à l'image d'une création contemporaine qui dérive dans le jeu des combinaisons conceptuelles-personnalisées, à base de photos, de meubles, de matériaux divers et d'objets récupérés.

La vogue des plasticiens-photographes semble évidente à l'étage le plus « in » d'Arco, où l'on remarque aussi la présence des artistes d'Arte Povera (et pour cause, il y a dans vingt galeries italiennes dans la foire), en particulier celle de Boetti, avec quelques très belles pièces de broderies. Et où les jeunes Espagnols semblent se dégonfler un peu, tout comme Schnabel et quelques autres artistes, cités plus qu'exposés d'ailleurs, entre deux pyramides blanches de Sol Lewitt et trois néons de Dan Flavin.

Alailleurs, surtout au troisième étage du pavillon, celui des galeries les plus classiques, l'ambiance est plus « lourde », ce qui ne veut pas forcément dire que c'est mieux. On y retrouve les grands d'Espagne, à commencer par Tapies, annoncé dans une quinzaine de galeries. Et Chillida, et Miro, et même Gonzales. Mais la foire donne très peu dans le vingtième siècle historique, et à peine dans l'art d'après 1945.

GENEVIÈVE BREERETTE

► ARCO, Parc des expositions de la Casa de Campo, Madrid. Jusqu'au 12 février.

MUSIQUE

□ Mort du « roi du gospel » James Cleveland. - Le révérend James Cleveland, pianiste, chanteur, arrangeur, producteur, compositeur de plus de quatre cents chansons, avec seize disques d'or à son actif, fondateur d'une école de gospel où il a formé des centaines d'artistes, dont Aretha Franklin, est mort le 9 février à Los Angeles. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE VALGUYÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs de Le Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs de Le Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur :
de Le Monde
12, rue Gutenberg
94521 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 41-51-04-70. Société filiale
du journal Le Monde et Régie France SA.

Le Monde
TELEMATIQUE

Composant 36-15 - Tappez LEMONDE
ou 36-15 - Tappez LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

IFARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie